

Petites fleurs rouges de la grande grève
contributions à l'histoire du PCB

1960-1965

a. bonenfant - p. delwit - g. dobbeleer - c. godefroid
j. gotovitch - l. gotovitch - j. grippa - r. hemmerijckx
c. kesteloot - r. lewin - c. renard - m. rikir



Les Cahiers Marxistes

Référant aux courants marxistes, la revue tend à considérer la société comme totalité ; à privilégier donc une approche multidisciplinaire critique et l'articulation entre théories et pratiques sociales. Les engagements y seront assumés comme clé de scientificité ou comme valeur philosophique et morale. La revue se conçoit comme lien entre chercheurs, citoyens actifs et responsables d'organisations sociales et politiques. Elle procède actuellement plutôt par thème.

abonnement (5 numéros)

pour la Belgique	30 EUR
pour l'Union Eur.	35 EUR
hors Union Eur.	40 EUR

au compte **001-1047600-76** des

CM av. Derache, 94 b. 6,
1050 Bruxelles,

ou carte VISA/MASTERCARD

Tél/fax : 0032-2-650.49.21.

E-mail : cmarx@ulb.ac.be

www.ulb.ac.be/socio/cmarx

comité de rédaction

Mateo Alaluf, Jacques Aron, Francis Bismans, Yannick Bovy, Albert Carton, Barbara Delcourt, Pascal Delwit, Didier Dupont, Pierre Gillis, Michel Godard, Serge Govaert, Jean-Jacques Heirwegh, Rosine Lewin, Jean-Paul Mahoux, Jacques Moins, Jacques Nagels, Nadine Plateau, Maggy Rayet, Claude Renard, Jean-Maurice Rosier, Christian Vanderमotten, Benoît Verhaegen.

rédacteurs en chef

Pierre Gillis & Michel Godard

secrétariat & mise en page

Thomas Perissino

Sommaire

<i>Edito</i>		3
• Contributions à l'histoire du PCB 1960-1965	José Gotovitch	7
• PCB, FGTB et Luttes syndicales	Rik Hemmerijckx	15
• Des <i>Golden sixties</i> électorales pour le PCB ?	Pascal Delwit	25
• Le cadre international des tâches du PCB dans les années 60	Rosine Lewin	41
• Les papiers Jean Terfve et le mouvement populaire wallon	Milou Rikir	53
• Parti communiste et mouvement wallon (1961-1965) : une rencontre avortée ?	Chantal Kesteloot	63
• Le monde communiste dans <i>Combat</i> , organe du Mouvement populaire wallon	Corinne Godefroid	89
<hr/>		
<i>Témoignages et documents</i>		
• PCB et mouvement wallon	Claude Renard	101
• Des enseignants communistes entre 60 et 65	Louise Gotovitch	105
• Le rôle du courant trotskyste dans le PSB puis le PWT et l'UGS	Georges Dobbeleer	121
• Révolution et contre-révolution en Chine	<i>Document (1977)</i> Jacques Grippa	131
• Rapport sur la dissidence grippiste	<i>Document (1968)</i> Alphonse Bonenfant	157
<hr/>		
• <i>Lectures</i>		

**Centre d'histoire et
de sociologie des gauches**
Université Libre de Bruxelles
av. Franklin Roosevelt, 50
1050 Bruxelles
e-mail - jgotovit@ulb.ac.be

**Centre des archives
communistes en Belgique
(CARCoB)**
rue de la Caserne, 33
1000 Bruxelles
e-mail - carcob@skynet.be
tél. - 0032-2-513.61.99

**Fonds d'histoire
du mouvement wallon
(FHMW)**
rue Fusch, 5
4000 Liège
tél. - 0032-2-232.29.36

Le Centre d'histoire et de sociologie des gauches de l'ULB, le Centre des archives communistes en Belgique, et le Fonds d'histoire du mouvement wallon de l'Université de Liège se sont associés pour organiser une rencontre, le 27 octobre 2001, dans les locaux de ce dernier et avec le soutien de la Communauté française Wallonie-Bruxelles. L'appui logistique de la régionale liégeoise de la Fondation Jacquemotte et de la Fondation Paul Renotte a été précieux.

Le but était de stimuler des recherches d'historiens et de sociologues et de les confronter avec les témoignages des acteurs de l'époque. De vérifier quelques hypothèses explicatives de l'embellie qu'a connue le PCB entre 1960, année de la grande grève, et les élections législatives de 1965.

La journée a été intégralement enregistrée et filmée en vidéo, afin de n'en rien perdre et de tenir les interventions et les témoignages à la disposition des chercheurs des temps futurs. L'ensemble est conservé au CARCoB. Les interventions qui n'ont pas été retravaillées pour ce numéro des *CM* – de Daniel Rochette sur le «grippisme», de Marcel Deprez sur le climat économique et social de l'époque, de Louis Van Geyt, ancien président du PCB-KPB, du militant pacifiste Jean Verstappen, la discussion, l'introduction de Jules Pirlot ainsi que l'allocation de bienvenue de Corine Godefroid – peuvent y être consultés.

L'exposition qui accompagnait ce colloque est évidemment démontée, mais le film réalisé par Jean-Christophe Yu en 1991, *Il y a 30 ans, la grève*, est toujours disponible en vidéo.

Les trois institutions organisatrices disposent d'un volume impressionnant d'archives de l'époque. Elles ne demandent qu'à être exploitées.

Petites fleurs rouges de la grande grève

Notre revue ne mériterait pas son titre en forme de pavillon si elle n'accordait pas une place déterminante à l'étude historique des sociétés que nous analysons, des pratiques sociales où nous nous investissons. Dans un format éditorial thématique, cela signifie aussi que nous nous efforçons de susciter ou de relayer des débats sur des sujets originaux*, comme cette fois.

A propos du *PCB - 1960/1965*, José Gotovitch, qui fut le maître d'œuvre de l'entreprise, explique ci-après ce qui a motivé dans leurs études les historiens, les politologues et les témoins réunis en colloque, à Liège, le 27 octobre 2001. Nous nous réjouissons qu'une partie des matériaux réunis à cette occasion ait pu être travaillée et complétée pour publication, d'y avoir aidé et de pouvoir contribuer enfin à la faire mieux connaître, à lui donner des suites s'il se peut.

Le sel

Entre autres choses, nous partageons la conviction, exprimée autrement par José Gotovitch, que dans les casseroles de l'histoire, les gros légumes – les masses, les grands partis – donnent certes la consistance, mais que l'assaisonnement – des groupes plus restreints, comme le PCB de l'époque *in casu* – donne souvent le goût final de la soupe.

* Nous prenons la liberté de renvoyer nos nouveaux lecteurs à notre carte de visite (3^{ème} de couverture), à notre site web, et en particulier l'amateur d'histoire à nos numéros :
213 - Albert Marteaux
210 - 150 ans 1/2 après le *Manifeste*
204 - William Morris
191 - Femmes / histoire au tournant du siècle.

Lecteurs, ne voyez pas là un plaidoyer – sous la métaphore – gastronomico-léniniste pour les avant-gardes – réelles ou imaginaires – ni une justification astucieuse de nos sympathies militantes passées, présentes ou futures. Mais bien un plaidoyer pour l'engagement politique radical, celui qui bouge avec les arrière-gardes, comme en 1960-61, où plusieurs centaines de milliers de travailleurs portèrent en Belgique une grève générale pendant près de cinq semaines.

Dans un ouvrage précédent – notre n°177, intitulé *1960-1990 – la grève générale / les réformes de structure / le contrôle ouvrier / le fédéralisme* – Jean Puissant reprenait à son compte une remarque d'Urbain Destrée sur les générations militantes co-présentes dans l'action d'alors : Front populaire, Résistance, abdication royale, il y avait là en chair et en os, en action, une mémoire politique de trois décennies. Il nous plairait d'en renouer le fil, après tant d'années, et à tout le moins d'en rappeler l'importance et l'efficacité.

On peut d'ailleurs proposer en l'espèce deux lectures assez différentes des événements. Après coup, la grève de 60-61 et la poussée électorale du PC qui suivit peuvent être présentées comme une ouverture à reculs des *Golden sixties*, ou un raté dans le parcours des Trente glorieuses 1944-74, une sorte de fossile : la dernière des grandes grèves générales d'un «*siècle ouvrier*» qui aurait commencé en 1886 et se serait achevé en 1961. Outre la méfiance envers un certain anachronisme, n'est-il pas plus réaliste de relever en outre et d'abord, deuxième lecture, que c'est la mobilisation du mouvement ouvrier – celle de 60-61 après les autres – qui a fait les *Golden sixties*, imposé le déploiement particulier du compromis social-démocrate que symbolisent les gouvernements dits travaillistes – chrétiens et socialistes – qui prévalent dans les années 1960-70 ? Si cette lecture est bien chrono-logiquement la première, la suite à analyser, ce sont les paradoxes du succès : inflexions, bifurcations du mouvement, ... et d'un point de vue prospectif, voies et moyens de recomposition d'une dynamique de gauche. Impensable dans les termes idéologiques, et répétitifs, de «l'échec annoncé».

A l'usage des jeunes générations

Dans cette optique, et au moins pour la bonne compréhension de la période 1960-65, il faut rappeler que la notion de **réformes de structure économiques** a été mise en avant et construite par deux congrès de la FGTB (1954 et 1956), puis relayée par le PSB (en 1959). En substance, la perspective est de nationaliser les secteurs de l'énergie et du crédit, voilà le discours réformiste du temps : il vise des réformes, disons

après coup, une régulation, un contrôle substantiels de l'économie du pays.

Le projet de **Loi unique**, contre lequel la grève générale de 60-61 s'organise, est comme son nom l'indique un projet fourre-tout, procédé dont l'usage sera assez fréquent par la suite, et signale la prépondérance croissante de l'Exécutif : éventuellement à l'occasion d'un arbitrage budgétaire, la majorité fait passer en bloc un *package* de mesures diverses, plus ou moins liées à la nécessité conjoncturelle d'austérité pour le contrôle de l'expansion. En 60-61, il s'agit des présumées « pertes congolaises » (du fait de l'indépendance de la colonie), et de corriger les effets d'une politique trop pro-cyclique qui a été symbolisée par les dépenses de l'Expo 58. Les services publics sont – classiquement – dans le collimateur, et les syndicats du secteur seront aux avant-postes : encore une dimension du compromis social-démocrate.

La « guerre » scolaire, commencée dans les années 1840 entre bourgeois, a été déclarée close en 1958 par un **Pacte scolaire**, ce qui se révélera un facteur de pérennité desdits gouvernements travaillistes, après les essais plus tâtonnants des années 1920 et 30. Juste avant, le gouvernement « laïc » de 1954-58 avait mené bataille pour l'enseignement public, et la réaction cléricale avait mis des centaines de milliers de catholiques dans les rues. La paix négociée finalement organise notamment le financement presque égal de l'enseignement privé-catholique. Le Front commun syndical FGTB-CSC mettra lui aussi cette paix scolaire à profit pour se développer : le débat dit philosophique demeure, mais quitte le plan politique pour la sphère privée individuelle et celle du *marketing* des appareils de service.

Il faut enfin dire un mot du **renouveau fédéraliste** qui marque la période, avec des effets majeurs pour les décennies suivantes. Côté wallon, il s'agit de rompre avec la période d'après-guerre où le tricolore national belge a rapidement prévalu : la prise de conscience se focalise sur la lenteur de la conversion industrielle au moment où la modernisation s'accélère en Flandre (symboles : le capital belgo-luxembourgeois lance la sidérurgie maritime à Zelzaete ; les mines de Wallonie ferment). Côté flamand, il s'agit de reconstruire un mouvement égaré par la collaboration d'une partie notable de ses dirigeants avec l'ennemi et/ou la séduction des idées fascistes. La poussée nationale flamande est néanmoins ancienne et profonde, enrichie par les progrès socio-économiques, tandis que la divergence entre communautés est assez manifeste dans divers domaines : jusques et y compris dans la FGTB avant et pendant la grève de 60, où la droite – opposée à celle-ci – domine côté flamand.

Renouveau donc, des deux côtés, si bien que le changement ne s'opère pas, côté wallon, sans lever quelques hésitations ni rencontrer quelques réticences ou franches oppositions qui dureront plusieurs années. Dans un premier temps, ce sont plutôt les «*questions linguistiques*», comme on dira longtemps côté francophone, qui viennent à l'agenda : de vieilles revendications – plutôt flamandes – à propos de frontière linguistique et d'emploi des langues en matière administrative seront rencontrées en 1963. Pendant ce temps, le principal dirigeant de la grève, André Renard, a quitté la direction de la FGTB pour créer le Mouvement populaire wallon.

Un tournant politique

Les quelques indications ci-avant montrent assez qu'en quelques années, environ de 1958 à 1962, plusieurs inflexions politiques importantes s'opèrent. Du moins, aujourd'hui, le consensus factuel est-il facile à réunir à ce propos. Quant à la compréhension des mouvements, de leurs articulations réelles, c'est une autre affaire, où le travail historique commence. Par exemple, sur l'originalité ignorée et la continuité de l'approche du fédéralisme par les communistes. Nous redisons en l'espèce l'intérêt des travaux du colloque ici publiés. Nous y voyons de plus un enjeu de mémoire et de lucidité politiques. Pour toute la gauche.

Michel Godard

Contributions à l'histoire du PCB 1960-1965

Postface au colloque du 27 octobre 2001

José Gotovitch*

L'histoire du Parti communiste de Belgique ne constitue pas, l'on s'en doute, un carrefour fréquenté de l'historiographie. Il faut remonter au colloque de 1979¹ pour retrouver une tentative d'approche collective et scientifique. Ce manque de curiosité ne relève pas de la place relative occupée par le PCB dans l'histoire du pays. Ce parti y joua en effet un rôle évident à plusieurs étapes essentielles, que ce soit directement par son action ou indirectement par la peur, méfiance ou concurrence qu'induisait son existence.

Le désintérêt tient plutôt à la permanence des trois piliers qui ont structuré de manière quasi hégémonique la Belgique du XX^e siècle et dont on entend souvent déduire tous les ressorts de son histoire.

C'est une évidence, quand on étudie l'histoire du mouvement ouvrier, que l'attention se doit d'être portée aux mondes construits par la social-démocratie et la démocratie chrétienne. L'histoire des partis et syndicats socia-

* Professeur d'Histoire contemporaine à l'Université libre de Bruxelles.

1. CHEMA, *Le Parti communiste de Belgique (1921-1944)*. Actes de la journée d'étude de Bruxelles, 28 avril 1979, Bruxelles, numéro hors série des *Cahiers Marxistes*, 1980.

listes et chrétiens, ainsi que des sociétés constituées à l'abri de ces remparts ont fait l'objet de travaux importants.

Mais cette histoire endogène ne rend pas compte des rapports entretenus entre ces forces, du rapport de ces organisations à la société, des flux et reflux qui les agitent. Qui veut sortir d'une histoire purement structurelle et tenter d'appréhender ces partis et organisations comme l'une des manifestations des rapports sociaux, qui vise en fait l'histoire globalisante, se doit d'investiguer aux marges des structures pilarisées. Dès lors la rencontre avec le communisme est incontournable.

Quoiqu'on ait écrit sur le caractère artificiel de la « greffe communiste », « étrangère aux traditions occidentales » et « imposée de l'extérieur » au mouvement ouvrier, la bouture a pourtant pris partout, dans des mesures variables et sur des greffons divers. En Belgique, le mouvement communiste s'est construit au confluent de traditions anarcho-syndicalistes et d'une gauche socialiste en rupture avec le tronc puissant et protecteur de la social-démocratie et en attente/répulsion à son égard.

C'est dans les bastions socialistes que se sont développées les franges communistes. La démonstration peut en être faite à chaque période et l'on verra ci-après que les années 1960-1965 ne modifient en rien ce constat. Ceci ne signifie pas que la spécificité communiste soit un leurre, que du contraire. Une culture communiste s'est construite, irréductible à toute autre et s'est maintenue, à travers les aléas du parti qui la portait, renaissant avec lui, et ne disparaissant jamais entièrement tout au long de son existence. La question peut être posée s'il s'agit bien d'une culture relevant du mouvement ouvrier ou d'une architecture beaucoup plus complexe. Il est évident cependant que ce parti n'a effectivement évolué dans son audience qu'en fonction de la pratique du POB/PSB et que son histoire est un élément insécable du rapport de ce dernier à la société belge. Au-delà de son histoire spécifique, le PCB est l'un des révélateurs de la réception dans de larges milieux ouvriers certes, mais également au-delà, de la politique et de la pratique de la social-démocratie.

Il est d'ailleurs significatif que, largement négligé par l'histoire dite du mouvement ouvrier dans sa conception traditionnelle, le communisme apparaît de plus en plus dans les travaux de la nouvelle école de l'histoire culturelle où son influence apparaît incontournable.

Cette option n'est pas étrangère à la fréquence plus nette d'évocation du sujet là où il semblerait à première vue pouvoir être ignoré, c'est-à-dire

dans les universités flamandes où l'histoire culturelle a conquis une large place.

Que connaissons-nous dès lors de l'histoire du PCB ? Sans doute sa pré-histoire, sa création et ses premiers pas ont-ils fait l'objet de travaux les plus nombreux, dont la thèse jamais publiée de Marcel Liebman². Son irruption dans l'histoire sociale à travers les grèves de 1932 et de 1936 ainsi que la période de l'antifascisme ont été abordées de manière ponctuelle et factuelle mais sans l'apport des archives de Moscou. La période de guerre est désormais connue, mais pas dans l'ensemble du pays³. Quant à la participation gouvernementale, les tentatives, assez anciennes, souffrent toutes d'un manque criant de sources originales. L'ouverture très généreuse des archives du CArCoB a permis de mener quelques travaux sur la période postérieure, mais ils souffrent de leur caractère partiel et de l'inexpérience naturelle des étudiants qui les ont menés à bien.

L'histoire du PCB reste donc à faire, et principalement son histoire politique, dans la mesure où celle-ci doit être entreprise au départ du social, en incluant l'histoire de ses militants. Il faut donc briser les présupposés idéologiques, trouver les déterminants sociologiques et désacraliser le rapport à l'URSS. Son rapport à la pratique syndicale est une autre clé essentielle : de la contestation externe au noyautage jusqu'à la réduction, après 1954, d'une part essentielle de l'activité du PCB à un syndicalisme exemplaire et à l'action parlementaire.

Soulignons cependant plusieurs écueils majeurs qui entravent la recherche, en dehors de «l'incuriosité» régnante. En premier lieu, la fermeture absolue des archives de police qui nourrissent, dans d'autres pays, et la curiosité et la recherche. Ensuite la discrétion passée et irréparable de bien des acteurs majeurs de cette histoire : peu de mémoires ont été publiées ou même rédigées. Pas ou peu de campagnes systématiques de recueil de témoignages ont été entreprises en dehors de la période de guerre. Ajoutons la fermeture des archives de Moscou pour l'après-guerre, malgré certains sondages qui les révèlent fort maigres en ce qui concerne la Belgique, objet de peu d'attentions, semble-t-il de la part du grand parti frère.

2. Marcel LIEBMAN, *Origine et signification idéologiques de la scission communiste dans le Parti ouvrier belge (1921)*, Thèse de doctorat présentée à l'ULB, 1963 (inédiée). Voir Bernard DANDOIS, *Bibliographie du Parti Communiste de Belgique 1920-1979* dans CHEMA, *op. cit.* pp. 115-147.

3. Rappelons que *Du Rouge au Tricolore* traite principalement des niveaux national et bruxellois. Liège, Charleroi, le Borinage, hauts lieux d'activité du PCB sous l'occupation appellent toujours des études.

La réflexion a donc à peine commencé sur la signification, la place et le rôle du communisme en Belgique. De même, la recherche est à peine entamée sur les militants qui l'incarnèrent, même si une cinquantaine d'entre eux figurent dans le tout récent *Dictionnaire biographique du Komintern* après qu'une centaine de notices ont paru en annexe à *Du Rouge au Tricolore*⁴. A cet égard, Juifs et Italiens communistes de Belgique ont bénéficié d'une approche privilégiée grâce aux publications d'Anne Morelli, de Maxime Steinberg et de Rudi Van Doorslaer⁵. Ces « bios » constituent le passage obligé pour une histoire sociale du communisme, pour une appréhension sociale du politique, sans laquelle toute histoire demeure abstraite et désincarnée.

C'est pourquoi l'initiative du CARCoB⁶, du CHSG⁷ et du Fonds d'histoire du mouvement wallon, qui a rassemblé chercheurs et témoins autour d'une période spécifique a constitué une très précieuse incitation à la recherche et à la confrontation. Dans une matière où comme bien souvent en Belgique, l'écrit demeure sans écho et la parole vagabonde au gré des reconstructions et auto-justifications, cet exercice a permis de motiver des projets futurs. L'enjeu se situe désormais au niveau mémoriel et historique, libéré d'implications par trop immédiates. Cette journée a aussi, disons-le sans détour, permis aux chercheurs présents de constater l'intérêt sans doute inattendu qu'éveillent leurs travaux.

Etudier les années 1960-1965, c'est non seulement évoquer la dernière percée électorale communiste en Belgique, c'est surtout en prendre la mesure réelle à l'aune de quelques événements essentiels de notre histoire récente : la grève de l'hiver 60-61 contre la Loi unique, l'émergence de la revendication fédéraliste en Wallonie, la cristallisation d'un fort courant de gauche au sein du PSB, la crise qui en découla et le congrès des incompatibilités (La Gauche, *Links* et le MPW), mais aussi la décolonisation, l'indépendance du Congo, la détente Est-Ouest et les bourrasques qui la minèrent.

4. *Komintern : L'histoire et les hommes, Dictionnaire biographique de l'Internationale communiste*, dir. José GOTOVITCH et Mikhaïl NARINSKI, Editions de l'Atelier, Paris, 2001 ; José GOTOVITCH, *Du Rouge au Tricolore - Les communistes belges de 1939 à 1944*, Bruxelles, Labor, 1992.

5. Anne MORELLI, *Fascismo e antifascismo nell'emigrazione italiana in Belgio (1922-1940)*, Bonacci, Roma, 1987, et *La participation des émigrés italiens à la résistance belge*, Ministero Affari esteri, Roma, 1983 ; Maxime STEINBERG, *L'étoile et le fusil, la traque des Juifs*, Vie Ouvrière, Bruxelles, 1986 ; Rudi Van DOORSLAER, *Enfants du Ghetto, Juifs révolutionnaires en Belgique (1925-1940)*, Labor, Bruxelles, 1997.

6. Centre des archives communistes en Belgique, asbl.

7. Centre d'histoire et de sociologie des gauches, Institut de Sociologie, ULB.

Depuis l'immédiat après-guerre, nulle période n'interpella plus directement le PCB dans ses dimensions nationales et internationales. Mais précisément parce que nous connaissons aujourd'hui le fédéralisme réalisé, la défaite et la disparition de la gauche socialiste, l'implosion du «camp socialiste» et celle, quasi totale, du parti communiste, le naufrage des réformes de structures submergées par le libéralisme, nous risquons le péché majeur et aggravé d'anachronisme. Et rien ne conduit mieux à de faux procès que ce défaut qui guette et l'historien et l'analyste politique. Il est facile de dénoncer les erreurs politiques quand l'observateur se trouve en aval des faits et qu'il les juge à l'aune de ses certitudes du jour. C'est le piège que l'historien doit à toute force déjouer et plusieurs contributions ci-après nous invitent à le faire.

Toute première difficulté à surmonter : quelle est la profondeur des opinions attribuées à des catégories aussi sommairement définies que «en Wallonie» ou «les Wallons» ? Le tableau dressé par **Louise Gotovitch** de la situation à Arlon dans les années 60 nous incite à la prudence. D'abord en ce qui concerne la modernité de la société à cette époque dans l'ensemble du pays : il semble que bien des coins n'aient pas vécu les transformations du quotidien, l'envol de l'après-guerre et donc des mentalités, comme dans les grandes villes. Les traditions, le conservatisme pèsent de tout leur poids. Et cela concerne également la conduite d'une grève, mais aussi le rapport à la Wallonie qui semble bien étranger aux préoccupations locales, y compris chez les syndicalistes socialistes. Ce qui nous apparaît aujourd'hui comme le phare qui indique la route à suivre n'éclaire pas de la même clarté tout l'horizon.

La pertinence des chiffres présentés par **Pascal Delwit** relativise fortement l'embellie électorale : embellie sur le court terme, mais arrêt éphémère sur la courbe descendante et jamais redressée depuis 1946. Cette évidence renvoie cependant au renforcement relatif mais réel des effectifs du PCB à cette époque. Trois mille adhérents rejoignent les rangs du PC. Quant on sait que les retours sont exceptionnels, il s'agit donc de «primo-adhérents». Le cas de figure est évident : le PSB est au pouvoir. Mais s'agit-il de membres du PSB, de militants syndicaux, de non politisés ? **Rik Hemmerijckx** nous apporte des éléments de réponse en soulignant l'expansion de quelques sections communistes dans les entreprises phares de la région liégeoise. Mais encore une fois, Liège n'est pas la Wallonie et nous ignorons encore trop des motivations, des origines, mais aussi des destinées de ces militants de 61-65. Ont-ils quitté par la suite, sont-ils au contraire demeurés et ont-ils remplacé les partants, éventuellement ceux d'après Prague ? Seules des approches prosopographiques à l'échelon d'une section, voire d'une fédération pourraient nous renseigner.

Il en va de même pour la saignée «grippiste» subie à Bruxelles, qui pèse manifestement et sur le PCB et sur ses résultats électoraux dans cet arrondissement. Est-ce vraiment l'argumentation très idéologisée de **Jacques Grippa** qui provoque la rupture de très anciens militants, anciens dirigeants, anciens résistants, suivis pas des jeunes enthousiastes, des étudiants et des intellectuels, la chair vive de la Fédération bruxelloise du PCB ? Quel écho éveille ou réveille chez ces militants le discours radical du «grippisme» ? Quelle est la part du tiers-mondisme sous l'inclination «pro-chinoise» ? Ce mouvement ne révèle-t-il pas les ressorts d'adhésion significatifs de la nature même du communisme en Belgique ? Il faudrait procéder ici aussi à l'approche individualisée pour les mettre à jour, et par là-même s'interroger sur l'origine et l'héritage réel du «grippisme».

Mais la question centrale qui paraît émerger à l'issue de cette journée est celle des liens entre le PCB et le mouvement wallon, en son principe comme envers ses structures.

Ironie de l'histoire, ce parti dont **Chantal Kesteloot** montre l'implantation essentiellement wallonne, ce parti qui a inscrit le fédéralisme à son programme avant-guerre et encore quelque temps après celle-ci, ce parti marque une lenteur, une réticence voire une hostilité manifeste, début 61, quand émergent les prémices du mouvement qui va mener effectivement la Belgique au fédéralisme. **Corinne Godfroid** souligne par ailleurs que cette réticence initiale, jamais totalement levée chez nombre de militants, est remarquée et dénoncée par *Combat*, l'organe du MPW. Ce dernier, à son tour témoigne d'un certain ostracisme envers les militants communistes et se défend de toute «collusion» avec eux. Si l'on oppose à cela le discours ultérieur du PCB qui intégrera la dimension wallonne et se présentera comme l'un de ses animateurs les plus conséquents, il faut bien relever ici une part de mythologisation. La chronologie très précise de Chantal Kesteloot, confirmée par l'analyse des archives de Jean Terfve présentée par **Milou Rikir**, ne laissent aucun doute sur ce point.

Ce «retard» – et il n'y a de «retard» qu'en fonction d'une vision rétrospective de l'histoire – ne relève pas, c'est notre hypothèse, de l'aveuglement, du dogmatisme mais bien d'un élément beaucoup plus profond : il s'agit ici de la culture communiste.

Quoique n'ayant pu développer en Belgique la contre-société complète et structurée que le PCF a pu construire en France, il reste qu'avec l'action militante, les communistes belges intègrent une culture particulière

qui touche tant au vocabulaire qu'aux formes et types de luttes, aux structures d'organisation et aux rapports entre elles.

Et comme toute culture intériorisée, celle-ci est à la fois protectrice et conservatrice. Conservatrice car elle résiste à tout changement ; protectrice puisqu'elle elle offre un cadre rassurant car familier aux militants. Cette pesanteur relève aussi du caractère obsidional dû à l'hostilité générale dans laquelle se meut le PC. Si l'on ajoute à cela la tradition du centralisme autoritaire, baptisé démocratique, on comprendra que les militants opposent une résistance quasi sociologique à ce qu'ils ne connaissent pas.

C'est dans la lutte sociale, la lutte revendicative que les militants trouvent leurs marques : ils disposent pour celle-ci d'une stratégie, d'un vocabulaire, de formes d'organisation. C'est dans cette lutte que les militants dispersés et désarmés s'étaient retrouvés à la fin de 1940.

Aussi les militants éprouvent-ils la plus grande difficulté à comprendre, à intégrer un mouvement nouveau comme le MPW, nouveau dans la forme comme dans l'objectif (institutionnel), nouveau parfois par le type de cadres qu'il génère. Il s'agit en effet d'une structure étrangère aux traditions du mouvement ouvrier organisé qui se conjugue en partis et syndicats. Cette méfiance rappelle celle développée envers le renardisme de guerre, qui finit par l'absorption des syndicats communistes clandestins dans la région liégeoise, aussitôt regrettée et condamnée par les dirigeants nationaux. Et elle annonce aussi certaine des difficultés, proches, à gérer le projet d'Union démocratique et progressiste dans les années 70. C'est sans doute également à cette culture communiste que le PCB doit d'avoir été le dernier parti à s'être fédéralisé. Le culte du centralisme autoritaire, comme donnée identitaire, s'opposait à tout fractionnement du pouvoir.

Loin d'être occasionnelle, nous pensons qu'il s'agit là d'une tendance lourde du PCB. On le vit lorsque la lutte pour la paix échappa aux structures affectées à cet objet – en clair l'UBDP, facette belge d'un appareil international solidement adossé à l'Union Soviétique, et au recrutement élitair – pour s'incarner dans des marches anti-atomiques de masse et d'inspiration largement pluraliste. On le constata aussi à l'incapacité du PC de fidéliser la génération post-soixante-huitarde venue à lui, des idées audacieuses et novatrices, donc « hors normes », plein la tête. On la retrouva dans la méfiance, voire l'hostilité initiale envers Ecolo, ces gens qui se voulaient « autres », mais qui hébergent aujourd'hui tant d'orphelins communistes. C'est ainsi que le MPW se vit reconnu, avec effet-retard, comme l'instrument du combat auquel les communistes wallons se devaient de contribuer.

Ces quelques réflexions suscitées par les textes présentés dans ces pages conduiront, on peut l'espérer à initier d'autres travaux en leur indiquant quelques chantiers à creuser. Il est évident que cette étude ne peut se mener en vase clos. A cet égard le texte de Georges Dobbeleer sur la JGS-Jeune garde socialiste⁸ et le mouvement trotskyste pose une autre série d'interrogations fécondes. Ces années sont pour les trotskystes une période de déploiement et de conquêtes. Or les champs sur lesquels ils bâtissent ces succès se situent en dehors de toute problématique identitaire ou nationale : Congo, Algérie, Cuba sont les terrains lointains des rêves et des enthousiasmes, la Wallonie est absente, la grande grève y est à peine présente. Et le mouvement recrute. Qu'en est-il de la JCB dont les dirigeants sont également sur les champs lointains de l'anticolonialisme mais aussi dans la grève ? Recrute-t-elle également ? Si oui, dans quels milieux et que deviennent les cadres ainsi formés ; sinon pourquoi ? Quelle situation traduisent ces constats au niveau de «la jeunesse» – catégorie introuvable s'il en est. Nous savons, nous, que quelques années seulement nous séparent alors de mai 68, et cela vaut bien qu'on y réfléchisse.

Ce dossier, original mais incomplet, débouche naturellement sur la question qui demeure sans réponse dans ces pages : pourquoi cette embellie s'avère-t-elle éphémère ? Poser cette interrogation renvoie évidemment à la question plus générale de l'enracinement du communisme en Belgique. Mais elle nous impose de répondre également à une série de questions ou d'hypothèses dérangeantes.

L'effondrement du PCB, qui précède clairement la chute du Mur mais l'accompagne, n'est-il pas lié d'une certaine manière à l'évolution du PS, navigant toutes voiles dehors vers le centre, au sein duquel ou par rapport auquel un «aiguillon de gauche» n'a plus aucun sens ? Quelle est par ailleurs la part d'héritage du communisme belge assumée par le PTB, ce mouvement venu d'ailleurs – des catholiques flamands – mais qui endosse bien des traits fonctionnels caractéristiques de différents moments de l'histoire du PCB ? C'est aussi poser la question de la différence entre militants passés du PCB et militants des «luttres nouvelles», certains étant porteurs eux aussi d'une contestation globale de la société⁹.

Un programme chargé qui par delà la question, sans doute limitée, du communisme belge porte au cœur des interrogations essentielles sur notre temps.

8. La JGS est alors encore l'organisation de jeunesse du PSB.

9. Cf. *Militantisme et militants*, EVO, Bruxelles, 2000.

PCB, FGTB et lutte syndicale, 1960-1965

Rik Hemmerijckx*

Les relations entre le PCB et le syndicalisme socialiste ont longtemps été caractérisées par une hostilité ouverte : attaquer le réformisme socialiste était une façon de vivre chez les communistes. C'est dans cet esprit que le PC a essayé d'organiser une opposition syndicale révolutionnaire, et qu'il a même stimulé la création de syndicats dissidents là où il se sentait assez fort. Ce fut le cas notamment parmi les mineurs wallons dans les années 1930-37. Du côté socialiste, l'opposition envers l'action communiste n'a pas été moins véhémente. Plusieurs communistes ont payé leur militantisme oppositionnel : ils ont été exclus des rangs syndicaux. Tout ceci pour dire que, dans l'avant-guerre, le communisme belge a certainement été écouté dans les milieux ouvriers, mais qu'au niveau syndical son implantation n'a jamais été très profonde¹.

Cette situation n'a changé qu'avec l'occupation allemande de 1940-1945. Avec la création des Comités de lutte syndicale (CLS) le PC a réussi à s'implanter syndicalement et, dans les bassins industriels wallons, il est même parvenu à évincer les syndicats socialistes de leurs positions majoritaires. La FGTB, créée en 1945, fut essentiellement un compromis

* Docteur en histoire (VUB), l'auteur a publié sur le syndicalisme socialiste et plus particulièrement sur la résistance syndicale, le renardisme et les syndicalistes communistes. Il travaille à la Fondation Auschwitz.

1. J. GOTOVITCH, « Histoire du Parti Communiste de Belgique », dans *Courrier hebdomadaire* du CRISP, 1997, n° 1582, pp. 8-24.

entre les courants communistes, les socialistes et les renardistes – plutôt indépendants.

Cette unité a toujours été très précaire, surtout dans le climat de la guerre froide et, à partir de mars 1947 sous l'influence de la politique oppositionnelle du PC, les relations se sont très vite détériorées. Dans ces circonstances, les cadres communistes se trouvaient dans une situation intenable au sein de la FGVB. D'une part, du côté communiste, l'approche de la politique syndicale était plutôt sectaire ; d'autre part, du côté socialiste, le travail de neutralisation ou de liquidation de la tendance communiste était constant. Dès lors, s'ils n'avaient pas été évincés ou expulsés, la plupart des responsables FGVB à tendance « unitaire » s'étaient vu obligés de quitter le PC². Ainsi, à la fin des années 50, le nombre des responsables syndicaux de tendance communiste était-il quasi nul. Le seul réseau où les communistes avaient encore une certaine influence était celui de quelques grandes entreprises de l'industrie métallurgique, des charbonnages wallons et quelques secteurs des services publics.

Cet isolement sur le plan syndical allait de pair avec un isolement sur le plan politique. Electoralement le PC était devenu un parti marginalisé. Une participation gouvernementale était exclue et la constitution de l'Action commune socialiste empêchait toute collaboration avec le monde socialiste. Dans ces conditions il fallait un renversement de la politique syndicale, un renversement qui permît aux militants du parti de développer une action plus constructive au sein de la FGVB.

Un tel renversement n'a été possible qu'après le congrès de Vilvorde, fin 1954. Sous la nouvelle direction de Beelen et de Burnelle on peut effectivement constater une volonté plus explicite de reconnaître la FGVB comme la seule organisation syndicale méritant le soutien du PC.

Dans les années 50, la FGVB est encore l'organisation syndicale la plus importante, mais sa position majoritaire est de plus en plus grignotée par le syndicalisme chrétien. Sur le plan programmatique, la FGVB se radicalise et la revendication des réformes de structures est mise à l'ordre du jour lors des congrès de 1954 et de 1956. Pourtant le PC est plutôt réticent à l'égard de cette revendication, jugée trop maximaliste et négligeant les revendications plus directes, les revendications salariales. Ce n'est qu'après la parution de la brochure renardiste *Vers le socialisme par l'action* en 1958, avec son interprétation anti-capitaliste des réformes

2. R. HEMMERIJCKX, *Het ABVV 1940-1949: Van Verzet tot Koude Oorlog*, Doctoraalscriptie VUB, sectie geschiedenis, 1999-2000, 475 pp.

de structures, et l'acceptation de ce programme par l'Action commune socialiste en 1959, que le PC soutiendra le programme de la FGTB³. Mais entretemps le parti n'hésite pas à s'identifier aux luttes ouvrières qui se déclenchent ces années-là : la grève de la métallurgie en 1957, celle de Gazelco en 1958 et surtout la grève des mineurs borains en 1959. Toutes ces grèves peuvent être situées dans une certaine radicalisation de la classe ouvrière, une radicalisation qui trouvera son aboutissement dans la grève de l'hiver 60-61.

L'hiver, la grève et le Parti

Comme on l'a déjà expliqué, la cause directe de l'explosion sociale de l'hiver 60-61 est la présentation par le gouvernement Eyskens de la Loi unique, un ensemble de mesures pour assainir les finances publiques et promouvoir une politique d'expansion économique. Dès son lancement, le projet suscite une résistance véhémement de la part de la FGTB et des partis ouvriers. Avant même le dépôt de la loi plusieurs actions d'avertissement ont lieu. Pourtant, au sein de la FGTB, de graves divergences de vues apparaissent concernant la stratégie à adopter. Un courant de gauche, sous la direction d'André Renard, défend la proposition d'une grève de 24 h au début du mois de janvier, tandis que le courant modéré, sous la conduite de Smets et de Major, est plutôt adversaire d'une action directe. C'est dans ces conditions que la grève de 60-61 se déclenche le 20 décembre 1960, presque spontanément, dans différents endroits du pays. Le seul syndicat ayant donné un mot d'ordre de grève est le secteur des communaux de la CGSP⁴.

Dès la présentation de la loi unique le PC tend à une action d'envergure, mais il a du mal à adapter ses mots d'ordre aux multiples et divers agendas syndicaux et politiques. Pourtant dans le monde ouvrier, surtout en Wallonie, le climat est très favorable à l'action et à une grève généralisée. Ainsi le PC soutient-il le mot d'ordre d'une grève générale à partir du début de décembre et plusieurs de ses militants jouent effectivement un rôle dans le déclenchement spontané de la grève le 20 décembre 1960⁵. L'exemple de l'action des ouvriers aux ACEC de

3. V. FEAUX, *Cinq semaines de lutte sociale. La grève de l'hiver 1960-1961*, Bruxelles, 1963, pp. 14-26 ;
A. MEYNEN, «Structuurhervormingen en algemene staking (1958-1961)», in *Vooruitlopen op het Vlaamse socialisme, 25 jaar Links*, Leuven, 1984, pp. 35-43.
4. J. NEUVILLE et J. YERNA, *Le choc de l'hiver 60-61, Les grèves contre la loi unique*, Bruxelles, 1990, pp. 68-83 ; A. MEYNEN, «De grote staking», in *Vechten voor onze rechten. 60-61, de staking tegen de Eenheidswet*, Leuven, 1985, pp. 13-18.
5. R. DEPRez, *La Grande Grève (décembre 1960-janvier 1961). Son origine, son déroulement, ses leçons*, Bruxelles, 1963, pp. 53-54 et 109-110.

Charleroi, l'exemple des dockers anversois et des métallurgistes de Cockerill-Ougrée sont assez connus. Certains des militants liégeois seront même sanctionnés par le syndicat pour leur rôle d'avant-garde pendant cette journée. Mais l'essentiel tient au fait que le PC est prêt à soutenir les ouvriers dans leur lutte dès le premier jour de la grève. Ainsi à Liège, dès le 21 décembre, le parti fait paraître un *Bulletin de Combat*⁶.

Le PC agit beaucoup pendant la grève, tout en prenant garde à ne pas prendre la place des syndicats en lutte. Malgré la tourmente sociale, le PC ne veut pas apparaître comme le parti de l'aventure. Le retrait pur et simple de la Loi unique est la revendication principale et le parti s'oppose aux mots d'ordre qu'il considère comme étrangers à la grève : celui de la marche sur Bruxelles et celui de l'abandon de l'outil, notamment. Même les revendications fédéralistes ne sont pas suivies immédiatement⁷. Ce n'est qu'après la grève que le PC se prononcera dans ce sens, en reprenant les positions qu'il avait relancées à partir de l'automne 60⁸. Grâce à quoi le PC pourra se lier à l'activité du MPW.

Après la grève c'est encore le beau-temps

Dans leur ensemble, les années de l'après-grève sont pour le PC des années d'une renaissance relative. Après la longue série de défaites électorales le parti peut enfin cueillir les fruits de ses prises de position. Aux élections de 1961, 1964 et 1965 les progrès sont sensibles. Après plusieurs années de pertes continues, le compte des adhérents se redresse également : de 11 340 membres en 1958, il monte jusqu'à 14 158 membres en 1964. La participation à la grève de 60-61 influence directement les positions du PC au sein des entreprises. Le redressement avait déjà commencé avant la grève, mais les événements de 60-61 font se multiplier les adhésions. La section des ACEC de Charleroi, qui compte 109 membres en janvier 1960, double ses effectifs jusqu'à 221 en 1964. La section de FN-Herstal, qui compte 15 membres en 1960 monte jusqu'à 302 membres en 1964 (tableau 1 – ci-contre).

6. *Bulletin de Combat*. Supplément du *Drapeau Rouge* édité pour la fédération liégeoise du PCB, 21 décembre 1961, 2 pp. (AMSAB).
7. R. DEPRez, *op. cit.*, p. 142 et 193 ; R. Beelen, *La grande grève contre la loi unique telle qu'elle fut. Ce qu'en pense le Parti Communiste*, Deinze, 1961, pp. 15-17.
8. Avec la discussion sur la fixation de la frontière linguistique, l'idée fédéraliste réapparut au cours de l'année 1960. En septembre 1960, à la demande du Bureau politique, Louis Van Geyt présente un rapport devant le Comité central, dans lequel l'idée fédéraliste est défendue. Le fédéralisme n'était donc pas encore une revendication communiste, mais l'idée était présente.

Tableau 1

Nombre d'affiliés par entreprise privée

	ACEC Charleroi	FN Herstal	Cockerill Ougrée	Thiriau	Espérance Longdoz	Hainaut Sambre	Cuivre & Zinc
janvier 1960	109	15	58		19		
octobre 1960	126	21	60		23	29	
octobre 1961	149	153	128		35	30	
décembre 1962	200	351	235	48	-	47	[10]
décembre 1963	218	347	323	20	41	39	38
novembre 1964	221	302	341	-	36	22	24
novembre 1965	242	249	283	-	15	25	128

Source : Relevés mensuels des effectifs du PCB, 1960-1965. Archives CARCoB.

Il y a non seulement un accroissement des effectifs, mais aussi une volonté de création de nouvelles sections d'entreprises. Alors qu'on en dénombrait une trentaine en 1960, il s'agit de plus de soixante en 1964. Toutefois, si on compare aux 220 sections de 1947, force est de constater qu'on est loin du succès des années de gloire.

A noter aussi que ce redressement des sections d'entreprises est un mouvement limité géographiquement, situé essentiellement dans le bassin industriel wallon et dans la vallée de la Senne (Bruxelles-Hal-Vilvorde) ; il est pratiquement négligeable en Flandre. Même dans les régions où les progrès sont sensibles, voire spectaculaires, il s'agit cependant d'un mouvement très inégal. Tandis que certaines sections triplent le nombre de leurs adhérents – surtout dans la métallurgie liégeoise et carolorégienne – d'autres font du sur-place ou retombent à leur ancien niveau après quelques années. Dans le secteur public à Bruxelles, cette tendance est assez marquée (tableau 2 – ci-dessous). Le manque de données significatives sur la présence communiste au sein des entreprises minières peut laisser supposer que ce secteur n'a que peu ou pas bougé. Toutefois on peut dire qu'un certain redressement de la présence communiste dans les lieux de travail se fait sentir, aussi bien dans les entreprises privées que dans celles du secteur public.

Tableau 2

Nombre d'affiliés par entreprise publique

	Cheminsots Liège	Enseign. Liège	Postiers Liège	Cheminsots Bruxelles	Ministères Bruxelles	Postiers Bruxelles	STIB
janvier 1960	10	22	10	9	54	25	48
octobre 1960	19	22	11	10	56	31	59
octobre 1961	21	22	19	33	58	32	71
décembre 1962	38	18	34	49	50	30	53
décembre 1963	45	24	33	33	39	24	24
novembre 1964	34	24	29	15	33	19	38
novembre 1965	33	25	40	18	30	13	28

Source : *Ibidem*

Ce mouvement a aussi des répercussions sur le plan syndical. Pour beaucoup de militants communistes, leur engagement dans la grève a été couronné par un poste de responsable syndical. Les exemples sont nombreux : Louis Roth à la CGSP d'Anvers, Karel Maes à la CGSP de St Nicolas, Andrée Thonnart à la CGSP-enseignement, André Dans à la régionale liégeoise de la CGSP-enseignement, André Beauvois à la CGSP de Liège, Gilbert Mousset chez les cheminots de la CGSP. On remarque donc une certaine percée communiste au sein des structures de la FGTB, mais elle reste assez faible et ne compense pas les pertes de 47 à 54.

A vrai dire, le réel centre de pouvoir communiste reste situé au sein de quelques grandes entreprises : les entreprises phares comme on les appelait. On peut citer les ACEC de Charleroi, FN-Herstal, Cockerill-Ougrée, les Usines Thiriau (La Louvière), plusieurs dépôts des chemins de fer, et quelques centrales électriques. Par leur engagement dans la grève, beaucoup de militants communistes y sont devenus de vrais leaders ouvriers : ils occupent les postes-clés dans les délégations syndicales. Mais quoiqu'ils soient des figures bien implantées dans le milieu ouvrier, leur influence ne dépasse guère le niveau de l'entreprise et leur impact électoral n'est pas grand.

Le cas de Robert Dussart, délégué aux ACEC de Charleroi, fait exception. La situation aux ACEC était assez peu ordinaire : depuis la fin des années 50, plusieurs militants communistes s'étaient intégrés dans la délégation syndicale, apparemment dans une ambiance de parfaite collaboration avec le délégué principal de tendance socialiste. Pendant la grève de 60-61 Dussart devient un des porte-paroles de la colère ouvrière et, vu l'importance des ACEC, il acquiert une renommée qui dépasse effectivement le cadre de l'entreprise. Lors de la naissance du MPW il en est un des chauds partisans. Il crée même une section MPW aux ACEC. Cet engagement déclenche une réaction de la part de la direction socialiste de la centrale des métallurgistes carolorégiens qui lui refuse une place dans les instances dirigeantes du syndicat. Dussart est bien désigné comme vice-président de la délégation syndicale des ACEC – en 1968, il en acceptera même la présidence – mais il devra attendre la disparition de Gailly, en 1972, pour être accepté au comité régional de la centrale des métallurgistes. Cette même année il sera élu au bureau politique du PCB. Finalement, en 1977, il deviendra sénateur⁹. Ainsi, lors de la grève de 60-61, Dussart a-t-il pu fortifier et consolider sa position au

9. R. HEMMERIJCKX, «Robert Dussart, communist en syndicalist», in *Brood & Rozen*, 1997, nr. 4, pp. 136-143 ; R. DUSSART, «La grève de 60-61 - témoignage», in *Cahiers Marxistes*, janvier 1991, n°177, pp. 39-45.

sein des ACEC. Il y aura surtout une fonction syndicale et ce n'est que plus tard que le parti lui donnera l'occasion de se profiler sur le terrain politique.

De nombreuses questions émergent néanmoins quant à la fonction réelle des sections d'entreprise. Était-ce un réseau pour politiser la lutte syndicale, une simple courroie de transmission pour les directives du parti ? Ce réseau était-il capable de remplacer le manque de structures communistes de type syndical ? De quel type étaient les militants actifs à ce niveau ? Avaient-ils une mentalité spécifique ? En quoi ces délégués communistes se distinguaient-ils des délégués socialistes ? Quelle était leur influence dans les sphères dirigeantes du PC ? Ces questions resteront sans réponse dans l'attente d'une recherche plus approfondie. Mais ce qui est certain, c'est qu'à la base l'esprit de lutte de l'hiver 60 a survécu pendant plusieurs années, notamment dans la région carolorégienne avec l'édition d'un périodique : *Le Travailleur au service des Travailleurs*¹⁰, une initiative issue du milieu des prêtres ouvriers à laquelle plusieurs communistes ont contribué, notamment Dussart et Jean Verstappen. Cet esprit d'unité a même amené certains communistes à préférer cette collaboration avec les chrétiens de base, en arguant que l'entente avec les socialistes était beaucoup moins cordiale. A quoi la direction du parti a répondu directement en plaidant que la stratégie communiste devait être concentrée essentiellement sur la FGTB¹¹. Les opinions des militants radicalisés n'ont donc pas toujours été conciliables avec les points de vue de la direction du parti.

Le Parti communiste et la crise du monde socialiste

Quelle est l'attitude du PCB envers la FGTB dans les années 61-65 ? Dans ces années, la FGTB traverse une crise profonde, sans précédent dans son existence. En désaccord avec l'attitude du courant Major-Smets, presque toute la tendance renardiste se retire des instances dirigeantes de la FGTB pour s'engager dans le Mouvement populaire wallon. Il y a non seulement une crise au niveau syndical, mais également dans le PSB avec l'action fractionnelle de *La Gauche et de Links*. La crise au sein de la FGTB ne trouvera de solution qu'en 1968, avec l'accession de Georges Debunne à sa tête¹².

10. *Le Travailleur au service des Travailleurs*, Fontaine l'Évêque, 1961-1968. (AMSAB)

11. «Rapport de E. Burnelle pour le Comité Central du 14-15 septembre 1963», in *De Rode Vaan*, 27 septembre 1963.

12. J. NEUVILLE et J. YERNA, *op. cit.*, pp. 134-163.

A l'égard de cette crise syndicale, le PCB n'a pas eu une attitude neutre : pour lui le moment était venu de se lier au courant de la gauche syndicale autour de Renard et de dénoncer la majorité de droite dans la direction de la FGTB. Sous le drapeau de la démocratie et de l'unité syndicale, le PC insistait pour une solution de compromis afin de réintégrer le courant renardiste dans la FGTB. Il soutenait ainsi les propositions de la CGSP dans le conflit. Pour le PC, le problème n'était pas celui des flamands et des wallons, mais bien celui d'une opposition gauche-droite. Il fallait réunifier la FGTB sur base du programme des réformes de structures anti-capitalistes¹³.

Le PC insiste sur une réunification de la FGTB mais, à travers la crise du monde socialiste, le parti voit également l'opportunité de rompre son isolement politique. Il proclame l'existence d'une nouvelle mentalité apparue avec la grève de 60-61 : selon lui, la masse des syndiqués n'accepte plus que l'action syndicale soit liée directement à celle du parti socialiste. Un peu prématurément, le parti proclame la fin de la pratique réformiste, la fin aussi de l'Action commune socialiste traditionnelle. On prévoit carrément une restructuration de l'Action commune avec la participation du PC¹⁴.

Fin 1965 le ton est nettement à l'optimisme. Le parti a pu participer à l'effervescence autour des lois de maintien de l'ordre et a pu intervenir dans des conflits sociaux, comme la grève des dockers gantois de 1963. Le PC continue à jouer son rôle d'intervenant politico-social, son rôle d'expression d'une gauche syndicale radicalisée. Pourtant on ne doit pas perdre de vue que les années de l'après-grève sont des années relativement calmes sur le front social : les mécanismes de la pacification sociale jouent à fond et on remarque une nette diminution des grèves. De plus, les années 60 sont aussi celles du déclin d'une partie de l'industrie wallonne. Avec ce déclin industriel le parti perd plusieurs de ses bastions ouvriers : les exemples d'Anglo-Germain à La Louvière et des charbonnages wallons sont assez connus. Simultanément, le PC éprouve des difficultés à s'enraciner dans les nouveaux secteurs industriels, caractérisés par une autre composition sociale et une autre culture syndicale. Quand les grandes explosions sociales de la fin des années 60 se déclencheront, le PC sera largement dépassé par des groupuscules gauchistes¹⁵.

13. L. VAN GEYT, *Over de "interne moeilijkheden" van het ABVV*, Deinze, 1961, p. 8 ; E. BURNELLE, «Voor een aktieve syndicale eenheid», in *De Rode Vaan*, 30 mars 1962.

14. R. BEELEN, «Hoe uit de politieke krisis geraken», in *De Rode Vaan*, 27 décembre 1962.

15. J. BREPOELS, *Wat zoudt gij zonder 't werkvolk zijn ? Anderhalve eeuw arbeidersstrijd in België*, dl. 2: 1966-1988, Leuven, 1981, pp. 310-313.

Conclusions

La grève de l'hiver 1960-1961, avec la question royale de 1950, reste le grand mouvement de colère sociale qu'a connu la Belgique de la deuxième moitié du XX^e siècle. Bien que le PC ait été présent dans cette grève avec ses mots d'ordres et son discours, il faut reconnaître qu'il n'a joué qu'un rôle secondaire dans le déroulement des événements.

Impressionnante du point de vue de la mobilisation sociale, on ne peut pas dire que la grève ait été un grand succès du point de vue des conquêtes sociales : la revendication des réformes de structure économiques ne s'est laissé traduire que difficilement dans une législation appropriée.

Pourtant on ne peut pas nier que la revendication fédéraliste ait connu un souffle nouveau avec la grève de 60-61 : la création du MPW a donné lieu à une prise de conscience wallonne et a incité les différents partis à reconnaître le bien-fondé de la revendication fédéraliste. Après une certaine hésitation, le PC a fini par rallier cette revendication et a soutenu le MPW, grâce à quoi il a pu adoucir le cordon sanitaire édicté contre lui, au moins au niveau wallon. Pendant ces années le parti a connu un certain redressement, non seulement sur le plan électoral, mais également quant au nombre de membres et à la présence organisée au sein des entreprises. Lors de la grève, le PC a pu consolider certaines de ces positions ouvrières et renouer des liens avec une certaine réalité syndicale. Toutefois, dans les années de l'après-grève, l'évolution vers le parlementarisme s'est encore accentuée et le poids des sections d'entreprise au niveau de la direction politique s'est réduit. Le parti s'est enfermé dans ses quelques bastions et le regain des années 1961-65 s'est très vite transformé en période de stagnation et, à long terme, de déclin. Mais, en même temps, on doit constater que la grève de 60-61 a accentué et consolidé l'intégration des syndicalistes communistes au sein de la FGTB. Ils continuaient à adopter une position critique, mais la tendance était à l'intégration.

Ce paquet

pour 1F

A l'achat de 2 paquets au prix normal.

**PERSIL UNIVERSEL
LESSIVE A LA PERFECTION**

- ★ Votre linge de couleur éblouissant !
- ★ Vos lingeries fines exhalant une fraîcheur nouvelle !
- ★ Facilité : trempage superflu !
- ★ Rapidité : le linge ne doit plus bouillir longtemps !
- ★ Votre lessive plus belle que jamais !

PERSIL UNIVERSEL, LE PRODUIT DE TOUTE CONFIANCE !

Des *Golden sixties* électorales pour le parti communiste de Belgique ?

Pascal Delwit*

Les années 60 ont-elles constitué un moment de renaissance et de redéploiement électoral et politique pour le Parti communiste de Belgique (PCB) ? Telle sera la question centrale de cette contribution. Pour tenter de la cerner et d'y répondre, nous procéderons en quatre temps.

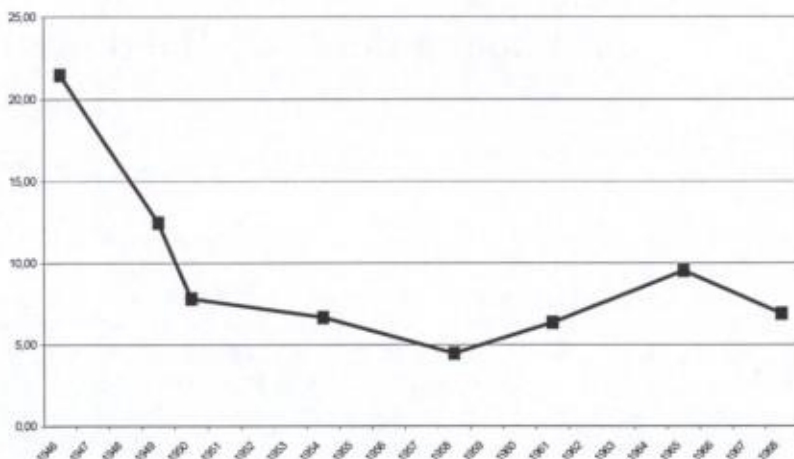
- Nous présenterons d'abord l'évolution de la courbe électorale des communistes belges de la fin de la deuxième guerre mondiale au scrutin national de 1968 dans les espaces politiques wallon, bruxellois et flamand.
- Ensuite, nous analyserons cette courbe électorale en tenant compte des contextes spécifiques à chacune des périodes considérées.
- Dans une troisième étape, nous testerons les hypothèses de l'homogénéité ou de l'hétérogénéité territoriales de l'évolution des performances électorales des communistes belges.
- Enfin, nous examinerons dans quelle mesure un certain nombre d'observations dégagées peuvent s'appliquer au scrutin communal de 1964.

* Directeur du Centre d'étude de la vie politique de l'Université Libre de Bruxelles.

Les performances électorales du parti communiste dans les années 60

Lors de la première élection qui suit la deuxième guerre mondiale, en 1946, le Parti communiste de Belgique réalise un score historique en obtenant 12.5 % des suffrages. Mais la percée qu'il opère concerne essentiellement la région wallonne. Dans cette ère géographique, les communistes franchissent la barre des 20 % (21.47% – voir tableau 1).

Tableau 1. Evolution des performances du PCB en Wallonie

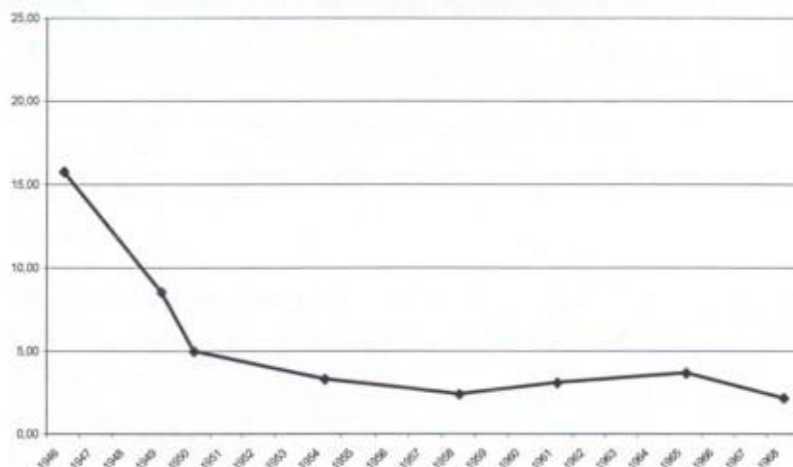


Dans l'arrondissement de Bruxelles, le succès est moins manifeste mais reste substantiel dès lors que le PCB capte près de 16 % des voix (voir tableau 2). En revanche, le résultat glané en Flandre corrobore la très faible pénétration du Parti communiste dans le Nord de la Belgique. A l'exception d'Anvers et de Gand (voir *infra*), le Parti communiste se présente sous la forme d'un acteur politique insignifiant en territoire flamand. En 1946, il ne recueille que 5 % des voix (voir tableau 3).

Cette élection a vu le parti communiste atteindre ce qui constituera son plafond électoral. Et pourtant, nombre de cadres communistes espéraient une performance meilleure encore. Il est vraisemblable qu'un scrutin organisé plus rapidement aurait été plus favorable encore au Parti communiste¹.

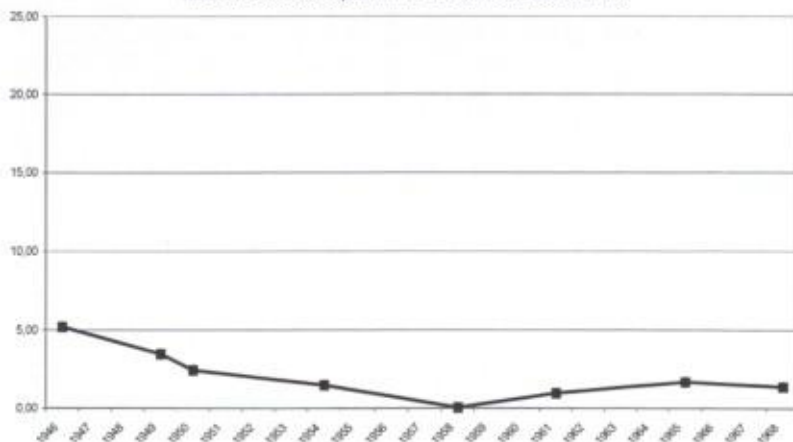
1. Voir Els WITTE et Jan CRAEYBECKX, *La Belgique politique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, Editions Labor, 1987, p. 265.

Tableau 2. Evolution des performances électorales en région bruxelloise



Cette performance sera pourtant sans lendemain. En effet, toutes les élections nationales qui suivent sont autant d'échecs et de reculs pour le PCB. En 1949, en 1950, en 1954 et en 1958, les communistes enregistrent systématiquement un score en deçà du précédent. Cela les mène à un score inférieur à 5 % en Wallonie au scrutin de 1958 (voir tableau 1), à 2.2 % dans l'arrondissement de Bruxelles (voir tableau 2) et à la quasi-disparition de la scène électorale et politique en Flandre (voir tableau 3).

Tableau 3. Evolution des performances électorales du PCB en Flandre



Comment dès lors se présentent les scores communistes dans les années 60 ? Trois scrutins s'y déroulent : en 1961, en 1965 et en 1968.

Pour la première fois depuis 1946, le PCB inverse la courbe du déclin. En Wallonie, les communistes passent à nouveau la barre des 5 % et celle des 3 % dans l'arrondissement de Bruxelles. La progression en Flandre est sans signification puisqu'il suffisait au parti communiste de déposer des listes pour voir ses résultats augmenter !

C'est toutefois en 1965 que le regain électoral est le plus significatif. Les communistes wallons voisinent les 10 %, et à Bruxelles le PCB est proche des 4 %. Dans l'espace politique flamand, le PCB-KPB demeure sans influence réelle puisqu'il ne remporte que 1.5 % des suffrages exprimés.

L'indéniable progression électorale de 1965 n'a pas de prolongement. Dès 1968, on observe un tassement des résultats communistes. Il est même sensible dans la mesure où les communistes wallons et bruxellois perdent respectivement environ trois et deux points à partir d'un total qui n'était déjà pas élevé.

Un regain indéniable mais très limité

L'observation des trois courbes électorales que nous venons de très brièvement présenter confirme l'hypothèse d'une forme de recouvrement électoral communiste dans les années 60. Cette progression s'opère à un tournant de la vie politique belge. Les années 1945-1958 ont été marquées par une polarisation sur le clivage philosophique². Celle-ci s'est fixée sur deux problématiques : la question de l'éventuel retour sur le trône du roi Léopold III et la guerre scolaire autour des projets Harmel (PSC) en 1952 et Collard (PSB) en 1955.

La signature du Pacte scolaire, en 1958, par les trois principaux partis dépassionne la confrontation philosophique. Le début des années 60 est au contraire marqué par l'accroissement des tensions sur les problématiques sociales et communautaires. La grève de l'hiver 1960-1961 et l'adoption des lois linguistiques en 1962-63 en sont des illustrations patentes.

2. Voir Pascal DELWIT et Jean-Michel DE WAELE, «Partis et systèmes de partis en Belgique : 1830-1998», in Pascal DELWIT, Jean-Michel DE WAELE, Paul MAGNETTE (ed.), *Gouverner la Belgique. Clivages et compromis dans une société complexe*, PUF, Paris, 1999.

Ce changement dans la prégance des clivages bouleverse la vie et le paysage politiques. Le parti libéral se transforme, d'un parti bourgeois anti-clérical en une formation transversale sur le plan philosophique et conservatrice sur les plans économique et social. La nouvelle dénomination, Parti de la liberté et du progrès (PLP), l'illustre³.

Sur un autre plan, la Belgique voit l'émergence de formations que l'on qualifie alors de «communautaires» : la *Volksunie*, les partis wallons qui vont fonder le rassemblement wallon (RW) et ce qui deviendra le Front démocratique des francophones (FDF).

Le Parti communiste trouve à s'exprimer dans ce contexte. Nombre de ses militants syndicaux ont joué un rôle-clé dans l'important mouvement social de 1960-61⁴. Par ailleurs, face au gouvernement Lefèvre-Spaak (PSC-PSB) dans la législature 1961-1965, il critique tout à la fois les choix linguistiques et sociaux opérés par le gouvernement.

L'exécutif s'était attaqué en priorité aux problèmes linguistiques dans un climat de radicalisation sur ces questions. Le recensement linguistique est abandonné. Comines et Mouscron sont rattachés au Hainaut et les six communes des Fourons au Limbourg. L'aire de Bruxelles est délimitée aux dix-neuf communes mais six communes périphériques deviennent des communes dites à facilités linguistiques. Par ailleurs, une loi sur l'emploi des langues dans l'administration et l'enseignement est adoptée. En matière sociale, le gouvernement réforme l'assurance maladie-invalidité et adopte un projet de loi visant à mieux assurer «la liberté du travail». Ce projet sera vivement contesté dans les rangs de la FGTB et à l'aile gauche du PSB⁵.

Le Parti communiste tire profit de son activité politique et syndicale en deux temps. D'abord, dès les élections du printemps 1961 où, nous l'avons épinglé, il renverse la courbe descendante de ses performances électorales. Mais c'est surtout lors du scrutin national de 1965 que son regain est net. L'élection de 1965 a frappé les imaginations et est sou-

3. Voir Pascal DELWIT, «Du parti libéral à la fédération PRL-FDF-MCC», in Pascal DELWIT (éd.), *Libéralismes et partis libéraux en Belgique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2002.
4. Jacques YERNA et Jean NEUVILLE, *Le choc de l'hiver 1960-61. Les grèves contre la loi unique*, Bruxelles, Poi-His, 1990 ; et Jean-Michel DE WAELE, «L'aiguillon et le repoussoir. Le parti communiste de Belgique et le PSB», in Hugues LE PAIGE, Pascal DELWIT (éd.), *Les socialistes et le pouvoir*, Bruxelles, Labor, 1998.
5. Pascal DELWIT, «Le parti et le gouvernement. Les socialistes de la libération aux *Golden sixties*», in Hugues LE PAIGE, Pascal DELWIT (éd.), *op. cit.*

vent qualifiée d'élection de rupture. Les deux partis dominants du système politique, le PSC-CVP et le PSB-BSP enregistrent un sévère déclin. Celui-ci profite aux libéraux, aux nouvelles formations communautaires et au Parti communiste.

Peut-on pour autant parler de *Golden sixties* électorales pour le parti communiste ? En réalité, de nombreux éléments de nuance doivent être introduits.

Premièrement, toute la décennie n'est pas concernée pas l'embellie électorale du Parti communiste. Il y a un léger progrès en 1961 et une remontée significative au scrutin national de 1965. Mais dès 1968, l'ascension est stoppée. Pire, les scores communistes sont à nouveau à la baisse. En vérité, il serait sans doute plus correct d'évoquer un lustre de renouveau électoral plutôt qu'une décennie.

La deuxième nuance tient dans la relativité de la remontée électorale. Si on la met en perspective de la courbe électorale d'après guerre, cela se dévoile clairement. La remontée en 1965 est visible dans les performances électorales du Parti communiste en Wallonie mais cela tient pour partie au plancher électoral atteint en 1958. La performance décrochée en 1961 n'est somme toute que l'égale de celle de 1954, qui avait été considérée comme une contre-performance. Quant au résultat de 1965, il est très en deçà de celui de 1946, bien sûr, mais aussi de celui de 1949 (voir tableau 4).

La relativité tient aussi dans la singularité du pourcentage obtenu à la seule élection de 1965. Si on fait l'exercice d'ôter le score exceptionnel de 1946, cela se note clairement. *A contrario*, cela «désingularise» les pourcentages obtenus en 1961 et, bien sûr, en 1968 (voir tableau 5).

Le caractère relatif de la progression électorale du parti communiste dans les années 60 s'observe aussi à travers l'évolution du nombre de voix qu'il recueille en chiffres absolus. Dans le tableau 6, 1946 doit être isolé. Les femmes n'avaient pas encore le droit de vote. Cette année ne peut donc être comparée aux scrutins qui interviennent par la suite. On constate qu'en 1965, le PCB recueille un peu moins de 250.000 suffrages soit, à peu de choses près, le total de ses voix de 1950. Bien sûr, il s'agit des chiffres absolus mais soulignons néanmoins son incapacité à franchir cette barre alors qu'en 1949, il agrègeait plus de 350.000 électeurs. Dès 1968, le nombre de suffrages recueillis est inférieur à celui de l'élection nationale de 1954.

Tableau 4. Evolution des performances électorales du PCB en Wallonie

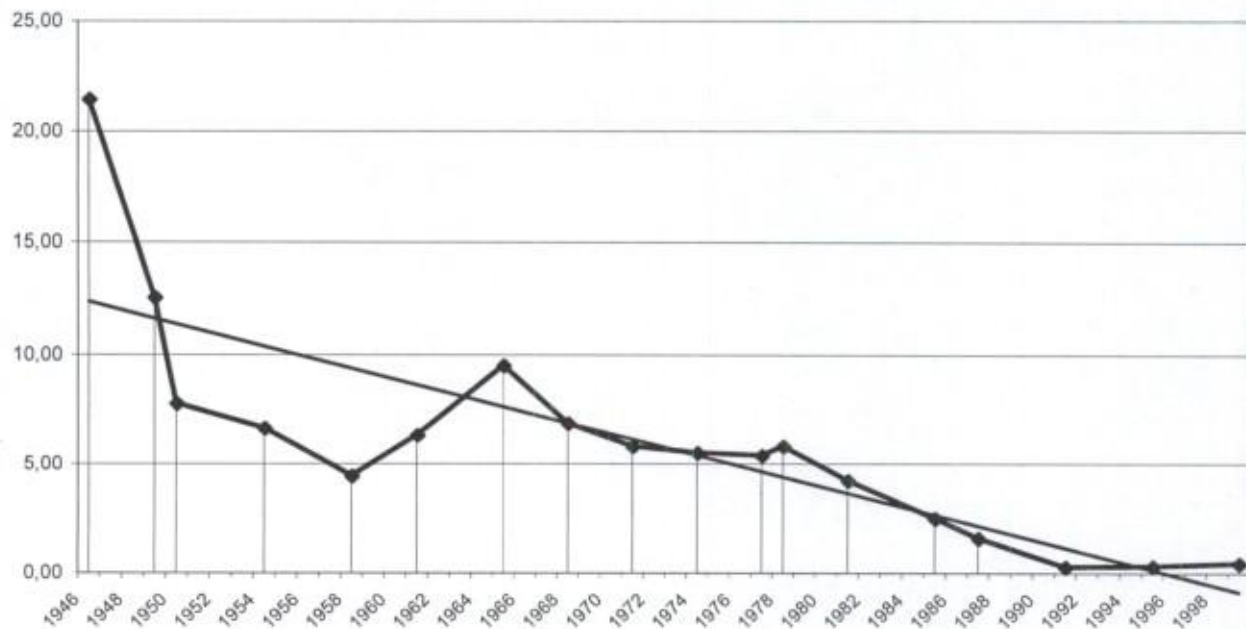


Tableau 5. Résultats électoraux du PCB en Wallonie (1946 non compris)

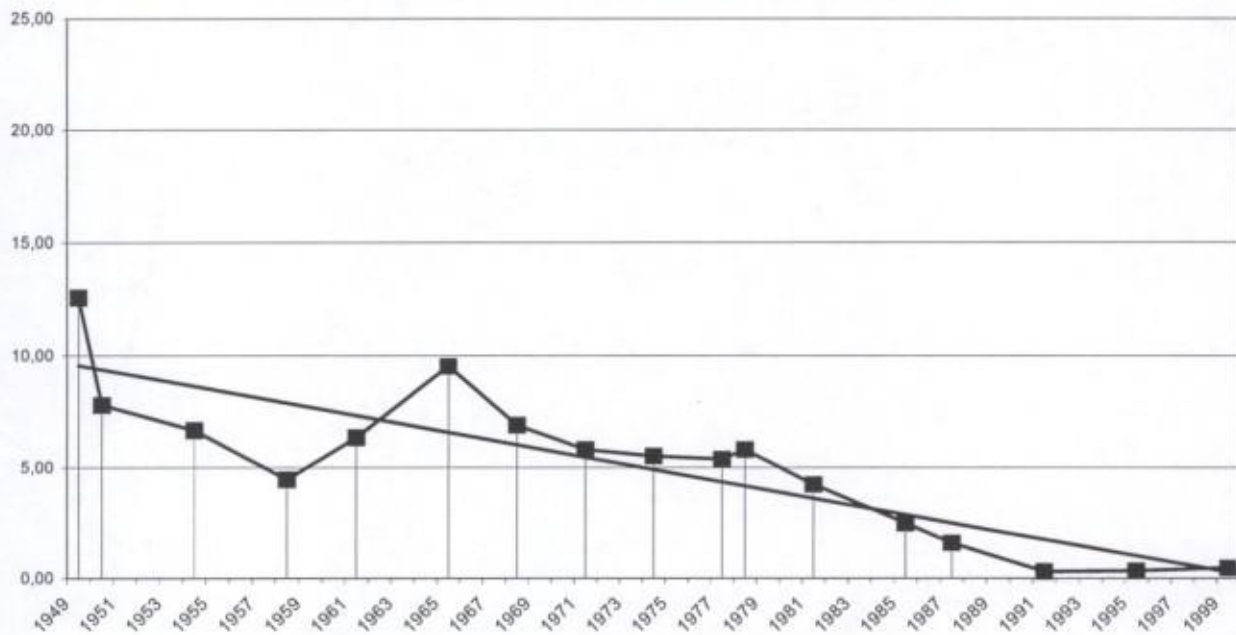


Tableau 6. Nombre de voix communistes de 1946 à 1968

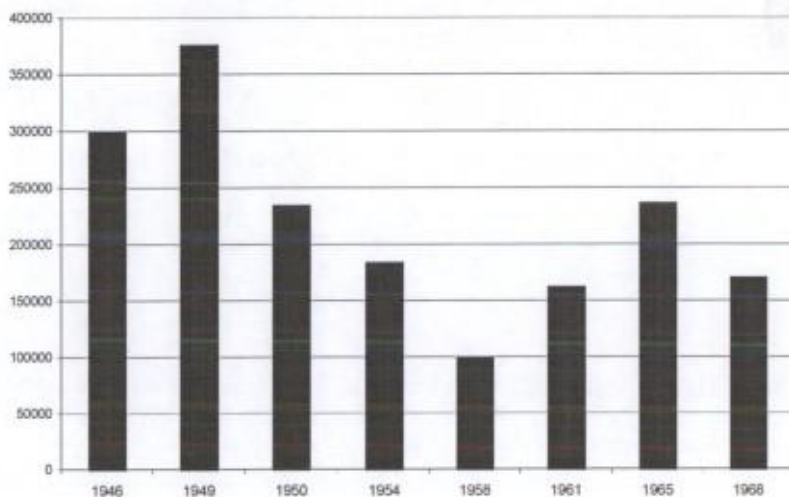
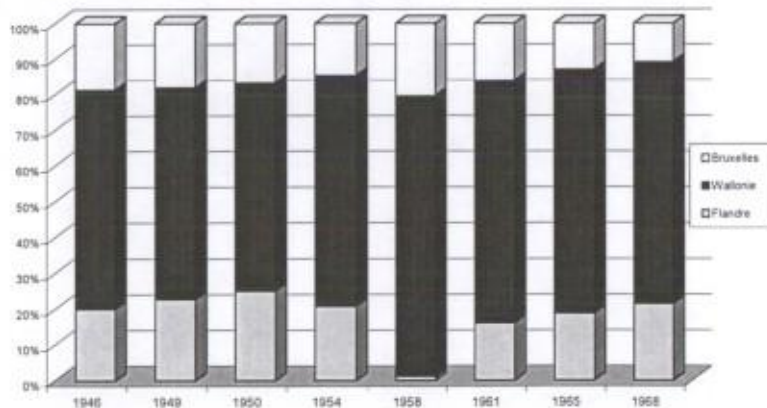


Tableau 7. Pondérations des voix communistes flamandes, wallonnes et bruxelloises dans le total des voix communistes



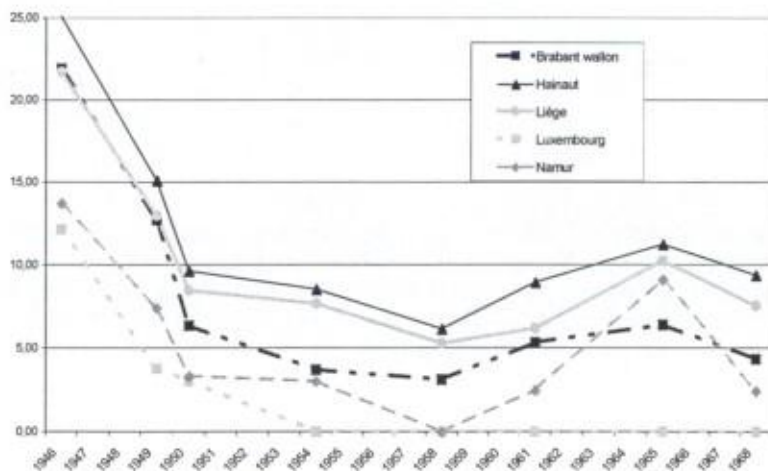
Des performances électorales homogènes ?

Dans l'ensemble, la courbe électorale n'est pas sensiblement différente dans les différentes provinces où se présente le Parti communiste (voir tableau 9). Toutefois, seuls les communistes hennuyers et liégeois conservent une certaine représentativité dans les difficiles années 50. Le PCB ne dépose pas de liste dans la province du Luxembourg dès le scrutin de 1950. Il ne dépose pas de liste non plus dans la province de Namur en 1958.

En 1961 et en 1965, la progression est relativement identique dans les bassins industriels du Hainaut et de la province de Liège, même si dans l'ancienne principauté l'augmentation électorale se réalise surtout lors de l'élection de 1965.

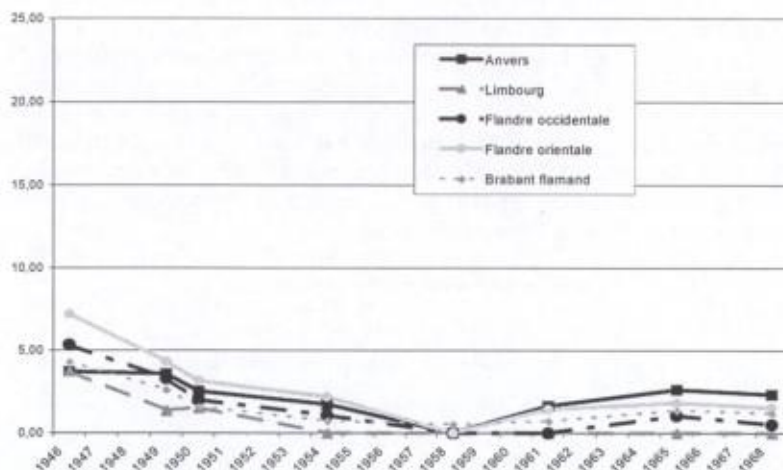
La situation prévalant dans le Namurois est intéressante. Alors que le PCB y était absent en 1958, on relève un spectaculaire redressement en 1965. Il tient pour une large part à la liste et à la dynamique d'alliance conduites par le PCB. L'effet est incontestable.

Tableau 9. Evolution des performances électorales par province



Côté flamand, il est extrêmement complexe de déceler des subtilités dans la présence communiste tant elle est insignifiante (voir tableau 10). On relèvera l'écrasement plus marqué dans la Flandre orientale (principalement Gand) de 1949 à 1954. En 1958, aucune liste communiste n'est présente dans le paysage politique flamand, à la seule exception du Brabant flamand. Le parti communiste y est présent en raison de l'apparement provincial avec les arrondissements de Bruxelles et du Brabant wallon.

Tableau 10. Evolution des performances électorales par province



Le redressement de 1961 et de 1965 concerne surtout la province anversoise et singulièrement l'arrondissement d'Anvers. Le PCB y obtient un peu de 2.5 % des suffrages en 1965. Mais la possibilité de décrocher un siège est hors d'atteinte pour le PCB. De ce point de vue, les trois sièges communistes conquis en Flandre en 1946 auront réellement été exceptionnels.

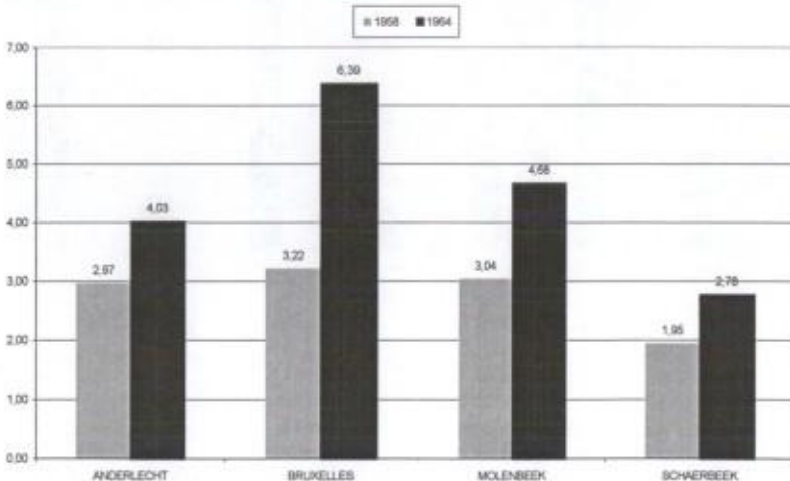
Les élections communales de 1964

L'embellie électorale constatée aux scrutins nationaux de 1965 et, surtout, de 1968 a-t-elle aussi affecté les scores du Parti communiste lors de l'élection communale de 1964 ?

Il n'est pas simple de répondre à cette question. En effet, chaque mode de scrutin a sa dynamique et le nombre de communes concernées rend difficile une appréciation globale. Pour tenter d'apporter certains éléments de réponse, nous avons comparé les scores décrochés par le PCB dans les principales communes de la région bruxelloise et des deux provinces où il est le plus présent : le Hainaut et la province liégeoise. Rappelons que certaines communes évoquées n'ont pas les mêmes délimitations territoriales qu'actuellement. La fusion des communes intervenue au début des années 70 a changé la donne en la matière.

Dans les quatre communes test de la région bruxelloise – Anderlecht, Bruxelles, Molenbeek et Schaerbeek – le mouvement positif est indéniable (voir tableau 11). Le Parti communiste enregistre un progrès. Mais cette augmentation est relative et contenue. Elle est relative dans la mesure où la performance électorale décrochée aux élections communales de 1958 était faible. On part donc d'un point de comparaison bas.

Tableau 11. Elections communales (Région bruxelloise)

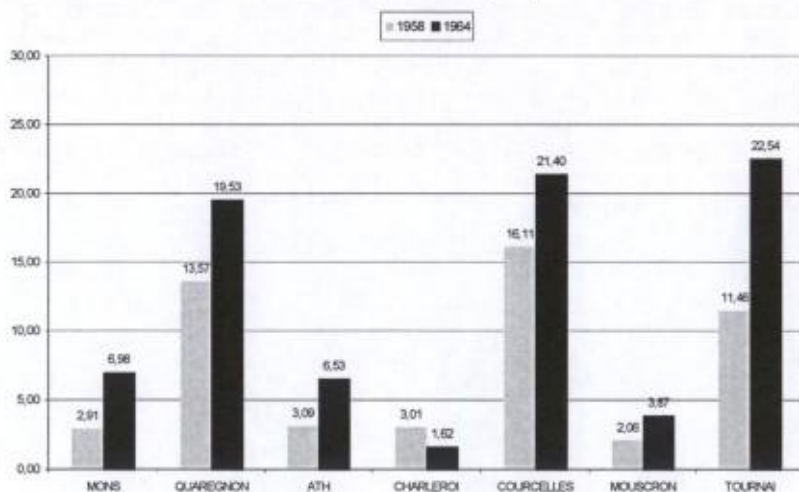


Elle est aussi contenue car la croissance est modeste. Pour une part, cela tient à la concurrence auxquelles les listes du Parti communiste ont été confrontées de la part de la formation issue de la scission «grippis-

te» pro-chinoise. C'est en région bruxelloise que le schisme pro-chinois a été le plus sérieux et a eu le plus d'effets. Cette dimension explique la progression somme toute minime du PCB. Cela a pour effet que la traction en mandats communaux est peu perceptible. Seuls, dans notre exemple, les communistes d'Anderlecht parviennent à conquérir un conseiller communal.

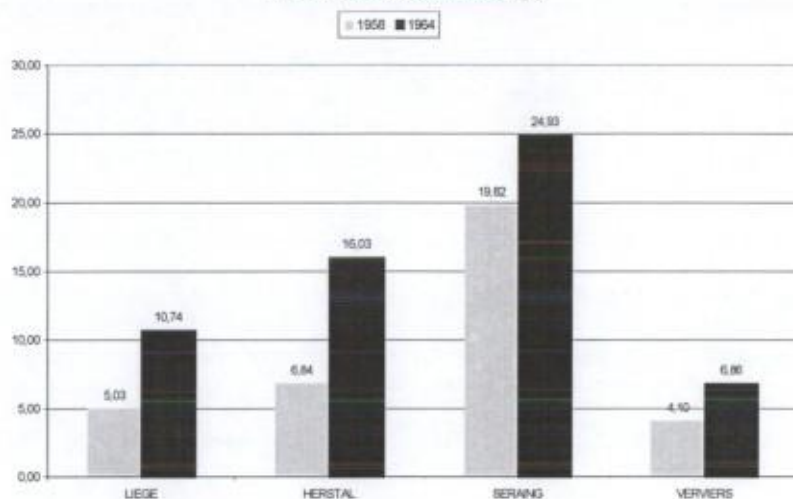
Dans les sept municipalités choisies pour la province du Hainaut, la progression est beaucoup plus nette. A Tournai, le Parti communiste double ses voix. A Quaregnon, il prend 6 points, à Courcelles, 5 et à Mons, 4 (voir tableau 12). Sous cet angle, le bon résultat de 1965 apparaît avoir été anticipé au scrutin communal. Pour ce qui est de la ville de Charleroi, le faible score tient à la présentation d'une liste grippiste qui, exceptionnellement, a pris le dessus sur la liste du parti communiste.

Tableau 12. Elections communales (Hainaut)



Les observations faites pour les sept communes hennuyères envisagées sont corroborées dans les quatre communes testées de la province liégeoise – Liège, Seraing, Herstal et Verviers (voir tableau 13).

Tableau 13. Elections communales (Liège)



Dans les quatre circonstances, le PCB enregistre une augmentation de ses suffrages. A Liège, le parti communiste double ses voix, et à Herstal et Seraing, il enregistre une croissance sensible. A Verviers, où il est moins fort historiquement, la progression reste mesurée.

Conclusion

En 1946, le Parti communiste de Belgique a recueilli le score le plus élevé qu'il ait jamais glané dans une élection nationale. Cette performance sera sans lendemain : de 1949 à 1958, le PCB vit une véritable descente aux enfers d'un point de vue électoral, à telle enseigne que sa représentation parlementaire s'en est trouvée menacée. En 1958, il ne décroche plus guère que deux mandats de députés.

Le début des années 60, empreint d'une nouvelle polarisation sur le clivage socio-économique et sur le clivage linguistique, marque l'arrêt de cet affaissement électoral. Au scrutin de 1961, le parti communiste connaît une amélioration de ses performances électorales. Elles lui permettent de conquérir trois députés supplémentaires.

Mais le redéploiement électoral du parti communiste s'opère surtout durant la législature du gouvernement Lefèvre-Spaak. Au scrutin communal de 1964, en dépit de la scission pro-chinoise des partisans de

Jacques Grippa, le parti communiste voit ses scores grimper dans les communes où il se présente.

Quelques mois plus tard, il enregistre un nouveau progrès à l'élection législative de 1965, qui constitue un véritable tremblement de terre dans la vie politique belge. La traduction en sièges parlementaires est pourtant mince puisque le PCB ne glane qu'un siège par rapport à 1961.

Surtout, 1965 est déjà le nouveau point d'orgue électoral des communistes belges. Dès 1968, le PCB voit ses positions s'effriter. Dans les années 70, il ne parviendra jamais à rééditer la performance de 1965, ni même celle de 1968, au demeurant.

Ce lustre positif d'un point de vue électoral confirme l'évanescence de la présence communiste en Flandre, à l'exception de quelques poches à Anvers ou Gand. De même, c'est surtout dans les bassins industriels liégeois et hennuyers que le PCB parvient à tirer son épingle du jeu électoral.

Au-delà des enjeux idéologiques et du ternissement de l'image de l'Union soviétique dans la deuxième moitié des années 70 et durant les années 80, cela anticipe toute la difficulté à laquelle seront confrontés les communistes en termes de clientèle électorale compte tenu des reconversions fortes et forcées que ces bassins industriels seront appelés à connaître.

Le cadre international des tâches du PCB dans les années 60

Rosine Lewin*

Sur le plan mondial, la période 1960-1965 aura été extrêmement turbulente. La guerre froide sévit toujours, avec des poussées de fièvre et des accalmies ; le sur-armement est installé, encore que des pas soient faits vers un contrôle des armements.

Le Tiers-monde bouge fort ; des guerres coloniales continuent à tuer et à hypothéquer l'avenir. Butant sur la division de l'Allemagne, la construction européenne peine à se concrétiser ; hostile à la « tutelle » américaine, de Gaulle crée un éphémère axe Paris-Bonn. Des failles apparaissent dans l'alliance URSS-Chine : en juillet 63, la rupture est reconnue publiquement...

Quelques dates repères¹

Les notions de «rideau de fer» et de «guerre froide» sont devenues d'usage courant dès 46-47. Le plan Marshall, qui a relancé l'économie de l'Europe occidentale, et surtout de l'Allemagne, date de 1947. Mars 48 marque un tournant dans l'histoire de la République tchécoslovaque et des démocraties populaires : l'emprise de Moscou pèse désormais plus lourdement sur la vie quotidienne. L'Allemagne est officiellement coupée en deux Etats en 1949. Et la guerre de Corée déclenchée en juin

* Membre du comité de rédaction des CM.

1. Des dates repères ne tiennent évidemment pas lieu de récit historique.

1950 – les troupes nord-coréennes franchissant le 38^e parallèle – est terminée en 1953. En janvier-février 1956, le XX^e congrès du PCUS dénonce une partie des crimes commis par Staline (décédé trois ans plus tôt) et ses complices.

C'est en 1957 qu'est ratifié le traité de Rome, instituant la Communauté économique européenne, qui compte alors six Etats membres. Trois ans auparavant, le projet de Communauté européenne de défense (CED) avait dû être largué, en dépit des pressions américaines.

Si en 1960 plusieurs Etats de l'Afrique noire – le Ghana, le Sénégal, le Mali, le Tchad, le Togo, la Guinée – ont le statut de républiques, l'indépendance de l'Algérie ne sera reconnue qu'en 1962. L'ONU compte nonante-huit membres en 1960, c'est à dire vingt-deux de plus qu'en 1955.

Après Dien Bien Phu, la France a dû quitter le Vietnam, mais, entre 54 et 64, les Etats-Unis y envoient des contingents toujours plus nombreux. Le Congo belge, proclamé indépendant le 30 juin 1960 est presque immédiatement dépecé, occupé.

La même année, en août, après une tentative ratée de blocus soviétique, Berlin-Est s'entoure d'un mur qui aggrave dramatiquement la coupure de la ville. Au fil des ans, l'intégration de l'Allemagne fédérale dans une Europe atlantique se poursuit. En octobre 62, la guerre froide atteint un point culminant avec la découverte par les Etats-Unis de missiles soviétiques sur le territoire cubain ; le pire est évité par la volonté commune de Kennedy et de Khrouchtchev². Fût-ce dans le cadre de l'ONU, les deux superpuissances sont seuls maîtres du jeu produisant «l'équilibre dans la terreur».

Nous allons reprendre – à la hussarde – quelques uns de ces problèmes, ceux pour lesquels le PCB se considère investi aux premiers rangs d'une action «internationaliste» alors conçue comme portée par trois forces alliées – plus ou moins – «objectives» : le mouvement ouvrier des pays capitalistes développés, le mouvement de libération du Tiers-monde et le camp socialiste, selon la terminologie doctrinale en vigueur.

2. Le premier est assassiné en novembre 63, le second contraint de démissionner en octobre 64.

Le Congo belge : en dix jours...

Tout le monde en convient aujourd'hui : l'indépendance du Congo belge a été concédée en quelques mois, alors que le pouvoir colonial, sûr de son éternité, avait refusé de la préparer. Faut-il rappeler la puissance de l'empire de la Société Générale, en particulier au Katanga ? L'Etat belge s'en était remis à lui, et par ailleurs aux missions (surtout catholiques) pour enseigner la lecture, l'écriture, l'obéissance. Ni le gouvernement à Bruxelles, ni l'opinion publique dans la métropole ne s'intéressaient au Congo, encore moins aux Congolais. Les plus raisonnables appels à préparer l'avenir étaient considérés comme indignes. Le 4 janvier 59, des émeutes éclatent à Léopoldville. Le même mois un groupe de travail, mis en place par le Ministère des colonies, dépose son rapport qui annonce l'intention de la Belgique d'établir au Congo un Etat autonome³. La course-poursuite allait s'accélérer, face à d'énormes enjeux économiques et stratégiques. Désormais la Belgique, saisie de peur, était acculée à être toujours en retard.

En dépit des efforts déployés pour éviter une victoire de Patrice Lumumba aux élections du 22 mai 1960, le MNC et ses alliés l'emportent et Lumumba devient premier ministre. Le 9 juillet – une semaine après la proclamation de l'indépendance à Léopoldville par le roi Baudouin, le président Kasavubu et le premier ministre Lumumba – une nouvelle et violente mutinerie éclate à Luluabourg dans la Force publique, mutinerie que le premier ministre tente de juguler par la promotion de cadres africains. Ce même 9 juillet, des troupes belges sont envoyées au Congo. Dès le 10 juillet un appel est lancé de Léopoldville à l'ONU en vue d'une assistance technique militaire d'urgence.

Dag Hammarskjöld, secrétaire général, répond positivement mais les interventions militaires belges s'étendent. L'appareil militaire et administratif du Congo s'effondre. L'exode des Belges est devenu massif. Climat tendu, colère, incompréhension accueillent les rapatriés, avion après avion. Dix jours se sont écoulés depuis la proclamation de la République.

Au Katanga, le 11 juillet, Moïse Tshombe proclame la sécession de sa province. Sur requête de Patrice Lumumba, les Nations-Unies envoient des casques bleus qui remplaceront les troupes belges partout où elles se trouvent, sauf au Katanga où elles vont au contraire se concentrer. La symbiose entre sécessionnistes et Union minière est évidente. Signe des

3. D'autres incidents avaient opposé population noire et Force publique, ce corps militaire délibérément dépourvu de cadres africains et commandé par l'anachronique général Janssens.

temps : en août 1962, l'ONU demande «*de la façon la plus insistante à P.-H. Spaak de mettre fin à la pratique de l'Union minière qui verse à Tshombe les impôts dus au gouvernement central*»⁴.

Le 5 septembre 1960, le président Kasavubu, sur le conseil de Gaston Eyskens, révoque son premier ministre et le 9, le secrétaire général de l'ONU, Dag Hammarskjöld, légitime cette révocation. C'est le moment que choisit le colonel Mobutu pour annoncer que l'armée «neutralise» tant le président que le premier ministre. Il met en place un Collège de commissaires. A partir du 15 septembre, le premier ministre révoqué est assigné à résidence à Stanleyville, dont il espère faire une base pour reconquérir le pouvoir. D'importants appuis populaires lui sont assurés dans la Province orientale, mais il sera arrêté – avec ses compagnons Okito et Mpolo – au Kasai. Le 17 janvier, les trois hommes sont assassinés près d'Elisabethville dans des conditions qui se voulaient secrètes, mais qui ont été élucidées.

Après bien des tribulations et en dépit d'appels réitérés des autorités légitimes de la République du Congo, la sécession katangaise ne fut officiellement résorbée qu'en janvier 1963. Elle avait bénéficié longtemps d'un soutien privilégié du gouvernement belge, sans toutefois être reconnue comme Etat. Des troupes belges furent encore envoyées au Congo et parachutées sur Stanleyville en novembre 64, bientôt rejointes par une colonne de mercenaires et de soldats katangais sous le commandement du colonel Vandewalle, ancien chef de la Sûreté coloniale. Il s'agissait de briser la rébellion dirigée par Pierre Mulele, ancien ministre de Lumumba, forte mais isolée au Kwilu. D'autres mouvements insurrectionnels s'étaient manifestés. Les affrontements et la répression qui s'en suivirent firent des centaines de milliers de victimes dans la population civile. Le 24 novembre 65, Mobutu, devenu général, appuyé par le haut commandement de l'armée, prend tout le pouvoir. Durablement.

Un danger pour la paix

La situation au Congo ex-belge a-t-elle mis la paix en danger, comme a déclaré le craindre le secrétaire général de l'ONU, le 13 juillet 1960 devant le Conseil de sécurité ? L'avis de Jules Gérard-Libois, auteur de plusieurs études sur le Congo, est plus réservé : «*Ce qui est certain, écrit-il, c'est que le Congo fut un enjeu important dans la confrontation Est-Ouest, mais aussi dans les heurts entre conceptions de l'avenir politique de l'Afrique noire*» (Congo-Zaïre, op. cit.).

4. Congo-Zaïre, GRIP, Bruxelles, 1990, p. 87.

Dans son *Histoire de la politique extérieure belge*⁵, Rik Coolsaet se dit frappé par l'indifférence de nombre de ministres belges à l'égard du Congo, encore belge cependant. Pour Spaak, de même que pour Wigny, les sursauts nationalistes dont ils ignorent les racines ne sont qu'un sous-produit de la confrontation Est-Ouest. Il est vrai que le même Spaak, en 1956, avait été scandalisé par la nationalisation du Canal de Suez : les opérations militaires franco-britanniques lui paraissaient légitimes et il avait comparé Nasser à Hitler. L'homme était cohérent : l'anticolonialisme n'était pas à ses yeux une donnée essentielle pour le parti socialiste.

Certes, la guerre froide ne laissait guère de « zones neutres ». Dans cet immense conflit militaire, économique et idéologique, chacun était sommé de choisir son « camp ». Lumumba avait un objectif majeur : l'indépendance du Congo, la libération de l'Afrique. Il fut soutenu à l'ONU par de jeunes Etats « post-coloniaux », par des « non-alignés », par l'URSS (dont il réclama l'aide contre l'intervention belge) et aussi à certains moments, par les Etats-Unis.

En Belgique même, ses adversaires les plus implacables se situaient à la direction des sociétés coloniales, dans les partis conservateurs ainsi que dans certains milieux cléricaux. Le PSB était divisé ; sa gauche combattait la politique de P-H. Spaak. Une fraction active de chrétiens progressistes soutenait le projet d'un Congo uni et indépendant. Quant aux communistes, ils soutenaient Lumumba en vertu de leurs principes anticolonialistes, principes qui n'étaient pas toujours approfondis. Les contacts avec « la colonie » étaient rares, et d'ailleurs interdits aux membres du PCB par la Sûreté. Il s'est cependant trouvé quelques communistes clandestins (ou « sous-marins ») au Congo. La Jeunesse communiste, impliquée dans sa solidarité avec la jeunesse du Congo établit des contacts par des voies internationales spécifiques. Au Parlement, le député Gaston Moulin s'est distingué par des interventions énergiques en faveur de l'indépendance. On peut signaler accessoirement l'intérêt porté par les militants indépendantistes congolais au livre *Les trusts au Congo*, qui pour n'être pas une initiative du PC, portait la signature de responsables communistes.

Si les lendemains du 30 juin 60 s'inscrivent dans le contexte des affrontements Est-Ouest, le risque le plus immédiat a été provisoirement évité, estime Jules Gérard-Libois : celui d'une guerre civile. La faim, les destructions, les massacres n'ont pas été épargnés. La guerre civile se poin-

5. Rik COOLSAET, *La politique extérieure de la Belgique*, éditions Pol-His-De Boeck, Bruxelles, 2002.

tera plus tard. A quelle date précise a-t-elle commencé ? Est-elle vraiment terminée ?

de Gaulle : une alternative à l'atlantisme

En Europe occidentale, les agendas politiques sont dominés par l'avenir des deux Allemagnes et le paysage par la personnalité du général de Gaulle. Celui-ci a fait franchir une étape décisive au drame algérien en 1958 et, revenu au pouvoir, il conduit non sans heurts et à coups de référendums le processus qui mènera aux accords d'Evian (1962), lesquels reconnaissent l'indépendance de l'Algérie.

C'est pour la souveraineté française – sur la France et en Europe – qu'il se bat maintenant avec pugnacité. A une Europe fédérale et supranationale, il oppose l'Europe des patries où l'Allemagne d'Adenauer et – surtout – la France de de Gaulle mèneraient le jeu. Dans le même temps et selon la même logique, il rejette le protectorat des USA et prône des initiatives bilatérales en faveur d'un rapprochement Est-Ouest, qui viendraient de pays liés soit au Pacte de Varsovie, soit à l'OTAN. Dans cette perspective, l'indépendance de la France serait garantie par sa force de frappe. Le 13 février 1960, a lieu la première explosion expérimentale d'une bombe atomique française, au Sahara.

En janvier 63, un traité de réconciliation et d'amitié franco-allemand est signé par Adenauer et de Gaulle. *In extremis*, les Etats-Unis tentent d'y faire échec, en proposant à Bonn une version revue et corrigée, dite multilatérale, de la force nucléaire atlantique (MLF). Sous couvert d'un «*equal partnership*», c'est une manière de s'opposer à toute velléité d'autonomie nucléaire française, et de torpiller le traité franco-allemand. La Grande-Bretagne est prête à s'accommoder de cet inégal partenariat : elle avait déjà en décembre 62, aux Bahamas, accepté le contrôle de son arsenal nucléaire par les USA, ce qui fit écumer le général de Gaulle.

L'attitude du gouvernement belge témoigne de ses hésitations. Il y semble d'abord favorable, mais lorsque le plan MLF est rendu public fin février 63, il annonce qu'il n'y participera pas. En même temps, Spaak donne une *interview* aux *Izvestia* où il critique l'axe Paris-Bonn et accepte de participer à un groupe de travail de l'OTAN centré sur cette fameuse force nucléaire atlantique. Le projet MLF sera finalement abandonné par les Etats-Unis eux-mêmes : en effet, Adenauer a cédé la place de chancelier de la République fédérale allemande à Erhard, qui rentre dans le giron atlantiste en reniant l'axe Paris-Bonn. Avant cela, la France et l'Allemagne fédérale avaient confirmé leur volonté d'intensifier leur coopération militaire même si certains, au sein des gauches occiden-

tales, s'inquiètent des limites à la dénazification de l'Allemagne fédérale et de l'éclat de son relèvement économique. Quant à l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté européenne, adhésion enfin sollicitée en 61, de Gaulle opposera son veto en janvier 63 à «*l'entrée dans l'Europe d'un cheval de Troie*». Aux yeux du professeur Rik Coolsaet, le dessein gaullien constitue la première alternative stratégique à une Europe atlantique depuis 1947. Il observe que cette alternative ne bénéficiait pas en Belgique de relais décisifs : la gauche anti-atlantiste se méfie de l'autoritarisme de de Gaulle et du «vaticanisme» d'Adenauer, allié de Franz-Josef Strauss. Seule une fraction du PSC – incarnée par des personnalités de poids telles que Paul Struye et Raymond Scheyven – soutient l'axe Paris-Bonn. On retiendra que, fondamentalement, P-H. Spaak s'oppose à tout projet faisant de l'Europe une troisième force, arguant que la cohésion atlantique est une condition de la construction européenne.

Mai 1965 : les élections législatives débouchent sur la formation d'un gouvernement social-chrétien-libéral, dirigé par le liégeois Pierre Harmel. Dans notre pays, l'atlantisme va bientôt bomber le torse : en 66, après que de Gaulle eût décidé le retrait de la France des structures intégrées de l'OTAN, la commune hennuyère de Casteau accueille l'état-major atlantique et un autobus bruxellois dessert un lieu appelé NATO. Mais il ne faut pas s'y tromper. Le débat parlementaire sur le transfert en Belgique des structures de l'Alliance atlantique constitue une date dans l'histoire de la politique étrangère belge, traditionnellement consensuelle : un tiers des élus se prononça contre le transfert. L'opinion publique a évolué et l'opposition à la politique de Spaak gagne du terrain, en particulier au sein du parti socialiste (encore belge). L'action et la propagande communiste n'y sont évidemment pas étrangères. En même temps que les communistes dénoncent l'agressivité de l'OTAN, ils participent au mouvement «anti-atomique», qui se développe, particulièrement en Flandre. Leur soutien aux échanges Est-Ouest, leur appui actif aux manifestations de solidarité avec le peuple vietnamien font la trame d'un internationalisme ancien et rajeuni. Spaak lui-même rencontre Khrouchtchev à Moscou en septembre 61, puis à Kiev en juillet 63. Il rencontre à Varsovie, en février 65, son collègue polonais Adam Rapacki, auteur en 1957 d'un plan de dénucléarisation de l'Europe centrale. Presqu'en même temps, aux Nations-Unies, la Belgique appuie une résolution roumaine demandant aux gouvernements européens de l'Ouest et de l'Est de multiplier les contacts. Cependant, pour Spaak qui termine sa longue carrière de ministre des Affaires étrangères, aucune de ces initiatives n'a de valeur si l'OTAN ne les cautionne pas.

De Vienne à Cuba

Une rencontre Kennedy-Khrouchtchev a lieu à Vienne en juin 61 pour préparer une reprise de négociations sur le désarmement. Le premier vol humain autour de la terre venait d'être accompli par le Soviétique Gagarine. La tentative de débarquement anti-castriste dans la Baie des cochons s'est terminée par un échec. Le *leader* soviétique a donc apparemment une longueur d'avance. Mais elle est courte : deux crises – Berlin 61, Cuba 62 – allaient «fixer les limites extrêmes du jeu diplomatique en période de dissuasion nucléaire...»⁶.

Lorsque la construction du Mur de Berlin fut entreprise le 13 août 61 (essentiellement pour mettre fin à l'hémorragie de main-d'œuvre qualifiée est-allemande vers l'Ouest), elle ne suscita pas de réactions politiques marquantes dans l'immédiat, même si elle fut très médiatisée, symbolisant la séparation (reconnue depuis 1949) d'un peuple entre deux Etats. Il en fut autrement de la preuve irréfutable, le 15 octobre 62 (photos prises par des avions U2), que des rampes de lancement pour fusées MRBM soviétiques étaient installées sur le territoire cubain. Les intérêts nationaux des Etats-Unis étaient censément en péril, Cuba se situant dans le «*périmètre de sécurité absolue*». La crise fait trembler le monde. Le président américain s'entoure d'un Comité exécutif réuni en permanence. Le Congrès et les alliés des Etats-Unis seront informés, mais non consultés. Le 22 octobre à 19 heures, dans un discours télévisé à la nation, Kennedy annonce la mise en place d'un dispositif de quarantaine, afin de «*faire disparaître toute capacité offensive soviétique*» à Cuba. Le 25 octobre, après avoir donné des signes d'une disponibilité à discuter, Khrouchtchev propose un retrait définitif des fusées sous contrôle des Nations-Unies, en échange de la promesse américaine de ne pas envahir Cuba. La crise était réglée, même si Castro a déploré n'y avoir pas joué un rôle majeur. Khrouchtchev devait lui déclarer : «*si nous luttons contre l'impérialisme, ce n'est pas pour mourir mais pour tirer parti de toutes nos potentialités, pour perdre le moins possible dans cette lutte et gagner ensuite davantage*».

Vers une *ostpolitik* belge ?

Dans son propre parti, la politique atlantiste de Spaak est contestée par un Glinne, et plus significativement encore, par Henri Rolin et Léo Collard, voire par Jos Vaneynde. Aux élections législatives de 65, le

6. René GIRAULT, Robert FRANK et Jacques TOBIE, *La loi des Géants*, éd. Masson, Paris, 1993, p. 292.

nombre des voix de préférence pour Spaak se réduit de moitié par rapport au scrutin de 1961.

La construction européenne est aussi l'objet de vives critiques à gauche, en raison de l'absence de tout volet social. Le PC en particulier jugeait l'entreprise centrée sur les intérêts du capital et trop favorable à une Allemagne dite renvencharde. Vint un temps où il n'a plus suffi de dire «*Non à l'Europe des trusts*» : l'édifice était une réalité qu'il était absurde de nier. Ce qui a compté alors, ce fut de donner une consistance sociale à l'Europe, de contribuer à la sécurité et à la coopération de toute l'Europe.

Au demeurant, l'impact de ces critiques est amorti par le dynamisme des investissements, notamment de multinationales à dominante américaine. C'est le début des *golden sixties* ; elles vont apporter des activités économiques nouvelles (sidérurgie maritime par exemple) qui contribueront à modifier sensiblement le rapport de force entre la Wallonie et la Flandre.

Pierre Harmel succède à Spaak en mars 1966 aux Affaires étrangères, pour impulser une politique, à la fois audacieuse et prudente, de détente Est-Ouest. La Belgique avait suggéré à l'OTAN d'étudier les tâches futures de l'Alliance et le rapport qui en a résulté porte le nom de Harmel (le ministre belge en est le coauteur, avec le Français Couve de Murville et l'Américain Rostow). Une *Ostpolitik* belge va se dessiner, selon laquelle «*l'effort de détente et de paix est plus important encore que l'effort de défense*». Objectif fondamental : surmonter la division de l'Europe, afin que celle-ci devienne «totale». Ainsi sera privilégiée la méthode du dialogue bilatéral, par exemple belgo-polonais. Les échanges Harmel-Rapacki annoncent la perspective d'une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Ils devaient trouver une assise élargie dans la politique menée par Brandt, d'abord comme ministre des Affaires étrangères, ensuite comme chancelier de la République fédérale allemande.

Vietnam

Entre la Chine et l'URSS, grands alliés et rivaux, les divergences éclatent au grand jour. Des incidents frontaliers ont eu lieu dans le Sin Kiang. Déjà en juillet 1960, l'URSS rappelle les spécialistes, savants et techniciens envoyés en renfort pour moderniser la Chine. L'accord des deux K sur le retrait des fusées à Cuba suscite dans le *Quotidien du Peuple* de Pékin, le 5 novembre 1962, un commentaire clair : «*conclure un compromis avec Kennedy ou accepter ses exigences brutales ne peut qu'en-*

courager l'adversaire». Poursuivant sur sa lancée, le même quotidien qualifiait, le 31 décembre, l'accord sur le retrait soviétique des fusées et l'engagement américain de ne pas envahir Cuba de «*Munich pur et simple*». Le 15 juin 1963, le PCC publie une déclaration en vingt-cinq points qui indique des motifs chinois d'irritation, doctrinaux et pratiques. C'est la rupture. L'avènement de la Révolution culturelle allait encore faire monter la tension.

Les ambitions politiques chinoises ont eu des répercussions en Belgique, qui a servi de terrain d'essai à une dissidence du PC. Sous la conduite de Jacques Grippa, militant communiste chevronné, un «contre-parti» communiste vit le jour, occupa certains terrains et mena maintes campagnes électorales*. Si cette dissidence affaiblit à coup sûr la fédération bruxelloise du PC dit «de Moscou», elle ne parvint pas à devenir un pôle d'attraction pour les forces de gauche.

Or ces années 60 sont aussi celles d'un engagement toujours plus lourd des Etats-Unis au Vietnam. Kennedy avait quadruplé le nombre de ses conseillers militaires. Après «l'incident du Golfe du Tonkin» en août 64 (mitrillage d'un navire de guerre américain), le président Johnson, fort de l'accord du Congrès, renforce le corps expéditionnaire et fait bombarder le Nord-Vietnam par des B-52. Ces interventions se feront de plus en plus meurtrières : entre 65 et 68, 700 000 tonnes de bombes ont été larguées sur le Vietnam avec un souci destructeur diversifié - napalm, mines, défoliants.

Le 30 janvier 68, nord-vietnamiens et Viêt-cong lancent l'offensive du Tet. Deux mois plus tard, le président Johnson fait stopper au moins partiellement les bombardements. Les négociations allaient enfin pouvoir commencer.

Le retentissement qu'a eu la guerre du Vietnam sur l'opinion américaine, en particulier dans la jeunesse, n'est pas comparable au choc produit plus récemment par la guerre du Golfe. L'enlèvement des *GI's* était sans espoir, et insolente la corruption des régimes sud-vietnamiens soutenus par les *USA*. De plus, la massivité des contingents était telle que quasi chacun était concerné. Cette guerre aura été le catalyseur d'un certain déclin du *leadership* moral américain. La chanson, le cinéma, la littérature et le théâtre américains y ont trouvé des sources d'inspiration militante inoubliables et pas encore épuisées.

* *Ndlr* - Voir dans ce numéro des *CM* la partie «témoignages et documents».

Si en Union soviétique on avait assisté au lendemain du XX^e congrès du PCUS (1956) à un remarquable dégel, surtout en littérature, un incident imprévu retient l'attention le 1^{er} décembre 62 : en visite à une exposition de peintres abstraits à Moscou, Nikita Khrouchtchev critique ces artistes sans ménagements. Emotion. Une réunion de quatre cents intellectuels se tient à Moscou et des polémiques plus ou moins vives opposent les revues combattantes *Novy Mir* et *Younost* à leurs détracteurs «anti-modernistes». Ce n'était cependant pas le souci n°1 des dirigeants soviétiques : la situation économique restait incertaine, les réformes inachevées, un certain désordre entourait des initiatives prises au sommet. Et la popularité de Khrouchtchev, qui avait été plus grande hors de son pays qu'à l'intérieur de l'URSS, faiblit encore. Le 16 octobre 64, la presse soviétique annonce que Khrouchtchev a donné sa démission «*en raison de son âge avancé et de son état de santé*». L'heure de Brejnev va sonner : celle de la stagnation...

Remue-méninges à Vatican II

Sans vouloir additionner des pommes et des poires, il serait peu sérieux de ne pas évoquer l'impact du concile Vatican II dans l'ouverture aux problèmes de la paix, de la décolonisation, du désarmement d'un certain nombre de catholiques – jusque dans *l'establishment* – dans des domaines aussi variés que la liturgie, les rapports avec les autres religions, le respect des identités nationales ou locales, les rapports avec le monde athée ou agnostique. Le premier à être convoqué depuis un siècle, Vatican II (1962-1965) ambitionnait de «*remettre à jour*» l'Eglise catholique romaine, frileusement repliée sur elle-même. Objectif atteint en partie... Après la fin du concile et avec l'avènement de l'italien Paul VI puis du polonais Jean-Paul II, il y eut certes des reflux notables, par exemple sur le plan de la liberté de conscience... L'encyclique de Paul VI *Humanae Vitae* (1968), qui prétend donner des injonctions précises en matière de morale sexuelle, a été très mal reçue par ces catholiques (d'Europe occidentale surtout) qui avaient cru à un tournant radical de l'institution ecclésiastique. Elle aura donné le signal d'une désaffection contagieuse à l'égard de la papauté, complètement dissociée de la foi. Il reste que des documents comme *Mater et Magistra* (1961) et *Pacem in terris* (1963) ont élargi l'horizon des catholiques. Il reste aussi, *a contrario*, qu'en matière de droits des femmes l'immobilisme est toujours de rigueur.

Des prélats belges tels que le cardinal Suenens ou le chanoine Aubert ont joué un rôle dynamiseur dans les discussions du concile, dont le quotidien communiste *Le Drapeau rouge* a tenté de cerner les enjeux. L'occasion était belle (mais pas toujours appréciée) d'éclairer les contra-

dictions au sein du monde catholique, de s'essayer à un dialogue vrai, de dépasser le clivage «calotins contre anti-calotins».

Equilibre dans la terreur

«*Dissuader l'adversaire d'oser aller trop loin*» ou encore «*négocier sans abaisser sa garde*» : ces formules, banalisées et mésusées, ont beaucoup de sens quand il y va de menaces nucléaires dont les effets destructeurs sont clairement évalués. Quand la peur atomique atteint tant de consciences dans le monde entier. Quand tant de gens décident pour la première fois de leur vie qu'ils sont concernés, occupent le pavé, marchent côte à côte et crient leur volonté d'un désarmement proprement vital.

Les années 60 (et les années 70) furent celles de marches massives contre le péril nucléaire et pour le désarmement. Ces marches ont amené le gouvernement belge à déclarer en mars 62, par la voix de P-H. Spaak, que ce serait «*une aberration*» d'installer des missiles à moyenne portée sur le territoire belge, et de les mettre à la disposition de troupes étrangères.

Plus largement, à l'échelle mondiale, le règlement de la crise des fusées à Cuba en 1962 passe pour constituer «*la première étape de la coexistence militarisée*»⁷. On put ensuite revenir à une négociation générale sur le désarmement, lancée sans résultats tangibles entre 58 et 60, relancée à Vienne entre Kennedy et Khrouchtchev. Il s'agissait de mettre en œuvre un principe sur lequel les deux interlocuteurs sont d'accord : la surpuissance du nucléaire est admise comme une garantie du maintien du *statu quo* global. La marge de manœuvre est étroite. En témoigne notamment, la doctrine dite de la riposte graduée, défendue par le ministre américain Mac Namara, mais qu'il ne put ou ne voulut appliquer au Vietnam : à toute attaque doit correspondre une riposte du même ordre, professait-il.

L'étape suivante de la «coexistence militarisée», ce sera le traité d'août 63 (Moscou) sur l'interdiction partielle des essais nucléaires dans l'espace atmosphérique, extra-atmosphérique et sous-marin. La France et la Chine n'en sont pas parties prenantes.

7. *La loi des Géants, op. cit. p. 297.*

Les papiers Jean Terfve et le Mouvement populaire wallon (1961-1965)

Milou Rikir*

La joie que peut connaître un archiviste de rencontrer, dans le cours de son existence professionnelle, un certain nombre de fonds d'archives personnelles complètes et importantes, tant en volume qu'en qualité, peut être à ce point rare qu'il faut se réjouir de voir le Centre des Archives communistes en Belgique (CArCoB asbl, Bruxelles) être aujourd'hui le dépositaire des papiers de Jean Terfve.

Les archives de l'ancien ministre communiste de la Reconstruction, léguées au Parti Communiste de Belgique après son décès, forment un ensemble de plus de cent boîtiers d'archives et de plusieurs milliers de documents de toutes sortes. Ceux-ci sont les témoins de toute une vie d'homme et de plusieurs vies militantes, depuis la naissance de Jean Terfve, à Liège le 28 janvier 1907, jusqu'à son décès le 17 avril 1978.

Ce sont les papiers de Jean Terfve relatifs, en règle générale, au mouvement wallon et, plus particulièrement, à la période comprise entre 1960 et 1965, dont il va être question ici.

* Archiviste du CArCoB.

Les personnes dont les noms sont suivis d'une astérisque sont brièvement présentées dans l'encadré page suivante.

Notes biographiques

- **Beelen** René (1913-1966), secrétaire national (1954) puis vice-président wallon (1963) du Parti communiste, membre (1961-1966) du conseil général du MPW (Paul Delforge et al., *Encyclopédie du mouvement wallon*, t. I, Charleroi, 2001, p. 138).
- **Bouffieux** Lucienne, dite Lucette, (1911). Avocate et militante communiste. Compagne d'Ernest Burnelle. Voir : José Gotovitch, *Du rouge au tricolore*, Labor, Bruxelles, 1992, pp. 484-485. Témoignage oral recueilli par l'auteur, Bruxelles, 07/12/1996.
- **Burnelle** Ernest (1908-1968). Enseignant, secrétaire national (1954-1961) puis président (1961-1968) du PCB. Député de Liège (1946-1949 et 1965-1968). Paul Van Molle, *Le Parlement belge 1894-1972*, Anvers, 1972, p. 31.
- **Burton** Jean (1921-1991). Journaliste. Délégué fédéral du MPW depuis novembre 1961. Delforge, *op. cit.*, t. I, pp. 217-218.
- **Dejace** Théodore, dit Théo, (1906-1989), député (1946-1965) puis sénateur (1965-1968) communiste de Liège; secrétaire national de la FGTB de 1945 à 1949. Il est l'autre représentant du PCB au Comité central d'action wallonne pendant les années étudiées. Delforge, *op. cit.*, t. I, pp. 426-427.
- **Genot** André (1913-1978). Syndicaliste. Deuxième président du MPW (1962-1967). Delforge, *op. cit.*, t. II, pp. 710-712.
- **Grippa** Jacques (1913-1991). Résistant puis responsable communiste, fondateur (1963) du Parti communiste de Belgique dissident, favorable aux thèses chinoises dans le mouvement communiste international. Voir la partie *Documents* de ce numéro des *CM*.
- **Moreau** Robert (1915). Syndicaliste, responsable du MPW à Charleroi. Robert Moreau quitte le PSB en janvier 1964 pour fonder le Front d'action wallonne qui fusionne presque aussitôt avec le Parti d'unité wallonne pour donner naissance au Front wallon pour l'unité et la liberté de la Wallonie.
- **Perin** François (1921). Professeur d'université. Co-rapporteur de la commission politique du 1^{er} congrès du MPW, futur fondateur du Parti wallon des travailleurs, du Parti wallon, du Rassemblement wallon et du Parti des Réformes et de la Liberté de Wallonie. Delforge, *op. cit.*, t. III, pp. 1252-1256.
- **Renard** André (1911-1962). Syndicaliste. Président-fondateur du MPW (1961-1962). Delforge, t. III, *op. cit.*, pp. 1380-1387.

Quelques responsabilités de Jean Terfve

- a. Il est secrétaire national du FI (février 1944) après avoir été depuis juillet 1943 commandant national des Partisans armés. Voir sa notice biographique : José Gotovitch, *Du rouge au tricolore*, Labor, Bruxelles, 1992, pp. 562-563.
- b. Jean Terfve est ministre de la Reconstruction du 31 mars 1946 au 20 mars 1947, dans les cabinets présidés successivement par Achiel Van Acker et (3 août 1946) Kamiel Huysmans (Paul Van Molle, *Le Parlement belge, 1894-1972*, Anvers, Ed. Erasme, 1972, p. 314).
- c. Au PCB, il est membre du comité central de 1943 à 1978, du bureau politique de 1944 à 1954 et de 1957 à 1975 ainsi que secrétaire national du parti de 1945 à 1954. Il fut vice-président wallon du PCB de 1971 à 1975.
Il siège aux conseils général et bureau fédéral du MPW de 1961 à sa mort, fait partie du Comité central d'action wallonne de 1962 à 1964 et représente officiellement le PCB au Collège exécutif de Wallonie de 1963 à 1965. Il avait déjà été membre du comité permanent du Congrès national wallon de 1945 à 1950 (avec Henri Glineur et Paul Renotte – J. Gotovitch, *op. cit.*, pp. 562-563 et P. Delforge, *op. cit.*, t. III, pp. 1516-1517).
- d. Il est membre de la Chambre des Représentants pour l'arrondissement de Mons de 1946 à 1958.

Quelques repères d'histoire personnelle

Dès avant le deuxième conflit mondial, le jeune avocat Jean Terfve s'intéresse à la question wallonne et en fait preuve par sa lecture régulière de *L'Action wallonne*¹ ou de *La Wallonie nouvelle*². Pendant l'occupation nazie, il suivra avec intérêt, depuis son poste de dirigeant du Front de l'Indépendance, l'action du mouvement Wallonie indépendante³, mais aussi celle de Wallonie libre et des autres mouvements wallons de résistance.

A la Libération, bien qu'il ne soit encore qu'un dirigeant communiste issu de la clandestinité, sans mandat électif, il s'affirme bien vite comme le chef de file des communistes wallons lors du Congrès national wallon tenu à Liège les 20 et 21 octobre 1945, puis lors des Congrès nationaux wallons successifs convoqués dans les années qui suivent⁴. Déjà, Jean Terfve y milite pour les thèses fédéralistes. Son bref, mais marquant, passage au gouvernement, assoit sa notoriété et son autorité. Bref, dès cette époque, Jean Terfve est bien «le» militant wallon attiré du Parti communiste de Belgique, à l'heure où, pourtant, celui-ci ressort le drapeau tricolore belge.

Dans les années qui suivent – Question royale (1944-1950), Question scolaire (1954-1958) – Jean Terfve reste ce lien entre un PCB de plus en plus belge et un mouvement wallon qui s'essouffle de ne pas voir aboutir ses revendications.

Il faut également rappeler que l'ancien ministre vit une courte «traversée du désert» entre le congrès de Vilvoorde du Parti communiste, tenu en décembre 1954, et sa réintégration progressive dans les instances dirigeantes du parti à dater de 1957.

-
1. Organe officiel de la Ligue d'action wallonne de Liège (1933-1940).
 2. Organe hebdomadaire d'action wallonne (1934-1940), proche du Front démocratique wallon de l'abbé Mahieu.
 3. Mouvement wallon de résistance créé en 1941, disparu en 1946. Deux de ses trois représentants au sein du comité directeur du Front de l'Indépendance sont des communistes (Jean Terfve et Robert Némery). Voir Paul Delforge *et al.*, *Encyclopédie du Mouvement wallon*. T. III. Institut Jules Destrée, Charleroi, 2001, pp. 1639-1640.
 4. Dans les premières années qui suivent la Libération, Jean Terfve partage ce rôle avec deux autres personnalités communistes au profil wallon marqué dès avant le second conflit mondial, Henri Glineur (rapporteur lors des deux premières Conférences des communistes wallons, la première du 9 janvier 1938, la seconde du 14 octobre 1945) et Paul Renotte.

1959-1960 est manifestement la période durant laquelle Jean Terfve reprend complètement sa place à la tête du Parti, aux côtés d'Ernest Burnelle* et des autres dirigeants de l'époque. Fort actif dans l'affaire congolaise⁵, Jean Terfve ne peut manifestement que se réjouir des suites que prend la grande grève de l'hiver 60-61. Très vite, il prend la mesure de ce qui est en train de se produire. Dès lors et en parfait accord avec la direction, c'est lui qui sera chargé de l'essentiel des questions relatives au Mouvement populaire wallon en particulier, au mouvement wallon en général, rôle qu'il ne cessera de jouer jusqu'à sa disparition.

Caractéristiques générales

Ses archives sont le témoin de cette action. Membre des organes directeurs du PCB, du MPW, du Collège exécutif de Wallonie et du Comité central d'action wallonne, Jean Terfve reçoit et entretient une importante correspondance avec une série d'autres acteurs de la lutte wallonne de cette époque : Théo Dejace* et René Beelen*, essentiellement, au sein du PCB ; André Renard*, André Genot*, Jean Burton* – l'homme à la merveilleuse calligraphie – ou François Perin*, côté MPW.

Jean Terfve collectionne les documents et, surtout, ne cesse de prendre des notes lors de toutes les réunions auxquelles il participe.

Sans doute d'ailleurs est-ce là, dans ces notes, que réside l'intérêt principal des archives de celui qui va retrouver en 1965 et pour trois brèves années, comme sénateur provincial de Liège, un siège au Parlement, qu'il avait dû quitter en 1958.

Esprit libre, Jean Terfve ne peut s'empêcher de transcrire sur le papier ce qu'il compte dire, ce qu'il dit et ce qu'il entend dans toutes les réunions auxquelles il participe. L'époque s'y prête pourtant peu au Parti communiste. Le témoignage de Lucette Bouffioux*, compagne de l'ancien président du PCB le confirme : Ernest Burnelle n'aimait guère la «paperasse» et s'il est une période paradoxale – en termes de production d'archives – dans l'histoire du PCB, c'est bien celle de sa présidence.

L'ensemble des notes manuscrites prises par Jean Terfve lors des réunions hebdomadaires du Bureau politique du parti constituent un ensemble de valeur inestimable. De la même manière, Jean Terfve ne cesse d'écrire – voire de dessiner – lors des autres assemblées communistes : comités centraux, réunions de commissions, rencontres for-

5. Il sera notamment conseiller du Centre de Regroupement africain (CEREA) de Cléophas Kamitatu lors de la conférence de la Table ronde du début 1960.

melles et informelles. Et ce qu'il fait à l'intérieur du parti, il n'y a aucune raison objective pour qu'il s'en prive au dehors. Dès lors, chaque réunion des instances du MPW, du CEW ou du CCAW fait également l'objet de notes.

A ces dernières, dont il faut reconnaître qu'elles sont d'une lecture assez ingrate (on finit par se demander si Jean Terfve n'avait pas plutôt suivi une formation de médecin qu'une formation juridique), s'ajoutent tous les documents annexes. Jean Terfve y joignait en effet tous les documents ayant servi à sa réflexion, mais aussi les comptes-rendus officiels et de la correspondance.

La période 1961-1965

En tout, pour la période concernée et uniquement pour ce qui a trait au mouvement wallon, l'inventaire déjà totalement ou partiellement réalisé fait référence à 847 pièces distinctes. Cela constitue près de cinq boîtiers complets pour l'instant. Ce manque de précision résulte d'ailleurs des choix personnels de l'ancien ministre communiste.

Suivant les périodes, en effet, Jean Terfve varie dans le classement de ses archives. Tantôt il constitue des dossiers intitulés «MPW» avec dates de début et de fin chronologiques des pièces contenues, tantôt il rassemble tout dans des dossiers sans unité thématique, sur un simple critère chronologique.

Il est permis de penser, au vu de la totalité de ses archives pour la période que nous étudions, que c'est en fonction des priorités du moment que Jean Terfve classait ses archives selon tel ou tel des critères qui viennent d'être évoqués. De manière générale cependant, il est manifeste que depuis août 1961, Jean Terfve veille à ce que l'essentiel des documents ayant trait au mouvement wallon soient rassemblés dans des dossiers distincts, classés chronologiquement.

Il paraît nécessaire d'insister spécialement sur certaines de ces périodes et d'évoquer des pistes de recherches pour le futur.

En 1961, l'essentiel des papiers Terfve relatifs à la problématique wallonne date du deuxième semestre. Le MPW est né en février-mars, commence à s'implanter et prend très vite de l'essor. Mais ce n'est apparemment qu'à la fin des vacances d'été que la direction du PCB prend réellement conscience de ce qui est en train de se produire. Un examen plus minutieux des notes manuscrites de Jean Terfve permettrait probablement, en les confrontant notamment aux papiers de Théo Dejace,

conservés à l'Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale (Seraing), aux archives conservées au Fonds d'histoire du mouvement wallon (Liège) ainsi qu'aux témoignages de contemporains de comprendre ce qui apparaît comme une relative lenteur du PCB dans la compréhension de ce phénomène unique que constitue alors le MPW naissant. Pour cette période, l'apport théorique du PCB aux discussions à l'intérieur du MPW mériterait peut-être aussi examen approfondi. Et, d'ailleurs serait-il plus juste de parler d'apport théorique personnel de Jean Terfve que l'on voit écrire de sa main des articles de fond qui paraîtront par après dans *Le Drapeau rouge* ou ailleurs sous d'autres signatures⁶.

Une fois la décision prise de s'engager dans le mouvement, il n'est plus question de quelque lenteur que ce soit, au point que dès avril 1962, le congrès des socialistes wallons accuse pratiquement le MPW d'être instrumentalisé par le PCB⁷, ce qui provoquera une ferme réaction d'André Genot, notamment. Mais les craintes des socialistes wallons sont aussi exprimées par d'autres à l'intérieur du mouvement wallon. Dans les archives de Jean Terfve, de la correspondance avec Théo Dejace, André Genot et Jean Burton le laisse entendre ou le confirme. Les termes et le ton de certains courriers du bouillant député de Liège – Dejace – pourraient notamment laisser entendre qu'il n'a peut-être pas la même vision que la direction du parti sur le travail des communistes à l'intérieur du MPW et de l'action wallonne⁸.

Une note non datée de René Beelen, qui peut être située vers la fin 1961 ou le début 1962, adressée au Bureau politique du PCB laisserait entendre, en premier examen, que ces approches peut-être différentes pourraient résulter de conflits internes au sein de la direction du parti. Le futur vice-président wallon du parti s'y plaint en effet – et y associe mani-

6. Ses papiers témoignent ainsi qu'il adresse à René Beelen, à Marc Drumaux ou encore à Gaston Moulin des textes entièrement écrits de sa main, à faire paraître sous la signature des intéressés dans divers organes de presse, communistes ou non. Le procédé se retrouve à d'autres périodes et sur d'autres thèmes.
7. Voir notamment *L'Unité* (socialiste ; Charleroi), *Le Peuple* (socialiste ; Bruxelles) et bien évidemment *Le Drapeau rouge* (communiste ; Bruxelles) entre le 30 mars et le 2 avril 1962.
8. Dejace paraît, à certains moments, désirer une sorte d'instrumentalisation du MPW, lequel devrait clairement servir à ses yeux à mieux faire passer le message du PCB dans les milieux fédéralistes et, à travers eux, dans la population wallonne.

festement sa fédération – d'être tenu à l'écart par le président Burnelle et d'être confiné à ses «*marottes liégeoises*»⁹.

L'année 1963 est, pour le Parti communiste de Belgique, une année marquée d'abord et essentiellement par le départ des partisans du communisme chinois. L'affaire «grippiste» – du nom de Jacques Grippa* – occupe la majorité des discussions. Pour ce qui regarde le mouvement wallon, c'est évidemment l'année du vote des lois linguistiques – dont celle clichant la frontière entre les deux peuples constitutifs et la naissance du contentieux territorial fouronnais – celle du pétitionnement dit «de Wallonie» sur le référendum d'initiative populaire et enfin de la rupture entre le PSB et le MPW.

Jean Terfve et les autres représentants communistes dans les différents organes de l'action wallonne, tout comme les militants communistes à la base, seront très actifs durant toute cette période. Ici aussi, les notes manuscrites de Jean Terfve mériteraient d'être très profondément étudiées pour mesurer l'influence de chacun – et notamment des communistes – dans l'action du pétitionnement, mais aussi dans la manière dont ils ont analysé les conséquences de la rupture entre le Parti socialiste belge et le mouvement fédéraliste wallon.

1964 est dès lors une année où les choses paraissent mal débiter pour l'action wallonne. Les suites du pétitionnement ne sont pas celles qui étaient espérées et le mouvement se cherche manifestement. Les procès-verbaux des réunions des instances du MPW en font foi. Les notes de Jean Terfve également. Mais 1964 est aussi une année électorale et le PCB occupe assez bien de son temps à contrer l'émergence du «PCB-Pékin» (comme l'appelle la presse de Belgique), qui se présente pour la première fois devant l'électeur dans une série de communes. Le Comité central qui suit ces élections communales perçoit assez justement ce qui se produit en Flandre (*Volksunie* en hausse) et dans le royaume (poussée libérale, baisses socialiste et sociale-chrétienne), enregistre avec plaisir l'échec des grippistes mais néglige totalement l'émergence – il est vrai sous-régionale, à Charleroi – du mouvement wallon partisan sous la forme du Front Wallon de Robert Moreau*.

9. Claude Renard, à l'époque secrétaire administratif auprès du secrétariat national du PCB opte plutôt, quant à lui, pour une explication bien plus simple : René Beelen avait un caractère bien trempé, qui le rendait fréquemment susceptible. Ernest Burnelle était connu comme coléreux. Les éclats de voix étaient fréquents, mais il n'y eut jamais entre eux de différends politiques revêtant une réelle gravité. Une très profonde amitié liait les deux hommes et leurs chamailleries étaient un sujet de plaisanteries dans leur entourage (lettre de Claude Renard à l'auteur, 08/12/2001).

Il faut donc attendre l'extrême fin 1964 - début 1965 et la naissance du PTW¹⁰ pour que le PCB prenne la mesure de qui se produit et entame rapidement des négociations avec ce nouveau parti et, à Bruxelles, avec l'Union de la gauche socialiste¹¹. Ces négociations conduiront à des listes de cartel, PCB-PWT, dans huit arrondissements électoraux wallons sur treize¹², ainsi qu'à Bruxelles (cartel PCB-UGS). Une étude poussée de l'attitude du PCB tant vis-à-vis de l'émergence du FW en 1964 (puis de la naissance du PTW) que de son rapprochement avec le PWT et l'UGS jusqu'à la constitution des cartels devrait être accomplie, comme elle devrait également analyser les conditions de leurs réussites relatives¹³. Les papiers de Jean Terfve sont évidemment, à cet égard, des sources d'informations prioritaires.

Quelques questions pour la suite

Il reste enfin un point d'interrogation pour la période concernée. Jean Terfve, sa vie durant, fut un grand conférencier qui ne cessa – et notamment dans les loges maçonniques – de discourir sur quantité de thèmes différents devant des auditoires de tailles tout aussi différentes. En 1968-1969, nous retrouvons bien des traces de son activité militante en faveur du fédéralisme dans une série de loges de Wallonie, comme de Bruxelles et de Flandre. Mais, sous bénéfice d'inventaire, rien n'a encore été trouvé de pareil pour la période concernée. Il y aurait là matière à une étude particulière mais qui, manifestement, dépasserait le cadre chronologique de ce travail.

Enfin, la personnalité de Jean Terfve et l'importance de ses archives autorisent à faire ici deux remarques finales.

10. Parti des travailleurs wallons ou Parti socialiste des travailleurs, très vite renommé Parti wallon des travailleurs. Parti créé par l'aile gauche du PSB et qui compte parmi ses fondateurs François Perin, Fernand Massart, Jacques Yerna et Robert Nicolas.
11. L'UGS est le pendant bruxellois du PWT. Ses figures de proue sont Ernest Mandel et Pierre Le Grève.
12. Dans les arrondissements de Namur et de Dinant-Philippeville, le cartel prend le nom de «Rassemblement démocratique wallon» et associe, aux côtés du PCB et du PWT, des candidats du Front wallon ainsi que des socialistes et des démocrates-chrétiens indépendants. Des cartels n'ont pu être conclus à Tournai-Ath-Mouscron, Liège et Verviers. En outre, il n'y a pas de listes dans les deux arrondissements du Luxembourg.
13. Les cartels permettent au PCB de confirmer et d'amplifier sa remontée de 1961. En terme de sièges, cela ne se traduit que faiblement. L'UGS obtient un siège de député à Bruxelles et le PWT un siège de sénateur à Nivelles (Gustave Dutrieux, qui ne siégera pas, étant décédé avant d'avoir prêté serment).

La première regarde un grand absent ou du moins quelqu'un que les archives de Jean Terfve laissent apparaître comme tel. Il s'agit d'Ernest Burnelle. Choix délibéré de l'ancien ministre communiste ou réalité perçue par les témoins ? Le président du Parti communiste de Belgique est en effet fortement absent de toutes ces discussions relatives au mouvement wallon. S'agissait-il d'une retenue que s'imposait le député de Liège du fait de sa fonction « nationale » ou bien d'un choix personnel ?

La seconde – et dernière – remarque veut traduire un étonnement considérable devant le fait qu'un personnage aussi divers (mais tout aussi rectiligne), au *cursus* politique aussi complet que Jean Terfve n'ait pas fait jusqu'à présent l'objet de plus d'études et notamment d'une véritable biographie. Qu'il soit permis de noter, par exemple, que parmi les sources figurant au bas de sa notice biographique dans le tout récent troisième tome de l'*Encyclopédie du Mouvement wallon*, aucune ne provienne des plus de cent boîtiers d'archives de Jean Terfve conservés au CArCoB. Espérons que dans un futur rapproché il soit fait justice à ce personnage qui a tant compté dans l'histoire du communisme, dans l'histoire du mouvement wallon, dans l'histoire de la Wallonie.

la-vett

nettoie plus vite
nettoie mieux!



Pour nettoyer à fond et
instantanément vos casseroles,
couverts, réchauds, éviers, etc...
**Pour enlever les traces
de brûlé, les salissures les
plus tenaces**

utilisez **la-vett**

le tissu éponge plastifié

- propre : se lave facilement
 - solide : résiste à l'usage
 - souple : n'abîme pas les mains
 - agréable : ne trouble pas les gants
- la-vett facilite le travail de la ménagère

c'est un produit garanti par

CAVA
SEUL



Parti communiste et mouvement wallon (1961-1965) : une rencontre avortée ?

Chantal Kesteloot*

L'histoire du PCB est jalonnée de moments où des sensibilités wallonnes (ou flamandes) se sont exprimées, des engagements wallons (ou flamands) se sont développés sans que jamais cette action ne s'inscrive dans la continuité ou n'apparaisse comme la ligne essentielle. Ces moments sont le produit d'évolutions où la stratégie, les opportunités et les rapports de forces sur le plan politique ont joué un rôle majeur.

Le sujet mérite que l'on s'y arrête. Le PCB n'est-il pas le seul parti national – c'est la dernière formation à avoir conservé une structure unitaire – à se voir consacrer une notice dans la toute récente *Encyclopédie du mouvement wallon* alors que ni les libéraux ni les socialistes ne se voient gratifier d'un tel honneur¹. Pendant longtemps, la question n'avait pourtant que peu suscité l'intérêt des chercheurs. Dans la synthèse consacrée à *L'Europe des communistes*, la question nationale était totalement absente². Cet intérêt tardif – il remonte *grosso modo* à une bonne dizaine d'années – n'est évidemment pas le fruit du hasard. Il est lié à la fois à des événements nationaux et internationaux. L'implosion des régimes

* Docteure en histoire (ULB), chercheuse au CEGES-Centre d'étude «Guerre et sociétés contemporaines» et collaboratrice scientifique à l'ULB.

Ndlr. – L'appareil des notes et références académiques, fort nombreuses, est renvoyé en fin d'article.

communistes et la montée des nationalismes a suscité moult ouvrages sur la question nationale et nourri bien des interrogations sur l'essence du nationalisme. En Belgique, les réformes successives qui ont façonné l'Etat fédéral ont conduit les acteurs politiques mais aussi les chercheurs à tenter de comprendre comment, pourquoi et par qui la structure de cet Etat s'était à ce point transformée. Un questionnement somme toute légitime et naturel et qui est également posé à propos du monde communiste malgré sa non-participation au processus décisionnel³.

Evoquer les rapports entre Parti communiste et mouvement wallon implique à mes yeux un double questionnement : il s'agit d'une part de s'intéresser à l'attitude du Parti communiste à l'égard de la question wallonne et d'autre part d'aborder la question de la présence communiste au sein d'organisations se revendiquant du mouvement wallon. Cette perspective implique bien évidemment la prise en compte de paramètres intérieurs et extérieurs au monde communiste :

- 1) l'existence d'un mouvement communiste international et la référence constante à l'Union soviétique ;
- 2) l'existence du PCB sur le plan national et la place des fédérations flamandes et de la fédération bruxelloise ;
- 3) la faiblesse générale du sentiment wallon au sein du monde communiste ;
- 4) la méfiance quasiment permanente du mouvement wallon à l'égard du monde communiste.

Parti communiste et question wallonne

Pour comprendre la situation telle qu'elle se profile au début des années 60, un bref retour en arrière s'impose. Il faut attendre 1938 pour que la question nationale se pose aussi en termes wallons pour le Parti communiste alors que ce dernier, pourtant, est essentiellement implanté dans le Sud du pays et à Bruxelles. Jusqu'alors, si la question nationale n'est pas totalement absente, elle apparaît avant tout comme une question flamande. Ce désintérêt doit être compris en fonction de la culture communiste (analyses de Marx et de Lénine), de la perception des combats menés respectivement par le mouvement wallon d'une part et le mouvement flamand d'autre part. Le mouvement wallon est perçu comme un combat «bourgeois» sans véritable dimension sociale et sans «intérêt» pour la classe ouvrière. Le combat flamand, lui, est, en revanche, analysé partiellement en termes d'émancipation sociale du peuple flamand. Sur le plan des structures, un *Vlaamsche Kommunistische Partij* est créé en 1937 mais il demeure strictement subordonné aux instances nationales du PCB. Les communistes wallons, eux, doivent se contenter d'une «commission wallonne» et ne disposent

donc pas d'une structure comparable à celle de leurs homologues flamands. Le fédéralisme n'est cependant pas tabou et l'on ne peut faire grief aux communistes d'une utilisation tardive de ce vocable même si, au-delà de son emploi en 1937, il va rapidement disparaître dans les textes.

Pourquoi y a-t-il changement par rapport à la question wallonne en 1938 ? C'est en janvier 1938 que se tient le premier congrès des socialistes wallons. De toute évidence, les communistes ne souhaitent pas laisser aux socialistes le monopole, à gauche, d'un engagement sur le terrain wallon. Cette attitude s'inscrit également dans le contexte d'une phase d'isolement dont le PCB tente de sortir. Ce n'est sans doute pas un hasard de constater que, pour la première fois, des communistes participent au pèlerinage wallon de Waterloo ainsi qu'au congrès de la Concentration wallonne, elle-même en pleine déliquescence. A l'heure où les priorités vont à la lutte contre le fascisme, les communistes sont en quête d'alliés, de même d'ailleurs que le mouvement wallon, qui est profondément divisé.

A la faveur de l'occupation, c'est sous la houlette du Front wallon pour la libération du pays que la fibre wallonne est mobilisée mais les communistes n'en sont que l'une des composantes. Lorsque le Parti entreprend de se déployer sous une étiquette belge, le Front wallon est sommé de s'adapter et de se transformer. Mais la brèche demeure entrouverte dans un contexte où il s'agit de ne pas abandonner au mouvement Wallonie libre le monopole de l'expression wallonne. La création de Wallonie indépendante a un objectif clair : riposter «*au chauvinisme*», être un «*contrepoison*» à Wallonie libre. Mais si Wallonie indépendante n'hésite à pas hisser la bannière du fédéralisme, le PCB demeure, lui, très réservé. L'existence de Wallonie indépendante – qui, à la Libération, compte un bon millier de membres⁴ – et, par la suite, d'une commission wallonne permet néanmoins une politique de présence sur ce terrain, politique qui correspond d'ailleurs à une conviction profonde de militants et qui n'est pas simplement d'ordre stratégique. Les communistes tiennent une deuxième conférence wallonne à Ougrée, une semaine avant le fameux Congrès national wallon dans les instances duquel ils sont représentés. La question nationale est en outre débattue à plusieurs reprises lors des réunions des instances dirigeantes du Parti au sortir de la guerre. Mais la marge de manœuvre des communistes présents dans les instances du Congrès national wallon est étroite. Sur base d'une tactique éprouvée, le Parti pratique un double langage : le fédéralisme n'est pas complètement écarté mais sa mise en œuvre, qui n'aurait d'autre objectif que de «*renforcer la Belgique*» est renvoyée aux calendes grecques à l'heure où l'essentiel de la lutte est autre. Ce double langa-

ge, dans une question accessoire pour la direction communiste, permet la présence de communistes au sein du Congrès national wallon et la co-signature, en 1947, de la proposition Grégoire tendant à instaurer le fédéralisme. Mais cette présence est progressivement marginalisée sans que cette marginalisation n'épouse strictement la chronologie de la guerre froide. C'est la question du fédéralisme européen et l'hostilité au Plan Schuman qui éloigne les derniers communistes du Congrès. Le CNW est bientôt considéré comme infréquentable et le mouvement wallon est jugé victime « d'étouffement » : « *Les socialistes, les libéraux se sont emparés des postes de direction. Nous n'avons pas donné l'impression d'impulser le mouvement wallon* »⁵. A l'automne 1952, lorsque le Congrès national wallon se restructure autour d'un comité directeur, plus aucun communiste n'y figure. Quelques mois plus tard, tous les parlementaires wallons qui ont exprimé un vote négatif sur la proposition fédéraliste Merlot-Van Belle sont considérés comme démissionnaires du Congrès national wallon. Parmi eux figurent Jean Terfve et Henri Glineur. Mais le Congrès n'est lui-même plus que l'ombre de ce qu'il a été...

Officiellement pourtant, le fédéralisme demeure inscrit au programme du PCB. Mais la question est évidemment très secondaire pour une formation largement en perte de vitesse et dont la priorité est la survie politique à l'heure de la guerre froide. Après avoir confirmé l'option fédéraliste lors du X^e Congrès en mars 1951⁶, le parti lui tourne le dos – selon les termes ultérieurs de Dejacé – lors du comité central des 3 et 4 octobre 1953. Au même moment, le CNW tenait ses septièmes assises à Charleroi. Cette fois, les communistes n'en sont plus. « *La parole chaude du fédéralisme* » dont parlait encore Ernest Burnelle lors du 4^e Congrès national wallon devenait, cinq ans plus tard, dans la bouche du même homme « *une chose impossible dans le pays* ». Le Congrès et le comité central du Parti s'étaient, estimait-il, « *trompés sur la question fédéraliste* »⁷. Une fois de plus, c'est l'attachement à la patrie belge qui est proclamé, patrie belge qui fait figure de rempart par excellence dans la lutte contre l'impérialisme. Dans cette optique, le fédéralisme est perçu comme une menace pour la Belgique et pour l'unité de la classe ouvrière. Celle-ci est d'ailleurs, estime Edgar Lalmand, « *restée constamment étrangère sinon hostile aux courants séparatistes et fédéralistes* » dont les communistes ont jusqu'alors surestimé l'importance⁸. Il remet clairement en cause l'argument encore énoncé en 1951 selon lequel le fédéralisme serait de nature à assurer le libre épanouissement des groupes nationaux existant en Belgique : « *Comment imaginer le libre épanouissement de la Flandre et de la Wallonie (pour ne pas parler de la région bruxelloise) au sein d'une Belgique asservie à une puissance étrangère ?* ». Désormais, le fédéralisme est considéré comme un frein à la lutte contre l'impérialisme américain. Cette évolution est justifiée sur le plan

idéologique en se référant à la définition de la nation donnée par Staline (en 1913) tout en en extrayant la notion de communauté de langue : «*La Belgique, telle qu'elle est, n'en constitue pas moins une communauté d'hommes, historiquement constituée, basée sur la communauté de territoire, de vie économique et de formation psychique et cette communauté est incontestablement plus cohérente et infiniment plus concrète que les nations flamande et wallonne qui restent encore à bâtir pour autant qu'on les bâtitte un jour. (...) Si nous voulons vraiment être des patriotes comme Staline nous l'a proposé, nous devons affirmer hautement notre attachement à notre patrie belge, mettre tout en œuvre pour renforcer le sentiment national belge*»⁹. Ce changement d'orientation n'a apparemment pas suscité de véritable réaction. Selon Claude Renard, c'est Lalmand – qui n'a d'ailleurs jamais été un fédéraliste convaincu – qui en a été l'instigateur mais le changement de cap se serait fait de commun accord avec Jean Terfve¹⁰. Toujours selon Claude Renard, l'intervention de Paul Libois a également pesé. Le seul regret exprimé, plus de dix ans après les faits, est dû à la plume de Théo Dejace qui déclare lors du Congrès fédéral liégeois de juin 1965 : «*Il y a eu hélas un comité central de 1953 où nous avons tourné le dos au fédéralisme parce que le mouvement wallon se laissait embourber par Spaak dans un fédéralisme européen et dans la CED*»¹¹.

Jusqu'en 1960, la question n'est plus guère abordée et lors du XIII^e Congrès tenu à Liège en avril 1960, l'appel lancé par la fédération d'Alost à résoudre la question flamande et donc le problème des nationalités, demeure sans écho. Les réformes de structure, par contre, sont évoquées et définies : «*Les réformes de structure sont des réformes susceptibles de réduire le pouvoir des holdings et monopoles capitalistes et d'élargir les droits démocratiques du peuple sur la gestion de l'économie*»¹². Dans son plan de travail pour la période de septembre à décembre 1960, la fédération de Charleroi épingle cinq axes : le Congo, l'action dans les entreprises, le plan local, l'éducation et la presse. De la question nationale, il n'est point fait mention. Quant à la question wallonne, elle prend sous la plume d'un militant wallon pourtant convaincu l'allure d'un «*sentiment national wallon exacerbé*» aiguisé par «*les trois partis de collaboration de classe et la bourgeoisie wallonne*»¹³.

Le PCB à l'heure de la «grève du siècle»

Il n'est plus besoin de souligner la présence active des communistes dès le début de la grève¹⁴. Les communistes se rallient autour d'une revendication claire, «*le retrait pur et simple de la loi de malheur*». Tout au long du conflit, ils n'auront de cesse de prôner une extension de la grève sur le plan national. La tournure prise par le conflit et la concentration pro-

gressive de la grève sur la seule Wallonie posent clairement problème au PCB. A l'heure où tous les indicateurs font mention d'un recentrage de la grève en Wallonie, *Le Drapeau rouge* continue de faire état d'une extension puis d'une consolidation de la grève en Flandre. La lutte actuelle, estime le quotidien, «est plus BELGE qu'aucune lutte ne l'a jamais été»¹⁵. Tout élargissement du conflit à d'autres objectifs est rejeté. Il ne s'agirait ni plus ni moins, estime le secrétariat national du PCB, que d'une division, d'un affaiblissement et d'une désorientation du mouvement. Réorienter la grève vers des revendications wallonnes est perçu comme une facilité qui détourne la classe ouvrière (belge) des vrais problèmes¹⁶. Mais l'évolution est inéluctable et, peu à peu, la terminologie évolue : la classe ouvrière belge cède la place à la classe ouvrière wallonne et flamande. Il n'est pas encore question de Flandre et de Wallonie mais progressivement la grève est décrite comme circonscrite aux seuls grands bassins industriels. Les problèmes régionaux ne sont plus niés mais postposés au lendemain de la victoire : «*Au cours de la grève, les problèmes économiques et sociaux à l'échelle wallonne et flamande ont revêtu une acuité particulière. Dès le lendemain de la victoire, il faudra les examiner avec soin*»¹⁷. C'est finalement par analogie à 1950, à l'occasion des funérailles de Jo Woussem, qu'il est enfin véritablement question de la Wallonie. Le changement est peu à peu perceptible sans qu'un discours ne chasse l'autre. La crise de la FGTB est longtemps analysée comme une opposition entre les droitiers et l'aile gauche, et le quotidien communiste de souligner que ces notions ne recouvrent nullement des implantations géographiques¹⁸. Lors de la session du comité central des 28 et 29 janvier, Ernest Burnelle, secrétaire national du Parti, loue toujours le «*mouvement ouvrier belge*» et dénonce certains mots d'ordre lancés par André Renard : il cite en premier lieu le fédéralisme, avant d'y ajouter le refus d'assurer l'entretien de l'outil, la théorie des bastions, la question des structures syndicales¹⁹. Ce jugement n'est pas propre à la direction du parti. La fédération liégeoise s'est, elle aussi, sentie mal prise lorsque le mot d'ordre du fédéralisme a été lancé : «*Il était en effet anormal, alors que la grève était lancée dans tout le pays (y compris les centres flamands les plus industriels, malgré l'opposition des Major et consorts), de donner un objectif nouveau et peut-être difficilement compréhensible pour certains à un mouvement dont l'unité pouvait se faire autour de la lutte généralisée contre la loi unique et le gouvernement Eyskens*»²⁰. C'est encore le même point de vue que l'on retrouve dans la petite brochure de René Beelen, secrétaire national du PCB, diffusée en février – mars 1961 : «*L'appel à la satisfaction de certaines revendications wallonnes n'aide pas le mouvement. Il permet des discours échevelés d'allure d'autant plus révolutionnaire que ceux qui les prononcent ont rallié le mouvement du bout des lèvres et n'y ont rien compris. (...) Notre Parti s'attache, lui, à faire comprendre que les intérêts de la Wallonie seront d'au-*

tant mieux assurés à l'avenir que les travailleurs flamands, wallons et bruxellois resteront unis pour empêcher le vote de la Loi unique. Il insiste pour qu'on ajoute aucun autre objectif au mouvement»²¹.

A l'heure où la grève est terminée, les parlementaires communistes – deux Wallons et un francophone bruxellois – seront néanmoins les premiers à prendre l'initiative. Fin janvier 1961, ils adressent une lettre aux présidents des groupes parlementaires de la Chambre et du Sénat prônant notamment la création d'un sénat géographique et la décentralisation culturelle, des revendications somme toute timides et bien en deçà de celles formulées par les fédéralistes – le sénat géographique est l'un des points inscrit au programme du Mouvement pour les Provinces wallonnes, d'obédience PSC – et la décentralisation culturelle, le b.a-ba des griefs flamands. Une semaine plus tard, la réflexion a déjà progressé. Les parlementaires communistes déposent une proposition de déclaration de révision de la constitution prônant notamment la création de «deux conseils régionaux élus dotés de larges pouvoirs dans les domaines économique, social et culturel et l'octroi d'un statut spécial à l'agglomération bruxelloise»²². Peu à peu, l'intérêt pour la réforme de l'Etat se fait plus marqué, même si les propositions communistes s'apparentent plus à des déclarations d'intention puisque l'échéance électorale du 26 mars 1961 approche à grand pas. Ces propositions seront néanmoins réitérées au lendemain des élections. La revendication de voir créer des conseils régionaux est présentée conjointement avec des revendications plus anciennes telles l'instauration de l'appareil au niveau national, la fixation définitive de la frontière linguistique et l'instauration d'un statut bilingue pour Bruxelles. Comme à l'accoutumée, les stratégies s'enchevêtrent.

Les priorités de la campagne électorale «pour gagner la bataille du bonheur» demeurent cependant très extérieures à la question de la structure de l'Etat : lutte contre les puissances d'argent, mobilisation en faveur de la paix et du désarmement, réformes en faveur de la classe ouvrière²³. La question n'est cependant pas complètement absente mais l'engagement du Parti demeure limité : «trouver une solution démocratique garantissant les intérêts économiques, sociaux et culturels des deux communautés». A l'heure où – dans certaines feuilles locales de propagande – des socialistes les somment de préciser leur engagement en faveur de la Wallonie, les communistes affirment que leur défense de la Wallonie, c'est sur le terrain qu'ils la pratiquent, dans les entreprises, contre la fermeture des charbonnages. La réforme de l'Etat, ils n'en sont pas fétichistes. Ils s'en méfient : «Est-ce que des modifications de la structure de nos institutions démocratiques peuvent aider cette lutte des travailleurs pour une démocratie réelle, pour le règlement des problèmes écono-



détente... musique

et **CINZANO**

*miques et sociaux par les masses laborieuses. (...) L'essentiel, c'est que, sans attendre la révision constitutionnelle, les travailleurs intensifient leur lutte pour défendre leurs charbonnages, leurs usines menacées*²⁴. Lorsqu'il est question de fédéralisme, il est en permanence associé aux enjeux économiques, à la limitation du pouvoir des *trusts* et des *holdings*, bref aux réformes de structure anticapitalistes. Et ce combat, il n'est nullement perçu comme le fait des seuls travailleurs wallons.

Les communistes et le MPW

Dans un premier temps, l'attitude du PCB demeure réservée face à la création du MPW. Les premières réunions du mouvement sont annoncées dans la presse communiste, des comptes-rendus sont publiés. Mais il n'y a pas de prise de position officielle. *Le Drapeau rouge* reprend, sans la commenter, la déclaration d'André Renard annonçant l'ouverture du MPW aux communistes et aux chrétiens²⁵. Grâce à l'agenda de Théo Dejace, nous savons que les cadres du parti ont tenu une conférence sur la question wallonne le 7 mars 1961 mais nous en ignorons le contenu. Réuni les 8 et 9 avril 1961, le comité central du PCB prend position «*pour un règlement démocratique des relations entre Flamands et Wallons*». La position adoptée rencontre à la fois des griefs wallons et des griefs flamands²⁶. Désormais, l'action du MPW est encouragée : «*Nous recommandons à nos militants de soutenir*²⁷ *le MPW pour le fédéralisme et les réformes de structure. Nous recommandons aussi à nos militants flamands de pratiquer une politique de présence au sein du Mouvement populaire flamand ; quoique ce dernier soit dirigé par des hommes de droite et non lié au mouvement ouvrier*»²⁸. La réalité des problèmes n'est plus ignorée ; la stratégie est adaptée et l'ennemi d'un règlement démocratique des relations entre Wallons et Flamands est désigné : les puissances d'argent, ce qui permet d'assurer la continuité au niveau du discours. En l'espace de trois mois, le PCB s'est donc coulé dans un nouveau moule. Désormais, le fédéralisme devient synonyme d'élargissement de la démocratie, garant de l'épanouissement des deux communautés nationales, pilier de la lutte contre la dictature des monopoles. Il est le seul parti à avoir officiellement (ré)inscrit le fédéralisme à son programme. Il ne pouvait en être autrement : en tant qu'artisan de la grève de l'hiver 60-61, il ne pouvait, sous peine d'isolement, demeurer en retrait à l'heure où le conflit avait débouché sur d'autres formes de revendications ni se contenter du flou artistique des fédérations wallonnes du PSB par rapport à la question. Cette adaptation ne s'est pas faite sans heurts : certains ne la comprennent pas²⁹, d'autres marginalisent la tournure spécifique du conflit en Wallonie³⁰. Lors des manifestations du 1^{er} mai 1961, il n'est question ni du fédéralisme ni des réformes

de structure dans les slogans proposés par la direction du parti. Dans les faits, ils seront cependant scandés, mais à Liège uniquement !

Malgré une méfiance ancienne et persistante à l'égard d'André Renard³¹, les communistes finissent par répondre présents au MPW. C'est en mai 1961 – soit deux mois après la création du MPW – que l'organisation est mentionnée pour la première fois dans l'agenda de Dejace. Début juillet, les militants communistes sont cette fois clairement invités à rallier – et non plus seulement à soutenir – la nouvelle organisation. Leur présence se comprend en vertu d'une grille spécifique qui n'est pas nécessairement celle de l'ensemble du MPW : *«les communistes doivent veiller à ce que les militants du MPW ne se perdent pas dans l'inventaire détaillé et technique des griefs wallons, en oubliant que l'important est la recherche constante des revendications anticapitalistes susceptibles d'entraîner une force populaire favorable à leurs revendications. Les communistes veilleront donc à militer au sein du MPW comme des communistes qui, avec leur programme actuel et leurs solutions antimonopoles, recherchent les moyens d'unir les Wallons dans le MPW sur des positions minima qui vont dans cette direction»*³². Cet extrait d'une note émanant de la fédération liégeoise du PCB tend à montrer combien le fédéralisme et les réformes de structure ne sont rien sans la poursuite de la lutte avec les travailleurs flamands en faveur de l'augmentation des salaires, contre l'application larvée de la Loi unique, contre la régression sociale. Cette note est très révélatrice de l'état d'esprit dans lequel la direction du PCB incite ses membres à adhérer au MPW. L'adhésion sera toujours conditionnée et stratégique, ce qui n'empêche pas certains militants de vieille souche tels Dejace ou Terfve d'être des militants wallons à part entière. Dès le départ, le PCB craint que le MPW ne veuille se transformer en syndicat spécifique. Par la suite, cette crainte se déplacera sur le plan politique.

Le MPW constitue un rouage et un militantisme supplémentaires pour des militants déjà beaucoup sollicités et le PCB craint que cela n'ait des répercussions sur les autres engagements : *«pas question d'y être actif au point de négliger le Parti»*³³. Néanmoins, l'existence du MPW permet au PCB de s'investir dans le combat wallon sans avoir à créer de structure propre ni à y adhérer collectivement tout en étant partie prenante d'un large combat ouvrier.

Certains aspects du programme MPW sont très bien accueillis : sa volonté d'ouverture aux classes moyennes et à la paysannerie, son attitude critique vis-à-vis de la direction du PSB. A Bruxelles par contre, le PCB voit d'un très mauvais œil l'alliance locale du MPW avec d'autres groupements wallons et francophones de la capitale sous la bannière du

Front pour la défense de Bruxelles au lendemain de la première marche flamande sur Bruxelles³⁴. En effet, les communistes n'ont de cesse d'éviter toute dérive anti-flamande. En fait, le PCB n'a d'autre choix que d'inciter ses membres à adhérer et à militer au sein du MPW considéré comme une expression de la classe ouvrière. L'absence communiste aurait en effet laissé le champ libre au PSB, qui aurait dès lors pu se considérer comme le seul parti à défendre les revendications des travailleurs wallons. Mais il y aura toujours une réécriture voire une réinterprétation des mots d'ordre. Le cas le plus significatif est précisément la revendication du fédéralisme. Là où le MPW mène le combat en faveur d'un objectif double, fédéralisme et réformes de structure, le PCB envisage, lui, le fédéralisme comme une réforme de structure, parmi d'autres³⁵ voire, après le pétitionnement, comme l'une des formes d'élargissement de la démocratie. Le fédéralisme est une réforme de structure politique, puisqu'il permet de lutter contre la bourgeoisie unitaire, et une réforme de structure économique puisqu'il permettrait d'offrir aux régions les moyens appropriés à leur développement économique. La lecture que font les communistes du programme MPW doit tenir compte du caractère unitaire du PCB et donc de la présence des camarades flamands mais aussi de la volonté de mettre prioritairement l'accent sur des revendications de type économique. Comme le déclare Dejacé à la tribune de la Chambre : «*Les travailleurs wallons ne sont pas fédéralistes pour le simple plaisir de l'être mais pour appliquer des réformes de structure de nature à permettre le contrôle des trusts et à y mettre de l'ordre*»³⁶.

S'il est difficile de connaître l'importance des ralliements à la base³⁷, dans les commissions préparatoires au premier congrès du MPW, les communistes sont représentés et jouent un rôle actif³⁸. A la veille de ce congrès – et cette démarche pose une nouvelle fois la question de l'adhésion effective des militants communistes au MPW – une véritable campagne de presse est lancée à l'initiative de Jean Terfve dans *Le Drapeau rouge*. A travers des articles signés (mais souvent inspirés par Jean Terfve lui-même³⁹), par Marc Drumaux, Willy Frère, Robert Dussart et René Beelen, il s'agit de convaincre le militant de l'importance du MPW et du bien-fondé de l'adhésion des communistes au mouvement. Terfve lui-même rédige un mémorandum précisant clairement l'état d'esprit des communistes au sein du MPW⁴⁰. Ce qui est souligné, c'est la dimension anti-capitaliste du nouveau groupement. A la question de pourquoi le fédéralisme, Terfve place la revendication dans une volonté d'élargissement de la démocratie, «*l'aspiration au progrès*», la lutte contre la stratégie unitaire des grands monopoles et dans la perspective d'un développement complémentaire des populations wallonnes et flamandes. Il souligne la nécessité d'un combat commun avec les «*masses*

travailleuses flamandes». Il épingle les changements intervenus : désormais, la revendication du fédéralisme a réussi à dépasser l'indifférence de la classe ouvrière, un changement qui répond à l'évolution de la stratégie de la bourgeoisie dont l'intérêt réside désormais dans un déclin économique de la Wallonie. Mais il précise que cette soudure demeure fragile et ne conservera sa légitimité que si elle répond aussi à des problèmes immédiats⁴¹.

Lors de ce premier congrès du MPW, les responsables communistes wallons sont présents et trois d'entre eux, Jean Terfve, René Beelen et Théo Dejace, prennent effectivement la parole. Ils tentent d'insuffler certaines de leurs revendications : défense de la paix, unité syndicale, volonté d'éviter toute dérive anti-flamande. Bien évidemment, le programme du MPW est lui aussi un compromis. Certains accents que les communistes auraient souhaité y introduire n'y figurent pas. Il en est ainsi de la politique étrangère, de la question de la paix. Qui plus est, *«le fédéralisme n'est pas le socialisme»*⁴².

Ce ralliement de communistes wallons interpelle les communistes flamands qui, dès lors, mènent une réflexion parallèle et s'interrogent tout à la fois sur la nature spécifique du mouvement flamand – à l'heure de la première marche flamande sur Bruxelles – et sur celle du mouvement wallon. L'objectif sous-jacent de la démarche est de se raccrocher au train fédéraliste dans lequel semble monter les communistes wallons et de requalifier l'engagement du PCB. Il s'agit de désigner l'ennemi commun, les *«puissances d'argent belges»* déclarées responsables de l'abandon tant des charbonnages wallons que des usines textiles flamandes. Ces puissances d'argent et leurs alliés politiques – le PLP et l'aile droite du PSC/CVP – sont également pointées du doigt pour leur responsabilité dans l'absence de solutions aux problèmes relatifs à la fixation de la frontière linguistique, au statut de l'agglomération bruxelloise, à la révision de la Constitution... Bref, il faut démontrer qu'au-delà de l'engagement dans le MPW, le combat des communistes reste le même et que si les communistes wallons ont un rôle à jouer dans le mouvement wallon, les communistes flamands ont, eux, un rôle à jouer au sein du mouvement flamand même si sa composante sociologique demeure trop extérieure à la classe ouvrière⁴³.

C'est à travers le pétitionnement de 1963 que l'engagement wallon des communistes acquiert sans doute sa visibilité la plus grande. C'est d'ailleurs le seul parti qui appuie aussi nettement la pétition, condamnée par l'ensemble des partis unitaires⁴⁴. Deux revendications sont énoncées : *«contre l'adaptation des sièges parlementaires sans révision constitutionnelle simultanée ; pour l'introduction du référendum d'initiati-*

ve populaire dans la Constitution». Le terme de fédéralisme n'est pas prononcé⁴⁵. Le texte même de la pétition aurait été rédigé par Jean Terfve et François Perin, sur base d'un premier jet dû à la plume de René Beelen. Pour rappel, quelque 645 000 signatures sont recueillies en l'espace d'un mois, du 15 octobre au 15 novembre 1963, et ce en Wallonie et à Bruxelles. Le succès est impressionnant et dépasse largement l'attente des organisateurs qui comptaient sur un maximum de 200 à 250 000 signatures. Pour Jean Terfve, le succès est jugé exceptionnel, résultat d'une prise de conscience et d'une impatience wallonnes. Dans le même temps, il regrette que le caractère de classe ne soit pas tellement marqué et que les aspirations formulées demeurent trop vagues⁴⁶. Pourtant, les communistes utiliseront beaucoup cette idée de démocratie directe que suppose le référendum d'initiative populaire. Elle leur permet d'utiliser les acquis du pétitionnement sur un plan national, c'est un thème suffisamment large pour ratisser au-delà du monde communiste. Cette participation active des communistes au pétitionnement se doit également d'être envisagée dans une perspective nationale : *«comment ne pas voir que cette réforme démocratique (le référendum d'initiative populaire) faciliterait la lutte tant en Flandre qu'en Wallonie, pour la conquête d'autres nouveaux droits»*⁴⁷. Ce plaidoyer en faveur du référendum d'initiative populaire s'inscrit dans une perspective plus vaste *«d'élargissement de la démocratie»*, une notion assez floue dans laquelle les communistes inscrivent également le fédéralisme. Ils espèrent ainsi susciter un pétitionnement du même genre en Flandre et y amorcer la constitution d'un mouvement populaire flamand, non pas tel qu'il existe, mais avec une configuration similaire à celle du MPW. L'initiative demeurera au stade des bonnes intentions. Après l'échec du pétitionnement, on sent clairement un changement dans le discours. Une fois encore, une stratégie ne chasse pas l'autre mais peu à peu, le *credo* démocratique prend le pas sur le *credo* fédéraliste. Dans le même temps pourtant, celui-ci réussit une percée en Flandre et les revendications de fédéralisme et de réformes de structure font partie intégrante de la 3^e Marche flamande, à Anvers, le 10 novembre 1963.

Mouvement wallon et anti-communisme

Tant au sein du MPW qu'au sein d'autres organisations wallonnes, les communistes ne sont pas (toujours) les bienvenus. Par rapport au MPW, on trouve plusieurs fois trace de récriminations par rapport à leur sous-représentation⁴⁸. Or, c'est essentiellement à travers le MPW que les communistes sont présents sur le plan wallon. En vue de préparer le Congrès d'action wallonne prévu au printemps 1963, Marc Drumaux invite l'ensemble des fédérations wallonnes à adhérer au Comité central d'action wallonne de manière à marquer la présence communiste⁴⁹. De fait, selon

les sources, les communistes détiennent entre 75 et 100 mandats sur un millier de délégués environ. Cette présence est d'autant plus significative que les fédérations wallonnes du PSB n'ont guère fait montre d'empressement et qu'elles ne détiennent que 200 mandats environ. Il y a dans le chef des dirigeants communistes wallons la volonté évidente d'être présents⁵⁰. Néanmoins, là encore, il s'agit, côté communiste, de ne pas laisser carte blanche aux militants: *«Je profite de ce rappel pour réclamer avec insistance une direction opérative et vigilante du Parti sur tous les communistes militants au MPW et au Comité central d'action wallonne. (...) Toutes les fédérations ont besoin d'être dirigées dans ce domaine et de coordonner leurs positions, leurs actions»*⁵¹. Dans les faits, cette présence ne se traduit nullement en termes d'influences. Dans la foulée du Congrès d'action wallonne, un Collège exécutif de Wallonie (CEW) est mis en place. Celui-ci regroupe à la fois des mouvements wallons et des fédérations wallonnes de partis politiques. Les communistes y sont donc représentés mais cela n'empêche pas les autres de les marginaliser. Le libéral et très anti-communiste Fernand Schreurs, par ailleurs cheville ouvrière du CEW, essaie d'écarter ses ennemis jurés de tous les postes-clés de la nouvelle structure. De jace veille au grain: *«Il faut saisir le MPW du danger. A Liège, le 24 octobre 1962, l'exigence était: pas d'orateur PC ni MPW. Après le PC, c'est le MPW qu'on voudra mettre dans sa poche»*⁵². Lors du *meeting* qui se tient dans les Fourons le 1^{er} septembre 1963, aucun orateur communiste n'est invité à s'exprimer, officiellement *«pour ne pas heurter l'opinion publique des Fourons»*⁵³. De même, dans la composition des délégations invitées à rencontrer des responsables politiques, dont le ministre Gilson, ne figure aucun communiste. Cet ostracisme touche d'ailleurs aussi en partie le MPW, tant certains groupements wallons traditionnels ont à cœur de conserver le monopole du militantisme et se montrent hostiles à l'association des réformes de structure à la revendication du fédéralisme: *«Schreurs estime que le MPW a rendu un grand service au mouvement wallon mais qu'il lui a en même temps causé un grand tort en ajoutant au fédéralisme des revendications qui lui sont étrangères»*⁵⁴.

Mais suite à l'attitude hostile des partis traditionnels, et plus particulièrement du PSB à l'égard du pétitionnement, le CEW se saborde et est remplacé par une nouvelle structure, la Délégation permanente des mouvements wallons qui se constitue officiellement en mars 1965. Les communistes n'y sont plus directement représentés (Jean Terfve et ensuite René Beelen font partie de la délégation du MPW) alors que, eux, en tant que parti, ont un programme fédéraliste et n'ont pas désavoué le pétitionnement⁵⁵. Cette restructuration les exclut donc comme tels du combat wallon, leur seule possibilité de maintien dans le nouveau groupement passant par le MPW. C'est pour remédier à cette exclusion de

même que pour contrer l'attitude jugée trop peu favorable du MPW vis-à-vis des communistes que Théo Dejace songe à la fois à réformer le mode de fonctionnement du MPW et à créer un «*mouvement communiste wallon*». Réformer le MPW passe, aux yeux du militant liégeois, par une répartition des mandats en intégrant officiellement les organisations politiques qui acceptent le programme MPW et qui soutiennent son action, c'est-à-dire le PCB, le jeune Parti wallon des travailleurs, la fédération liégeoise du PSB et la Démocratie chrétienne liégeoise. Ces organisations se partageraient 30 à 40 % des mandats, le reste étant détenu par des membres de la FGTB⁵⁶. L'autre moyen d'accroître la visibilité de la présence communiste sur le plan wallon passe par la création d'un Mouvement communiste wallon. Dejace énumère les différents avantages qu'apporterait sa création, arguments destinés d'évidence à convaincre à la fois ses pairs mais aussi les responsables wallons. S'adressant à ces derniers, il estime que le mouvement wallon ne peut se développer harmonieusement sans la présence officielle des communistes qui renoueraient ainsi avec la tradition initiée lors de leur première conférence wallonne (1938). A l'attention de ses amis, il présente ce nouvel instrument comme un moyen de lutte pour contrer les grippistes et leur éventuelle offensive wallonne, pour renforcer l'expérience fédéraliste «*sans tomber dans le travers du nationalisme*» et pour encourager tous les communistes à prendre part «*à la bataille wallonne en lui donnant sa ligne de lutte de classe*»⁵⁷. L'initiative n'aboutit pas, ni d'ailleurs celle, formulée dans le même temps, de réunir une troisième conférence des communistes wallons. Jean Terfve y est hostile, considérant comme suffisante la représentation communiste au sein des instances du MPW et jugeant que la création d'un nouveau mouvement affaiblirait le MPW.

L'échec du pétitionnement et l'attitude hostile des partis traditionnels laissent une nouvelle fois le mouvement wallon démuni. Quelle stratégie adopter avec quels partenaires ? Terfve plaide pour la constitution d'un grand rassemblement progressiste en Wallonie dont l'armature pourrait être le MPW. La stratégie est habile : il s'agit à la fois de dénoncer l'orientation du PSB, «*l'erreur du Front wallon*» sans pour autant officiellement tenter une entreprise de récupération autour du PCB. Pourtant, l'initiative n'aboutit pas et, pire encore, ce n'est pas du côté des communistes que se tournent les regards. Tant à Bruxelles qu'en Wallonie, l'espoir va se porter sur les nouveaux partis. Leur apparition constitue bien évidemment un échec pour les communistes – ils ont été incapables de capter les déçus du PSB – et une menace supplémentaire de division de la classe ouvrière, même si officiellement leur émergence est présentée comme la consécration d'une prise de conscience⁵⁸. Lors des élections législatives de 1965, les communistes se présenteront néanmoins en cartel

avec le Parti wallon des travailleurs et avec les listes du Rassemblement démocratique wallon là où ils ont réussi à surmonter l'anticommunisme des nouveaux venus⁵⁹ : à Nivelles, Charleroi, Thuin, Soignies, Mons et Huy-Waremme avec le PWT, à Namur avec le RDW⁶⁰. A Liège et à Verviers, le PWT s'est présenté seul malgré les négociations menées avec les communistes qui regrettent d'ailleurs amèrement cet échec dû, selon eux, à la *«peur de voir écarté des gens»* et *«aux sentiments anti-communistes»*⁶¹. Aucune liste de cartel n'est présentée avec le Front wallon dirigé par Robert Moreau dont Terfve écrit qu'il est hostile à toute forme de collaboration avec le PC. Compte tenu de la nature même des listes, les résultats sont difficiles à interpréter. En termes de voix, il y a progression : dans les cantons wallons, le PCB uni au PWT et au RDW recueille 9.78 % (159 102 voix) des voix, soit un gain d'un bon 3 % par rapport à 1961 (109 743 voix ou 6.47 %) mais, comme l'analyse le PCB lui-même, *«si les forces favorables au fédéralisme ont progressé, elles restent relativement faibles par rapport aux partis unitaires»*⁶².

Parti communiste et ancrage wallon

Depuis toujours, le PCB est un parti essentiellement francophone et wallon ; il en va de même d'ailleurs de son assise électorale. A la veille de la grève, les fédérations wallonnes regroupent un peu plus de 63 % (7 314) des membres contre 23.7 % (2 741) dans les fédérations flamandes et 13.2 % (1 534) à la fédération bruxelloise. A la faveur de l'embellie que connaît le PCB, la part des fédérations wallonnes frôle les 74 % (9 995 membres en 1964) pour redescendre ensuite aux alentours de 70 % (10 210 membres en 1965)⁶³. Au delà de ce rapport, les chiffres sont sans doute encore plus significatifs : les fédérations wallonnes gagnent près de 3 000 membres (de 7 314 en 1960 à 10 210 en 1965) là où les fédérations flamandes en gagnent à peine 200 (de 2 741 en 1960 à 2 986 en 1965) – un chiffre à relativiser quelque peu compte tenu de la fixation de la frontière linguistique et du transfert de la région industrielle de Mouscron-Comines en Wallonie. Autrement dit, les fédérations wallonnes ont gagné 40 % de membres entre 1960 et 1965 alors que l'avance en Flandre pour la même période n'est que de 9 %, et qu'à Bruxelles, conséquence du schisme grippiste – le recul se fait entre 1962 et 1963 – la fédération perd 20 % de ses membres. Si l'on examine les données par fédération, on constate que ce sont les fédérations de Liège (de 1 336 à 2 553, soit une progression de 91 %), du Brabant wallon (de 272 à 511, soit une progression de 87 %) et de Namur (de 156 à 525, soit une progression de 236 %) qui ont le plus bénéficié de l'apport de nouveaux membres. En outre, l'effet bénéfique de la grève s'inscrit dans un plus long terme en Wallonie : la progression continue jusqu'au terme de la période considérée. En Flandre, elle se limite à deux exercices –

1961 et 1962 – ensuite, un nouveau déclin s’amorce. Ce qui est significatif, c’est l’importance du renouveau qui se traduit également au niveau des délégués au congrès d’octobre 1965 : près d’un tiers (84 sur 266) ont adhéré au cours de la période 1961-1965. Mais cet ancrage wallon, qui est confirmé sur le plan électoral, ne transforme cependant pas le PC en parti wallon ni ses membres en militants wallons. Ces nouveaux venus sont des hommes et des femmes qui ont été séduits par le discours communiste de l’après «grève du siècle»⁶⁴.

Difficile de connaître la réalité de la perception de l’engagement fédéraliste par les militants. Nous avons déjà évoqué le changement d’orientation à la faveur de la grève de 1960-1961. Au-delà des discours officiels, il est malaisé d’appréhender la manière dont ce changement a été perçu. A plusieurs reprises, on fait état du désintérêt, de l’incompréhension des militants, de la difficulté de mobiliser autour d’objectifs vagues, pas toujours bien perçus, et de la nécessité d’encadrer les fédérations communistes au sein du MPW. Une fois de plus, et cette dimension n’est pas spécifiquement communiste, on ne peut manquer d’être frappé par la différence entre Liège et le reste de la Wallonie. Cela ne signifie pas qu’en dehors de la Cité ardente il n’y ait pas de communistes qui soient également des militants wallons mais, nulle part ailleurs qu’à Liège, l’intégration d’un discours wallon ne se fait aussi naturellement. Dans le cadre de la préparation du XIV^e Congrès (Anvers, avril 1963) – dont l’enjeu majeur est l’exclusion des grippistes et où la question du fédéralisme passe quasiment inaperçue – chaque fédération présente un rapport. A la lumière de ces rapports, il est frappant de constater combien il est fait peu d’écho au fédéralisme et aux réformes de structure. Le terme de Wallonie n’est souvent même pas prononcé : il en est ainsi dans le Borinage, à la fédération du Centre, à la fédération d’Ourthe-Amblève, dans le rapport de Léon Timmermans pour Liège. De même, lors des congrès de fédération, seule celle de Charleroi appelle explicitement ses membres à participer à la grande manifestation fédéraliste du 26 mai 1963. Par rapport au MPW, Henri Hachez, au nom de la fédération du Centre, traduit bien le malaise : *«Sur le plan de la politique générale, nous avons été amenés à prendre une position positive par notre participation à la lutte du MPW. Cette position s’est heurtée à des incompréhensions de certains de nos camarades. C’est une des raisons pour lesquelles nous ne jouons pas, au sein de ce mouvement, le rôle qui devrait être le nôtre. (...) Cependant, le MPW de chez nous souffre de certaines faiblesses, un manque d’organisation notoire, un manque de liaison avec les masses, des actions lentes et irrégulières. Trop de socialistes au MPW»*⁶⁵.

S'ils n'ont pas été les premiers à rallier le MPW, les communistes qui y adhèrent y sont en revanche relativement fidèles. Lors des élections communales d'octobre 1964, le MPW lance une opération «*engagement*» portant à la fois sur des enjeux politiques (épanouissement des deux communautés dans une autonomie réciproque), économiques, culturels et sociaux. Quelques candidats socialistes signeront le texte, un acte qui leur vaudra la colère de l'état-major. Mais pour l'essentiel, ce sont des candidats communistes et des candidats de listes wallonnes, qui émergent à l'occasion des communales de 1964, qui s'engagent.

Une rencontre avortée ?

Si on l'examine sur le long terme, la période 1961-1965 aura incontestablement été marquée par le rapprochement le plus intense entre communisme et mouvement wallon. Des communistes militants wallons sont très présents sans que pour autant la fibre wallonne n'ait gagné l'ensemble des militants. Au cours de toute la période, la défense de la paix et notamment toute l'action engagée au sein de l'Union belge pour la défense de la paix (UBDP) occupent une place au moins aussi grande si pas plus grande que l'engagement au sein du MPW⁹⁶. Ce phénomène apparaît clairement à la lecture des fameux plans de travail trimestriels qui rythmaient la vie du Parti et ce constat n'est en rien circonscrit au plans généraux : on retrouve la même tendance dans les plans des fédérations wallonnes. L'engagement au sein du MPW autant qu'au sein de l'UBDP nous montrent un monde communiste en quête d'alliés et de visibilité.

La période correspond également à une redéfinition du profil du mouvement wallon lui-même. Ce dernier reste néanmoins traversé par une certaine forme d'anticommunisme. Le mouvement wallon se méfie des communistes dont il ne considère le rapprochement qu'avec suspicion. Qui plus est, les groupements wallons, marqués par des décennies de présence de militants socialistes et libéraux, ne considéreront jamais les communistes comme des partenaires privilégiés. Dès lors, pour le mouvement wallon, ce n'est pas du côté communiste que viendra le grand changement mais de l'émergence des formations wallonnes. Là encore, les stratégies d'alliance tentées par des communistes avec ces nouvelles formations, «*l'alternative démocratique*», devront surmonter l'anticommunisme de certains. Mais la méfiance est aussi réciproque. Du côté communiste, l'attitude à l'égard de ces nouvelles formations est ambiguë. On s'en réjouit dans la mesure où l'on espère qu'elle affaibliront le PSB mais dans le même temps, un nouveau concurrent électoral n'est jamais accueilli de gaieté de cœur et encore moins lorsqu'il s'en prend directement à un électorat potentiel en se présentant sous l'étiquette de Parti

communiste wallon où l'on retrouve Henri Glineur, l'ancien vice-président du Congrès national wallon.

Rencontre avortée dans la mesure où le PCB demeure avant tout un parti unitaire national – il le demeure jusqu'en 1982. Comme tel, il se doit d'avoir un discours national. Qui plus est, un discours ne chasse jamais totalement l'autre. Les structures du parti ne sont pas modifiées ; lors de la discussion sur les statuts qui a lieu au XIV^e Congrès, toute idée de représentation des «nationalités» dans le Parti est rejetée, un point de vue qui est encore confirmé en 1965⁶⁷. Une fois encore, à l'instar de ce qui s'était déjà passé, ce sont les communistes flamands qui sont à la pointe de la revendication et ils se sont d'ailleurs réunis séparément tout au long de l'année 1965. On peut s'interroger : si le Parti n'est pas prêt à se transformer, comment les militants percevaient-ils, eux, cette revendication du fédéralisme ? Comment leur était-elle présentée ? Parallèlement au *credo* fédéraliste, le parti ne manque pas une occasion de réaffirmer que ce sont les capitalistes qui sont responsables des tensions entre Flamands et Wallons et que, contre la politique des monopoles, «il n'existe qu'une seule riposte : l'union de tous les travailleurs du pays dans la défense et l'élargissement de la démocratie, pour le fédéralisme, pour des réformes de structure antimonopolistes assurant le développement économique de toutes les régions»⁶⁸. Il n'a de cesse de rappeler combien il œuvre au rapprochement entre démocrates flamands et démocrates wallons, combien il a contribué à écarter les tendances chauvines au sein du mouvement wallon et à développer la revendication fédéraliste en Flandre. Bref, il se comporte en parti national dont l'attachement à la Belgique demeure entier. N'est-il pas significatif de constater que le XIV^e Congrès commence par la *Brabançonne* avant même que ne soit entonnée l'*Internationale* !

Comme l'a évoqué José Gotovitch, pour mieux comprendre ces militants communistes du début des années 1960, il ne faut pas perdre de vue la notion de «*culture communiste*», ensemble de traditions, faites d'un style et d'un vocabulaire qui s'inscrit essentiellement dans le registre de la lutte sociale et qui, dès lors, a du mal à intégrer les réalités telles qu'envisagées par le MPW. Mais il ne suffit pas de se tourner du côté des militants, il y a également l'appareil et son mode de fonctionnement. Le culte du centralisme démocratique tolère difficilement le partage du pouvoir. A chaque fois qu'il est question d'en céder une parcelle aux fédérations, il y a eu des crispations au niveau central.

Rencontre avortée aussi dans la mesure où au-delà de 1965, le MPW, lieu de présence privilégié des communistes sur le plan wallon, n'est lui aussi plus que l'ombre de lui-même, incapable de se redresser après l'é-

chec du pétitionnement et déstabilisé par l'émergence de partis wallons qu'il a toujours condamnés mais qui naissent presque en son sein. En 1965, lors du congrès de la fédération liégeoise du PC, un militant déclare : «Car Deprez a raison, nos mots d'ordre comme ceux du MPW sont restés des slogans de propagande dont la signification n'est même pas comprise le plus souvent»⁶⁹. L'échec du MPW amène également les communistes à poser en d'autres termes la revendication du fédéralisme. C'est désormais la question de l'élargissement de la démocratie sous la forme de l'introduction du référendum d'initiative populaire qui semble prioritaire à l'heure du XV^e Congrès⁷⁰. La question du fédéralisme et celle de la réforme de l'Etat (re)deviennent clairement une préoccupation seconde à l'heure où d'autres combats, aux objectifs plus concrets, plus immédiats, mobilisent les militants communistes de Wallonie. C'est dans ces combats-là que leur identité de communistes trouvait sans doute sa meilleure forme d'expression.

Notes

1. P. DELWIT, «Parti communiste de Belgique et question wallonne» in *Encyclopédie du Mouvement wallon*, t. 3, Charleroi, Institut Jules Destrée, 2001, pp. 1 220-1 222.
2. J. GOTOVITCH, P. DELWIT et J.-M. DE WAELE, *L'Europe des communistes*, Bruxelles, Complexe, 1992.
3. Pour une perspective générale sur le PCB au début des années 60, nous renvoyons au mémoire de L. PEIREN, *De Kommunistische Partij van België tussen 1958 en 1965. Een partijanalyse*, VUB, 1987-1988 ainsi qu'aux *Courriers hebdomadaires* du Crisp suivants : «La situation actuelle dans le Parti communiste de Belgique» (n°198, 19/4/1963, n°199, 26/4/1963) ; «La situation actuelle dans le Parti communiste de Belgique» (n°265, 11/12/1964) et «Bilan actuel du Parti communiste» (n°303, 3/12/1965). Pour ce qui est des rapports entre communisme et question nationale, voir J. GOTOVITCH et R. VAN DOORSLAER, «Les communistes et la question nationale» in *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n°3, 1997, pp. 257-276 et R. VAN DOORSLAER et S. BOUQUIN, «De communisten en de Vlaamse kwestie» in *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*, dl. II, pp. 1917-1937. En matière de sources, cet article repose essentiellement sur les archives de Théo Dejace conservées à l'Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale (IHOES) à Jemeppe-sur-Meuse et sur les archives de Jean Terfve déposées au Centre des archives communistes en Belgique (CaCoB), à Bruxelles. Pour les personnalités mentionnées, nous renvoyons aux notices qui leur sont consacrées dans l'*Encyclopédie du Mouvement wallon*.

4. Voir *Rapport de la Commission wallonne du PCB*, 14/7/1945 (Archives Terfve, CArCoB).
5. Déclaration de Jean Terfve lors du Comité central du 25/2/1951, compte-rendu dactylographié (Archives Terfve, boîte 15, 1951, CArCoB).
6. Cette confirmation avait néanmoins suscité des interrogations lors du Comité central des 24 et 25 février 1951. Il y est question de «*l'existence en Belgique de deux communautés techniques profondément différentes et d'une région centrale à caractère particulier : Bruxelles*». Voir le «*Rapport d'Edgar Lalmand au Comité central du PCB des 3 et 4 octobre 1953 - Le problème national en Belgique et la lutte pour la défense de l'indépendance*» in *DR*, 6/10/1953. Il faut évidemment lire «*ethniques*» – coquille du *DR* (qui n'apparaît pas dans la *Rode Vaan*).
7. Compte rendu dactylographié du comité central des 3 et 4/10/1953 (CArCoB).
8. «*Le rapport d'Edgar...*» *op. cit.*, 6/10/1953.
9. *Ibidem*.
10. Lettre de Claude Renard à Milou Rikir, 18/11/2001.
11. Intervention de Dejace lors du Congrès fédéral des 19 et 20 juin 1965, IHOES (archives Dejace, Comité fédéral liégeois). Ajoutons-y évidemment, dans un contexte totalement différent, l'article de Claude Renard paru en 1987. Il écrit : «*Bien malheureusement, cet effort remarquable des communistes wallons fut interrompu au début des années 50. Dans le contexte de l'époque, encore très marqué par l'élan patriotique des années de guerre, la revendication fédéraliste fut abandonnée au nom d'une hypothétique 'nation belge en formation'*», Cl. RENARD, «*Wallonie 88. Bilan et perspectives*» in *Cahiers marxistes*, février-mars 1987, n°157-158, pp. 4-22 (citation p. 5).
12. Thèses adoptées par le XIII^e Congrès du Parti communiste de Belgique, Liège 16, 17 et 18 avril 1960 (Archives Terfve).
13. Texte manuscrit de Théo Dejace, préparation du congrès national de 1960 (s'agit-il d'un discours prononcé à la fédération liégeoise ? – IHOES, Comité fédéral liégeois, 1961-1964).
14. Voir à ce sujet R. DEPREZ, *La grande grève (décembre 1960-janvier 1961). Son origine, son déroulement, ses leçons*, Bruxelles, Fondation Joseph Jacquemotte, 1963. Cet ouvrage peut en quelque sorte être considéré comme le pendant «*communiste*» à l'ouvrage de Valmy Féaux paru la même année (Valmy FEAUX, *Cinq semaines de lutte sociale. La grève de l'hiver 1960-1961*, Bruxelles, Institut de Sociologie, 1963).
15. «*On peut, dès lors, apprécier avec calme les propositions 'wallonisantes' qui viennent d'être formulées publiquement et dont la réaction s'empare pour jeter le trouble dans les esprits. On peut dire, aux auteurs de ces propositions, et avec de grandes chances d'être compris, que la loi unique frappe toutes les couches laborieuses dans tout le pays et que, par conséquent, la lutte actuelle est plus BELGE qu'aucune lutte ne l'a jamais été*» (J. BLUME, «*Questions à régler*» in *DR*, 6/1/1961).
16. Lors de la réunion du Bureau politique du PCF qui suit les grèves de très près, on dresse le même constat : «*Le mot d'ordre de séparation Wallonie/Flandre, comme l'a souligné le PCB, a été un élément négatif qui a empêché l'unité complète de la classe ouvrière*» (Bureau politique PCF, 19/1/1961, Archives PCF, Paris). Merci à José Gotovitch de nous avoir transmis ce document.
17. «*Solidarité dans le combat*» in *DR*, 16/1/1961.

18. *«Il y a des droitiers indécoltables en Wallonie, en Flandre et à Bruxelles. On s'en est très bien rendu compte au cours des dernières grève»* («Lettre de démission de Renard» in *DR*, 2/3/1961, p. 2).
19. Dans le projet de rapport d'activité au comité central présenté par Burnelle en vue du XIV^e Congrès (avril 1963), il est encore fait mention de ce que le fédéralisme a été *«considéré par le Parti comme un mot d'ordre ne servant pas les masses en lutte»*. Ce passage a été supprimé dans la version définitive du rapport. Voir Archives du XIV^e Congrès, CArCoB. Voir aussi *DR*, 2/2/1961.
20. «Conclusions de la discussion du C.F. en sa réunion du 3/7/1961 sur le problème du MPW», Liège, 11/7/196 (Archives Dejace, IHOES).
21. R. BEELEN, *La Grande Grève contre la loi unique telle qu'elle fut. Ce qu'en pense le Parti communiste*, s.d.
22. Cette proposition est déposée une première fois le 9 février et une seconde fois le 2 mai 1961, au lendemain des élections.
23. «Programme électoral du Parti communiste» in *DR*, 16/2/1961, p. 1.
24. E. BURNELLE, «La défense de la Flandre et de la Wallonie» in *DR*, 14/3/1961, p. 1.
25. «André Renard définit les buts du MPW» in *DR*, 11/4/1961, p. 2.
26. «Pour un règlement démocratique des relations entre Wallons et Flamands. Résolution du Comité central du Parti communiste» in *DR*, 14/4/1961, p. 1.
27. «Soutenir» signifie-t-il «adhérer»? Pour Dejace, la question ne semble pas soulever de doute. S'adressant aux étudiants communistes, il leur déclare : *«je vous invite à entrer dans le MPW pour l'entraîner à l'action et à étudier les questions qui vont y être débattues pour ne pas être victimes des idéologies fausses qui vont s'y donner libre cours»* (conférence de Dejace aux étudiants communistes, 10/4/1961 – Archives Dejace 1961, IHOES).
28. «Notre action pour le fédéralisme» in *DR*, 14/4/1961.
29. Dans les archives Dejace figurent des notes manuscrites d'une réunion (s.d., printemps 1962). Il y est fait mention de ce que *«les ouvriers ne comprennent pas bien le MPW ; des délégués syndicaux rechignent»* (propos tenus par Jobé et Goby, fédération liégeoise du PCB). Un dénommé Albert ajoute : *«Ecrire aux membres du parti qu'ils doivent s'affilier au MPW»* (Archives Dejace, IHOES).
30. Voir «Inédit, avril 1961» de Pierre Joye où il est question de la *«classe ouvrière belge»* et dans lequel pas une fois ne figurent les termes de fédéralisme ni de Wallonie. Il y est fait mention des *«réformes de structure»* réclamées *«par le mouvement ouvrier belge»* in *Cahiers marxistes*, numéro spécial 1960-1990, janvier 1991, n°177, pp. 9-23. Il s'agissait d'un projet d'article pour une revue étrangère, mais il nous semble néanmoins significatif de l'état d'esprit de l'auteur.
31. *«Certes, nous savons combien certains d'entre nous restent méfiants à l'égard de Renard et des socialistes»* (rapport à la commission wallonne (?) du PCB, 12/3/1962, Archives Dejace, 1962, IHOES). Les réactions du PCB suite à la démission de Renard du bureau de la FGTB sont également très négatives, considérées comme l'expression de l'abandon de l'outil et comme desservant la classe ouvrière.
32. «Aux membres du C.F. et militants du MPW», Fédération liégeoise du Parti communiste, Liège, 11/7/1961 (Archives Dejace, IHOES).

33. Rapport à la commission wallonne (?) du PCB, 12/3/1962 (Archives Dejace, 1962, IHOES).
34. «Ce n'est pas le vrai visage du MPW qui est apparu mardi à la tribune de la Madeleine. Le MPW ne confond pas la lutte pour le fédéralisme avec ce déchaînement pseudo-nationaliste de type bourgeois, contre les travailleurs et les programmes flamands» («Le vrai visage du fédéralisme» in *DR*, 27/10/1961, p. 1). Le problème subsiste par la suite et se complique du fait de la présence des grippistes et d'un courant «francophone» au sein du MPW à Bruxelles : «Nous ne savons si le Parti s'occupe du MPW à Bruxelles ou si c'est la chasse gardée de Grippa. Mais le parti doit absolument s'en occuper avec l'équipe très sympathique de Defosset qui risque d'être submergée par les francophones en délire et par nos 'Chinois'» (Note de Théo Dejace au secrétariat national du PCB, 10/7/1963, IHOES). A l'automne 1963, les grippistes seront exclus du MPW.
35. Burnelle : «Notre parti situe dans le cadre des réformes de structure la lutte pour le fédéralisme qui doit donner une structure nouvelle à l'Etat belge» (rapport du Comité central au XIV^e Congrès, Anvers, 1963 – Archives du XIV^e Congrès, CARCoB).
36. Déclaration de Dejace à la Chambre, 31/10/1962, *Compte rendu analytique de la Chambre, 1962-1963*, p. 959.
37. De toute évidence, certaines fédérations communistes sont plus enthousiastes que d'autres. Une fois encore Liège se distingue. Comme l'écrit Robert Dussart, «les gens de notre région me paraissent moins nombreux que les camarades liégeois, un peu plus timides, un peu plus hésitants. (...) Le Mouvement populaire wallon sera ce que nous en ferons. Ce n'est pas la bonne méthode de rester à l'extérieur, de regarder et de faire des critiques faciles» (R. DUSSART, «notre place est dans le MPW», Archives Terfve, JT 43/4, CARCoB). Dans l'interview qu'il accorde aux *Cahiers marxistes*, Robert Dussart revient aussi sur les réticences et les divergences par rapport au MPW mais sans que sa remarque ne porte spécifiquement sur Charleroi («La grève de 60-61 – témoignage» in *Cahiers marxistes*, numéro spécial 1960-1990, janvier 1991, n°177, pp. 39-45).
38. Voir liste des participations communistes dans les commissions MPW et au Congrès des 18 et 19/11/1961 (Archives Terfve, JT 43/4, CARCoB).
39. «En annexe :
1/ le projet d'article que tu devrais faire. Lis le, fais les corrections que tu juges utiles et retourne le d'urgence. J'y joins tes notes de départ.
2/ le projet d'article que j'ai rédigé pour Robert Dussart. Je le lui ai envoyé pour qu'il le lise et l'accommode à son goût» (Lettre de Terfve à Beelen, 6/12/1961 – Archives Terfve 43/4, CARCoB).
40. J. TERFVE, «Mémoire sur orientations et perspectives du Mouvement populaire wallon» in *DR*, 14-18/11/1961.
41. Voir J. TERFVE, «Au lendemain du Congrès MPW» in *En avant*, revue culturelle et politique éditée par les étudiants communistes belges, décembre 1961, pp. 3-9.
42. «Que penser du rapport politique pour le Congrès MPW ?», s.d., auteur probable : Jean Terfve (Archives Terfve, JT 43/4, CARCoB).
43. «Mémoire du Parti communiste de Belgique. Pour une solution saine des maux économiques, sociaux et culturels en Flandre, et des relations entre Flamands,

- Wallons et Bruxellois», 19/10/1961 (Archives du *Bulletin intérieur du Comité central*, CARCoB).
44. Voir «Résolution intérieure adoptée par le Comité central des 14 et 15 septembre 1963» (Archives du *Bulletin intérieur du Comité central*, CARCoB).
 45. S'interrogeant sur la nécessité de faire porter le pétitionnement sur la notion de fédéralisme, Jean Terfve considère : «*Ce serait, me semble-t-il, une formule peu heureuse. La notion de fédéralisme reste une notion générale et abstraite, son contenu est encore imprécis*» (Notes de Jean Terfve, Pétitionnement du MPW. Sur quel objet ?, s.d., Archives Terfve, 43/4, CARCoB).
 46. Notes manuscrites de Terfve, 22/11/1963, Archives Terfve, 42/10-13, CARCoB.
 47. M. DRUMAUX, «Comment mettre à profit les possibilités nouvelles ?» (Archives du *Bulletin intérieur du Comité central*, CARCoB).
 48. «*Mais notre affiliation au MPW n'en est pas une et dans la plupart des régionales MPW, nous ne sommes pas du tout présents, même à Liège. Et ce n'est pas normal*» (Note de Dejace au secrétariat PCB, 15/11/1962, Archives Terfve, 42/3/29, CARCoB).
 49. Lettre de Marc Drumaux aux fédérations wallonnes, 27/12/1962 (IHOES, secrétariat fédéral 1963-1964).
 50. Pour la répartition des mandats et les débats du Congrès, voir P. Delforge, «Congrès d'Action wallonne» in *EMW*, t. 1, pp. 335-337.
 51. Lettre de Dejace à Terfve, 18/12/1962 (Archives Terfve 42 3/3, CARCoB).
 52. Lettre de Dejace à Terfve, 30/8/1963 (Archives Terfve, 42/11-64, CARCoB).
 53. Lettre de Terfve à Kevers (Comité de Défense des Fourons), 23/8/1963 (Archives Terfve, 42/11-63, CARCoB).
 54. Note confidentielle de Dejace au PC et au MPW, 28/1/1963 (Archives Terfve 42 9-30, CARCoB).
 55. Aux yeux de Jean Van Crombrugge, représentant le mouvement libéral wallon, la présence communiste ne se pose même pas puisqu'il considère qu'à travers le MPW, Rénovation wallonne et le Mouvement libéral wallon, «*les trois tendances politiques de la Wallonie sont représentées*», le quatrième groupement étant Wallonie libre intégrée pour permettre à des «*personnes non engagées politiquement de militer au sein d'un mouvement wallon et elle prouve notre attachement sentimental à Wallonie libre*» (Procès-verbal de la réunion du Collège exécutif de Wallonie, 11/7/1964, Archives Bologne, délégation permanente des quatre mouvements wallons, FHMW).
 56. T. DEJACE, «Notre position au sein du MPW», note manuscrite 1965 (IHOES, Comité central – Bureau politique 1963-1965).
 57. Note de Théo Dejace sur la création d'un mouvement communiste wallon, 1965 (IHOES, Comité central – Bureau politique 1963-1965). Ce qui est intéressant, c'est que l'idée de créer un mouvement communiste wallon avait déjà été évoquée en novembre 1962. A l'époque, Dejace s'y était montré hostile (Note de Dejace au secrétariat 15/11/1962, Archives Terfve, 42 3/29, CARCoB).
 58. Voir tract «Adresse aux travailleurs de Wallonie» signé par le Bureau politique du PCB, s.d., (début 1965 – Archives Terfve, CARCoB).

59. On peut carrément parler d'une méfiance réciproque : «*Dans le Parti, certaine hostilité latente à accord avec PWT*» (notes manuscrites de Jean Terfve, Bureau politique 26/2/1965, Archives Terfve, CArCoB).
60. En fait, à Namur, la liste du Rassemblement démocratique wallon associe le PCB, le PWT, des indépendants et le Front wallon.
61. Notes manuscrites de Jean Terfve, Bureau politique 12/2/1965 (Archives Terfve, CArCoB).
62. «*Rapport des forces entre unitaristes et fédéralistes*», Comité central du PCB, 12 et 13/6/1965 (Archives Terfve, CArCoB).
63. Pourcentages établis sur base des données figurant dans les archives du secrétariat d'organisation (Beelen, CArCoB).
64. «*Bilan actuel du Parti communiste*» in *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n°303, 3/12/1965, p. 14.
65. Rapport d'Henri Hachez, fédération du Centre (archives du XIV^e Congrès, CArCoB).
66. A titre d'exemple, le plan de travail de la Fédération de Charleroi pour la période février-mai 1962 prévoit d'orienter les actions dans trois directions : «*la première en vue du développement du mouvement de la Paix, la seconde en vue du développement de l'action revendicative, la troisième en vue du développement de l'action politique pour des réformes de structure démocratiques*». Sur l'ensemble du document ne figurent ni le mot Wallonie ni le mot fédéralisme (Fédération de Charleroi du PC, Plan de travail février-mai 1962 – Archives Terfve, CArCoB). A Liège, par contre, pour la même période, il est question d'un tract pour la Voer et de la réunion de la «*Commission wallonne du Parti*» (c'est la seule fois qu'il en est question) : «*Tous les militants du Parti actifs dans les problèmes de la Wallonie y sont invités*» (Voir L'organisateur, *Bulletin intérieur de la Fédération liégeoise du Parti communiste*, mars 1962, p.1).
67. Voir *Bulletin intérieur du Comité central*, janvier 1965 (CArCoB).
68. Résolution intérieure adoptée par le Comité central des 14 et 15 septembre 1963 (Archives du *Bulletin intérieur du Comité central*, CArCoB).
69. Congrès fédéral des 19 et 20/6/1965 (Archives de la Fédération liégeoise PCB, IHOES).
70. Dans *Le Drapeau rouge* du 20/11/1964, on peut lire sous la plume de Jean Blume, secrétaire national du Parti, «*En Belgique, la tâche la plus urgente est de conquérir le droit au référendum d'initiative populaire*».

La foire aux désillusions !



GRÂCE À COLGATE, ILS SONT HEUREUX DANS LE TUNNEL DES AMOUREUX !

- ✓ Colgate combat la carie,
- ✓ supprime instantanément la mauvaise haleine.
- ✓ Sa mousse active et fraîche fait briller les dents d'une blancheur éclatante !

Voilà pourquoi, dans le monde entier, Colgate est utilisé plus que n'importe quel autre dentifrice.



Colgate supprime la mauvaise haleine

combat la carie, toute la journée.

Seul Colgate contient du Gardol, le composant actif anticarie, qui forme autour de vos dents un écran invisible. Vous ne pouvez le sentir, le voir ni le goûter, mais sa protection demeure efficace toute la journée. Un seul brossage avec Colgate donne une fraîcheur saine à votre haleine et protège vos dents pendant 12 heures au moins.



**DENTS BLANCHES
HALEINE FRAÎCHE**

Le monde communiste dans *Combat*, organe du Mouvement populaire wallon

Corinne Godefroid*

La décision de publier un hebdomadaire, intitulé *Combat* et destiné à défendre des intérêts économiques et sociaux wallons, semble avoir été prise – au plus tard – le 17 novembre 1960 lors d'une réunion des permanents des régionales wallonnes de la FGTB, à Charleroi. Son lancement était prévu pour le 1^{er} janvier 1961¹. Survinrent alors les grèves de l'hiver 1960-1961. Elles n'arrêtèrent, ni ne retardèrent le projet. Le n°1 sort des presses du quotidien liégeois *La Wallonie* le 5 janvier 1961.

Commençant à paraître alors que la grève n'est pas achevée, *Combat* est lié au souvenir de celle-ci et au syndicalisme renardiste². Lorsque le Mouvement populaire wallon se constitue officiellement, *Combat* en devient tout naturellement l'organe, sans rompre le lien qui l'unit au milieu syndical³. Le programme du Mouvement populaire wallon – fédéralisme et réformes de structure économiques – s'inscrit d'ailleurs dans la continuité du *Manifeste* annonçant la naissance de l'hebdomadaire⁴. Dirigé, pendant la période qui nous intéresse, par André Renard jusqu'à sa mort, le 20 juillet 1962, puis par André Genot, son tirage est important : plus de 70 000 exemplaires, ce qui le place au second rang des hebdomadaires francophones traitant de politique, derrière le *Pourquoi pas ?* (environ 100 000 exemplaires)⁵. Sa diffusion se faisant essentiel-

* ULg-Fonds d'histoire du mouvement wallon (FHMW).

Ndlr. – L'appareil des notes et références académiques est renvoyé en fin d'article.

lement par le biais des affiliations collectives des centrales professionnelles syndicales – qui le reçoivent en lieu et place de *Syndicat* – ce tirage sera peu affecté par les aléas du Mouvement populaire wallon⁶.

Le monde communiste

En traitant du monde communiste, tel qu'il apparaît dans *Combat*, nous sommes tout à l'opposé de la sphère des relations confidentielles. Nous sommes dans le domaine du public, de l'image que le Mouvement populaire wallon veut donner de ses relations avec le Parti communiste et de l'image qu'il veut donner au public de sa perception du monde communiste, au sens large. Ce point est délicat pour le journal, car la personnalité de son fondateur et premier directeur est liée à la grève de l'hiver 60-61 : celle-ci est perçue comme insurrectionnelle. Les images de véhicules renversés sont utilisées, lors des élections de mars 1961, notamment par les catholiques et les libéraux, et présentées comme une version actualisée du bolchevisme le couteau entre les dents («*Non... pas question!... et ils appellent ça démocratie! avec vous le PSC dit Non... pas question!*», «*Pour éviter le retour des émeutes votez libéral!*»)⁷. Le soutien des pays du bloc de l'Est aux grévistes⁸ est également employé pour suggérer que Renard est – au mieux – un émule de Tito visant à établir une république populaire de Wallonie⁹.

Sur les 243 numéros de *Combat* parus entre le 5 janvier 1961 et le 23 décembre 1965, 183 contiennent une allusion au monde communiste. Cette fréquence est à relativiser si on se rappelle que, *primo*, le journal traite – ou souhaite traiter – de sujets variés : vie politique, sociale et économique, syndicalisme, mais aussi politique étrangère, culture, cinéma, mode, automobile, sport,...¹⁰ ; et que, *secundo*, traiter de politique étrangère entre 1961 et 1965, c'est nécessairement évoquer les rapports Est-Ouest, la course aux armements et à la conquête spatiale, la situation à Cuba ou dans le Tiers-monde, la crise de Berlin,...

Le monde communiste vu par *Combat* est donc loin de se limiter aux relations entre Parti communiste de Belgique et Mouvement populaire wallon.

Tant le nombre d'articles que les sujets abordés ont évolué au cours de la période considérée. De 54 articles contenant des allusions au monde communiste en 1961, on passe à 53 l'année suivante ; 1963, 1964 et 1965 verront la parution de 24 articles. Mais, dans le même temps le nombre annuel de numéros s'est réduit sensiblement : 50 en 1961-1962, 49 en 1963, 47 en 1964-1965. Le nombre de pages a suivi une évolution identique. D'après une note à usage interne, il passe, en chiffres arrondis, de 1 000 en 1961 à 800 en 1962-1963, puis à 750 en 1964-1965,

soit une diminution de 25 %. Et surtout, des collaborations rédactionnelles, toutes bénévoles, nombreuses au début, se perdent ou se réduisent en raison de fonctions nouvelles ou de ruptures avec le MPW¹¹.

Cette diminution de la part consacrée au monde communiste est due à la réduction du nombre d'articles abordant la politique étrangère. Les 29 articles qui traitent des implications du monde communiste en politique étrangère en 1961 et les 20 de 1962 sont principalement signé «M.L.» (10 entre le 12 janvier et le 14 septembre 1961) ou «*Le Point de vue de Sirius*» (14 entre le 26 octobre 1961 et le 2 février 1963). Avec la disparition de ces collaborateurs, la rubrique s'étiole. De 1963 à 1965, on ne trouvera plus que 11 articles (respectivement 4, 5 et 2).

Occasionnellement, d'autres collaborateurs ont traité de ces questions. Leurs titres, «*Dix semaines après Belgrade*»¹², «*1^{er} mai – 8 mai – agir pour la paix*»¹³, «*La paix est en péril constant*»¹⁴, sont révélateurs de la ligne du journal : pacifisme, absence tant d'hostilité que de soutien au bloc de l'Est, préférence pour la politique de non-alignement prônée à cette époque par l'Inde et la Yougoslavie.

Le bloc de l'Est, qui n'est ni loué inconditionnellement ni honni, peut, à l'occasion, devenir un modèle en matière de fédéralisme et de réformes de structure, bases du programme du Mouvement populaire wallon.

C'est que bon nombre de ces pays ont un régime fédéral. Au cours de ces cinq années, 6 articles le rappelleront¹⁵. Tout régime de ce type, y compris ceux du bloc communiste, est une source d'inspiration et de réflexion pour une Belgique à fédéraliser. Aussi, insiste-t-on sur la pacification interne qu'a apportée ce genre de structure à la Tchécoslovaquie et surtout à la Yougoslavie¹⁶.

Dans le même temps, ces pays apparaissent comme des modèles économiques, que ce soit en matière de reconversion industrielle¹⁷ ou de conditions de travail¹⁸.

Les succès spatiaux des Soviétiques sont également salués : non seulement, comme toute la presse, *Combat* publiera la photo de Gagarine, premier homme dans l'espace ; Marcel Florin, peu suspect de communisme, mais ayant des contacts avec des savants de l'Est, loue la coopération entre savants des deux blocs, salue les découvertes scientifiques de l'Est, sauf dans le domaine de la biologie, où les théories officielles de Lyssenko font des ravages. Tous ces articles paraissent en 1961 et 1962.

Une place est également faite à la culture (3 articles en 1961, 2 en 1962, 7 en 1963, 4 en 1964), dont on note la vitalité, et en particulier celle du cinéma polonais¹⁹. Si l'on se réjouit des échanges qui s'ébauchent entre l'Est et l'Ouest et qui sont autant de signes de détente²⁰, le monde communiste est, là aussi, donné en exemple. Ainsi, dans le domaine de l'enseignement, Marcel Florin, s'en prenant au bilinguisme prôné en Belgique, signale que «*L'U.R.S.S. est habitée par des populations qui s'expriment dans soixante-huit langues différentes. A-t-on jamais songé, en Russie à imposer aux citoyens la connaissance de ces soixante-huit 'langues nationales'?*»²¹. Le même, tirant les conclusions du rapport culturel du premier congrès du Mouvement populaire wallon et constatant que bourses d'études et gratuité de l'enseignement secondaire n'ont pas suffi à démocratiser notre enseignement, note que : «*Il existe des pays dans lesquels, et c'est le cas pour la Chine communiste, alors que les parents qui en ont les moyens payent des redevances très élevées pour faire donner l'enseignement à leurs enfants, lesquels en sont écartés s'ils sont incapables, les travailleurs, non seulement ne payent pas ces droits si leurs enfants sont à la fois doués et travailleurs, mais encore reçoivent une allocation substantielle. Voilà sans doute possible, émanant de la vieille sagesse chinoise, la seule recette pour remplacer les stupides enfants des riches par les intelligents enfants des pauvres, sans toutefois écarter des études les intelligents enfants des riches, et sans ajouter aux stupides enfants des riches les stupides enfants des pauvres*»²². Mais est-ce la vieille sagesse chinoise ou l'application qu'en fait la Chine de Mao qui est louée ici ? Le même auteur déplore toutefois le manque de liberté artistique. Mais cette absence de liberté ne lui paraît pas propre au monde soviétique : un certain conformisme américain lui paraît tout autant liberticide²³.

Le journal publie également, dans six numéros²⁴, de larges extraits de l'ouvrage de Paul Renotte, *L'Art est une chose importante*, dans lequel l'auteur, peintre et communiste, plaide pour la liberté de l'artiste et envisage l'évolution esthétique de la Russie soviétique. Le 22 février, le critique d'art du *Drapeau rouge*, Jean Cimaise²⁵, prend la défense du réalisme socialiste. Florin, qui dirige la page «Arts et lettres» publie la réponse de Cimaise, mais précise que «*comme il s'agit, essentiellement, d'une controverse entre communistes, ils pourraient peut-être, s'ils le désiraient, prolonger plus commodément leurs débats dans un journal de leur bord*», ce que ne souhaitait nullement Renotte²⁶.

Il y a également les voyages de membres du Mouvement populaire wallon dans les pays du bloc communiste. A commencer par André Renard lui-même qui se rend à Cuba et à Prague. Belle occasion pour *L'Avenir du Tournaisis* et *La Cité* d'accuser le leader syndical de communisme, ce

que réfute *Combat*²⁷. Remarquons que ce n'est pas *Combat* qui annonce ces voyages, il n'aborde la question qu'en réponse aux autres journaux. Renard n'est pas le seul à traverser le «rideau de fer» : Robert Neuvens, Alfred Jaspard, André Genot et sa femme se rendent en Tchécoslovaquie à l'invitation des syndicats, voyage interdit par Louis Major, secrétaire de la FGTB. A leur retour, ils expriment leur admiration pour l'avance prise notamment au niveau social ou culturel, mais aucune allusion n'est faite à l'union entre Tchèques et Slovaques²⁸. Un groupe d'enseignants de la CGSP de Namur s'y rend également l'année suivante. C'est l'occasion pour Pierre Lothe d'y consacrer neuf articles mettant en valeur les réalisations du régime²⁹. Enfin, l'échange d'enfants, suite au jumelage et à la coopération entre le Conseil syndical de la région du Nord de la Moravie (Ostrava) et la régionale de Liège de la FGTB est présenté comme un pas vers la paix³⁰.

A l'occasion, la théorie marxiste n'est pas négligée. Le journal publie de larges extraits du *Traité d'économie marxiste* d'Ernest Mandel édité chez Julliard en 1962³¹, et Marx et Engels sont quelquefois appelés à éclairer l'actualité : J. Rosenfeld, dans «*Marx et nous*» explique que la position de Marx sur la question nationale n'est pas opposée à celle du MPW et un texte de Engels relatif à l'annexion de l'Alsace-Lorraine est mis en parallèle avec le rattachement des Fourons au Limbourg³².

En fait, deux citations pourraient résumer la position du journal face au communisme : «*Notre majorité wallonne, elle – sans trouver pour autant le régime soviétique parfait – n'a aucune raison de se pincer le nez. Elle voit là un signe de plus de tout ce que l'humanité gagnerait à abolir le capitalisme dépassé*»³³. La seconde est une phrase du biologiste Jean Rostand, citée le 14 mars 1963 : «*C'est le dogme marxiste qui m'indispose. J'aspire à un communisme laïque. Le communisme porte en lui trop de vérité pour ne point triompher, trop de mensonges pour qu'on applaudisse à sa victoire*». Ajoutons que *Combat* contient occasionnellement des publicités pour les revues chinoises, allemandes de l'Est ou soviétiques. Comme il le ferait pour les voitures X ou la lessive Y ?

MPW / PCB

Le deuxième volet de cette contribution est consacré aux relations entre le Parti communiste de Belgique et le Mouvement populaire wallon. Précisons d'emblée que le journal ne compte aucun journaliste communiste entre 1961 et 1965. L'année suivante, le journal accueillera deux journalistes – communistes peu orthodoxes – issus du *Drapeau rouge*, non en leur qualité de communiste, mais en qualité de journaliste³⁴.

La place donnée aux prises de position du Parti communiste de Belgique, de ses membres ou du *Drapeau rouge*, tout en restant très limitée, a tendance à augmenter (8 articles en 1961, aucun en 1962, 1 en 1963, 8 en 1964 et 19 en 1965³⁵). Un silence relatif, donc, surtout comparé à la place occupée par les prises de position socialistes.

En 1961, *Combat* déplore le manque de soutien de la gauche, y compris communiste, au fédéralisme inscrit dans le programme du Mouvement populaire wallon³⁶. Tout en se réjouissant que la perte de voix du Parti socialiste belge se fasse au profit du Parti communiste de Belgique³⁷, il regrette cependant que la position du PCB, bien qu'évoluant dans un sens plus favorable au fédéralisme au lendemain des élections de 1961, reste cependant très équivoque³⁸.

Réaction très similaire lors des élections de 1965, où les voix perdues par le PSB se portent sur différents partis de gauche (PCB, PCW, PWT, Front wallon, RDW de Massart,...)³⁹, ce qui amène André Genot à conclure, au Conseil élargi du MPW : «*Toutes les conditions sont réunies pour que nous prenions un nouveau départ*»⁴⁰.

Entre ces deux élections législatives, ont eu lieu les élections communales de 1964 : la progression du Parti communiste de Belgique à Anvers et en Wallonie est saluée⁴¹, et le peu de succès des dissidences pro-chinoises et du Parti communiste wallon est également noté⁴². Pendant la campagne, le journal rend également compte d'un débat organisé par la régionale MPW de Seraing entre J.-J. Merlot, pour le PSB, et André Dans, pour le PCB⁴³. Les orateurs sont tous deux convaincus que seule une solution de type fédéral peut porter remède aux maux qui frappent la Wallonie. Pour Merlot, «*nous n'avons pas la force politique pour imposer nos vues. Dans ces conditions, j'ai cru qu'il nous fallait chercher une formule pour limiter les dégâts. C'était la Table ronde, qui n'a pu résoudre les problèmes de déconcentration économique et de garanties à la minorité*», tandis que pour Dans, «*les partis traditionnels avaient inventé la Table ronde. Mais cela ne tiendra pas. S'il faut une politique de rechange, elle ne peut venir que des bourgmestres, comme expression plus large de la volonté de la population*» ; et de fustiger au passage le fait que le gouvernement n'ait tenu aucun compte du pétitionnement.

Les prises de position du *Drapeau rouge* sont plus fréquemment relevées en 1964 et surtout en 1965, ce qui est probablement dû au rapprochement des thèses : condamnation de la Table ronde et silence autour du pétitionnement, nécessité d'une consultation populaire, réprobation d'un gouvernement qui n'est guère l'expression de la Wallonie et de sa classe ouvrière, ces sujets traités par *Le Drapeau rouge* sont relayés par

*Combat*⁴⁴. Les interventions et les votes de parlementaires communistes sont signalés, que ce soit contre la liaison Escaut-Rhin, l'adaptation du nombre de sièges parlementaires, la législation linguistique ou le rattachement des Fourons à la province de Limbourg⁴⁵.

Combat relève aussi l'intérêt porté par *Le Drapeau rouge* aux problèmes économiques : soutien gouvernemental aux *trusts* pour le transport du gaz naturel de Groningue, «cadeaux» aux patrons charbonniers, délocalisation des activités de Solvay vers Anvers, nécessité d'une programmation réellement démocratique pour faire pièce à la taille croissante des entreprises, licenciements à l'usine Empain de Manage, problèmes dans l'industrie des fabrications métalliques carolorégiennes et absence de reconversion dans l'industrie charbonnière, contrairement à ce qui se passe en France ou en Allemagne⁴⁶.

A plusieurs reprises, les parlementaires communistes vont reprendre des thèses chères au MPW dans leurs interventions, ce que ne manque pas de souligner le journal⁴⁷.

La participation des communistes à des mouvements pacifistes, comme la marche anti-atomique, est également notée⁴⁸.

Combat signale la publication de deux ouvrages communistes sur les grèves de l'hiver 60-61 : *La grève du million*⁴⁹ et celui de René Deprez, édité par la Fondation Joseph Jacquemotte, quitte à trouver ce dernier trop axé sur les positions du PCB⁵⁰.

Quant à la présence des communistes au sein du Mouvement populaire wallon, il faut d'abord se souvenir, comme nous l'avons dit plus haut, que la droite associe communisme et Renard. Le journal se fait l'écho de cette accusation, déclarée sans fondement, mais qui le pousse néanmoins à une molle défense du communisme⁵¹. Un exemple nous en est donné lorsqu'un journaliste de *Pourquoi pas ?*, interviewant Raymond Latin, dresse un parallèle entre Renard et Tito : «*Les conditions belges ne sont pas les conditions yougoslaves ; il y a des antériorités que Tito et ses camarades n'ont pas connues. Nous pouvons nous passer de certaines expériences qui n'ont aucune raison d'être chez nous. J'ajoute d'ailleurs tout de suite que les Yougoslaves veulent démocratiser l'Etat en développant le principe de la gestion ouvrière*»⁵².

Cette confusion entre communisme et renardisme n'est pas propre à la droite conservatrice. *Le Peuple* et le journal syndical carolorégien *L'Unité* la reprennent à leur compte. André Genot y répond point par point le 5 avril 1962, dans un article intitulé «*Le Grand Complot*». Cet article fera également l'objet d'un numéro spécial diffusé dans le Hainaut. Le Grand complot, c'est «*l'accord total entre le MPW et le parti communiste*» dénoncé par *L'Unité*. Cette accusation est reprise par *Le Peuple* à la

veille du Congrès des socialistes wallons. Genot dément l'existence d'un accord MPW-PCB. Certes, il y a des communistes au MPW, comme il y a des socialistes ou des catholiques, comme il y a des communistes à Wallonie libre ou au Congrès national wallon, pour ne pas parler de la FGTB ou de la FMSS. Ouvert à ceux qui sont favorables au fédéralisme et aux réformes de structure, le Mouvement populaire wallon est composé principalement, comme la Wallonie, de socialistes et dirigé par un conseil général de 84 membres, dont 4 communistes. Au bureau du MPW il n'y a pas un seul communiste. Parmi les secrétaires et présidents régionaux et locaux, la situation est identique. Leurs noms sont connus. Genot nie tout contact entre « *le Bureau du PC et n'importe quel Comité du MPW* » et tout accord, que ce soit en matière de propagande, de soutien lors des élections syndicales ou de regroupement de la gauche autour du PC. Pour Genot, ces accusations relèvent d'un mac-carthysme dépassé.

Ceci dit, il y eut effectivement, comme le dit Genot, des communistes au Mouvement populaire wallon. Jean Terfve prend la parole au congrès fédéral pour défendre le droit de grève et le fédéralisme⁵³. Il est également le porte-parole du Parti communiste de Belgique au Congrès d'action wallonne de 1963, où il exhorte les parlementaires à s'engager « *résolument dans les solutions pré-fédéralistes par les voies légales, si possible* » en proposant la création d'assemblées régionales consultatives. Terfve voudrait également « *récolter 200 000 signatures pour réclamer le référendum d'initiative populaire sur le fédéralisme* », en trois mois, de « *septembre à novembre prochain* ». Si le Parlement belge restait sourd aux revendications, l'assemblée wallonne serait constituée « *d'initiative privée* »⁵⁴. Examinant la situation politique, Terfve revient sur le pétitionnement et l'introduction du référendum d'initiative populaire, seul garant des intérêts wallons⁵⁵, comme il le fera encore lors du congrès extraordinaire de Jambes, où il appelle également à un rassemblement des progressistes⁵⁶. Des parlementaires communistes sont présents à ce congrès, comme l'étaient Dejace et Glineur à la manifestation d'action wallonne de Charleroi le 26 mai 1963⁵⁷.

En fait, l'image du parti communiste dans *Combat* est nuancée. Le Parti communiste est un parti de gauche. On ne l'attaque pas, on salue ses succès, mais comme on salue à l'occasion ceux du Parti communiste wallon ou du Parti wallon des travailleurs, et plus tard, ceux du Rassemblement wallon. On le juge au soutien qu'il apporte aux deux revendications du MPW : fédéralisme et réformes de structure. On signale son évolution, on déplore son absence d'adhésion ferme, même si certains parlementaires communistes, tels Dejace, Terfve, Noël ou Glineur, sont non seulement engagés aux côtés du MPW, mais également présents

en son sein. Distinction entre les «bons» et «mauvais» communistes ? C'est une hypothèse.

Quoi qu'il en soit, le Parti communiste de Belgique n'est guère présent dans les colonnes de *Combat* – et que dire alors de ses dissidences ! Sans doute faut-il y voir la crainte d'alimenter l'équation relevant du fantasme où Renard égale «*le rouge un couteau entre les dents*».

Pourtant, selon Guy Spitaels, le Parti communiste n'aurait pas ménagé ses efforts pour noyauter le MPW et particulièrement son organe de presse, sans succès⁵⁸. Mais ceci est une autre histoire, qui relève de contacts, de tentatives plus ou moins secrètes, et non plus de l'image que le Mouvement populaire wallon et *Combat* nous ont donnée à voir.

Notes

1. G. SPITAEELS, *L'Année sociale 1961*, Bruxelles, 1962, pp. 104-105. Dès le 2 novembre, d'après J. NEUVILLE et J. YERNA (*Le Choc de l'hiver '60-'61: les Grèves contre la loi unique*, Bruxelles, 1990, p. 71). Selon Joseph Coppé, André Renard lui aurait demandé de préparer, en octobre 1960, la maquette d'un magazine hebdomadaire (FHMW, Interview de J. Coppé par A. Hoogveld, 24 juin 1981). Le futur hebdomadaire et son manifeste sont présentés dans le *Courrier hebdomadaire* du CRISP, n°85, 18 novembre 1960, pp. 22-23.
2. Sur le renardisme, voir R. HEMMERIJCKX, «Le Mouvement syndical unifié et la naissance du renardisme» dans *Courrier hebdomadaire...*, n°1119-1120, 23 mai 1986 ; et M. HANNOTTE, «La FGTB ou le renouvellement du syndicalisme, 1945-1970» dans J.-J. MESSIAEN et L. PEIREN (dir.), *Un siècle de solidarité, 1898-1998. Histoire du syndicat socialiste*, [S.l.], 1997, pp. 73-87.
3. «*Issu du 'Comité de coordination des régionales FGTB de Wallonie, organe non statutaire qui mena en fait la grève de l'hiver 1960-1961 dans la partie sud du pays, le M.P.W. devait, à l'origine, être la simple 'couverture' de ce comité. Par la suite, ce mouvement devint plus hétérogène. Continuant néanmoins à s'appuyer sur les adhésions collectives de plusieurs régionales wallonnes des employés, des services publics et surtout des métallurgistes, le M.P.W. se définit essentiellement comme un groupe de pression*» (G. SPITAEELS, *Le Mouvement syndical en Belgique*, Bruxelles, 1967, p. 42).

4. «En créant Combat, nous avons voulu donner à l'opinion socialiste militante de la Wallonie le moyen de s'exprimer sans contrainte, sans esprit de chicane et sans animosité à l'égard des camarades socialistes flamands. [...] Maintenant, voici notre but : défendre et faire connaître la position socialiste, surtout celle qui vise, par des réformes de structure, tels que planification économique, mise sous statut public du secteur de l'énergie, contrôle des holdings, service national de santé, à modifier fondamentalement le régime économique dans lequel nous vivons. Nous voulons également assurer la défense des intérêts économiques de la Wallonie. [...] Dans le cadre d'un état fédéraliste, nous aurions d'ailleurs depuis longtemps et pour longtemps un gouvernement des travailleurs, pour les travailleurs» («Manifeste de lancement de l'hebdomadaire Wallon d'Action Socialiste Combat. Pourquoi et comment» dans *Courrier hebdomadaire* ..., n°85, 18 novembre 1960, p. 23).
5. Notes, à usage interne au mouvement, relatives à Combat rédigées à l'occasion du VI^e Congrès fédéral du Mouvement populaire wallon (période du 23 juin 1968 au 14 juin 1970 – FHMW, Fonds François De Troyer, n°61).
6. *Ibid.* — Sur l'évolution du MPW à cette période, voir M-P. HERREMANS, «Le Mouvement populaire wallon MPW» dans *Courrier hebdomadaire*..., n°275, 19 février 1965.
7. J. NEUVILLE et J. YERNA, *op. cit.*, pp.166-169 ; et Ch. PICQUE et F. DU FOUR, *Campagnes électorales. Systèmes électoraux et techniques de persuasion*, Bruxelles, 1977, p. 179.
8. On trouvera dans V. FEAUX, *Cinq semaines de lutte sociale. La Grève de l'hiver 1960-1961*, Bruxelles, 1963, pp. 176-181, la liste, non vérifiée à une source officielle, des messages, actes de solidarité et aides financières et en nature.
9. Dans un entretien avec Paul Vaute, François Perin déclare : «Je ne sais pas si Renard avait de l'admiration pour Tito, comme on l'a prétendu, mais il n'imaginait pas une transposition de son régime, qui aurait impliqué le parti unique et la dictature» («André Renard ? Un empirique...» dans *La Libre Belgique*, 18 décembre 2000).
10. Le déclenchement de la grève aurait eu cependant pour conséquence d'augmenter la part du politique par rapport au projet initial (FHMW, Interview de J. Coppé, 24 juin 1981).
11. «Il est à noter que les moyens rédactionnels sont nettement plus faibles que lors de la création de Combat où les collaborateurs étaient beaucoup plus nombreux (avec, parmi eux, Hubert Rassart, Lucien Harmegnies, Marcel Florquin, etc.) et même que lors des années précédentes» (*Notes à usage interne*..., *op. cit.*).
12. Articles de R. GOSSET consacrés au prestige de l'Union soviétique dans le Tiers-Monde, 16 et 23 novembre 1961.
13. Article d'A. GENOT du 30 avril 1964 signalant la réduction du budget militaire bulgare.
14. Article de R. LATIN louant la retenue des Soviétiques lors de la crise de Cuba de 1962, 20 août 1964.
15. J. BURTON, «Faux arguments à la Centrale Générale», 8 juin 1961 ; «Tito : statue en haute stature», 13 juillet 1961 ; «Encore le congrès du MPW», 30 novembre 1961 ; «Le spectre du fédéralisme», 1^{er} mars 1962 ; «Vigilance wallonne – l'exemple yougo-

- slave», 4 juin 1964 ; «20 états, constitutions, recours au peuple...», 25 novembre 1965.
16. «Encore le congrès du MPW», 30 novembre 1961.
 17. I. BLUME, «La leçon de Tachkent pour le Borinage», 20, 27 octobre et 10 novembre 1962.
 18. «La sécurité du travail en Yougoslavie», 1^{er} octobre 1964.
 19. M-J. POLARSKI, «Un chef-d'œuvre du cinéma polonais : 'Mère Jeanne des Anges'», 7 septembre 1961; Le point de vue de Sirius, «Samson, un film polonais signé par un réalisateur à l'audience universelle, Andrzej Wajda», 2 novembre 1961.
 20. «L'URSS prête sept Kandinsky à New York», 22 août 1963 ; ou, plus régional, «Une délégation d'enseignants russes en visite à Charleroi», 21 mai 1964.
 21. M. FLORKIN, «Gazette», 2 mai 1963.
 22. M. FLORKIN, «Problèmes de structure dans le domaine culturel. Epilogue», 9 novembre 1961.
 23. M. FLORKIN, «Gazette», 11 avril 1963 et 22 septembre 1962.
 24. Du 14 décembre 1961 au 18 janvier 1962.
 25. Pseudonyme de J. Goldmann.
 26. Copie d'une lettre de P. Renotte à J. Goldmann, 22 janvier 1962 et de J. Goldmann à M. Florin, 24 mars 1962 (FHMW, Fonds Marcel Florin, n°107 et 110).
 27. «Comment on entretient l'opinion», 24 août 1961.
 28. «Des Wallons commentent l'expérience socialiste en Tchécoslovaquie : à chacun selon son travail et sa valeur», 10 août 1961.
 29. Publiés entre le 15 septembre et le 22 décembre 1962.
 30. «Coopération internationale Ostrava-Liège», 21 septembre 1961.
 31. «Actualité du marxisme vivant», huit articles entre le 21 juillet 1962 et le 13 octobre 1962.
 32. Tous deux dans le n° du 14 juin 1962.
 33. «En Est-Ouest», 20 avril 1961.
 34. Il s'agit de Jean-Marie Roberti et de Jean-Louis Esch (Témoignage de J-M. Roberti, octobre 2001).
 35. Ce dernier chiffre est cependant à relativiser, puisqu'il inclut une série d'articles analysant les résultats des élections de 1965.
 36. «Le Drapeau rouge électoral et certains théoriciens ombilicaux de La Gauche se contorsionnent à brandir ces 'dangers', à minimiser l'intérêt du fédéralisme pour la Wallonie» («Singulière coalition», 23 février 1961) ; «Au parti communiste, rien de changé : nos Dejace, nos Glineur, nos Terfve auraient sans doute voulu mieux se coler au peuple wallon et lui parler fédéralisme. Pas question ont tranché leurs partenaies...» («Parlons programmes», 9 mars 1961).
 37. «Notre espoir de rassembler un jour tous les Wallons qui vivent honnêtement de leur travail — par delà les cloisonnements factices que des malins entretiennent — trouve là un encouragement de très grande importance» («A retenir», 30 mars 1961).

38. «Bonnes nouvelles», 6 avril et «Côté communiste», 1^{er} juin 1961.
39. 3 juin 1965 au 8 juillet 1965.
40. 10 juin 1965.
41. A. GENOT, «Réflexions sur le scrutin communal», 15 octobre 1964.
42. «Socialisme», 24 décembre 1964.
43. «Confrontation communale à Seraing : pas de solution durable à nos problèmes en dehors du fédéralisme», 2 juillet 1964. Les autres partis, également conviés, n'avaient pas répondu à l'invitation (A. DANS, *Un militant liégeois se souvient...*, t. II, Bruxelles, 1988, pp. 44-45).
44. 13 février 1964, 5 et 12 août 1965.
45. «Liaison Escaut-Rhin : comment ils ont voté», 7 janvier 1965 et «Comment ont voté les parlementaires wallons», 20 mai 1965, «Ventilation des votes des sénateurs wallons», 13 octobre 1962. Sur cette période, voir X. MABILLE, *Histoire politique de la Belgique. Facteurs et acteurs de changement*, Bruxelles, 1986, pp. 327-334.
46. 17 décembre 1964, 11 et 18 février 1965, 18 et 25 mars 1965, 1^{er} avril 1965 et 21 octobre 1965.
47. Opposition à la loi sur le maintien de l'ordre («Nous avons reçu la lettre suivante du c. Dejace», 6 octobre 1962) ; interpellations de Théo Dejace («Flamand à l'école primaire», 26 décembre 1963), de René Noël et de Théo Dejace («Il serait insensé de ne pas tenir compte des 645 000 signatures recueillies à l'occasion de la campagne du pétitionnement», 12 mars 1964).
48. A. GENOT, «Bravo, les jeunes!», 12 mars 1964 et «Premier objectif du jumelage syndical des régions de Belgrade, Liège, Milan, Varsovie : la paix», 13 mai 1965.
49. Editée par *l'Avant-garde*, organe de la Jeunesse communiste («Ce qu'on a écrit sur la grève du siècle», 24 décembre 1964).
50. R. DEPRez, *La Grande Grève, décembre 1960-janvier 1961 : ses origines, son déroulement, ses leçons*, Bruxelles, 1963 (A. FRANKIN, «La Grande grève de René Deprez», 13 février 1964).
51. «Quelques questions», 1^{er} juin 1961.
52. «Un dialogue sur le MPW», 27 juillet 1961.
53. «Au congrès fédéral du MPW», 15 décembre 1962.
54. «Le Congrès d'action wallonne», 28 mars 1963.
55. J. TERFVE, «Signification du pétitionnement», 3 octobre 1963.
56. «Congrès extraordinaire du M.P.W. à Jambes», 5 mars 1964.
57. «Les personnalités présentes à Charleroi», 30 mai 1963.
58. G. SPITAEELS, *L'Année sociale...*, pp. 122-124.

Témoignage

PCB et mouvement wallon

Claude Renard*

La période 1960-1965

Entre 1960 et 1965, j'ai suivi l'évolution des rapports entre le PCB et le mouvement wallon sous des angles d'approche et à des niveaux de responsabilité très différents.

Pendant les grèves de 60-61 et jusqu'en avril 62, j'étais chef de rubrique (politique intérieure) au *Drapeau rouge*. En 1962, je suis devenu secrétaire du Bureau politique (non membre de celui-ci) et collaborateur d'Ernest Burnelle. Je l'étais toujours en 1965 après avoir été élu au Comité central en 1963. A partir de 1962, j'ai pu militer plus activement à Tournai où je fus élu conseiller communal en octobre 1964.

1. Ma fonction au *Drapeau rouge* ne me plaçait pas dans la sphère des prises de décisions politiques, mais m'amenait néanmoins à les répercuter rapidement et, dans bien des cas, à les devancer un peu, étant chargé de l'édito quotidien («*l'italique de la une*» disait-on alors).

* Claude Renard a été sénateur PCB et membre du secrétariat national et du Bureau politique du PCB ainsi que président du Conseil wallon et francophone du PCB. Il fut aussi président du Comité central du PC (wallon et francophone).

Je dois dire que je me sentais tout à fait en harmonie avec les orientations qui prévalaient alors avenue de Stalingrad, et surtout très proche de Burnelle. C'est à ce poste que j'ai vécu le tournant que constitua, dans les grèves de 1960-1961, le lancement par André Renard du mot d'ordre de fédéralisme. Sans être en désaccord avec cette revendication, je reconnais que, sur le moment, elle me parut peu opportune dans la mesure où elle tendait à se substituer à l'objectif initial des grèves (retrait du projet de Loi unique). Mais il est vrai que cet objectif était alors devenu problématique et que l'initiative d'André Renard eut certainement le grand mérite d'ouvrir de nouveaux horizons à un mouvement qui donnait des signes de fatigue. Il n'y eut en tout cas pas de conflit sur le nouvel objectif proposé¹ et la fondation du MPW fut bien accueillie et soutenue par le parti et son journal.

2. En tant que secrétaire du Bureau politique, j'ai été témoin de la plupart des discussions ayant trait aux relations avec le MPW. Jean Terfve jouait dans ce domaine un rôle de premier plan et l'examen de ses papiers ne pourra que le confirmer. Il fut d'ailleurs, avec François Perin, l'un des deux rapporteurs au premier congrès du MPW (1961), où le futur *leader* du Rassemblement wallon prononça, en guise de rapport, un discours anti-monarchiste (très applaudi) qu'André Renard ne sembla guère apprécier. J'y étais présent avec de nombreux militants communistes, dont René Beelen.

C'est à la pétition wallonne de 1963, organisée par le MPW, que le PCB attachait le plus d'intérêt politique durant cette période. D'après mes souvenirs, le texte de la pétition rédigé par François Perin le fut avec la collaboration directe de Jean Terfve. Sur ce point, j'ai un jour fait demander à François Perin s'il pouvait confirmer et il a répondu, d'après ce qui m'a été rapporté, que «*cela devait être vrai*». Là aussi, l'éclairage des papiers Terfve sera sans doute utile.

Ce qui est certain, c'est que le texte de la pétition, dans la mesure où il préconisait le recours au «DRIP»² reflétait ce qui constituait alors un des thèmes principaux et, jusque-là, quasi exclusif, de la propagande du PCB. L'idée était venue de René Beelen. Les communistes participèrent de façon active à la récolte des signatures.

3. En ce qui concerne l'organisation du pétitionnement, mon expérience personnelle se limite à Tournai où les résultats furent très bons. Le gros du travail fut fait par les militants du PCB. Il faut dire que la situa-

1. D'autant plus qu'il fut associé à celui des réformes de structure.

2. Acronyme d'époque pour «droit au référendum d'initiative populaire».

tion du Hainaut occidental était alors assez particulière par rapport à l'ensemble de la Wallonie. Le PSB et la direction de la FGTB y étaient farouchement unitaristes et hostiles à André Renard. Le MPW n'y avait rallié que quelques militants de gauche qui se sentaient marginalisés et son poids dans la vie régionale et locale était même inférieur à celui de Wallonie libre qui s'ancrait surtout dans des milieux libéraux que le PLP n'avait pas séduits.

Dans ces conditions, le PCB devint, presque par la force des choses, «le» parti wallon du coin. Aux élections communales d'octobre 1964, il passa de deux à cinq sièges (sur vingt-et-un) au conseil communal de Tournai et, aux législatives de mai 1965, il récupéra le siège de député perdu depuis 1954. Il serait certes excessif de prétendre que ces succès électoraux furent dus uniquement à l'aspect wallon du débat politique, car le PCB bénéficia sûrement du mécontentement général de l'électorat de gauche à l'égard du PSB, mais il est hors de doute que l'engagement wallon du PCB lui valut beaucoup de voix.

On peut encore noter, toujours dans le même domaine, qu'au conseil communal de Tournai du 26 novembre 1965, une motion communiste de solidarité avec les Fourons devait être rejetée à la fois par la majorité PSC-PLP et par trois des quatre membres du groupe socialiste.

L'après 1965

La liquidation du MPW et le développement du RW comme parti politique n'ont pas eu pour effet de bloquer l'engagement du PCB dans le mouvement wallon après 1965. On ne sort pas du sujet en le soulignant, car un certain nombre d'initiatives utiles prises par le PCB dans les années qui ont suivi montrent bien que cet engagement n'eut rien de conjoncturel et d'improvisé.

1. En 1967, une conférence des communistes wallons réunie à Dampremy lance l'idée d'une réunion séparée des élus wallons. Ce n'est pas une idée «en l'air» puisque plusieurs réunions des parlementaires wallons auront lieu en 1969, René Noël et Marcel Levaux y jouant, si mes souvenirs sont fidèles, un certain rôle. Elles s'enliseront du fait des résistances unitaristes, mais on peut y voir l'annonce d'un changement institutionnel significatif.

2. Le PCB sera longtemps presque seul à insister sur l'importance de l'élection des assemblées régionales au suffrage universel et direct. Pour rappel, il faut attendre l'accord de gouvernement de mai 1988 pour qu'il y ait une décision prise en ce sens. Mais elle est encore tenue alors

en suspens. Du côté francophone, on en est même arrivé à y voir une «revendication flamande» ! Fin 1988, une délégation du PC composée de Robert Dussart et de moi-même rencontre à Liège José Happart, en tant que *leader* de Wallonie Région d'Europe ; elle attire son attention sur le fait que le mouvement wallon a intérêt à mettre cette revendication en avant. Il y a accord : le bulletin trimestriel de WRE, n°4, mars 1989, publie un article que j'ai rédigé sur ce thème et, le 8 avril, le congrès du mouvement adopte une résolution qui qualifie la revendication de «*fondamentale*».

A noter que les communistes wallons avaient tenu à Liège, le 30 janvier 1988, une conférence au cours de laquelle une lettre de José Happart avait été lue aux participants. C'était une réponse critique, mais très ouverte, aux interrogations publiques du PC sur le devenir du mouvement WRE. Ce fut à la suite de cet échange que des contacts directs purent être établis de façon positive.

3. L'idée d'un couplage des élections régionales et des élections européennes a été mise en avant par le PCB à l'occasion des élections européennes du 10 juin 1979. Cette proposition fut rendue publique au cours d'un débat télévisé auquel je participais. Elle était motivée par le souci de relancer l'idée d'élection directe, de rapprocher des gens les enjeux électoraux européens et de faire apparaître une certaine complémentarité entre les deux scrutins. Elle fut émise en dehors du manifeste électoral du parti pour des raisons de tactique.

Témoignage

Des enseignants communistes entre 1960 et 1965

Louise Gotovitch*

De nombreux témoins, parmi les enseignants communistes, ont disparu. J'ai toutefois essayé de confronter mes souvenirs avec ceux que j'ai pu interroger. Certains ont écrit leurs mémoires : Madeleine Jacquemotte, qui fut secrétaire politique de la section des enseignants communistes de la Fédération bruxelloise du PC, Pierre Legrève... On peut y glaner certains faits qui se recoupent parfois, qui se contredisent aussi. J'ai pu consulter des archives personnelles de Madeleine Jacquemotte et d'Andrée Thonnart. J'ai interrogé Louise Lacharon, membre des enseignants communistes en 1960, très active pendant la grève et qui devint par la suite présidente de la régionale CGSP-enseignement de Bruxelles. J'ai aussi interrogé Andrée Thonnart membre de la section enseignement du PC, à l'époque secrétaire de la section Etat de la CGSP enseignement Bruxelles et qui, après la grève, fut élue secrétaire nationale du secteur enseignement CGSP. J'ai aussi pu interroger deux de mes contemporaines qui étaient membres de la section ou le devinrent par la suite : Suzanne Mercier et Christiane Opdebeek.

* Professeur de pédagogie et militante CGSP.

Mon témoignage se partage entre Bruxelles et Arlon. Je me suis affiliée à la CGSP enseignement de Bruxelles à ma sortie d'école normale en 1952 ; j'ai été membre de la section des enseignants communistes de Bruxelles de 56 à sa disparition en 84. J'en suis devenue secrétaire politique aux débuts des années 70.

Avant la grève

Pour les enseignants militants, la lutte a commencé dès la mise en chantier du Pacte scolaire en 58.

En avril 59, la section enseignement de la fédération bruxelloise du PCB, diffuse pour les amis de l'école officielle une analyse de ce Pacte : *Les communistes et la question scolaire*. Il est important de rappeler que si le PSC l'a voté à l'unanimité, les libéraux à 8 voix près, le PSB, quant à lui, a compté 25 % de parlementaires qui votèrent contre.

Le PC qui s'était prononcé contre se retrouvait aux côtés de la CGSP-enseignement qui en avait fait autant.

Déjà nous trouvons dans l'énumération des griefs contre ce Pacte l'amorce des griefs qui seront formulés à l'égard de la Loi unique. La section dénonce, entre autres, les subsides substantiels accordés à l'enseignement privé (essentiellement catholique), le recul des barèmes des instituteurs des communes de plus de 100 000 habitants, l'allongement de leur carrière, l'augmentation des normes de population (du dédoublement par classe on passe au total des élèves de l'école pour répartir les classes), et pour finir, elle s'indigne du droit de regard accordé aux organisateurs de l'enseignement privé sur l'organisation de l'enseignement de l'Etat.

En conclusion de son analyse, la section enseignement appelle à la défense de l'enseignement officiel : construction et équipement des écoles, défense des droits acquis au niveau des rémunérations, revalorisation des barèmes et amélioration des conditions de travail, contrôle des subsides à l'école cléricale.

Le 23 septembre 59, j'arrive à Arlon pour y enseigner. La bruxelloise que je suis débarque dans un monde vraiment autre : le PSC dominant imprègne tout : aucun médecin (même pas le médecin «socialiste») n'y prescrit de contraceptifs. Un seul boulanger possède une machine à couper le pain et il est boycotté par les autres ; quant à la pâtisserie, elle n'est fraîche qu'une fois par semaine et ce n'est pas nécessairement le dimanche ! Une douche, une salle de bain dans un appartement est l'exception.

Le Pacte scolaire y prend une dimension particulière. Par exemple, lors d'une conférence pédagogique en 2^e année, école communale d'Arlon : la leçon porte sur la demi/le double. L'institutrice commence par la prière en présence de l'inspecteur cantonal, catholique avéré, et de l'inspecteur principal libéral. Je fais immédiatement remarquer que, depuis le Pacte scolaire, la prière a sa place dans le cours de religion prévu à l'horaire et non plus en début de chacune des activités. L'inspecteur cantonal se confond en excuses, invoquant la jeunesse du Pacte et le poids de l'habitude. L'inspecteur principal à la fin de la séance, en aparté, me remercie pour avoir osé intervenir, lui ne voyant pas comment le faire.

Deuxième exemple, en janvier 1960, j'accompagne une visite d'étudiantes en stage dans un petit village des environs d'Arlon. Je cherche l'école communale. Visiblement elle est dans le sillage de l'église. Je frappe à la porte, une voix me crie «*entrez*» : je tombe nez à nez avec une nonnette en vrai costume : la coiffe bien amidonnée, la longue robe bleue sous un tablier blanc. A ma question «*je cherche l'école communale*», elle me répond avec un charmant sourire : «*mais vous y êtes !*» Je débarquais dans la réalité de notre pays : l'école communale aux mains de l'Eglise.

En décembre 59 les enseignants communistes, dans un nouveau tract, s'en prennent une fois encore au Pacte. Ils invitent leurs collègues à répondre favorablement à la proposition qui prend corps dans la CGSP d'une manifestation de l'ensemble des travailleurs des services publics contre les compressions budgétaires, contre les taxes, contre la hausse du coût de la vie, ainsi qu'à l'appel, plus particulier, du secteur enseignement qui envisage dans l'immédiat une grève de 24 h dans tout le secteur, notamment pour la révision générale des barèmes. Ils ajoutent : il y a de l'argent, le gouvernement en a trouvé pour détaxer les monopoles et augmenter le budget de la Défense nationale. Qu'il interdise l'évasion des capitaux !

Le 29 janvier 60, les enseignants ont des raisons toutes particulières de participer à la grève générale décrétée par la FGTB : en plus de tout le contentieux lié au Pacte scolaire, ils sont exclus de la revalorisation de la fonction publique. A Bruxelles leur participation atteint les 90 % (Madeleine Jacquemotte). Pour une de nos camarades, toute jeune à l'époque, Christiane Opdebeek, cette grève reste un souvenir vivace : c'est le jour où elle s'affilia à la CGSP, dont elle devint une militante active.

Le 27 mars 1960, les enseignants participent en nombre à la manifestation de la CGSP exigeant du gouvernement la levée des sanctions prises à l'encontre des grévistes des services publics.

Lutte contre la loi unique

Octobre 1960

Dans ses notes manuscrites, Madeleine Jacquemotte, le 14 octobre 60, signale que le PC se prépare à lutter contre les mesures d'austérité ; elle propose qu'un tract soit distribué en faisant du porte à porte, qu'une pétition soit lancée et ensuite, que le PC informe les signataires, que les socialistes soient pressentis, et que le PC fasse connaître les résultats à la population.

Je suppose que ces notes annoncent le tract daté d'octobre 1960 où les enseignants communistes de la fédération bruxelloise analysent tous les coups fourrés de la Loi unique et mettent en évidence ceux qui concernant l'enseignement et en particulier l'école officielle. On y signale également que les pensions seraient suspendues en attendant de nouvelles dispositions. On y retrouve la proposition du PC comme première forme d'action «*UNE MANIFESTATION NATIONALE DE TOUS LES TRAVAILLEURS CONTRE L'AUSTERITE, LE 5 NOVEMBRE*», proposition ayant obtenu l'appui de sections syndicales d'enseignants de Namur, de Bruxelles et de Liège.

Le tract invite : *«tous ceux qui, à un titre quelconque, peuvent agir sur les plans syndical et politique. Où que vous soyez, dans des organisations politiques ou autre, dans un conseil communal, dans des associations de parents, de locataires ou petits propriétaires, ligues de défense des familles, vous avez la possibilité de faire monter vos protestations avant le 8 novembre».*

Novembre 1960

Le 4 novembre 60, dans ses notes manuscrites, Madeleine Jacquemotte renvoie à la *Tribune* n°18 où la CGSP-enseignement affirme ses revendications : valorisation morale et matérielle de toute la fonction enseignante.

A propos des débrayages du 21 novembre 60 à Liège, Madeleine Jacquemotte se demande comment Bruxelles peut marquer sa solidarité : elle signale des mouvements de solidarité à Ixelles (son lycée ?) et à l'athénée royal d'Etterbeek.

Madeleine Jacquemotte remarque encore que *La Gauche* porte tout son intérêt sur l'Algérie et non sur les problèmes belges, dont la loi-cadre. Ce

que confirme Pierre Legrève dans ses souvenirs ainsi que Louise Lacharron : *« en pleine grève, Pierre Legrève circulait dans la salle pour faire signer une pétition pour l'Algérie ! »*.

Décembre 1960

Le 1^{er} décembre, Madeleine Jacquemotte signale que des pétitions circulent avec succès : à la commune d'Ixelles contre la loi-cadre ; dans l'enseignement de l'Etat, sur 15 écoles, 710 signatures ont été récoltées contre l'augmentation des normes de population. Simple coïncidence, à Ixelles milite le camarade Klick, membre de la section des enseignants communistes, et syndicaliste très actif. A l'Etat, c'est Andrée Thonnart, membre de notre section, qui est secrétaire de la section Etat CGSP-enseignement, régionale de Bruxelles.

Le 4 décembre, le Comité national du secteur enseignement se réunit : il condamne la totalité du projet de loi unique et particulièrement ses chapitres IV et V. Il décide de faire la grève le premier jour de la discussion publique dudit projet et de la poursuivre éventuellement en conformité avec la décision qui serait prise dans ce sens par le Comité national de la CGSP du 12 décembre suivant.

Le 14 décembre, le Bureau exécutif décide la suspension de travail des enseignants pour le 21 décembre.

Andrée Thonnart se souvient qu'à Bruxelles, il y eut des assemblées générales communes organisées par un responsable des «communaux» de Bruxelles, membre du Parti. *«A ces AG se retrouvaient tous les enseignants : communaux, Etat, les employés communaux et même des infirmières»*. Louise Lacharron se souvient également : *«toutes les sections se réunissaient à la Maison du Peuple. Je me souviens que j'avais fait un panneau que je brandissais : 'les banquiers doivent payer !'»*.

A une de ces AG est invité Deferrière, un syndicaliste venu de Charleroi, où la pression est très forte. De la salle enthousiaste une voix lance (celle de Legrève ?) : *«dans la rue !»* et, comme un seul homme, la salle se lève et s'en va manifester. Serait-ce cette première manifestation improvisée par les enseignants que cite Deprez (p. 132) ?

A Bruxelles, nos camarades et la majorité des syndiqués qui désirent entrer dans le mouvement se heurtent à la direction droitrière de la régionale CGSP-enseignement, dont Van Vink. *«Notre régionale, raconte Louise Lacharon, fonctionnait en tuyaux d'orgues. Les sections se réu-*

nissaient séparément. La Ville de Bruxelles au Lion d'or». Il fallait donc obtenir une assemblée générale réunissant toutes les sections.

Andrée Thonnart aussi se souvient : «(...) Elsa Brans, Madeleine Jacquemotte et moi-même attendions, assises sur les escaliers de la maison syndicale, rue Joseph Stevens, la fin d'un Comité régional du secteur enseignement pour demander à Van Vink d'organiser une AG qui réunirait toutes les sections de la régionale. Il nous a souhaité bonnes vacances et a ajouté : 'moi je vais travailler'».

Madeleine écrit dans son livre : «*nous nous retrouvons une dizaine de la régionale Etat, dont la secrétaire, au pied de l'escalier pour y attendre les membres du Comité exécutif de notre régionale. Notre obstination est payante : le Comité exécutif accepte de convoquer une AG de tous les membres de la régionale, communaux, province, Etat. Delferrière est présent et fait sortir les membres dans la rue*» (p. 122). Quant à Legrève il écrit : «*des camarades étaient allées au bureau de la régionale-enseignement pour l'obtenir, cette AG réunissant toutes les sections de la régionale. Elles y avaient trouvé l'ancien secrétaire régional devenu national. Il n'avait, me dirent-elles, rien voulu entendre. J'y allai. C'est finalement Joostens qui accepta de les réunir*» (Souvenirs, p. 139).

En tous cas, une réunion a lieu le 19 décembre 1960.

En témoigne le tract de la section enseignement du PC-fédération bruxelloise intitulé : «*il faut faire échec à la loi unique !*». Les enseignants communistes reprennent toutes les menaces que fait peser cette Loi unique sur les agents des services publics ; ils concluent que grâce à l'aide de l'Etat, les trusts jouent gagnant et les travailleurs perdant. Ils saluent «*comme un événement plein de promesses la tenue de l'assemblée de protestation du corps enseignant de ce lundi 19 décembre 1960*». S'y retrouvent la CGSP, la Fédération de l'enseignement moyen officiel, la FEPR (fédération des régents), la Fédération générale des instituteurs, la FIC, l'Union chrétienne des enseignants des écoles officielles. Les auteurs du tract poursuivent, s'identifiant à la CGSP : «*De plus la CGSP secteur enseignement, vous appelle à marquer avec énergie votre opposition à la Loi unique en participant au mouvement de grève qu'elle déclenche le 21 décembre au moment du débat public du projet de loi à la Chambre*». Le tract se termine par un appel au renforcement du PC, contre l'austérité pour chasser Eyskens et son gouvernement de banquiers.

Pendant la grève

A l'école normale d'Arlon, où je travaillais, je n'ai pas le souvenir d'une action quelconque avant les vacances de Noël. J'ai pu quitter Arlon le 24 décembre pour Bruxelles et c'est là que j'ai été prise dans le mouvement général avec les enseignants communistes, qui «*soutenaient le mouvement des agents communaux en assistant jour après jour à leurs meetings qui emplissent les grandes salles de la Maison du Peuple, rue Joseph Stevens*» (Madeleine Jacquemotte, p. 122).

Nous manifestations chaque jour dans les rues aux cris de «*Eyskens bûten*». Nous allions faire les piquets de grève. Je me souviens de ce piquet à l'arrière des bâtiments de l'administration de l'Instruction publique, le Résidence. Un homme petit de taille se présente, je lui frappe l'épaule en l'interpellant «*Alors on va travailler ? - Laissez-moi au moins entrer ! Je ne peux vous en empêcher mais j'aimerais vous convaincre de ne pas travailler !*». Tous les autres camarades me regardaient pétrifiés et c'est l'un d'entre eux qui me lança : «*Tu sais qui c'est ? Levarlet !*», c'est-à-dire le secrétaire général de l'Instruction publique. Il avait été un militant syndical très actif lorsqu'il était professeur, était-ce la raison pour laquelle il entrait par la porte de service ? Je ne le connaissais pas à cette époque. Je me demande encore toujours quelle aurait été mon attitude si j'avais su.

Nous sommes allés soutenir les postiers à la gare du Midi, et en passant certains manifestants ont brisé les vitres du siège de la *Kreditbank* qui se trouvait sur notre passage. Parmi les postiers manifestant, se retrouvait un groupe de porteurs de télégrammes, adolescents qui avaient à peine dépassé leurs 14 ans et qui s'en donnaient à cœur joie (cf. photo dans l'ouvrage de Demany, p. 105). Certains adultes, avec un malin plaisir, les encourageaient à enlever les flèches des trams. Mon sang de pédagogue ne fit qu'un tour : je leur barrai la route des trams et m'employai à les convaincre de ne pas le faire. J'y arrivai.

Louise Lacharron se souvient également des manifestations quotidiennes et des chaînes téléphoniques auxquelles elle participait pour que la manifestation du lendemain soit encore plus importante que celle du jour même. Elle était consciente du danger de ces manifestations quotidiennes, proies faciles pour les provocateurs.

En effet, j'étais là le vendredi 30 décembre. Nous avons terminé notre parcours habituel lorsque brusquement les directives pour la poursuite allèrent dans tous les sens. Une seule chose faisait l'unanimité : on conspuait les responsables syndicaux qui avaient «abandonné» la mani-

festation sans autre forme de procès. Devant ce désordre, j'ai préféré quitter la manifestation. Au journal parlé j'apprenais qu'un passant avait été tué, c'était le premier mort de cette grève qui en compta quatre.

Mon récit ne correspond pas à celui que René Deprez reprend à *La Cité*. Cette dernière ne signale pas combien la responsabilité des dirigeants syndicaux était engagée, ils faisaient tout pour freiner le mouvement, nous à la base nous le sentions fort bien.

Dans ses notes de décembre, Madeleine Jacquemotte s'inquiète du danger d'un compromis. Elle souhaite que l'organisation de la grève soit doublée par une organisation parallèle du PC. Pour elle les provocations, les sabotages sont un signe de désespoir. Elle évoque une assemblée syndicale de la CGSP qui revendique la marche sur Bruxelles sans réticence de sa part. Cette AG a réclamé également la grève générale et la dissolution des Chambres par la démission des mandataires socialistes

Combien de grévistes dans les écoles ? Difficile à dire sur base des éléments dont je dispose.

Louise Lacharron : *«En décembre 60, une fois la grève déclenchée, tous les matins les professeurs grévistes passaient à l'école pour se signaler comme tels. Beaucoup d'enseignants étaient contre à Charles Buls au début, mais le mouvement progressait».*

Andrée Thonnart : *«J'enseignais à l'école normale de Laeken, une école flamande ; je n'y ai entraîné que deux ou trois copines dans la grève et encore pour quelques jours seulement».*

Le lycée d'Ixelles, dont Madeleine était préfète, fut un exemple de combativité et d'organisation : y était installé un comité de grève qui assumait tous les problèmes éventuels, Madeleine n'étant pas dans son école.

L'école Decroly, dont la directrice était Madame Libois (communiste), était totalement en grève. A l'école primaire, notre camarade Suzanne Mercier avait syndiqué toutes les institutrices. Une mère d'élève, femme d'industriel, lui avait dit *«J'espère ne pas vous voir dans la rue avec tous ces gens. Je paye assez cher pour donner une bonne éducation à mon enfant !»* Mais, dans l'ensemble, les parents semblaient plutôt solidaires.

Je suis retournée à Arlon pour la rentrée et là j'ai fait la grève. Dans mon établissement, l'école normale de l'Etat, nous étions deux : la déléguée syndicale et moi-même. La déléguée syndicale était l'économiste de l'éta-

blissement. Elle était socialiste, originaire de Wasmes, et très liée aux socialistes de Huy-Waremme. Notre directrice téléphonait tous les jours à la gendarmerie et au Ministère pour nous signaler comme grévistes ; nous étions les seules femmes au milieu des grévistes d'Arlon. Parmi les autres enseignants grévistes, deux maîtres d'études étaient particulièrement actifs : Lamers et Poncin. Ce n'était pas facile pour ces hommes de faire la grève, leurs femmes étaient des «femmes au foyer». Ces dernières se mirent même à faire «la grève du lit» pour les forcer à reprendre le travail. Certaines réussirent. Ma logeuse, femme d'un cheminot retraité, était assez représentative de ces arlonaises au foyer. Elle m'affirmait avec conviction que si nous faisons grève, c'était parce que Moscou n'avait pas apprécié que le Roi Baudouin épouse une amie de Franco.

Fin de la grève

Le Conseil de cabinet du 9 janvier 61 menace de suspension préventive sans traitement, et sans préjudice des mesures disciplinaires ultérieures les enseignants de l'Etat qui ne reprendraient pas le travail le lendemain, mardi 10 janvier.

Andrée Thonnart se souvient : *«Dans la nuit du 9 au 10 janvier 61, Braconnier, secrétaire national, m'invite à une réunion qui doit se tenir à 4 h, lorsque j'arrive à 4 h, Braconnier, Crèvecoeur présents étaient déjà là depuis une heure et avaient tout décidé : la reprise pour le lendemain, c'est ainsi que j'ai repris le travail le 10».*

Cette forme de réquisition des enseignants de l'Etat crée du flottement au niveau du secteur enseignement jusque là en pointe dans l'action. Des mots d'ordre contradictoires sont lancés qui déstabilisent complètement le mouvement. Le Bureau exécutif du secteur Enseignement de la CGSP, réuni le 25 janvier 61, félicite les enseignants pour leur participation à la grève, déclare que la bataille n'est pas terminée et réitère son opposition au projet de Loi unique.

A Arlon, si je m'en réfère à mes documents de travail, je n'aurais pas repris avant le lundi 16 janvier 61. Etait-ce l'influence des métallos luxembourgeois qui n'ont repris que le 19 ? (Deprez p. 289).

Les lendemains de la grève

A Bruxelles, les enseignants sont appelés à rentrer des déclarations de grève. Les motions proposées par Madeleine Jacquemotte montrent clai-

rement comment elle s'oppose à la filiosité du secteur dans cette situation. Ne sent-elle pas venir les lois du maintien de l'ordre ?

Dans ses notes, au 30 janvier 61, Madeleine Jacquemotte fait une proposition de motion pour une AG de la section Etat (vraisemblablement) : *«L'AG demande à la régionale enseignement CGSP et au secteur national de la CGSP de donner la directive de faire rentrer les déclarations individuelles par la voie syndicale et de faire remplir parallèlement un autre formulaire comportant l'indication que les grévistes ont répondu aux directives de leur secteur syndical».*

Visiblement sa motion n'a pas eu de suite. Bien au contraire. Elle présente une autre motion où elle propose de : 1°) demander sur quelle base l'instance compétente de la CGSP a donné ordre à ses secteurs de répondre affirmativement aux questionnaires émanant des Ministres ; 2°) reprocher de ne pas avoir pris l'initiative de lancer le mot d'ordre à faire remonter les déclarations par la voie syndicale ; 3°) reprocher au BEC national de ne pas avoir réagi à l'égard de la déclaration que doivent rentrer les membres du personnel (question directe sur la participation à la grève alors que d'autres ministères posent simplement la question du motif de l'absence) ; 4°) contrecarrer toute sanction prise sur base du formulaire ; 5°) doter d'un statut légal le personnel enseignant.

Rappelons-nous qu'à Bruxelles la FGTB s'était courageusement abstenue au Congrès des 16, 17 et 18 décembre 60, ne choisissant ni la motion Renard (grève générale) ni la motion Desmet. Pour les élections législatives de mars 61, les socialistes étaient allés rechercher P-H. Spaak à l'OTAN pour le mettre «hors poll» sur leur liste, ce qui, inévitablement, devait écarter les socialistes de gauche du pouvoir.

A la régionale CGSP-enseignement de Bruxelles, le rapport des forces put pourtant s'inverser, selon Louise Lacharron : *«le président de la Régionale était resté en vacances à Nice pendant le congé de Noël et donc avait déserté la grève. Il devait être remplacé. A la Ville de Bruxelles, c'est un socialiste anti-communiste qui propose ma candidature pour contrecarrer celle de mon mari Stéphane Struelens, nettement plus marqué à gauche que moi et qui se présente aussi, mais ne sera pas élu».*

En mars 61, sur 21 postes à pourvoir 11 vont à des enseignants de gauche : des communistes (Aloïs Gerlo, Andrée Thonnart, Armand Krick, qui devient secrétaire adjoint, Louise Lacharron), des trotskystes (dont Pierre Legrève), et 10 à la droite. Les élus de gauche comprennent qu'ils ont intérêt à toujours être présents, ce qu'ils seront. A la première réu-

nion le président du comité, Jules Ost, annonce qu'il est désigné comme chef de Cabinet du Ministre Larock. Ce cumul ne dérangeait pas Krick mais est dénoncé par Legrève. Les discussions sont violentes entre la gauche et la droite : des chaises sont cassées ! Le secrétaire Joostens, de l'ancienne équipe, a commencé par saboter, affirmant qu'il n'y avait pas d'argent ; et puis a accepté de travailler avec le nouveau comité. Les membres «bons teints» du PSB crurent qu'en démissionnant les uns après les autres ils feraient crouler ce nouveau comité. Il n'en fut rien, ils furent remplacés par des gens de gauche.

Le 12 mai 61, au Congrès national CGSP-enseignement, Andrée Thonnart est élue secrétaire nationale.

Andrée Thonnart se souvient : «Tumilaire, Beaujean m'ont proposé de devenir secrétaire permanente nationale. J'ai longtemps hésité : j'ai interrogé beaucoup de gens. J'avais 50 ans, je quittais un métier que j'aimais beaucoup, l'enseignement, pour un métier que je ne connaissais pas du tout. Burnelle, à qui je faisais part de mes hésitations m'a répondu que je devais avoir davantage confiance en moi. C'est ce qui m'a décidé.»

Comme le secteur l'avait annoncé le 25 janvier 61, la lutte s'est poursuivie. En juin 1961, un tract des enseignants communistes affirme qu'accepter le gouvernement Lefèvre-Spaak, c'est accepter une politique d'austérité pire que la Loi unique. Sont stigmatisés, entre autres, le relèvement de l'âge de la pension, les dispositions destinées à assurer le renforcement de l'autorité de l'Etat. Les enseignants communistes signalent une volonté de lutte et citent la demande de la régionale de Bruxelles-enseignement d'une journée d'action régionale contre les mesures Lefèvre-Spaak. Cette demande a été jugée inopportune par Debunne.

Le 11 février 63, un nouveau tract est diffusé par la section et le titre en résumé fort bien le contenu : *«Enseignants, il faut intensifier l'opposition aux projets dits 'du maintien de l'ordre'»*.

Louise Lacharron : «aux élections syndicales régionales de 64 deux listes furent proposées : la liste socialiste de droite n'eut aucun élu, le nouveau Comité était entièrement de gauche».

Dans la liste des élus, je reconnais au moins trois membres de la section des enseignants communistes : Armand Krick, Laure Leenen et Andrée Thonnart. Et encore Van Geen (ULB) membre de la dissidence grippiste. Louise Lacharron, qui devint la présidente de la Régionale, s'é-

tait vue entre-temps refuser le renouvellement de sa carte de membre du PC, elle était trop proche de Legrève !

A Arlon, aux élections législatives du 26 mars qui suivirent la grève, les deux maîtres d'études grévistes furent élus sur les listes socialistes, Lamers à la Chambre, Poncin au Sénat.

Cette présence de socialistes de gauche au Parlement eut des retombées bénéfiques pour la province du Luxembourg. Il n'y eut pas de retrait de traitement pour faits de grève, aucun recul dans la carrière, comme ce fut le cas à Bruxelles. Je fus même nommée dans un délai plus que raisonnable, le 12 juillet 1962. La clause du Pacte «*l'Etat crée une école là où le besoin s'en fait sentir*» fut appliquée dans la province du Luxembourg avec enthousiasme mais de manière anarchique. Une de mes excellentes étudiantes fut victime de cette anarchie. Une première école primaire avait été ouverte, elle réunissait suffisamment d'élèves pour avoir deux classes ; l'année suivante on en ouvrait une autre distante de 7 km, cette seconde vidait la première d'une classe, une institutrice perdait sa place, ce fut mon ancienne élève, et comme il n'existait pas de statut, ce n'est pas elle qui fut désignée dans la nouvelle école !

J'ai le souvenir d'une abondance de matériel reçu par notre école primaire d'application, matériel fourni sans même qu'on l'ait demandé : un matériel complet d'imprimerie, avec polices différentes suivant les différents âges, matériel scientifique pour l'initiation aux sciences naturelles.

Quant à moi, ma participation à la grève m'avait introduite dans les réunions intersectorielles de la CGSP-Luxembourg composée d'une majorité de gauche. Il faut se souvenir que le Luxembourg a voté à l'unanimité pour la motion Renard, donc la grève générale, au fameux congrès FGTB des 16, 17 et 18 décembre 1960. Comme je revenais régulièrement à Bruxelles, le secteur enseignement, voire l'intersectorielle me déléguaient aux réunions du comité national qui se tenaient à Bruxelles. Et là mes interventions au nom de la régionale du Luxembourg rejoignaient celles de la régionale de Bruxelles, représentée par Legrève. Les présidents de séance s'en étonnaient, mettant en doute ma légitimité.

La grève avait suscité des adhésions au PC par l'intermédiaire du *Drapeau Rouge*. Ces nouveaux affiliés m'étaient envoyés et nous avons constitué une petite cellule. Une camarade de Mouscron venait de temps en temps nous rendre visite et nous soutenir dans la rédaction de tracts que nous distribuions à l'aube aux usines d'Athus. C'est ainsi que j'ai donné les cours du Parti. Je prenais la liberté de donner ces cours théo-

riques comme je le faisais dans ma classe, en partant d'exemples concrets et la rubrique économique de Pierre Joye dans le *Drapeau Rouge* était exploitée à fond. Il n'y eut pratiquement pas de défection en cours de route. Le rapport que j'ai envoyé avec des propositions d'adaptation des cours est resté sans réponse. En 65 je quittais Arlon.

Conclusion

A propos du fédéralisme, Louise Lacharron exprime fort bien l'attitude des membres du PC et des trotskystes à Bruxelles : «*à Bruxelles, le fédéralisme apparaissait comme une déviation qu'on ne pouvait laisser se réaliser*». Nous avons d'ailleurs résisté le plus longtemps possible aux pressions des camarades flamands du comité de la régionale.

A Arlon, ce n'était pas évident non plus : les arlonnais ne sont pas des Wallons, ils me l'ont bien dit et répété tout au long de mon séjour.

De ces souvenirs accumulés ressort pour moi une évidence : les enseignants communistes à Bruxelles étaient bien des militants de terrain qui ont eu une part active dans la grève. Dans certains de leurs tracts, ils s'identifient même carrément à la CGSP-enseignement nationale. Ils en furent, à l'époque, le vrai, le seul relais politique.

Des communistes, comme Madeleine Jacquemotte qui militait comme elle respirait, furent réellement les acteurs du mouvement essayant de convaincre le plus de monde possible, ne se contentant pas d'attendre les mots d'ordre, de leur obéir, mais d'en être les initiateurs.

Sources consultées

Mémoires

- André DANS, *Un militant liégeois se souvient*. tome 2 : «Faits et anecdotes, 1945-1980», Bruxelles, Maison populaire d'édition, 1987.
- Madeleine JACQUEMOTTE-THONNART, *Ma vie de militante, de 1945 à ce jour*, tome 2, Bruxelles, Université des Femmes, 1994.
- Pierre LEGREVE, *Souvenirs d'un marxiste anti-stalinien*, Paris, La Pensée Universelle, 1997.

Ouvrages généraux

- Fernand DEMANY, *Images d'une grève*, document CGSP, sans lieu ni date.
- René DEPREZ, *La grande grève (décembre 1960-janvier 1961) : son origine, son déroulement, des leçons*, Bruxelles, Fondation J. Jacquemotte, 1963.
- Valmy FEAUX, *Cinq semaines de lutte sociale. La grève de l'hiver 1960-1961*, Bruxelles, ULB, 1963.

Périodique

- *Tribune de l'enseignement* : janvier 1960, n° 4 février 1960, n° 18 octobre 1960, n° 19 novembre 1960, décembre 1960, janvier 1961.

Publications diverses

- *Rapport d'activité (Rapport moral 1961-1964)* du Comité exécutif de la Régionale de Bruxelles CGSP-enseignement.
- *Rapport d'activité (Rapport moral 1964-1967)* du Comité exécutif de la Régionale de Bruxelles CGSP-enseignement.
- *Enseignement et Recherche scientifique*, présenté par un groupe d'enseignants et de chercheurs scientifiques, Fédération bruxelloise du PCB (Programme du PCB pour la législature 1958-1962).
- *Aux membres du personnel enseignant*, visant en particulier la défense de l'école officielle. Non daté : après élections législatives et appel à voter PCB pour les élections communales d'octobre 58, contre les tractations en coulisse à propos du Pacte scolaire ; les craintes suscitées par la création d'une Commission nationale scolaire composées par les futurs signataires du Pacte.
- *Les communistes et la question scolaire*, Section enseignement de la Fédération bruxelloise du PCB, avril 1959 (Pacte scolaire).
- *Les enseignants communistes s'adressent à leurs collègues*, décembre 1959 (les griefs du personnel enseignant), rédigé par le comité de la section enseignement.
- *Aux membres du personnel enseignant* signale les menaces graves de la loi-cadre Eyskens, cette loi touche tous les membres du personnel, tous les fonctionnaires : augmentation des taxes; austérité dans les écoles, l'école officielle est sabordée, il y

a de l'argent : prendre dans la Défense nationale, taxer les grosses sociétés, proposition d'une manifestation nationale de tous les travailleurs le 5/11/1960.

- *Collègues enseignants, accepter le gouvernement Lefèvre-Spaak, c'est accepter une politique d'austérité pire que la loi unique.* Signale une volonté de lutte demandée par la régionale de Bruxelles-enseignement se heurtant à l'opposition de Debunne « pour ne pas gêner les négociations » ; dernier §, p. 5 *Que faire? Voir clair pour agir.* Juin 61.
- *Enseignants, il faut intensifier l'opposition aux projets dits 'du maintien de l'ordre',* 11 février 63.

Notes dactylographiées

- *Revaloriser la fonction enseignant.* Sans date, appel pour la revalorisation des barèmes de la fonction publique, appelle les membres du personnel enseignant à répondre à l'appel de la CGSP.
- *Enseignants, la bourgeoisie réactionnaire n'a pas encore ses lois anti-grève, faisons voter dans nos écoles des motions demandant à notre Régionale qu'elle exige avant le 28 mai un Congrès extraordinaire de la FGTB.* 20 mai 1963.
- *Il faut que cessent les menaces et attaques contre l'enseignement officiel.* Coup d'œil sur l'année écoulée : le 16 juin 1962, La Louvière contre surpopulation des classes ; mars 63 nouvelles normes dans l'enseignement moyen, définition de la laïcité ; mai 63, chercher l'argent dans la défense. Allusion aux premiers réajustements de barèmes grâce à la fermeté du Front commun. 15 juillet 63.
- *Enseignants, le rendez-vous de 64 approche.* Révision barémique en cours avec effet rétroactif au 1^{er} juillet 62. 20 novembre 63
- *Les enseignants communistes entretiennent leurs collègues des élections communales.* 2 octobre 64.

VACANCES

en vogue

VACANCES AVION !



*Seule votre agence
de voyages vous offre,
selon vos goûts, vos préférences
et le budget dont vous
entendez disposer,
de vraies vacances « tous
frais compris »*
**AU PRIX
LE PLUS AVANTAGEUX**



11374

0.1

VOTRE AGENCE DE VOYAGES VOUS LE DIRA : VACANCES EN VOGUE... VACANCES SABENA !

Témoignage

Le rôle du courant trotskyste dans le PSB puis le PWT et l'UGS

Georges Dobbeleer*

Introduction : les antécédents

Rappelons que Trotzky et l'opposition de gauche dans l'Internationale communiste mènent d'abord bataille entre 1924 et 1933 pour redresser sa ligne politique zigzagante. La victoire d'Hitler, sans lutte de la classe ouvrière allemande pour s'y opposer, pousse Trotzky à penser à une nouvelle organisation. L'échec de la révolution en Catalogne en 1937, sous la pression du PCE et de l'URSS le décide. Il fonde en 1938 la Quatrième Internationale.

Celle-ci se donne trois tâches principales :

- préparer la révolution mondiale contre l'impérialisme, comme l'IC à ses débuts ;
- aider la classe ouvrière russe à reprendre le pouvoir confisqué par la couche sociale parasitaire que Trotzky appelle la bureaucratie stalinienne ;

* Militant du POS.

- malgré cette dégénérescence de l'URSS, la IV^e Internationale reste fidèle à la défense de l'URSS contre l'impérialisme.

Le 22 juin 1941, la Gestapo arrête les trotskystes et les stalinien. Beaucoup mourront dans les camps des nazis. L'écrasement du régime nazi par l'armée rouge et les anglo-américains n'entraîne pas, de 1944 à 1947, de victoires révolutionnaires en Europe occidentale.

A partir de 1950, un programme colossal de réarmement est lancé aux USA. Le dirigeant de la IV^e Internationale, Michel Pablo, écrit la brochure *La guerre qui vient* et prévoit que les USA déclencheront, peut-être en 1953, une troisième guerre mondiale contre l'URSS, la Chine et le mouvement ouvrier des pays capitalistes.

En 1951, le troisième congrès mondial de la IV^e Internationale adopte cette analyse et décide l'entrisme de ses militants dans le parti ouvrier majoritaire, socialiste ou communiste, dans chaque pays, pour éviter l'isolement de ses sections. Seule la majorité de la section française (les «Lambertistes») refuse cette orientation et quitte l'Internationale.

L'entrisme en Belgique

En Belgique, comme en Angleterre, en Allemagne, etc., les militants adhèrent au PS. Trois d'entre eux joueront un rôle important. C'est avant tout Ernest Mandel, membre du secrétariat de la IV^e Internationale et auteur en 1962 d'un *Traité d'économie marxiste* qui connaîtra une diffusion mondiale. Journaliste au *Peuple* puis à la *Wallonie*, il sera aussi professeur d'économie à la VUB.

Pierre Le Grève, professeur bruxellois sera actif au PSB et militant syndical de la CGSP, gagnera la direction de la régionale de Bruxelles du secteur enseignant à partir de la grève générale de 60-61.

Emile Van Ceulen, ouvrier maroquinier d'Anderlecht se consacrera à renforcer et surtout réorienter à gauche la fédération régionale de Bruxelles des Jeunes gardes socialistes. Tous trois seront parmi les fondateurs du journal *La Gauche*.

Buts concrets de l'entrisme dans le PSB

En 1938, à sa naissance, la IV^e Internationale avait adopté le «programme de transition». Il est distinct du programme maximum des marxistes, c'est-à-dire la révolution socialiste, et du «programme minimum» cher aux réformistes et limité à des réformes sociales.

Le programme de transition c'est la mise en avant, sur le plan revendicatif, de thèmes inacceptables par le régime capitaliste mais qui orientent les travailleurs vers autre chose que de simples réformes.

Le contrôle ouvrier dans les entreprises en est un exemple. En Belgique, le programme des réformes de structures et de contrôle voire de démantèlement des *holdings* en était un autre exemple.

Le PSB n'envisage bien sûr rien de tel. Mais l'aile gauche de la FGTB dirigée par André Renard est favorable à ce programme et va l'adopter au congrès extraordinaire en 1956. Les trotskystes vont donc mener bataille dans le PSB pour construire une aile gauche sur ce thème et pour réaliser l'unité d'action de cette aile gauche avec le courant renardiste.

Les années 60-65 ou plutôt 59-66

Le premier succès de l'entrisme est réalisé dans la Jeune garde socialiste. Dès 1952 Van Ceulen avait politisé et radicalisé la fédération bruxelloise des JGS.

J'adhère à la section belge – clandestine – de la IV^e Internationale en mars 1953 et j'agis de même à Liège.

Trois thèmes sont mis en avant dans la JGS : l'antimilitarisme, l'opposition à l'OTAN qui menace l'URSS et la solidarité internationaliste avec les révolutions coloniales. Un effort de formation marxiste grâce à des cours de cadres, etc., est mené en même temps.

«*Plus d'armée en Belgique ! Quittons l'OTAN !*». Ces deux slogans caractérisent alors les JGS dans les marches anti-atomiques qui rassemblent beaucoup de monde mais aussi dans les cortèges du 1^{er} mai du PSB. Calicots, brochures et affiches des JGS popularisent ces deux thèmes. Paul-Henri Spaak, secrétaire général de l'OTAN qui redevient ministre en 1961, est accueilli de cette façon à Ougrée le 17 septembre 1960, lors d'un *meeting* du PSB dont il est la vedette.

Le PSB prépare pour décembre 1960 un congrès au sujet de l'armée. En novembre, les JGS de Liège obtiennent l'accord de la puissante fédération liégeoise du parti pour la présentation d'un contre-rapport JGS face au rapport du Bureau du parti, présenté dans les assemblées de section.

Le 10 décembre 1960, le congrès régional de Liège du PSB adopte par 70 % des voix la sortie de l'OTAN et le désarmement unilatéral de la

Belgique ! Le 18 décembre au congrès national, le JGS Claude Thiry réunira encore 24 % des mandats sur ce thème ! Du jamais vu !

Le 15 octobre 1961 à La Louvière, les JGS commémorent le 40^e anniversaire du «fusil brisé». Un cortège de 5 à 7 000 personnes parcourt la ville. En août 63 à Oslo, au congrès de l'internationale des Jeunes socialistes, les JGS diffusent leur programme.

Le 6 septembre 1964 à Bruxelles a lieu la manifestation du centenaire de l'Internationale. Craignant des réactions extrémistes de jeunes qu'il ne contrôle plus et surtout redoutant les cris de «*Mollet assassin*» – que l'attitude de ce dernier face à la guerre d'Algérie justifiait d'ailleurs, mais ce slogan n'était pas envisagé – le Bureau du PSB interdit la présence des JGS. Ceux-ci, à plusieurs centaines, dans leur uniformes chemise bleue et cravate rouge, s'intègrent pourtant dans le défilé. La direction du PSB n'hésitera pas à envoyer contre eux la police de Bruxelles, aux abords de la place de Brouckère, semant un grand trouble dans la manifestation.

Soutien des révolutions coloniales

Le Congo, colonie belge, sera indépendant.
Articles dans *La Gauche* et *La Jeune Garde*, édition d'une brochure, *meetings* à Bruxelles et à Liège en 1959 et 1960 témoignent de notre soutien. En 1964 encore, un *meeting* de l'UBDP à Liège avec Yerna et Thiry réunira 250 personnes.

La révolution cubaine triomphe en janvier 1959. Le 1^{er} mai 1961 les JGS auront un calicot «*Cuba sí, Yankee no*».

La révolution algérienne, commencée par l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, entraînera un million de victimes de l'armée française et l'usage très fréquent de la torture par cette dernière. Plusieurs trotskystes français qui dénoncent cette guerre coloniale sont emprisonnés. En Belgique, Pierre Le Grève crée avec Jean Godin le «comité pour la paix en Algérie» que soutiendront un certain nombre de socialistes, de communistes et de chrétiens. Ce comité s'occupe de l'accueil en Belgique de très nombreux Algériens qui quittent la France. Il organise aussi avec les «porteurs de valise» une série d'aides concrètes au FLN algérien et cherche à sensibiliser l'opinion à ce conflit.

Le 25 mars 1960, deux colis piégés sont envoyés par la «Main rouge» – en réalité les services secrets français du deuxième bureau. L'un d'eux tue à Liège le professeur Laperches. Pierre Le Grève n'ouvre pas l'autre et échappe à la mort. Bon nombre de militants de gauche, présents aux

funérailles de Laperches sont photographiés cent fois par les polices du monde entier ! La guerre s'achève le 18 mars 1962 par les accords d'Évian mais le 5 avril 1962 encore, Henri Vaume et Arlette Dupont – journaliste et professeur, militants trotskystes liégeois – sont expulsés de France par la police...

Du 14 au 21 juin 1962 se tient à Alger la «conférence européenne d'aide non gouvernementale à l'Algérie nouvelle» préparée et dirigée par le président Ben Bella, aidé par un certain nombre de trotskystes dont Pablo. Aux côtés de députés socialistes anglais, italiens, hollandais on trouve les trotskystes belges Mandel, Le Grève et moi-même accompagnés des députés Glinne et Cools.

A travers les marches anti-atomiques, la solidarité avec la révolution vietnamienne s'affirme. Après leur rupture avec le PSB en décembre 1964, les JGS organisent à Liège le 15 octobre 1966 une grande manifestation internationale contre l'OTAN et pour la solidarité avec le FNL vietnamien. La JCB est présente mais quitte les lieux à cause d'un calicot injustifié et non admis, amené par des amis anglais des «lambertistes» français qui se sont joints à cette manifestation malgré leur hostilité à la JCR d'Alain Krivine, bien accueillie celle-là par les JGS. Il y a près de 5 000 manifestants jeunes à Liège.

Activités des trotskystes belges à l'étranger pendant cette période

Ernest Mandel devient peu à peu le principal dirigeant de la IV^e Internationale et malgré son intense activité politique en Belgique, se retrouve fréquemment aux quatre coins du monde. Du 25 au 31 décembre 1960 se tient près de Dortmund le sixième congrès mondial de la IV^e Internationale. En l'honneur de la grève en cours, deux Belges président l'ouverture du Congrès et y participent sans renoncer à leur action militante dans la grève, ce qui est un tour de force.

De 62 à 64 je suis chargé de reconstruire une organisation trotskyste en Pologne. Les relations fraternelles de la JGS avec la ZMS (Jeunesse communiste polonaise) vont être bien utiles. Un camp de vacances JGS en été 63 en Mazurie, dans le Nord de la Pologne, contribuera indirectement à aider Karol Modzelewski et Jacek Kuron, dirigeants des jeunesses communistes polonaises, à regrouper une aile gauche de leur parti, le POUP.

En juillet-août 1964, le communiste liégeois Hubert Radermacher, devenu maoïste-grippiste, m'invite à participer, aux côtés de l'avocate Cécile Draps, d'Allard et de Delogne, au 10^e congrès du *Gensuikyo*, le mouvement de masse anti-atomique du Japon, divisé par une lutte entre tendances pro-russe et pro-chinoise.

A partir de février 1961 la section belge clandestine de la IV^e Internationale publie une modeste revue appelée *Lutte de classe* qui présente des analyses théoriques des problèmes politiques belges.

Le journal *La Gauche*

C'est évidemment un projet de presse bien plus ambitieux. Il a été préparé par le contact très POS-itif qui s'établit entre Mandel et André Renard grâce à Jacques Yerna en 1954. Ernest Mandel va s'intégrer à la commission d'étude de la FGTB et sera l'un des principaux rédacteurs du programme *Holdings et démocratie économique* adopté lors du congrès extraordinaire de la FGTB du début de 1956.

Ce rapport, dès son adoption, sera largement popularisé par le courant syndical renardiste et notamment par la Centrale des métallurgistes et le secteur Gazelco de la FGTB.

En automne 1956 se construit l'accord de base qui va lancer l'hebdomadaire *La Gauche* en décembre. On retrouve à son comité directeur les syndicalistes Renard, Latin, Lambion, Yerna, et les socialistes Huysmans, Cudell, Slusny, Glinne et bien sûr Mandel et Van Ceulen.

En février 1959 un désaccord apparaît pourtant. André Renard se montrait prêt à soutenir la grève semi-insurrectionnelle des mineurs du Borinage. *La Gauche* appelait donc à la grève générale. Mais le premier ministre Gaston Eyskens prit alors contact avec Renard, lui promit la généralisation de commissions paritaires et presque une cogestion à l'allemande dans l'industrie. Renard accepta et prit ses distances envers Yerna et Mandel. Il chercha à empêcher la diffusion du numéro appelant à la grève. Le 18 mars 59, heureusement, Yerna devenait secrétaire national du secteur Gazelco de la CGSP et gagnait son indépendance envers Renard. *La Gauche* serait dorénavant imprimée à Bruxelles.

Vers la grève générale

La pression syndicale pour les réformes de structures anticapitalistes s'accroît et culmine avec la grève générale du 29 janvier 60.

En automne 1960 le PSB lance en hésitant une «opération vérité» inspirée par ce programme. Le 9 novembre 60, Renard préside un congrès d'action commune FGTB-PSB et le projet de «Loi unique» du gouvernement Eyskens est ressenti comme une provocation. Le 14 décembre 50 000 grévistes se rassemblent place St Lambert à Liège.

Les 20 et 21 décembre, les communaux puis les cheminots et les enseignants se mettent en grève. Aux ACEC de Charleroi et à Cockerill-Ougrée à Liège, les métallurgistes partent en grève et le mouvement s'étend aussitôt.

A la direction de la FGTB, Major qui est aussi député socialiste, barre la route à l'action et au mot d'ordre national de grève générale. Renard, mis en minorité à ce congrès de novembre, va néanmoins diriger la grève qui est bien réelle mais il garde une attitude hésitante au sujet de la stratégie à adopter. *La Gauche* demande l'organisation d'une «marche sur Bruxelles» comme en 1950. Renard refuse ce projet. Le 6 janvier 61 après son *meeting* place St Paul à Liège, les grévistes vont déloger de rares «jaunes» à la gare des Guillemins.

La gendarmerie tue deux ouvriers ce jour-là, puis un troisième à Chênée un peu plus tard. Renard édite alors l'hebdomadaire *Combat*, rival de *La Gauche*, et avance le fédéralisme comme revendication égale à celle des réformes de structures. La grève se termine sans succès mais sans donner l'impression d'une défaite.

Le 16 mars 61, Renard crée le Mouvement populaire wallon qui se veut un simple groupe de pression et non un parti socialiste de gauche. Le MPW remporte un succès de masse en 1961 et *La Gauche* soutient le MPW. Les militants trotskystes en Wallonie s'intègrent comme beaucoup d'autres dans ses structures et appuient le pétitionnement en 1963. Ce dernier n'aura aucun effet sur le gouvernement et le MPW va décliner.

Structuration de la tendance de gauche

Au parti socialiste, la tendance de gauche se construit. En janvier 62 naît à Liège le centre d'études de *La Gauche* qui organise des réunions et invite des orateurs. En été 62, l'adoption des lois antigrève par le gouvernement Lefèvre-Spaak crée la tentation de quitter le PSB, mais après discussion on y renonce. Mais un courant wallingant se développe dans et autour du parti. Le 7 novembre 1963, le député socialiste namurois Massart quitte le PSB et prépare un parti wallon.

Le 13 décembre 1963, lors d'une réunion du centre d'études de *La Gauche* à l'hôtel d'Angleterre à Liège, en présence de Yerna, Gayetot et André Cools, François Perin déclare que les réformes de structure ne sont plus une priorité et que le fédéralisme doit seul mobiliser nos efforts.

Le 6 septembre 1964, après les incidents graves de la manifestation des cent ans de l'internationale, les JGS commencent à penser à rompre avec le PSB. En octobre 64, à Chaudfontaine, Jacques Yerna décide de soutenir une liste wallonne aux élections communales.

Le 14 novembre, à l'assemblée générale du PSB à Liège, Yerna, soutenu par les JGS, obtient le soutien de 268 voix contre 267 qui appuient la direction du parti et prévoient son exclusion. Le 28 novembre cependant, malgré une brillante harangue d'Ernest Mandel, le congrès national du PSB décide qu'il y a incompatibilité entre l'appartenance au parti et, soit un rôle dirigeant au MPW, soit la participation à la rédaction de *La Gauche* ou de *Links*, son édition flamande autonome.

Naissance du PWT et de l'UGS

Le 14 décembre, au cours d'une réunion de *La Gauche*, la décision est prise de créer un nouveau parti, un parti socialiste des travailleurs.

Mais c'était oublier le rôle de Perin ! Le 21 décembre 64 à Liège, face à une assemblée de 102 personnes convoquées par le centre d'études de *La Gauche*, François Perin lance une vive attaque contre les Bruxellois et leur projet unitaire et surtout contre Mandel et les trotskystes. Il montre clairement qu'il veut diriger seul le nouveau parti et que celui-ci doit être wallon. Perin et son disciple Gol cessent d'ailleurs dès ce moment de se réclamer du socialisme. En deux étapes ils rejoindront la droite libérale.

Le dimanche 27 décembre au Palais des congrès à Liège se tient l'assemblée régionale du nouveau parti. Je présente des projets de statuts rédigés en commission et Perin le rapport politique. Il refuse d'emblée l'unité avec l'Union de la gauche socialiste (UGS) qui se crée à Bruxelles, et l'assemblée de 480 participants adopte le nom de Parti wallon des travailleurs (PWT).

Le 30 janvier 65, nouveau coup de force de Perin qui propose une alliance avec le Front wallon de Massart et Moreau. L'aile gauche du PWT se désiste de l'élection du comité d'arrondissement. Le 6 février, Perin et ses amis rejettent tout cartel à Liège avec le PCB.

Le 21 février se tient à Charleroi le congrès de fondation du PWT au niveau de toute la Wallonie. La tendance Perin représente une forte

minorité des 280 présents. Le 27 mars, la régionale «periniste» de Liège décide cette fois l'alliance électorale avec le Front Wallon.

L'aile gauche du PWT se ressaisit : la régionale de Charleroi s'allie au PCB et reste dirigée par Robert Nicolas, qui avait rejoint l'organisation trotskyste clandestine dès 1963. A Liège aussi la gauche passe à l'offensive, le 24 avril, contre les prétentions de Perin concernant son futur statut de député et, le 9 mai, Louis Goire et tout le groupe des militants syndicalistes de l'aciérie de Seraing de Cockerill rejoignent l'aile gauche du PWT.

Le 23 mai les élections ont lieu : Perin est élu à Liège et Pierre Le Grève à Bruxelles grâce à une alliance régionale entre l'UGS et le PCB. La scission du PWT se prépare face aux diktats et à l'orientation purement wallonne sans vision socialiste que Perin impose.

Le 13 juin, le comité central de la section belge de la IV^e Internationale confirme l'évolution vers la scission : «*l'avenir est au PWT et non à l'alliance FW de Perin et Moreau*». La rupture est effective dès juillet et, le 12 septembre à Liège puis le 19 à La Louvière, le nouveau PWT est fondé. Le 10 octobre au Palais des congrès de Liège, une assemblée très nombreuse crée la Confédération socialiste des travailleurs (CST) structure fédérale qui rassemble le PWT, l'UGS et SBV (Mouvement socialiste de Flandre).

Après 1965 : vers la LRT et le POS

Ces organisations continueront à publier *La Gauche* et sont rejointes par la JGS. De nombreux tracts seront diffusés au cours des grèves et manifestations ouvrières de ces années. Cependant aux élections de 1968 le PC bruxellois n'envisage plus de cartel avec l'UGS.

Mai 68 en France aura des répercussions en Belgique et un afflux de jeunes vers la JGS conduira à la fusion de celle-ci avec la CST en juin 1971. La LRT (Ligue révolutionnaire des travailleurs) voit le jour et se déclare ouvertement section belge de la IV^e Internationale. La LRT est ensuite devenu le POS (Parti ouvrier socialiste).

vous aussi
régalez-vous
avec Chocorêve!



si savoureux ...

Avez-vous déjà croqué un Chocorêve ? Ce n'est pas un "bon-bon", c'est le plus fin, le plus délicat, le plus moelleux chocolat que vous puissiez imaginer. Goûtez-en un, vous en raffolerez. (A votre choix, 3 qualités : lait-noisette, fourré-praliné, bitter).

si pratique ...

Le rouleau Chocorêve a sa place dans le sac, dans la poche, dans la voiture, dans le tiroir du bureau. Pas de carrés difficiles à casser, pas de miettes salissantes ! Vous en prenez un à la fois, les autres restent à l'abri soigneusement emballés, impeccables.

C'est toujours
le moment
d'offrir un Chocorêve !



A propos de la scission «grippiste»

En 1963, le Parti Communiste de Belgique connaît sa scission la plus grave depuis l'exclusion des trotskystes, survenue en 1928.

A la suite de Jacques Grippa (1913-1991)¹, membre récemment démissionné du Comité central², figure de la résistance communiste au nazisme, une importante minorité de militants (et d'abord en région bruxelloise) est exclue du PCB³ et va être à l'origine d'une tendance du commu-

1. Voir notamment son autobiographie partielle (*Chronique vécue d'une époque, 1930-1947*, EPO, Anvers, 1988) ainsi que sa notice biographique dans José GOTOVITCH, *Du rouge au tricolore*, Labor, Bruxelles, 1992, p. 526. Une notice pour *La Nouvelle Biographie nationale*, réalisée par Alain COLIGNON, devrait paraître en 2003 : nous remercions l'auteur de nous en avoir permis la consultation.
2. Grippa est exclu du Comité central le 18 novembre 1962 (*Le Drapeau rouge*, 21.11.1962).
3. «Le PCB subit cependant de plein fouet la dissidence maoïste menée par Jacques Grippa, qui part en 1964 avec le tiers des militants bruxellois et de forts noyaux hennuyers ainsi que la quasi-totalité des étudiants, fort influents à Bruxelles», in José GOTOVITCH, «Histoire du Parti communiste de Belgique», *Courrier hebdomadaire*, n°1582, CRISP, Bruxelles, 1997, p. 34. Alain Colignon, dans sa biographie de Grippa à paraître signale que «si la vie réelle de l'organisation grippiste n'excéda guère un lustre (1963-1968), elle réussit néanmoins à attirer deux bons milliers de membres au total, dont plusieurs militants de valeur et pas mal de têtes chaudes». Il importe évidemment, à propos des chiffres, de faire nettement la différence entre les membres (simples affiliés) et les militants. Cela vaut d'ailleurs pour toutes les formations politiques.

nisme se proclamant «marxiste-léniniste»⁴ et que l'histoire du PCB retient pour sa part sous l'appellation de «*dissidence grippiste*».

Cette scission intervient alors que depuis plusieurs années, un conflit grandissant – aux yeux des uns, purement opportuniste, entre puissances ; aux yeux des autres, fondamentalement idéologique – oppose les deux géants mondiaux du communisme, l'Union soviétique et la Chine populaire, représentés par leurs deux dirigeants-phares du moment, Nikita S. Khrouchtchev et Mao Zedong*. Relevons simplement que le conflit idéologique sino-soviétique portera sur les questions suivantes : «*nature de l'impérialisme, question de la guerre, sens de la coexistence, question du passage au socialisme, question du Tiers-monde, néo-révisionnisme, etc.*»⁵.

4. Les conflits sur la terminologie sont incessants dans cette famille. En 1963, il est très clair que les partisans de Grippa se reconnaissent sous le vocable de «*marxistes-léninistes*». Le Mouvement des communistes en Belgique, héritier direct actuel du groupe Grippa, revendique toujours cette appellation, qui ne leur est cependant pas reconvenue par les autres mouvements. A partir de 1967, Grippa nomme «*maoïstes*» les tenants des dissidences Trifaux-Hauwaert et Vanderlinden-Graindorge. Quant aux mouvements nés des révoltes étudiantes de 1968 (au premier rang desquels le futur PTB), qui se veulent les seuls marxistes-léninistes véritables, ils comptent le PCB («*Moscou*») et le groupe Grippa pour des «*révisionnistes*» (le groupe Grippa étant même reconnu comme le tenant du «*révisionnisme moderne*») et les groupes Trifaux et Vanderlinden pour des «*néo-révisionnistes*». Ces derniers groupes insistent quant à eux sur le fait que les mouvements nés de 1968 sont d'origine petite-bourgeoise et sont des tenants du «*gauchisme*». Voir notamment *Bulletin marxiste-léniniste*, n°1, janvier 1972, pp. 6-12.

* Ci-après, les graphies adoptées par Jacques Grippa et Alphonse Bonenfant pour la translittération des caractères chinois ont été conservées telles quelles. Par contre, dans cet avant-propos et dans les notes, le système pinyin a été préféré, suivi entre parenthèses des translittérations dites, respectivement, de «*Wade-Giles*» et «*EFEO*» (Ecole française d'Extrême-Orient) encore souvent d'utilisation dans une série d'ouvrages.

5. Jacques GUILLERMAZ, *La Chine populaire*, 10^e éd., PUF, Paris, 1991, p. 108. Guillermaz ajoute en note : «*La 'Lettre en 25 points', adressée par le PCC au PCUS le 14 juin 1963 et la réponse du PCUS, du 14 juillet suivant, résument les principaux sujets de la polémique*». Sur l'essentiel des divergences sino-soviétiques, consulter aussi José GOTOVITCH et al., *L'Europe des communistes*, éd. Complexe, Bruxelles, 1992, pp. 215-216 ; ainsi que : «*La situation actuelle dans le Parti Communiste de Belgique (n°s 198 du 19.04.1963 et 199 du 26.04.1963)*» et «*Différend au sein du Parti Communiste de Belgique (2^e partie du n° 206 du 05.07.1963)*», édités dans le *Courrier hebdomadaire* du CRISP (Bruxelles). Le livre de Jean BABY, *La grande controverse sino-soviétique : 1956-1966* (Grasset, Paris, 1966), est évidemment militant à l'heure du rapprochement définitif de cet économiste du PCF avec les jeunes maoïstes français ; il n'en reste pas moins une source incontournable. L'article de Robert GUILLAIN, «*Moscou-Pékin : vers le schisme*», paru dans *Le Monde* du 05.07.1963 ./. .

Ce conflit tire déjà certaines de ses racines à la fin des années 20, après l'écrasement de la Commune de Canton (1927) et la ruralisation forcée du Parti communiste chinois qui s'en est suivie. Cependant, la nécessité absolue dans laquelle était ce parti de compter sur Moscou pour prendre le pouvoir en Chine (1949, fondation de la République populaire) et ensuite asseoir celui-ci, fit que le conflit entre les deux géants n'intervint ouvertement qu'au début des années 60.

Entre-temps, Staline était mort (1953) et, trois ans plus tard, le XX^e Congrès du PCUS entendit médusé le rapport du Premier secrétaire Khrouchtchev sur les crimes stalinien. La même année, la révolte polonaise et l'invasion de la Hongrie firent apparaître de premières divergences entre les deux partis à propos de l'autonomie des uns et des autres. D'autres se produisirent sur la question de l'arme atomique. La Chine constata avec amertume le peu de soutien qu'elle reçut de l'URSS lors de l'occupation du Tibet (1959) et accueillit très mal, la même année, les propositions du numéro un soviétique en faveur d'une entente avec les Etats-Unis.

En outre, la Chine était engagée depuis 1955 (conférence de Bandung) dans une diplomatie qui visait à faire d'elle l'un des *leaders* du Tiers-monde. A l'intérieur, la campagne dite des «Cent Fleurs» en 1957, puis le «Grand Bond en avant» décrété par Mao en 1958 conduisirent à des bouleversements tant politiques (retrait de Mao en 1959 et promotion de Liu Shaoqi) qu'économiques et sociaux (famine, catastrophes écologiques).

Les premiers grands textes «*anti-révisionnistes*» (lisez : anti-khrouchtchéviens) parurent à Pékin fin avril 1960⁶. Le 24 juin suivant, une conférence des partis communistes des pays socialistes réunie à Bucarest (en même temps que se tenait un congrès du PCR où s'exprimèrent les

..J. constitue un excellent résumé chronologique des développements de la querelle sino-soviétique naissante (1953-1963) ; ce texte a été reproduit dans Daniel JUNQUA et Marc LAZAR, dir., *L'Histoire au jour le jour : 1944-1985*, La Découverte - Le Monde, Paris, 1987, pp. 234-235. Sur les origines du maoïsme durant la période des années 20 et 30, on lira avec intérêt : Roland LEW, «La genèse du maoïsme», in *Mai*, n°29 de 05/06.1973, pp. 3-29.

6. Il s'agit de textes parus sous le titre générique *Vive le léninisme !* aux éditions en langues étrangères de Pékin (1960, 140 pp.). Voir Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der SED, *Geschichte der internationalen Arbeiterbewegung in Daten*, Dietz Verlag, Berlin (DDR), 1986, p. 511. Jean BABY, *op. cit.*, pp. 19-33, tend à prouver – non sans arguments – que la polémique est déjà en germe dans deux articles parus dans le *Renmin Ribao* en 1956 («A propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat», 05.02.1956, et «Encore une fois à propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat», 29.12.56).

mêmes critiques) fut l'occasion d'attaques ouvertes contre les Chinois, auxquels se rallièrent pour leur part les Albanais. Le 16 juillet, l'URSS rappella tous ses spécialistes envoyés en Chine au titre de l'aide technique. La conférence de Moscou des partis communistes, qui se tint du 10 novembre au 1^{er} décembre 1960, élabora bien un texte de compromis (la *Deuxième déclaration de Moscou*) mais celui-ci fut cependant aussitôt interprété en sens opposés par les deux grands partis communistes⁷.

La tension entre les deux pays et les deux partis ne cessera dès lors de monter, avec notamment encore, en 1961, la rupture soviéto-albanaise⁸, l'affaire des missiles de Cuba⁹ et le conflit sino-indien (1962), pour aboutir à une rupture quasiment définitive dès le début de 1963.

C'est dans ce contexte que Jacques Grippa, profitant d'une tribune de discussion ouverte dans le quotidien du PCB¹⁰, *Le Drapeau rouge*, en vue du prochain congrès du parti, fit connaître à l'ensemble des militants ses désaccords avec les orientations prises par le mouvement communiste international fidèle à Moscou – et tout particulièrement avec la direction du PCB – et entama la lutte qui allait conduire, en quelques mois, à son exclusion du Comité central, puis du parti et, enfin, à la création de son propre parti, soutenu par Pékin et Tirana, premier parti marxiste-léniniste créé en Europe et principale tête de pont chinoise sur ce continent.

Documents inédits

Pour illustrer le point de vue des marxistes-léninistes issus du PCB, nous publions le texte intégral de deux chapitres (les septième et onzième) d'un livre inédit que Jacques Grippa avait fini de rédiger en 1977 et qu'il comptait intituler : *Révolution et contre-révolution en Chine*. Dans ces deux chapitres, l'ancien dirigeant communiste aborde la scission de 1963 et l'action de son parti dissident entre 1964 et 1966. Il revient également sur plusieurs aspects de la lutte théorique ayant opposé «*marxistes-léninistes*» et «*révisionnistes*».

7. *Geschichte der internationalen...*, op.cit., p. 516. La rupture soviéto-albanaise est ainsi virtuellement consommée lorsque Enver Hoxha, premier secrétaire du Parti du travail d'Albanie, quitte de façon spectaculaire la conférence.
8. Le 30 octobre 1961, le PCUS dénonce violemment le culte de la personnalité en vigueur en Albanie.
9. Du 4 septembre au 28 octobre 1962.
10. Ce texte a paru dans *Le Drapeau rouge* du 22.02.1962. Il occupe deux pages et demie du quotidien et est suivi d'une tout aussi longue réponse du Bureau politique du PCB.

Enfin, nous publions un rapport inédit¹¹, établi en janvier 1968 par Alphonse Bonenfant, secrétaire de la Commission de contrôle politique du PCB «orthodoxe».

Ce rapport est le témoignage de l'attention que le Parti «révisionniste» (comme le qualifiaient les dissidents) ne cessa d'apporter à l'évolution du mouvement marxiste-léniniste. Il importe cependant de remarquer que la CCP du PCB ne s'intéresse strictement qu'aux mouvements héritiers de la scission de 1963. Par conséquent, il n'est jamais question, dans ce rapport, des mouvements marxistes-léninistes nés des événements – notamment louvanistes – de 1968, dont le plus important donnera naissance à ce qui est aujourd'hui le PVDA-PTB¹².

CARCoB

11. CARCoB-Archives communistes. Archives de la Commission de contrôle politique, Marxistes-léninistes.

Aucune modification n'est apportée aux appréciations, quelquefois peu amènes, portées par le secrétaire de la CCP sur l'action des groupes marxistes-léninistes, sans qu'il puisse en être déduit que lesdites appréciations ont depuis acquis un caractère historiquement avéré.

Cependant les fautes de frappe ou d'orthographe sont corrigées.

12. A ce propos, il est également symptomatique de constater que le rapport présenté par Albert De Coninck à la séance du Comité central du PCB du 10 juin 1972, intitulé *Le gauchisme aujourd'hui*, ne traitera finalement que du trotskysme (voir *Faits et arguments* n°7 de 06.1972, pp. 1-19).



*Tous ceux qui
le possèdent
vous le diront :
prenez un*

FRIGO

— BOSCH

Documents

Révolution et contre-révolution en Chine

Jacques GRIPPA

1977 - inédit - extraits*

Chapitre 7

Polémiques et scissions

Le contexte

En ce début des années 60, la discussion au sein du Parti communiste de Belgique entre marxisme-léninisme et révisionnisme se fait de plus en plus âpre.

Les divergences couvrent en fait tous les domaines de la lutte de classes, notamment en ce qui concerne :

- le but final du Parti et le projet de société socialiste ;
- les fondements théoriques de notre action, les traits universels du marxisme-léninisme pour notre époque ;

* Nous publions ici les chapitres VII et XI du livre inédit de Jacques GRIPPA, *Révolution et contre-révolution en Chine*, ouvrage achevé le 20 juin 1977 et déposé en 1999 au CARCoB. Dans le tapuscrit original, ces chapitres représentent respectivement les pages 90 à 114 et 179 à 184. Nous avons repris en notes quelques ajouts manuscrits de l'auteur, et inséré quelques informations utiles au lecteur d'aujourd'hui. Celles-ci commencent par la mention *Ndlr.*

- le rôle d'avant-garde prolétarienne que le Parti doit s'efforcer d'assumer ;
- l'exercice du centralisme démocratique en son sein ;
- l'action de la classe ouvrière et le contenu de la politique des alliances ;
- l'aspect international de la lutte de classes ;
- l'internationalisme prolétarien et ce qui devrait être sa plus haute expression, les rapports entre partis communistes ;
- le caractère de classe de tout Etat ;
- la nature de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme ;
- le contenu de la politique de coexistence pacifique entre pays à systèmes sociaux différents ;
- la place de chef de file de la réaction mondiale assumée par l'impérialisme américain ;
- la persistance du colonialisme et du néo-colonialisme, nonobstant un certain recul de ceux-ci ;
- l'indispensable solidarité avec les mouvements révolutionnaires nationaux et démocratiques, anti-féodaux et anti-impérialistes .

Et, bien entendu, cette confrontation ne porte pas que sur le plan idéologique, théorique. Elle a lieu sur presque toutes les positions à adopter dans l'activité politique concrète, dans les luttes de classes quotidiennes, tant sur le plan social intérieur que sur les questions internationales, notamment en matière d'internationalisme socialiste.

Si je traite sommairement ce chapitre, c'est que, comme déjà dit, ce livre n'a pas pour but d'établir un bilan de tous les événements des vingt dernières années : il se limite à un témoignage sur le maoïsme.

J'ai par ailleurs beaucoup écrit au sujet des dégâts imputables à l'opportunisme, notamment dans mon livre *Marxisme-léninisme ou révisionnisme* publié en 1963, et par la suite dans le journal *La Voix du Peuple*. Et ce n'est pas là une question qui n'intéresserait que les marxistes, une «dispute» idéologique ne concernant que les communistes. Tous les démocrates, tous les progressistes ont lieu de s'inquiéter lorsqu'est mise en cause par les révisionnistes, comme c'est le cas alors, la lutte consécutive pour les intérêts immédiats et futurs des travailleurs de notre pays, pour la solidarité anti-impérialiste internationale, pour la paix et pour l'indépendance nationale.

La question n'est pas ici de savoir si au nom de l'unité des communistes, et en général de tous les progressistes, il faudrait éviter de poursuivre une polémique remontant à près de vingt ans. Encore que la critique du révisionnisme, en dépit des facteurs nouveaux de la situation, reste

nécessaire, y compris pour assurer l'efficacité du rassemblement des progressistes. La question n'est cependant pas de procéder dans ce livre à cette démonstration.

Mais en tout état de cause, pour respecter la vérité historique, cette chronique se doit de mentionner le contexte d'une action qui d'abord nous rapproche du Parti communiste chinois, puis amène à la dénonciation du maoïsme.

La direction de quelques partis communistes attaque publiquement les positions marxistes-léninistes du Parti communiste chinois.

Celui-ci y répond par la publication de sept articles¹ polémique avec des aspects opportunistes de la politique de certains de ces partis. Les vues qui sont exprimées dans ces brochures vont dans le sens des critiques que les marxistes-léninistes de Belgique formulent à l'égard des conceptions politiques de certains dirigeants de leur Parti.

La scission du Parti communiste de Belgique

Une tribune de discussion étant ouverte dans *Le Drapeau rouge* du début 1962, j'envoie ma contribution le 21 janvier, sous le titre significatif : «Pour l'unité marxiste-léniniste du Parti et pour l'unité marxiste-léniniste du mouvement communiste international». Ce texte paraît le 22 février et rencontre des échos très favorables dans le Parti. C'est un début de

1. Il s'agit des articles suivants :

- «Prolétaires de tous les pays, unissons-nous contre l'ennemi commun !» (Editorial du *Renmin Ribao* du 15.12.1962) ;
- «Les divergences entre le Camarade Togliatti et nous» (Editorial du *Renmin Ribao* du 31.12.1962) ;
- «Léninisme et révisionnisme moderne» (Editorial du *Hongqi*, n° 1, 1963) ;
- «Unissons-nous sur la base des Déclarations de Moscou» (Editorial du *Renmin Ribao* du 27.01.1963) ;
- «D'où proviennent les divergences ? Réponse à Maurice Thorez et d'autres camarades» (Editorial du *Renmin Ribao* du 27.02.1963) ;
- «Encore une fois sur les divergences entre le Camarade Togliatti et nous : quelques problèmes importants du léninisme à l'époque actuelle» (par la rédaction du *Hongqi*, n° 3-4, 1963) ;
- «À propos de la Déclaration du Parti Communiste des Etats-Unis d'Amérique» (Editorial du *Renmin Ribao* du 08.03.1963).

Ndlr. – Ces textes ont d'abord été publiés en 1963 sous forme de brochures séparées, aux Editions en langues étrangères de Pékin. Augmentés du texte «Le miroir des révisionnistes» (Editorial du *Renmin Ribao* du 09.03.1963), ils sont publiés ensemble sous le titre générique du premier de ces documents (Ed. en langues étrangères, Pékin, 1963, 405 pp.).

déroute pour les révisionnistes. Dès lors, ils est mis fin à cette «tribune», sans faire paraître ni ma réponse à une réplique du Bureau politique, ni nombre d'autres contributions allant dans le même sens que mon article.

Je suis exclu du Comité central pour ne pas m'être incliné devant l'exigence du Bureau politique d'avoir à désavouer deux résolutions² impeccablement internationalistes, que j'avais d'ailleurs votées en Bureau fédéral dont je faisais alors partie.

Dès lors, les chefs de file du révisionnisme empêchent le débat au sujet des questions en cause, et accentuent encore les brimades et les sanctions antidémocratiques à l'égard de ceux qui s'opposent à leurs vues et à leurs pratiques.

Puis, en 1963, à l'occasion d'un congrès du Parti communiste de Belgique, les révisionnistes entendent imposer non seulement l'approbation de leurs positions du moment, mais encore ils veulent faire consacrer par de nouveaux statuts le renoncement à l'action d'avant-garde révolutionnaire qui devrait inspirer nos décisions et l'abandon de nombre d'autres notions fondamentales du socialisme scientifique.

Au réformisme de ces statuts modifiés, les marxistes-léninistes opposent un contre-projet que j'ai rédigé.

Enfin, les révisionnistes procèdent au coup de force scissionniste. En violation des règles démocratiques les plus élémentaires, de la lettre même des statuts alors encore en vigueur, ils rejettent a priori la participation au congrès de ceux qui s'opposent aux vues du Bureau politique.

Et cela aboutit à «l'exclusion» par voie administrative, sans discussions et sans appel, de dizaines de militants et d'organisations entières.

Il ne restait aux marxistes-léninistes qu'une issue : lutter pour la reconstitution d'un parti qui, en théorie et en pratique, s'inspirerait des conceptions du socialisme scientifique. En juin 1963, c'était réalisé à Bruxelles, en décembre à l'échelle nationale³.

2. Il s'agit d'une résolution de solidarité avec Cuba socialiste et d'une autre de solidarité avec la République populaire de Chine, votées par le Bureau fédéral de Bruxelles et déclarées contraires à la ligne du Parti par le Bureau politique.

Ndlr. – Leur texte est reproduit dans *Marxisme-léninisme ou révisionnisme*, Ed. du Livre international, Bruxelles, 1963 ; pp. 29-30 et 33-34.

3. *Ndlr.* – Sur la chronologie de la scission en avril-juin 1963, voir la présentation ci-avant, en particulier la note (5).

Il faut souligner, pour éliminer toute équivoque, que les marxistes-léninistes avaient agi de leur propre chef, et non à l'instigation du Parti communiste chinois. Les marxistes-léninistes n'ont pas à demander l'autorisation à l'étranger, fût-ce à des camarades proches idéologiquement, pour décider ce qu'ils ont à faire, pour savoir quel est leur devoir.

Ce ne sera d'ailleurs qu'en mai-juin 1964 que je me rendrai en Chine, dirigeant une délégation officielle de notre Parti reconstitué.

A cet égard, il faut réaffirmer que notre Parti a toujours rejeté l'appellation «tendance Pékin» que nous donnent alors la presse bourgeoise et la radio. Tout en marquant notre solidarité avec la République populaire de Chine, pays socialiste, avec le Parti communiste chinois, parti dont les positions fondamentales dans les problèmes internationaux correspondent alors aux nôtres, nous avons toujours protesté contre cette appellation qui tendait à estomper la nature marxiste-léniniste de notre Parti et à le faire passer mensongèrement pour un «porte-parole» d'une puissance étrangère.

Des questions de principe

Il y a lieu de revenir ici sur quelques-unes des positions politiques défendues par les marxistes-léninistes de Belgique, en polémique avec les révisionnistes, du fait que trois ans plus tard, Kang Cheng⁴ et d'autres maoïstes proclameront leurs divergences de principe avec nous, notamment sur ces questions.

En tête du contre-projet de statuts que je souhaite voir discuter en 1963 par le Parti, se trouve un préambule qui définit en somme notre programme général, avec la critique fondamentale de l'impérialisme, le but

4. *Ndlr.* – Kang Sheng (K'ang Sheng ; k'ang Cheng ; 1899-1975). Membre du PCC depuis le début des années 20. Membre du Comité central du PCC depuis 1928, il séjourne en URSS au moins de 1933 à 1937 et est élu candidat au présidium et au Comité exécutif de l'Internationale communiste (1935). Revenu en Chine en 1937, il s'occupe plus spécialement des «services de sécurité» du parti (fonction qu'il ne cessera de remplir jusqu'à sa mort). Elu au Bureau politique du PCC en 1945, il fait aussi partie du Conseil de Gouvernement de la République populaire de 1949 à 1954. Relégué au poste de suppléant du BP de 1956 à 1966, il profite de la Révolution culturelle pour rassembler son autorité et devenir, en 1973, 3^e vice-président du PCC. Voir : Howard L. BOORMAN, dir. *Biographical Dictionary of Republican China*. Columbia University Press, New-York - London, 1968. Vol. II, pp. 226-227, et *The New Encyclopaedia Britannica in 30 volumes : Micropaedia*, 15^e Ed., Encyclopaedia Britannica, Chicago, London, 1980. Vol. V, p. 688.

final de l'action historique de la classe ouvrière, les voies et moyens d'y parvenir.

S'y trouve un chapitre relatif au rôle du Parti, dont je reproduis ici quelques extraits⁵ :

«Le léninisme enseigne, et l'expérience historique démontre, que la victoire décisive de la classe ouvrière sur la bourgeoisie monopoliste et la construction du socialisme nécessitent l'existence d'un parti marxiste-léniniste, d'un parti communiste, avant-garde militante et combative de la classe ouvrière, organisant les éléments les plus conscients de la classe et du peuple, appliquant la théorie marxiste-léniniste d'une façon créatrice aux conditions concrètes et particulières du pays et du moment.

Ce parti est édifié sur les principes du centralisme démocratique.

Il pratique l'internationalisme prolétarien.

(...)

Les intérêts du Parti communiste concordent avec les intérêts du peuple. En étant lié intimement aux masses, le Parti communiste apporte son appui et sa participation aux luttes quotidiennes et immédiates des masses, (...).

Les partis communistes défendent, mettent en avant et font valoir les intérêts supérieurs de l'ensemble du mouvement ouvrier et des masses laborieuses.

(...)

Pour acquérir les connaissances et l'expérience nécessaires, pour éduquer et élever la conscience des masses, le Parti doit constamment partir des masses pour retourner aux masses.

Le Parti communiste et ses membres doivent pratiquer la critique et l'autocritique pour éliminer leurs défauts et leurs erreurs dans le but de s'éduquer et d'éduquer le peuple.

(...)

Les partis marxistes-léninistes du monde entier sont unis par l'idéologie et la lutte communes.

Les partis marxistes-léninistes sont tous indépendants et égaux en droits.

Chaque parti est responsable devant la classe ouvrière, devant les travailleurs de son pays et devant l'ensemble du mouvement communiste et ouvrier international. Il est un élément constitutif et organique du mouvement marxiste-léniniste international».

5. Ndlr. – Le texte statutaire dont les extraits ci-après sont cités a été publié par ailleurs dans *Marxisme-léninisme ou...*, op. cit., pp. 150 et suiv.

La douloureuse expérience de l'étouffement de la discussion par les révisionnistes m'a confirmé plus que jamais qu'un parti marxiste-léniniste se doit de donner l'exemple d'un fonctionnement interne démocratique. C'est ce qui me fait dire dans *Marxisme-léninisme ou révisionnisme* :

«Un parti marxiste-léniniste veille (...) à ce que le contrôle et les opinions ne viennent pas seulement des organismes de direction vers la base, mais aussi DE LA BASE VERS LA DIRECTION.

Il veille à ce que l'élaboration, l'application et la vérification de la ligne du parti soient le fait, non seulement des organes dirigeants, mais de TOUT LE PARTI. Il soumet l'activité et les positions politiques de chacun des dirigeants (...) à l'appréciation DU PARTI, régulièrement consulté, RÉELLEMENT INFORMÉ et pouvant donc se prononcer politiquement en connaissance de cause.

Il veille aussi à ce que l'activité créatrice et la critique de la base SOIENT ENCOURAGÉES et NON BRIMÉES.

LA CONDITION DE L'UNITÉ ET DE LA COHÉSION POLITIQUE DU PARTI DANS ET POUR L'ACTION, EST :

1° que toute son activité, sa politique soient guidées par l'idéologie marxiste-léniniste ;

2° que son fonctionnement soit aussi conforme au marxisme-léninisme et soit notamment basé sur le centralisme démocratique.»

* * *

Comme, en polémique avec les maoïstes, il est question aussi du contenu donné au vocable «dictature du prolétariat», et sans entrer dans le vif de la discussion actuelle en 1975, dans des partis communistes occidentaux, il est utile de reproduire la mention qui en est faite dans ce préambule de notre projet de statuts :

«La condition préalable à la construction du socialisme est que la classe ouvrière et ses alliés brisent la machine d'Etat bourgeoise, que le prolétariat conquière le pouvoir politique dans chaque pays, que la classe ouvrière s'érige en classe dirigeante de la Nation.

C'est l'instauration de la dictature du prolétariat, allié aux autres couches de la population laborieuse, c'est-à-dire de la démocratie la plus complète que n'importe quelle démocratie antérieure, la démocratie pour et par le peuple travailleur, et la répression des tentatives de la contre-révolution intérieure et internationale.

(...)

Son aboutissement est la libération complète de la Nation, la disparition de la division de la société en classes, donc de toute domination de classe.

(...)

Alors l'Etat lui-même s'éteindra».

C'est en résumé, la conception que Marx – et Lénine – ont donnée de cette phase transitoire nécessaire pour briser les menées du Capital – de l'intérieur ou de l'extérieur – visant à empêcher la marche vers le progrès socialiste.

Comme on le voit, il est faux d'opposer la dictature du prolétariat aux conceptions démocratiques. En réalité, les communistes se doivent d'être les démocrates les plus conséquents. Si nous parlons de dictature du prolétariat, c'est que nous entendons que la démocratie la plus large, par et pour les travailleurs, classe ouvrière en tête, soit effective, que la volonté populaire de passer à la transformation socialiste de la société ne soit pas mise en échec par les manœuvres de la réaction, qu'elle devienne réalisation.

L'on peut discuter de l'opportunité politique de remplacer le vocable «dictature du prolétariat», qui peut éventuellement être mal compris face aux calomnies des politiciens bourgeois, par un autre tel que «démocratie populaire», marquant par là le critère démocratique des alliances du prolétariat, ou si l'on veut mettre l'accent sur le rôle de la classe révolutionnaire la plus conséquente, «démocratie prolétarienne».

Ce n'est pas ici non plus le propos de disserter sur les conditions qui doivent permettre à un stade de développement socialiste de considérer que les notions de peuple et de prolétariat s'identifient. Ou encore d'examiner si dans les pays où la classe ouvrière, au sens marxiste du mot, constitue la majorité de la population, ou même seulement lorsque l'option socialiste est adoptée fermement par la majorité des travailleurs – prolétaires ou non – il y a lieu encore de parler de dictature d'une classe, ou s'il n'est pas plus conforme à de telles situations socio-politiques de souligner que le passage au socialisme est l'expression de la volonté populaire.

Mais que l'on nous concède que les termes marxistes «dictature du prolétariat» constituent une appellation scientifique d'une conception hautement démocratique.

A l'opposé, tant que le grand Capital dispose du pouvoir économique, il exerce en fait une suprématie politique, sa dictature.

A cet égard, les travailleurs peuvent constater que ce sont les politiciens au service du grand Capital qui tendent à réduire jusqu'à souhaiter les annihiler, les libertés démocratiques conquises jusqu'ici.

Et la force sociale fondamentale qui peut s'opposer aux menaces de dictature fasciste, c'est précisément le peuple travailleur.

Ces considérations ne sont pas étrangères à l'objet de ce livre, parce qu'elles montrent que les marxistes-léninistes ont à dénoncer l'abus perpétré par les maoïstes quand ils s'approprient les termes de «dictature du prolétariat» pour appeler ainsi l'absolutisme de leur clan, exercé contre les travailleurs.

Encore, en polémique avec les révisionnistes, notre Parti reconstitué sur la base du marxisme-léninisme, est aussi amené à préciser sa conception des contradictions principales et de la contradiction essentielle de notre époque, ainsi que le sens de sa lutte pour la paix, contre les agressions impérialistes, pour l'internationalisme prolétarien.

Et si j'en parle assez longuement ici, c'est que par la suite, sur ces questions, apparaîtra une incompatibilité fondamentale entre le maoïsme et nos positions correspondant, elles, à l'intérêt et aux aspirations des peuples.

L'analyse scientifique de la situation mondiale fait apparaître quelles sont les contradictions fondamentales du monde contemporain sur la base desquelles se déroule la lutte des classes à l'échelle internationale. Elles peuvent se classer en quatre catégories :

- contradiction entre le camp socialiste et le camp impérialiste ;
- contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie ayant comme groupe dirigeant l'oligarchie financière, dans les pays capitalistes ;
- contradiction entre les nations opprimées et les impérialistes dont le chef de file est l'impérialisme américain ;
- contradiction entre pays impérialistes, entre groupes monopolistes.

Et dans la période actuelle, le front uni mondial anti-impérialiste des peuples est l'expression internationale de l'alliance du prolétariat avec les autres classes et couches s'opposant au capital financier, aux impérialistes ayant à leur tête, maintenant, l'impérialisme américain.

C'est l'impérialisme, par nature exploiteur, agressif, et usant de violence en permanence, qui est la cause des guerres – qu'elles soient inter-impérialistes ou dirigées contre des peuples libérés ou en lutte pour leur libération. Les révolutionnaires conséquents condamnent aussi tout acte

inconsidéré, aventuriste, provocateur, qui pourrait servir de prétexte aux oppresseurs. Ce n'est pas seulement sur le plan de la guerre ou de la paix que ce problème se rencontre : les travailleurs dans leurs luttes quotidiennes, même au niveau de la revendication économique, savent d'expérience que la provocation est un procédé que l'adversaire capitaliste utilise pour tenter de désorienter, d'isoler, de diviser et enfin de battre les exploités. Mais ceci dit, il ne faut pas que le danger de diversions servant objectivement l'adversaire impérialiste, fasse perdre de vue le sens même de la lutte des peuples dans la période actuelle.

Quand un peuple est contraint de prendre les armes comme seule possibilité pour se libérer, pour briser la violence des impérialistes et pour répliquer à leur agression, il entreprend une juste lutte.

La capitulation devant la violence et l'agression impérialistes n'est pas la paix, car on ne peut appeler ainsi la perpétuation de l'oppression à l'égard des peuples.

Mais la paix dans le respect de leur dignité, de leur indépendance nationale, de leur autodétermination, de la possibilité pour eux d'opérer les transformations sociales progressistes les libérant de l'oppression et de l'exploitation, est une juste aspiration.

C'est pourquoi, la lutte pour la paix, a dans les métropoles capitalistes le sens précis d'un combat contre les agressions perpétrées par les impérialistes et pour dissuader ceux-ci d'en commettre de nouvelles. C'est pourquoi aussi toute victoire, remportée pacifiquement ou non, par des forces révolutionnaires dans le monde, tout coup porté aux impérialistes et principalement à leur chef de file *yankee*, est un pas vers la conquête de la paix mondiale. Autrement dit, la lutte pour la paix est liée à l'ensemble de l'action contre la cause ultime des guerres à notre époque : l'impérialisme. Et c'est bien pourquoi les communistes sont des combattants conséquents pour la paix.

D'autre part, les marxistes-léninistes dénoncent comme une calomnie les propos des impérialistes les accusant de vouloir exporter la révolution.

Par contre, ils appellent les peuples du monde entier à s'unir sur la base de la solidarité anti-impérialiste en s'aidant mutuellement dans la mesure de leurs possibilités, en s'opposant en commun aux tentatives, réelles elles, d'exportation de la contre-révolution par l'impérialisme.

* * *

En ce qui concerne le mouvement communiste international, dès le moment où les marxistes-léninistes de Belgique s'affirment en recons-

truisant la fédération bruxelloise du Parti communiste, ils soulignent qu'un des aspects de leur lutte sur le plan international est la reconstitution de l'unité sur la base du marxisme-léninisme; à l'opposé des révisionnistes qui, eux, pratiquent la scission et manifestent le plus grand sectarisme, un arrogant dogmatisme contre tous ceux qui marquent leur désaccord avec leur politique de collaboration de classes.

C'est pourquoi, même au plus fort de la polémique publique contre le révisionnisme, nous avons toujours réaffirmé la solidarité avec tous les pays socialistes contre les impérialistes ayant les USA comme chef de file.

Au congrès extraordinaire de la Fédération bruxelloise en juin 1963, il est dit :

«Pour elle (la fédération bruxelloise), l'internationalisme prolétarien reste un des fondements essentiels de notre idéologie et de notre action. Pour elle un précepte fondamental de la politique des pays socialistes doit être la solidarité et l'aide mutuelle sur une base d'égalité (...). Nous réaffirmons notre approbation au contenu révolutionnaire de la Déclaration de 1957 et de la Déclaration des 81 Partis communistes et ouvriers de 1960».

Dans la résolution du Comité fédéral de Bruxelles en date du 15 août 1963, en réponse à la «lettre ouverte» du Parti communiste d'Union soviétique, dans un chapitre intitulé «Gloire à la Grande Révolution socialiste d'octobre !», il est rappelé différents épisodes particulièrement saillants de la solidarité manifestée par les travailleurs de Belgique, et il est notamment dit que :

«L'existence de l'Union soviétique, puis la formation du camp socialiste mondial sont la principale conquête de la classe ouvrière mondiale (...). La défense résolue de tout le camp socialiste, de tous les pays formant ce camp, la sauvegarde de l'unité marxiste-léniniste du camp socialiste, sont de nos jours la pierre de touche de l'internationalisme prolétarien pour chaque parti communiste».

Nous n'oublions pas que les peuples d'Union soviétique, en défendant héroïquement leurs conquêtes révolutionnaires – et leur pays – ont apporté par là-même une aide inestimable à la révolution prolétarienne mondiale. Il ne faut pas oublier les grands sacrifices consentis par les peuples d'Union soviétique au cours de la guerre civile et dans le combat contre les interventionnistes étrangers à la fin et après la première guerre mondiale, ainsi que lors de la grande guerre antifasciste. Et il faut

encore parler des efforts titanesques pour amener, grâce à la supériorité du système socialiste, cet immense pays économiquement sous-développé en 1917, à son niveau de développement industriel actuel, et ce en dépit d'un long encerclement capitaliste et malgré les lourdes dépenses d'armements imposées pour faire face aux menaces impérialistes. C'est pourquoi on doit comprendre – et approuver – que les peuples d'Union soviétique soient particulièrement attachés à la défense de la paix.

Je puis dire que cette position de solidarité à l'égard de l'Union soviétique, grand pays socialiste, était aussi la position des marxistes-léninistes chinois. Les positions ouvertement proclamées aujourd'hui par les maoïstes, qui sont à l'opposé de cette position, dévoilent un de leurs points de désaccord fondamental avec la position marxiste-léniniste du Parti communiste chinois à l'époque.

Le Parti communiste chinois précise ses positions, puis le maoïsme réapparaît

Au fil des mois jusqu'à sa chute en octobre 1964, Khrouchtchev me paraît prendre de plus en plus, tant en politique intérieure qu'en politique internationale, des décisions contraires aux intérêts de l'Union soviétique et du socialisme en général.

Il ne s'agit pas ici d'entrer dans une polémique historique sur l'appréciation de la politique khrouchtchéviennne. Je ne crois pas d'ailleurs qu'aujourd'hui il y ait encore des communistes niant que Khrouchtchev ait commis des erreurs. Et si les avis divergent sur la nature et l'importance de celles-ci, ce ne peut être un obstacle pour juger correctement de l'évolution du maoïsme. Car il faut être clair. Mao a certes habilement exploité les erreurs de Khrouchtchev. Mais ceci ne peut en aucun cas constituer une circonstance atténuante pour le maoïsme évoluant de plus en plus vers des positions anticommunistes. En fin de compte, il s'est avéré que «l'antirévionisme» de Mao n'était qu'une manœuvre pour camoufler un tout autre projet.

Pour la compréhension de ce livre, et du processus de ma connaissance du maoïsme, il n'est donc pas nécessaire d'approfondir plus la critique de Khrouchtchev.

* * *

Dans ce contexte, le 14 juin 1963, le Comité central du Parti communiste chinois publie, sous forme de réponse au Comité central d'Union soviétique, des *Propositions concernant la ligne générale du mouvement*

*communiste internationale*⁶. L'exposé qui y est fait est subdivisé en vingt-cinq points et c'est sous cette dernière dénomination qu'il sera couramment désigné au sein du mouvement communiste international.

C'est un appel à l'unité des partis communistes sur la base des principes révolutionnaires du socialisme scientifique. C'est un grand encouragement pour les marxistes-léninistes du monde entier.

Suivent neuf réponses détaillées sur les diverses questions résumées dans les «vingt-cinq points». Les huit premières contiennent nombre de démonstrations intéressantes.

Elles constituent encore aujourd'hui une preuve de la fermeté des opinions révolutionnaires, marxistes-léninistes, de la majorité du Parti communiste chinois à l'époque, en démontrant ainsi combien seront calomniatrices les accusations de «révisionnisme», de «capitulationnisme», portées plus tard par les maoïstes contre les porte-parole de cette majorité, notamment contre Liou Chao-chi⁷ et Teng Siao-ping⁸.

6. Ndlr. – Voir *Pékin information*, n°9 du 24.06.1963, pp. 7-24.

7. Ndlr. – Liu Shaoqi (Liu Shao-ch'i ; Liu Chao-k'i ; 1898/1905-1969). Compagnon de Mao Zedong, il remplace celui-ci à la présidence de la République populaire de Chine le 27 avril 1959, Mao conservant la présidence du CC du PCC. Considéré comme le «fidèle de Moscou» (Robert Guillain, dans *Le Monde* du 28.04.1959), Liu verra les tensions avec Mao s'approfondir dans les années qui suivent. Dès la mi-juillet 1966, alors qu'est lancée la «Grande révolution culturelle prolétarienne», Liu et son fidèle adjoint Deng Xiaoping sont l'objet de virulentes dénonciations dans divers *da zi bao* (journaux muraux). Finalement arrêté en novembre 1967 (mais la nouvelle n'est pas rendue publique), Liu Shaoqi, le «Khroutchev chinois», comme disent les maoïstes, est destitué de la présidence de la République par le CC du PCC, le 13 octobre 1968 et meurt du cancer dans sa prison en novembre 1969. Sa famille ne sera informée de son décès qu'en août 1972, quelques mois après que la présidence de la République ait enfin été pourvue (Dong Biwu est nommé président de la République *ad interim* le 23 février 1972). Liu Shaoqi sera réhabilité le 23 février 1980. Voir notamment *Journal de l'année*, Larousse, Paris, 1 vol. annuel depuis 1966 ; et Stéphane COURTOIS, dir., *Le Livre noir du communisme*, Laffont, Paris, 1997, p. 544.

8. Ndlr. – Deng Xiaoping (Teng Hsiao-p'ing ; Teng Siao-p'ing ; 1904-1997). Adhérant au PCF en 1924, il rentre en Chine en 1926 et devient secrétaire du CC du PCC en 1927. Compagnon de Mao durant la Longue Marche (1934-1935), il devient vice-premier ministre en 1952 puis secrétaire général du CC en 1954 (membre du BP l'année suivante), fonction qu'il exerce jusqu'à sa mise à l'écart et à son isolement en 1967. Dans les luttes de tendances qui agitent le pouvoir chinois dans les dernières années du maoïsme, il est sorti du confinement par Zhou Enlai qui compte en faire son successeur à la tête du Conseil des affaires d'Etat (gouvernement). A nouveau vice-premier ministre en 1973, vice-président du CC et membre du BP en 1975, il n'est cependant pas désigné à la tête du gouvernement à la mort de Zhou (08.01.1976). La ligne maoïste dure (la «Bande des Quatre») l'emportant, il est destitué le 7 avril suivant .../.

Dans sa septième réponse (4 février 1964), le Parti communiste chinois critique notamment certains actes néfastes des révisionnistes de Belgique.

Il y est encore exprimé en ces termes la solidarité du Parti communiste chinois à l'égard de notre action :

«Voyons par exemple la lutte au sein du Parti communiste de Belgique.

Les divergences au sein de ce parti ne datent pas d'hier.

(...).

Face à ces actes de trahison des intérêts de la classe ouvrière belge et du prolétariat international, il est tout naturel que les marxistes-léninistes belges ayant à leur tête le camarade Jacques Grippa aient combattu sérieusement cette clique révisionniste. Ils ont démasqué et critiqué ses erreurs, ils ont résisté et se sont opposés résolument à sa ligne révisionniste.

Il est donc clair que la lutte à l'intérieur du Parti communiste de Belgique se livre entre la ligne marxiste-léniniste et la ligne révisionniste»⁹.

La 9^e réponse du Parti communiste chinois est publiée le 14 juillet 1964 sous le titre *Le pseudo-communisme de Khrouchtchev et les leçons qu'il donne au monde*¹⁰.

Certains passages de ce texte sont discutables, d'autres laissent perplexe. Ainsi dans le chapitre «Classes antagonistes et lutte de classe en Union soviétique», des exemples de dilapidation de la propriété socialiste, de vols et d'escroqueries – dénoncés par la presse et les autorités soviétiques, et réprimés – sont cités comme preuves de l'existence de

.../... et doit attendre la mort de Mao (09.09.1976) et la chute de la Bande des Quatre (6 octobre) pour espérer une nouvelle réhabilitation, qui intervient le 16 juillet 1977. Deng est alors rétabli dans toutes ses fonctions. C'est *de facto* lui, désormais, qui exercera la réalité du pouvoir dans l'Etat et le Parti, sans cependant jamais en porter les titres. Il prend officiellement sa retraite le 1^{er} novembre 1987, mais continue d'exercer jusqu'à son décès un ascendant considérable sur les successeurs qu'il s'est fait désigner. *The New Encyclopaedia Britannica...*, *op. cit.*, vol. IX, p. 885 et *Journal de l'année*, *op. cit.*, éditions de 1966-1967 à 1998.

9. *Ndlr.* – *Les dirigeants du PCUS sont les plus grands scissionnistes de notre temps*, Ed. en langues étrangères, Pékin, 1964 (A propos de la lettre ouverte du Comité central du PCUS, n°7). Une reproduction intégrale (version anglaise) est consultable sur www.marx2mao.org/Other/GS64.html, pp. 342-344.

10. *Ndlr.* – Publié dans «Documents» (Supplément à *La Voix du Peuple*, n°30 du 25.07.1964). Les citations ci-après sont également repérables.

classes antagonistes en URSS. Or, l'existence de tels éléments dégénérés, même s'ils devaient se constituer en gangs, même s'il s'agit d'un phénomène social inquiétant, ne peut en aucun cas amener à la conclusion qu'il y a formation d'une nouvelle classe sociale bourgeoise : des voleurs et des escrocs ne remplissent pas une fonction sociale. Il faut certes s'inquiéter de savoir si un tel phénomène n'est pas lié à l'existence d'une classe ou d'une couche sociale dominante exploiteuse et oppressive comme c'est le cas en régime capitaliste. Mais alors, le fond de la question est de savoir quelle est la nature de classe de l'Etat et, en soi, l'existence de voleurs et d'escrocs ne permet pas d'apporter une réponse à cette question. La seule chose qu'on puisse en déduire, c'est la nécessité de maintenir un appareil d'Etat de dictature – démocratique – du prolétariat, d'en parfaire le fonctionnement en relation avec l'élévation de la vigilance et du niveau de conscience des masses, c'est la nécessité de poursuivre la révolution sur les fronts politique, culturel et idéologique.

Le chapitre de cette réponse, intitulé «Les enseignements historiques de la dictature du prolétariat» ne manque pas de susciter certaines questions. Ainsi il y est dit :

«Les fusils doivent être à jamais entre les mains du Parti et du peuple et on ne peut en aucun cas les laisser devenir l'instrument des arrivistes».

Les fusils n'étaient-ils pas, en Chine, entre les mains du Parti et du peuple lorsque, à tous les échelons, le fonctionnement correct des organisations du parti marxiste-léniniste garantissait le loyalisme de cette armée à l'égard de la République populaire, lorsque les marxistes-léninistes en avaient le commandement, lorsque les milices populaires constituaient une partie importante des forces armées ?

Effectivement, les événements ultérieurs ont appris que Mao a utilisé cette phrase contre les marxistes-léninistes de l'Armée populaire de libération de Chine, qualifiés calomnieusement «d'arrivistes».

Plus loin il est dit, d'une façon analogue :

«Les organismes de la sécurité publique du peuple doivent être maintenus sous la direction du parti prolétarien et la surveillance des masses populaires».

Il n'en fut certainement plus ainsi au moment de la contre-révolution maoïste avec Kang Cheng et Sie Fou-che¹¹.

Enfin, abordant le problème des jeunes générations et de l'avenir du parti, il est dit :

«Quelles sont les conditions requises des dignes successeurs de la cause révolutionnaire du prolétariat ?

Ils doivent être d'authentiques marxistes-léninistes et non, comme Khrouchtchev, des révisionnistes se parant du marxisme-léninisme. (...).

Ils doivent être particulièrement vigilants vis-à-vis des arrivistes et des conspirateurs du genre Khrouchtchev et les empêcher d'usurper la direction du parti et de l'Etat à tous les échelons. (...). Ils ne doivent pas, à l'instar de Khrouchtchev, saper le centralisme démocratique du Parti, se prévaloir d'un pouvoir autocratique, attaquer les camarades par surprise, refuser de comprendre et agir en dictateurs.

Ils doivent être modestes et prudents, se prémunir contre l'arrogance et la présomption, être capables de se soumettre à l'autocritique et avoir le courage de corriger toutes les insuffisances et erreurs dans leur travail. Ils ne doivent en aucun cas celer leurs erreurs, s'attribuer tous les mérites et rejeter toutes les fautes sur autrui, à l'exemple de Khrouchtchev».

Incontestablement, il faut se garder à l'égard de tels personnages. Mais contre qui s'adressait cet appel à la vigilance ?

Je crois que l'on peut dire que dans cette «9^e réponse», apparaît le reflet d'une lutte interne intense au sein du Parti communiste chinois, les marxistes-léninistes approfondissant la connaissance de ce qu'il y avait d'inadmissible pour le prolétariat, pour le socialisme scientifique, dans le maoïsme.

11. *Ndlr.* – Xie Fuzhi (Hsie Fu-chi ; Sie Fou-tche ; 1909-1972). Ancien combattant de la guerre anti-japonaise, Xie est, en 1966, ministre de la Sécurité publique. Membre suppléant du BP du PCC en 1956, il en devient membre effectif dans la ligne de Kang Sheng et Jiang Qing (épouse de Mao) dès le début de la Révolution culturelle. Président du Comité révolutionnaire (faisant fonction de maire) de la ville de Pékin de 1967 à 1968, la mort l'empêche de devenir l'une des principales figures de la future «Bande des Quatre». Consulter notamment www-chaos.umd.edu/history/prc3.html, 23.05.2002.

Chapitre 11

La portée de l'action de notre parti dans les années 64, 65 et 66

Dans le contexte de montée, à l'échelle internationale, du mouvement révolutionnaire, les marxistes-léninistes de Belgique avaient remporté quelques succès en 1963 et dans les années qui suivirent. Ce n'est pas gonfler l'impact que notre action a eue que de rappeler le rôle que notre Parti a rempli à ce moment dans l'élévation du niveau de conscience des masses laborieuses de notre pays et dans le développement de l'action de celles-ci.

Si ce rappel est fait ici, c'est pour démontrer que les attaques perpétrées contre nous par les maoïstes ne seront pas seulement injustes, mais participeront d'une volonté délibérée de détruire un parti marxiste-léniniste, révolutionnaire, au service des travailleurs.

Il ne s'agit pas ici de faire un rapport d'activité de notre Parti. Les quelques faits rappelés ci-dessous sont simplement exemplatifs.

Les militants liés à l'époque aux luttes des travailleurs ne manqueront pas de se souvenir [...] réveil de la conscience populaire, d'animation de l'action des masses laborieuses, qu'a réalisées indéniablement notre Parti, remplissant son rôle d'avant-garde et même, à certains moments, d'organisateur de la lutte.

Que l'on compare à cet égard la situation en 1962 d'une part, et par la suite d'autre part.

En 1962, les aspirations à la lutte pour les revendications économiques et contre les fermetures d'entreprises étaient étranglées par les carcans ayant noms «*paix sociale*», «*concertation*» avec le patronat, «*programmation sociale à long terme*», «*politique des revenus*», le tout couvrant une politique de collaboration de classes au détriment du prolétariat.

Dans les années qui suivirent, l'initiative des masses à laquelle notre Parti fait appel se manifeste plus largement au travers de nombreuses luttes revendicatives, la confiance de la classe ouvrière dans sa propre force se renforce. Souvent les objectifs cohérents du programme de Front uni populaire avancé par notre Parti sont repris par des travailleurs comme buts de leur action. Le principe des comités d'action est retrouvé et mis fréquemment en pratique en tant que prolongement et déploiement

de l'activité syndicale de lutte de classe, en tant qu'une des formes d'organisation des masses.

En 1962, les revendications des discriminés – femmes, jeunes, immigrés – étaient pratiquement ignorées dans la vie politique du pays. A partir de 1963, le combat contre la surexploitation de ces catégories de travailleurs, pour la conquête de droits démocratiques élémentaires qui leur sont encore refusés, prend de l'ampleur; il suffit de rappeler à cet égard la grève des femmes de la F.N. avec comme mot d'ordre principal «*A travail égal, salaire égal*».

En 1962, la forme unitariste de l'Etat bourgeois n'était pratiquement plus contestée et l'existence même d'une question nationale en Belgique semblait oubliée.

Dès 1963, l'objectif du fédéralisme, qui avait déjà été celui de démocrates avant la deuxième guerre mondiale, qui fut repris quelques temps par André Renard à la fin de la grève de 1960-1961, est relancé avec force par notre Parti, qui le précise et lui donne un contenu démocratique et social assurant sa convergence avec les autres revendications populaires et notamment avec les mots d'ordre d'indépendance nationale.

Dans le même ordre d'idées, et au cours des mêmes années, c'est en grande partie grâce à la propagande de notre Parti que de larges couches de travailleurs constatent combien la démocratie bourgeoise parlementaire est truquée, combien les libertés démocratiques sont menacées et sont alertés sur la tendance à la fascisation du régime, phénomène lié à la politique internationale d'un gouvernement aux ordres de Washington.

En 1962, la politique du capital financier «belge» et de son gouvernement étant celle de la plus plate servilité à l'égard de l'impérialisme américain, les révisionnistes allant jusqu'à prêcher que celui-ci doit assurer son «*leadership (...) sur l'OTAN*»¹², les travailleurs sont désorientés et n'opposent pas leurs propres conceptions de classe à celles de la bourgeoisie pratiquant la trahison nationale. Faut-il rappeler que l'appartenance de la Belgique à l'OTAN n'était plus guère mise en cause et qu'en

12. *Le Drapeau rouge*, 20.11.1961, p. 1.

Ndlr. – Le texte complet est signé d'Henri DETIÈRE (pseudonyme de Sally Flinker), sous le titre «Bonn ou USA?» : «*Il faut mettre au vieux chancelier (i.e. Konrad Adenauer) une camisole de force et le président Kennedy ne pourra le faire qu'en condamnant les francs-tireurs, en affirmant solennellement le leadership américain sur l'OTAN*».

ce qui concerne la solidarité internationale, tout se passe comme si la guerre du Vietnam par exemple n'existait pas ?

A partir de 1963, l'action de solidarité internationale anti-impérialiste prend un grand essor. Pour ne citer qu'un exemple, c'est à l'initiative de notre Parti que la première manifestation devant l'ambassade américaine de Bruxelles a lieu, en solidarité avec le peuple vietnamien, et en protestation contre les criminels bombardements de la République démocratique du Vietnam.

L'exigence de «*quitter l'OTAN*», de la solidarité avec le peuple vietnamien et les autres peuples en lutte contre les menées, les agressions, les provocations de l'impérialisme américain, sont d'ailleurs clamées dans d'innombrables manifestations, notamment dans les combatives «*marches anti-impérialistes des jeunes*».

Les actions populaires contre les attaques criminelles des colonialistes américano-belges au Congo ont de profondes répercussions sur le déroulement des événements.

Les impérialistes américains et leurs laquais belges ressentent durement la vigoureuse contre-manifestation accueillant le vice-président Humphrey à Bruxelles; les sous-fifres tels que Kaplan et d'autres ont l'occasion de connaître les sentiments patriotiques et anti-impérialistes des travailleurs et des étudiants de notre pays.

Le mot d'ordre d'indépendance nationale pour notre pays est explicité dans sa signification concrète actuelle de lutte contre l'asservissement politique à l'impérialisme américain, et à ses menées agressives, provocatrices et fascistes, contre la colonisation économique du pays entraînant la surexploitation des masses et le chômage, contre l'occupation militaire par les troupes du haut commandement *yankee*, contre les menaces d'interventions étrangères à l'égard des mouvements populaires, contre l'utilisation de notre pays comme base logistique des opérations bellicistes perpétrées contre les peuples.

Simultanément, un grand travail idéologique est mené. Sur le plan culturel, des militants déploient une action progressiste et de démystification des conceptions bourgeoises. Et notre propagande, au-delà de l'appui à ces luttes pour des objectifs immédiats, rappelle inlassablement que notre époque historique doit être celle de la transformation socialiste de la société pour empêcher les catastrophes que réserve le capitalisme au cours de l'approfondissement de sa crise générale.

La courte évocation des résultats de notre activité de 1963 à 1967 montre que malgré des conditions difficiles, notre organisation a eu une réelle influence sur le cours des événements en Belgique et a rempli le rôle d'avant-garde élevant le niveau de conscience politique des travailleurs.

Il suffit de constater combien le climat politique a changé en Belgique pendant cette période dans tous les domaines précités pour devoir admettre que l'aiguïsement des contradictions objectives, internes et externes, du régime, ne peut à lui seul l'expliquer, mais que notre activité en fut aussi une cause. Des thèses, des conceptions que nous étions pratiquement seuls à défendre en 1963 sont par la suite adoptées par de larges couches de la population, même si la bourgeoisie, pratiquant à cet égard une politique de «récupération» est parvenue quelquefois à en déformer le contenu.

Une des circonstances défavorables auxquelles nous avons alors à faire face est qu'en Belgique, notre Parti était né de la scission d'une organisation qui était amoindrie du fait des conséquences des déviations de droite et de gauche des quinze années précédentes. Le capital et son personnel politique ont manifesté clairement leurs craintes à l'égard de notre action; nous avons à repousser de nombreuses et dures attaques : calomnies, provocations, répression policière et patronale contre les militants, saisie de *La Voix du Peuple* et de *La Vérité*, tentatives de subversion intérieure.

Mais tous ces événements ne font, jusqu'en 1967, que freiner l'essor de notre Parti : effectivement, nous surmontons les difficultés les unes après les autres et la possibilité de voir la première phase de nos efforts aboutir à la reconstruction d'un parti révolutionnaire, marxiste-léniniste, reconnu par de larges couches populaires comme leur avant-garde responsable apparaît comme proche, au moment où déferlera contre nous la grande attaque dirigée de Pékin en 1967 et 1968.

La bourgeoisie réussira ainsi, par l'intermédiaire des activités désagrégatrices, provocatrices et confusionnistes des maoïstes, ce qu'elle n'avait pu obtenir autrement : l'affaiblissement de notre Parti.

L'évolution du grippisme en Belgique

Alphonse BONENFANT*

Rapport pour la CCP – janvier 1968 – inédit

Origine

Depuis de nombreux mois, Jacques Grippa se trouvait en désaccord avec le Parti communiste de Belgique.

C'est en avril 1963 que Grippa, condamné par le XIV^e Congrès du Parti, décida, dès le lendemain du congrès, de «reconstituer», disait-il, le Parti communiste de Belgique sur une base marxiste-léniniste. Il constituait en fait un parti communiste dissident en Belgique. Il avait des contacts avec l'ambassade chinoise de La Haye. Il fera par la suite des voyages fré-

* L'auteur a été, pendant de nombreuses années d'après-guerre, secrétaire de «la CCP», la Commission de contrôle politique près le Comité central du PCB. Cet organisme a rempli des fonctions qui ont fort varié avec les périodes de l'histoire du PC (clandestinité plus ou moins choisie, tutelle plus ou moins pressante de l'IC,...). Dans les années 60, le rôle de commission d'éthique a prévalu. Et les fameuses «bio» ont été moins souvent demandées. Ces espèces de «confessions» auto-bio-graphiques étaient conçues comme mesures de sécurité, la sincérité complète des récipiendaires étant le postulat, jusqu'à preuve du contraire. Toutes les annotations du texte ont été rédigées par nous pour en faciliter la compréhension par un lecteur de 2002.

quents entre Bruxelles et La Haye, Berne, Paris, Rome, Pékin et Tirana¹. Il a aussi envoyé Hauwaert, un grippiste, au Congo ex-belge.

Au début, son activité se limitait à la région bruxelloise. Grippa entraîna avec lui quelques membres de notre parti, surtout ceux venant des milieux intellectuels.

Activité internationale

Jacques Grippa a non seulement organisé la dissidence sur le plan national en Belgique mais aussi en Europe. Il fait depuis 1963 de fréquents voyages à Paris où il rencontre des pro-Chinois, notamment Gilbert Mury, professeur français². Il fait de nombreux voyages entre Bruxelles et La Haye, entre Bruxelles et Berne. Il organise la dissidence en Italie. Il fait de nombreux voyages à Pékin et à Tirana. Il crée la dissidence chez les Espagnols résidant en Belgique.

La dissidence à l'échelle nationale

Grippa organise la dissidence à l'échelle nationale surtout dans les régions du Borinage, Charleroi, le Centre et Liège. Mais dans ces régions, son influence demeure très faible.

Grippa crée une nouvelle Jeunesse communiste avec son journal *L'Etoile*. Il crée aussi un nouveau mouvement d'étudiants communistes avec son journal *En avant*. Il crée un journal national. Il reprend le titre de l'ancien journal du parti *La Voix du Peuple*, fondé en 1936 par Joseph Jacquemotte. Il constitue une organisation pour la défense de la Paix, avec un périodique, *L'Action pour la paix et l'indépendance des peuples*

1. Sur les contacts internationaux de Jacques Grippa à l'époque, ainsi que sur le rôle des ambassades chinoises dans certains pays d'Europe occidentale, voir notamment Christophe BOURSEILLER, *Les maoïstes : la folle histoire des Gardes rouges français*, Plon, Paris, 1996, pp. 31, 39 et 49-52.
2. Gilbert Mury était le secrétaire général du Centre d'études et de recherches marxistes, membre de la rédaction de deux revues théoriques du PCF *Economie et politique* et *les Cahiers du communisme*, Sociologue, spécialiste des rapports entre communistes et catholiques, Gilbert Mury adhéra au Mouvement communiste français (m-l) en novembre 1966, devenu en décembre 1967 le PCMLF. Plus tard (février 1970), il rallia la dissidence dite PCMLF-*Le Travailleur* pour finalement rejoindre en mars 1973 une autre dissidence, le PCMLF-*Front rouge* (devenu en 1974 le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste). Voir BOURSEILLER, *ibidem.*, pp. 72, 76, 143, 238 et 269.

(APIP), dirigée par Jeanne Vervoort et le baron Allard³. Grippa installe un bureau de l'Agence Chine nouvelle à Bruxelles, dirigée par M. Miñeur.

Grippa crée un Parti communiste wallon⁴ et un Parti communiste flamand (ce dernier n'existe que sur papier. Il ne compte qu'une demi-douzaine de membres dont un dirigeant permanent payé). Le Parti communiste flamand était dirigé par Van Turnhout et, après l'exclusion de Van Turnhout, par Colaes⁵.

Ces organisations sont chapeautées par le Parti communiste de Belgique dirigé par Grippa, avec un BP et un CC⁶. Jusqu'en 1965, ce parti grippiste groupait environ 350 membres pour l'ensemble du pays. Les membres de son «parti», les organisations de jeunesse et l'APIP étaient dirigés par 60 permanents payés à raison de 16 000 francs par mois plus 3 000 francs de frais.

Leur activité

L'activité grippiste se limite aux distributions de tracts et à l'organisation de «mini» manifestations.

Ils s'infiltrèrent dans les manifestations pacifiques – notamment dans la Marche anti-atomique – avec des mots d'ordre ultra gauchistes. Quelques petites démonstrations à caractère provocateur ont été organisées par Grippa. Les manifestations organisées par les grippistes n'ont

3. Antoine, baron Allard (1907-1981), président de *Stop War* et futur président-fondateur d'Oxfam-Belgique. Voir Yves-William DELZENNE et Jean HOUYOUN, *Le nouveau dictionnaire des Belges*, Le Cri, Bruxelles, 1998. T. 1, p. 7. Le baron Allard, après avoir été discrètement écarté de la direction de l'APIP grippiste à la fin 1966, sera également exclu de l'APIP dissidente créée par le groupe Trifaux-Hauwaert en 1967 (*La Libre Belgique*, 03.07.1967).
4. Le PCW a un bureau politique composé du président du parti, Henri Glineur, du secrétaire Désiré Trifaux et de Maurice Delogne, Jean Derkenne, Robert Dubois, Arnold Hauwaert et Pierre Schraeyen (*La Voix du Peuple*, n°1, 03.01.1964, p. 2). L'exclusion du PCB «orthodoxe» de Henri Glineur, ancien député, ancien sénateur et fondateur du Parti, avait été annoncée dans *Le Drapeau rouge* du 23.07.1963. Trifaux quant à lui avait été exclu du Parti en 1960. Le PCW a pour organe *La Vérité*.
5. Achiel Van Turnhout est exclu dans le cadre du groupe «Delogne-Trifaux». En tant que porte-parole du VKP, il est remplacé par Pierre Colaes à la fin de l'année après un bref intermède d'Herman De Rudder (voir notamment *La Voix du Peuple*, n°38 du 23.09.1966, p. 9, et n° 44 du 04.11.1966, p. 3). Le VKP édite d'abord *De Waarheid*, remplacé à partir d'octobre 1965 par *De Strijd*.
6. Bureau politique et Comité central.

jamais dépassé 300 ou 400 manifestants. La dernière, «contre le *SHAPE* à Casteau», groupait 120 personnes. Il faut dire que toutes ces manifestations sont des mobilisations nationales. Les manifestants ont leur déplacement payé et, en plus, reçoivent un peu d'argent de poche.

Les grippistes n'ont aucune position dans les usines et les syndicats.

Grippa a entraîné avec lui Herbert Roland, Américain d'origine, qui s'occupe du Théâtre populaire de Bruxelles, et lui accorde des subsides. D'après le bulletin intérieur n°1 de janvier 1968 de la tendance Vanderlinden-Graindorge⁷, parlant du TPB, déclare : «*Trois permanents plus un payé par Interfilm, un cinquième permanent devait être engagé, cela pour une organisation de 'masse' comptant une vingtaine de membres*».

Comme nous l'avons déjà dit, Grippa fait sortir son hebdomadaire *La Voix du Peuple*.

D'après certaines informations, ce journal est tiré à 8 000 exemplaires dont un millier seulement est diffusé (aujourd'hui beaucoup moins). Le reste passe aux vieux papiers. C'est ce gaspillage qui est dénoncé par le groupe Vanderlinden-Graindorge. Ce groupe accuse Grippa d'avoir gaspillé des sommes considérables en payant un nombre exagéré de permanents. On a gaspillé en faisant imprimer par exemple 20 000 tracts pour une manifestation de 400 personnes.

Au sujet du gaspillage, le bulletin intérieur de janvier 1968 déjà cité, appelé *Bulletin de liaison du groupe Vanderlinden-Graindorge*, dit encore : «*Aucun contrôle financier des membres, ce fait étant doublé d'un gaspillage scandaleux*». Pour le Théâtre populaire : «*deux locaux, rue des Côteaux ; un local, rue du Cadran (...) des piles du journal du TPB Culture au Service du Peuple et des piles d'affiches de programme non utilisées*».

L'activité électorale des grippistes

Aux élections législatives et communales de 1965⁸, Grippa présente des candidats sans aucune chance. Il ne parvint qu'à faire réélire Henri

7. C'est-à-dire le Parti communiste (marxiste-léniniste) de Belgique.

8. Les élections communales du 11 octobre 1964 précèdent de quelques mois les élections législatives, organisées le 23 mai 1965.

Glineur comme seul conseiller communal à Roux pour l'ensemble du pays. Aux élections législatives, les grippistes obtiennent dans l'arrondissement de Bruxelles 10 601 voix contre 32 507 au cartel Communiste-PWT et pour l'ensemble du pays 23 903 voix contre 238 625 au Parti communiste de Belgique⁹. Les grippistes n'ont pas eu d'élus mais en se présentant comme communistes, ils ont créé la confusion, ce qui nous a donné quelques élus en moins. Les grippistes font le jeu de la réaction en essayant de diviser le Parti communiste. Cette réaction accorde d'ailleurs à Grippa des facilités de propagande en lui accordant la télévision et la radio. On comprend que, dans le but de nuire au Parti communiste de Belgique, la bourgeoisie soigne la publicité de Grippa¹⁰. Dans certains endroits, toujours dans le but de nuire au Parti, ce sont les socialistes qui aident la publicité de Grippa. Ce fut d'ailleurs le cas à Ath où, le 20 janvier 1968, les socialistes ont organisé une conférence avec Serge Pairoux et Lucien Pary, universitaire de Bruxelles travaillant à Pékin. Grippa trouve aussi des sympathisants dans les éléments de gauche du Parti socialiste.

Assassinat par les grippistes du camarade Marcel Seys

Le soir du 20 mai 1965, en pleine campagne électorale, le candidat communiste Marcel Seys fut assassiné à Tubize par le grippiste Bandella. Grippa défendit Bandella et réclama son acquittement. Bandella fut arrêté [et] ne fut condamné qu'à six mois de prison avec sursis par les tribunaux bourgeois.

Les luttes intestines

Les luttes intestines ont pris naissance immédiatement après la constitution du groupuscule grippiste. Tout d'abord, une grande partie des intellectuels qui avaient rejoint Grippa en 1963 l'abandonnèrent quelques

9. A Bruxelles, la liste de cartel unissait en fait le PCB à l'UGS. Elle était apparentée à la liste KPB de Louvain et à la liste de cartel PCB-PWT de Nivelles. Les chiffres donnés par AB. ne sont pas ceux des résultats officiels.

10. Reproches que le parti de Grippa retourne au parti de l'avenue de Stalingrad : *« Il est plein d'enseignements pour les travailleurs de constater que les khrouchtchéviens obtinrent l'appui de l'appareil d'Etat bourgeois, et notamment de la Radio-Télévision Belge, qui leur octroya à cinq reprises ses antennes en dix jours de temps, pour épauler cette sale besogne »*, texte extrait d'un communiqué conjoint des Bureaux politiques du PCW et du PCB concernant l'invalidation du dépôt d'une liste PCW aux communales à Cuesmes et la demande d'annulation de ces élections par le parti marxiste-léniniste (in *La Voix du Peuple*, n°3 du 15.01.1965, p. 3).

mois plus tard. Certains d'entre eux se tiennent actuellement en dehors de toute activité ; d'autres ont rejoint l'Union des gauches socialistes (groupement trotskysant)¹¹. Le gaspillage d'argent indispose les grippistes. M. Mineur, responsable de l'Agence Chine nouvelle à Bruxelles, détourne des fonds et est exclu du groupuscule grippiste au début de 1964.

En juin 1964 : première défection chez les grippistes

A cette époque, un certain Frisque¹², qui avait rejoint Grippa, le quitte en claquant les portes. Il dénonce publiquement l'attitude orgueilleuse et prétentieuse de Grippa. Il réclame la vérification des comptes.

Frisque édite un petit journal dissident qui s'intitule *Démystifions !* (ce journal a paru une dizaine de fois ; il est maintenant disparu).

Cette feuille contenait des articles dénonçant Grippa.

La deuxième dissidence avec M. Massoz

Massoz et quelques membres de son groupe sont exclus par Grippa. Cela se passe en septembre 1965.

Le groupe Massoz organise un coup de main contre le local grippiste de la rue des Palais et occupe le local. Grippa, alerté pendant la nuit, arrive sur les lieux. Il réclame l'intervention de la police. Massoz, qui se disait co-proprétaire de l'immeuble de la rue des Palais, est expulsé par les policiers¹³. La police se rallie donc aux arguments de Grippa. Grippa réclame des tribunaux bourgeois une condamnation sévère de Massoz pour attaque des locaux grippistes à main armée. Les tribunaux ne condamnent pas Massoz.

A cette époque, Massoz Maurice, Massoz Ghislain, Legroscolard et Victor Baudelot sont exclus du groupe Grippa. Le groupe Massoz comp-

11. En fait, Union de la gauche socialiste, groupe né à Bruxelles fin 1964-début 1965, comme le Parti wallon des travailleurs en Wallonie, de certains des groupes socialistes oppositionnels regroupés autour du journal *La Gauche*.

12. Julien Frisque et son épouse Paula Verhamme sont à la tête de la section de Drogenbos du PC dissident au début mars 1964 lorsqu'ils font l'objet d'une mesure d'exclusion.

13. Ces faits se produisent dans la nuit du 13 au 14 novembre 1965. Voir *La Voix du Peuple*, n°47 du 19.11.1965, p. 20.

te une dizaine de membres et se constitue en Parti communiste de Belgique avec son BP et son CC. Ce groupe édite des tracts et des brochures. Actuellement, ce groupe ne se manifeste plus.

La troisième dissidence :

Delogne-Moerenhout membres du BP grippiste.

Cette nouvelle division du groupe Grippa survient en juin 1966. Delogne et Moerenhout sont exclus «*pour complaisance envers les révisionnistes et pour comportement opportuniste*»¹⁴. Ce groupe compte une douzaine de personnes. Ils ne fondent pas un nouveau parti. Ils rejoignent les rangs du groupe socialiste de gauche trotskysant.

La quatrième dissidence : Trifaux-Hauwaert

Cette nouvelle défection du groupe grippiste se produit en juin 1967. Elle est plus importante que la précédente. Trifaux entraîne avec lui les fédérations de Charleroi, du Borinage, du Centre, de Tournai et une partie de Liège (soulignons que les grippistes donnent le titre de fédération à de petits groupes de membres. Par exemple, la fédération de Tournai ne compte que cinq membres).

Trifaux constitue un Parti communiste wallon. Il édite un hebdomadaire stéréotypé¹⁵ qui s'intitule *L'Exploité*, qui se diffuse à quelques centaines d'exemplaires. Trifaux fonde sa jeunesse et son association d'étudiants. Il accuse Grippa de défendre Liou Chao-chi.

La cinquième dissidence : Vanderlinden-Graindorge

Cette dissidence est la plus importante et se produit en octobre 1967. Graindorge reproche à Grippa son soutien du «*Khrouchtchev (sic) chinois*», Liou Chao-chi. Grippa répond que la ligne du Parti Communiste s'élabore en Belgique et pas ailleurs. On sait aussi que Grippa se dresse contre un certain Rittenberg¹⁶, sujet américain et fonctionnaire dans le parti chinois. Grippa dénonce aussi le groupe des Belges – notamment Serge

14. Voir *La Voix du Peuple*, n°28 du 15.07.1966.

15. Il faut évidemment lire «ronéotypé».

16. Sidney Rittenberg (nom chinois : Li Dunbai ; né à Charleston, SC [USA], 14.08.1921) rejoint le PC des USA en 1940 mais le quitte en 1942. Expert linguistique auprès du QG des troupes américaines en Chine en 1945, il travaille à Shanghai pour l'UNRRA (agence spécialisée de l'ONU) à partir de janvier 1946. Interprète lors des négociations entamées sous l'égide du général Marshall entre communistes et nationalistes./..

Pairoux et Lucien Pary – qui travaillent, eux aussi, à Pékin aux relations avec l'étranger. Graindorge et Grippa sont dressés l'un contre l'autre. Graindorge entraîne derrière lui une grosse partie des étudiants grippistes. Deux tiers des effectifs grippistes passent au groupe Graindorge. Le groupe Graindorge se constitue à son tour en Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique, avec son BP et son CC. Il édite un hebdomadaire imprimé qui s'intitule *Clarté*. Il crée son organisation de la jeunesse et des étudiants.

Chez les jeunes

Leur langage ultra gauchiste prend sur quelques jeunes. C'est ainsi que chaque organisation dissidente a formé son groupe de jeunesse et d'étudiants. Il existe donc :

- une jeunesse communiste et une organisation estudiantine de la tendance Grippa ;
- une jeunesse communiste et une organisation estudiantine de la tendance Trifaux ;
- une jeunesse communiste et une organisation estudiantine de la tendance Graindorge.

Il existe donc :

- trois organisations de jeunes de tendance chinoise ;
- trois organisations d'étudiants de tendance chinoise ;
- trois partis communistes de tendance chinoise ;
- trois journaux hebdomadaires «communistes» de la même tendance ;

.../... chinois, il fait à cette occasion la connaissance de Zhou Enlai, qui lui fait visiter Yanan (juillet 1946), où il rencontre Mao Zedong. Membre du PCC depuis novembre 1946, Rittenberg travaillera la plupart du temps comme traducteur et éditeur de textes politiques chinois en langue anglaise. Arrêté à la demande expresse de Staline en janvier 1949, il ne sera libéré et réhabilité qu'en avril 1955. Reprenant alors ses fonctions éditoriales, considéré comme un héros, Rittenberg continue de fréquenter et de conseiller les principaux dirigeants chinois. En juin 1966, le déclenchement de la Révolution culturelle lui laisse espérer la fin du monopole du PCC sur la vie politique chinoise. Il s'y engage à fond. Mais lorsque Mao Zedong a réalisé son objectif d'éliminer ses principaux concurrents dans le Parti (1969), Rittenberg et son épouse chinoise sont arrêtés. Ils ne seront libérés que dix ans plus tard et autorisés à s'établir aux USA. Ils y servent depuis de consultants pour des sociétés, institutions ou personnalités américaines impliquées dans les affaires chinoises (Billy Graham, sociétés Levi-Strauss ou Nintendo, agences gouvernementales) et se rendent régulièrement en Chine populaire.

Biographie du 12.12.2000, consultable sur :

students.washington.edu/yxqigong/events/rittenberg.html, 18.05.2002.

- deux organisations Belgique-Chine : une de Grippa, l'autre de Graindorge ;
- deux organisations de défense de la Paix : une de Grippa, l'autre de Graindorge ;
- des Théâtres populaires : un à Liège, l'autre à Bruxelles (Grippa et Graindorge) ;

Tous se réclament avec acharnement de la pensée de Mao¹⁷.

La force de ces organisations

L'effectif des trois groupes réunis ne dépasse pas 400 membres :

- approximativement, Grippa n'aurait plus que 75 à 100 membres ;
- le groupe Trifaux, environ 150 membres ;
- le groupe Graindorge, environ 175 membres.

Vente de *La Voix du Peuple* : environ 300 exemplaires.

Vente de *L'Exploité* : [environ] 250 exemplaires.

Vente de *Clarté* : environ 450 exemplaires.

Ces trois journaux défendent la position du PC chinois¹⁷.

Quel est le groupe qui aura l'appui de Pékin ?

On ne peut pas encore répondre affirmativement à cette question. Il semble cependant que le groupe Vanderlinden-Graindorge, qui a l'appui de Rittenberg, Pairoux et Pary, l'emportera sur Grippa et Trifaux.

Nous avons dit, en effet, que Grippa prenait violemment à partie Rittenberg et ses acolytes Pairoux et Pary.

Dans un numéro récent de *La Voix du Peuple*, Grippa écrit : «*Soit dit en passant, l'on peut dire que les délégués de Rittenberg, voyageant souvent entre Pékin et Bruxelles (SP, LP et leurs acolytes) sont eux des 'chargés de missions' d'une clique anti-communiste : débarquant non pas de leur char, mais de leur avion 'ils se mettent à crier, à juger et à trancher de tout en proclamant leur opinion à tout critiquer et condamner'. Mais l'action de sape anti-parti, la tentative de subversion du Parti constituent les objectifs mêmes de leur mission et leurs méthodes tiennent à leur nature contre-révolutionnaire*»¹⁸.

17. Assertions pour le moins erronées puisque, notamment, le PCB-«Grippa» prend plus que des distances avec la «pensée Mao Zedong» dès 1966, ce qui conduit justement aux scissions de juin et novembre 1967.

18. *La Voix du Peuple*, n°49 du 08.12.1967, p. 10.

Or, SP et LP, acolytes de Rittenberg, sont Serge Pairoux et Lucien Pary qui sont : le premier, professeur de français à l'Institut des langues étrangères de Pékin. Il fut précédemment professeur à Tunis et à Conakry où il participe à la fondation de la Bibliothèque nationale de Guinée. Le second est licencié en sciences politiques et diplomatiques de l'ULB, a été aspirant du Fonds national de la recherche scientifique et est attaché au service de traduction à l'agence de presse chinoise *Hsinhua*. Tous deux travaillent à Pékin depuis cinq ans.

Ces deux hommes viennent de donner une conférence à Ath sous l'égide de Belgique-Chine à l'invitation du Parti socialiste belge (Belgique-Chine de Relecom et Huysmans¹⁹, ralliés tous deux au groupe Graindorge)²⁰.

Il semble bien que S. Pairoux et L. Pary sont envoyés en Belgique pour trouver une solution à la division des grippistes belges. Le soutien de Graindorge au groupe Rittenberg fait présumer que c'est Graindorge qui aura l'appui de Pékin.

Addenda

La dernière campagne de 1968 et les grippistes

On sait qu'en 1965, les pékinois tendance Grippa avaient présenté des listes dans huit arrondissements, à savoir : Bruxelles, Brabant wallon, Charleroi, Thuin, Mons, Soignies, Tournai-Ath, Liège.

Cette fois, ils n'ont présenté des listes que dans six arrondissements. Ils ne s'étaient plus présentés à Soignies et à Tournai.

Les autres tendances, Graindorge et celle de Trifaux, n'ont pas présenté de listes et fait appel à voter nul, ce qu'ils appelaient «*faire un vote révolutionnaire*».

Le résultat se termine par une déconfiture du groupe Grippa.

La Voix du Peuple du samedi 6 avril écrit :

-
19. Xavier Relecom (1900-1977), ancien secrétaire national (1936-1939) puis secrétaire général (1939-1943) du PCB. Marthe Huysmans, épouse de Jean Deguent et fille de Kamiel Huysmans, ancien Premier ministre (BSP).
20. Le texte dactylographié porte la mention manuscrite surajoutée par A. Bonenfant : «*Conférence à l'invitation des Jeunes socialistes d'Ath*».

«Par rapport à 1965, notre Parti enregistre sur ses listes présentées par lui, une perte importante de voix».

Par contre, le journal *Clarté* du groupe Graindorge écrit en ce qui concerne le résultat des élections²¹ :

Arrondissements	Voix du Parti marxiste-léniniste en 1965	Voix de Grippa en 1968
Bruxelles	10.701	2.785
Brabant wallon	1.925	334
Charleroi	6.316	395
Thuin	1.535	148
Mons	1.023	421
Soignies	884	pas présenté
Tournai-Ath	884	pas présenté
Liège	3.108	572
Totaux	26.375	4.655

Nouvelles exclusions

En mai 1968, il y eut une nouvelle vague d'exclusions. Il s'agit de René Raindorf, Stéphane Struelens, Luc-Daniel Pire et G.C.²²

Ils sont exclus, d'après l'explication de *La Voix du Peuple*, pour dégénérescence politique et acte provocateur contre le parti, attaque contre le parti et des organisations de masse²³. Raindorf et Struelens étaient les plus anciens amis de Grippa. De toute l'équipe de dissidents de 1963, Grippa reste seul dirigeant.

En ce qui concerne leur influence, nous soulignons qu'ils ne sont jamais parvenus à rassembler nationalement plus de 300 participants à leurs manifestations. Ils étaient 60 permanents et faisaient imprimer un maté-

21. *Clarté*, n°15 des 5-11.04.1968, p. 8.

22. Gilberte Camby, épouse séparée d'André Bandella et compagne de Stéphane Struelens.

23. Ce faisant, Bonenfant attribue au groupe Raindorf des qualificatifs que le parti de Grippa réserve à la frange marxiste-léniniste «liée à Rittenberg (...), toute une tourbe de provocateurs, d'arrivistes et autres éléments dégénérés déguisés en marxistes-léninistes», autrement dit le PC(ML)B (*La Voix du Peuple*, n°25 du 21.06.1968, p. 5).

riel coûteux. Toutes les divisions ont éparpillé les membres. Actuellement, leurs éditions se limitent pratiquement à leurs journaux. Rappelons pour mémoire leurs divisions²⁴ :

1°)	dissidence Frisque	(juin 1964)
2°)	dissidence Massoz	(septembre 1965)
3°)	dissidence Delogne	(juin 1966)
4°)	dissidence Trifaux	(juin 1967)
5°)	dissidence Vanderlinden	(octobre 1967)
6°)	vague d'exclusions Raindorf	(mai 1968)

Complément²⁵

La Voix du Peuple ne paraît plus qu'une fois par mois. Elle prend position contre Mao. *L'Exploité*, avec Hauwaert et Trifaux, semble avoir disparu. Il reste *Clarté* qui paraît sur 8 pages chaque semaine. 100 % de leur tirage est diffusé. Il semble que *Clarté* reçoit des fonds de []²⁶.

24. Il faut ajouter à la liste qui suit la dissidence Hennebert, en août-septembre 1964, qui semble s'être aussitôt éteinte.

25. Complément non daté, inachevé. L'allusion à la disparition momentanée de *L'Exploité* laisse entendre que ce complément daterait de 1972.

26. La phrase reste inachevée.

L e c t u r e s

Léopold III, la tentation autoritaire

SERGE MOUREAUX

éd. Luc Pire, 2002, 200 pages

«Ce livre est celui d'un refus», déclare Serge Moureaux. Refus de laisser travestir l'Histoire, refus de cautionner l'image, bruyamment véhiculée, d'un souverain incompris et maltraité par de vulgaires «politiciens».

L'auteur précise que ce n'est pas *Pour l'Histoire*, signé par Léopold III, qui l'a poussé à prendre la plume, car à son estime, ce livre est contreproductif, tant il met en lumière les défauts du roi. Mais il est vrai que cette autohagiographie de Léopold III connaît un gros succès de vente. Et que dans la foulée, une fille de Léopold s'est lancée dans l'éloge des vertus paternelles. On comprend donc que Serge Moureaux, démocrate, juriste et ancien député, ait voulu, sans faire œuvre d'historien, rappeler quelques vérités qu'escamotent certains *best-sellers*. Il s'agit essentiellement pour lui de réhabiliter ceux qui ont mené le

combat contre la politique de Léopold, puis pour son abdication. Cela fait beaucoup de monde. En témoigne la dédicace qui ouvre l'ouvrage – des combattants de 1940 jusqu'à Julien Lahaut assassiné en 1950, en passant par les résistants, les 24 000 juifs déportés de Belgique... et quelques autres.

Le souci de l'auteur de réhabiliter les démocrates, méprisés et calomniés par Léopold III, se double d'une volonté de rendre hommage à son père, Charles Moureaux, qui fut ministre libéral et anti-léopoldiste actif. Son fils s'en souvient et peut ainsi, citations à l'appui, crever quelques baudruches royales.

Comme l'avaient déjà montré Jean Stengers, et plus récemment les historiens flamands Velaers et Van Goethem, Léopold III a été un monarque séduit par les idées d'ordre nouveau, imbu de lui-même et surestimant obstinément son rôle. Le titre du livre de Serge Moureaux souligne avec pertinence cette *tentation autoritaire* qui était certes à la mode dans les

années 30, mais à laquelle Léopold est resté fidèle jusqu'au bout de son règne et de sa vie. Car les années 30, c'était aussi le Front populaire. Or, pour Léopold III, cette alliance, précisément dirigée contre l'extrême-droite, est responsable de tous les maux.

Contre la velléité de travestir Léopold en héros et victime, le travail de Serge Moureaux montre que le père de Baudouin aura surtout été l'homme des paris perdus.

Rosine Lewin

Les historiens allemands relisent la Shoah

DOMINIQUE VIDAL

éd. Complexe, 2002, 288 pages

Non, tout n'a pas été dit sur la Shoah ! Non seulement les riches archives de divers pays d'Europe centrale sont devenues plus largement accessibles, mais en Allemagne des chercheurs de la génération d'après-

guerre jettent un regard nouveau et distancé (*«de criminologues»* dit l'un d'entre eux) sur le génocide. Une vingtaine de nouveaux ouvrages ont été publiés depuis 1990 par des historiens allemands : Dominique Vidal observe qu'un seul a été traduit en français et s'inquiète de l'ignorance qui en résulte dans le monde francophone. Aussi a-t-il entrepris de plonger dans une douzaine d'œuvres particulièrement représentatives de la recherche allemande la plus récente sur la Shoah, pour nous en présenter une synthèse – austère et édifiante.

Ce qui nous paraît le plus frappant dans cet ensemble, c'est la réinsertion du génocide juif dans un projet de remodelage global de «l'espace vital» allemand à l'Est. Ainsi, sont mises en lumière la dimension démographique de la politique nazie, le rôle du Plan quadriennal dirigé par Göring, l'ambition de transplanter à l'Est des populations germaniques après y avoir fait le vide des «sous-hommes», bref toute la stratégie militaro-économique qui encadre la «solution finale». L'installation des «Allemands de souche» en Pologne annexée a créé et développé un goulet d'étranglement dont la conséquence a été une accélération de la «solution finale» pour les Juifs et pour les Tziganes.

Le travail d'évaluation de l'opinion allemande sous le régime nazi a aussi sensiblement progressé grâce aux récentes recherches décodées par Dominique Vidal. Que pensaient les Allemands du programme de «déjudéisation» qui a précédé l'extermination ? Que savaient-ils du génocide ? L'historien David Bankier étudie de près cette question complexe, qui pose de délicats problèmes méthodologiques. Il écarte deux visions courantes – celle d'une population allemande rendue muette par la terreur, celle d'un lavage de cerveau intégral. «*Grosso modo, les Allemands ont accepté les attaques contre les juifs tant qu'elles ne nuisaient pas aux intérêts des non-juifs ni à ceux du pays, notamment à sa réputation à l'étranger*». Il est clair que sur le chemin (historiquement court, mais sinueux) qui mène de *Mein Kampf* aux fours crématoires, l'obligation du port de l'étoile jaune a signifié un tournant dans l'opinion : Goebbels lui-même a reconnu qu'en raison de «*la sensibilité*» des Allemands, l'opération a été un échec. Globalement, Bankier estime que «*de larges cercles de la population allemande, juifs comme non juifs, ont soit su, soit pressenti ce qui se passait en Pologne et en Russie*». D'autres volets du dossier, d'autres recherches sont présentés dans l'ouvrage de

Dominique Vidal, qui comporte aussi une précieuse chronologie, du 30 janvier 33 au 8 mai 45. Il ne faut pas être un spécialiste pour y trouver un vif intérêt et maintes incitations à la réflexion.

RL.

La politique extérieure de la Belgique

RIK COOLSAET

éd. Pol-His / De Boeck Université,
2002, 392 pages

Il y a quatorze ans, les éditions Vie ouvrière publiaient une *Histoire de la politique étrangère belge* de Rik Coolsaet, qu'on a ensuite appelé «le petit Coolsaet», par opposition à un ouvrage monumental du même auteur, paru l'an dernier en néerlandais. Et voici un troisième Coolsaet qui n'est pas la réplique intégrale du «monumental». Ni petit, ni géant. Ce nouveau compromis à la belge aboutit à un découpage des chapitres parfois déroutant. Ceci dit, il s'agit d'un ouvrage remarquable, par son érudition d'abord, par l'originalité de son analyse ensuite - et à ce propos, nous

sommes entièrement d'accord avec Louis Michel, ministre des Affaires étrangères, qui signe une préface presque jubilatoire.

L'auteur, professeur à l'Université de Gand après avoir été longtemps homme de «*terrain diplomatique*», entend marier histoire et politique. D'entrée de jeu, il met en évidence quatre éléments (dont le poids relatif peut changer) qui lui permettent de déterminer les mécanismes de la politique extérieure : politique de sécurité, rapports de forces au plan national, intérêts commerciaux et enfin facteur idéologique. C'est au moyen cette grille de lecture que Coolsaet déroule son récit. Nous ne le suivrons point pas à pas, mais nous épingleons un certain nombre d'observations – sur les débuts du Royaume de Belgique, sur les années 1947-1948, sur quelques discontinuités significatives.

«La révolution belge de 1830 amena au pouvoir un régime bourgeois. Les dirigeants révolutionnaires n'appartenaient pourtant pas à l'élite financière. Pour se consolider en tant que groupe social et pour survivre ainsi, en tant qu'acteur autonome, la classe politique post-révolutionnaire lia rapidement son sort à celui de la Société Générale»,

constate Coolsaet. La Belgique devint bientôt le premier pays d'Europe à voir se développer une relation triangulaire entre l'Etat, l'industrie et le secteur bancaire. La Société Générale constituait l'axe d'un réseau de relations qui devint l'acteur central de la prise de décision politique. D'où une politique étrangère marquée par la priorité de l'économique. Il faut attendre l'avènement du suffrage universel et l'accession de la gauche au Parlement pour que les objectifs économiques de la politique étrangère s'adaptent à certaines réalités sociales. *«Pourtant, note Coolsaet, entre 1945 et 1960, près de 40 % des ministres belges allaient encore conserver un lien assez durable, car fonctionnel, avec la grande industrie, le monde bancaire et les holdings».*

Pour Coolsaet, les décideurs successifs de la politique étrangère belge, ont été durant quelque cent septante ans beaucoup moins attentifs à la politique de sécurité du pays qu'au facteur économique. Un exemple : l'accord militaire franco-belge de 1920 a été surtout *«un pion dans un duel économique-commercial entre la France et la Belgique».*

Mais les considérations d'ordre idéologique n'ont pas manqué, même si

elles se combinent souvent à des motifs économiques. C'est ainsi que, si en 1949 les options atlantiques du gouvernement belge sont surtout motivées par le «péril rouge», jusque septembre 1948 Spaak disait son scepticisme face à ce péril. *«A aucun moment Spaak ne conçut le coup d'Etat (de Prague, le 25 février 48) comme l'annonce d'une intervention soviétique en Europe occidentale (...). Il considérait que les événements de Tchécoslovaquie étaient une manifestation de peur plutôt que d'agressivité.»*

La peur, cependant, Spaak allait se l'approprier spectaculairement quelques mois plus tard (septembre 48) devant l'Assemblée générale de l'ONU, allant jusqu'à évoquer le danger que pourraient représenter les militants du Parti communiste de Belgique, *«assimilés à des agents du KGB»*. Pour Coolsaet *«les motifs complexes et imbriqués»* à la base de l'OTAN *«se trouvaient justifiés et simplifiés à l'intention de l'opinion publique, en rendant l'Union soviétique responsable de toutes les difficultés»*. De quoi méditer, à titre posthume... Ce qui s'est produit entre la mi-février et septembre 1948, c'est grosso modo la conversion d'un Spaak revenu de sa période neutraliste et accroché à l'idée d'une Europe occi-

dentale sous *leadership* de la Grande-Bretagne, à l'idée d'une Europe atlantique dominée par les USA. Le déclin de l'Empire britannique était aussi évident que le dynamisme des Etats-Unis, pourvoyeurs du Plan Marshall. Coolsaet situe en mars 47 le verrouillage d'un *«choix idéologique, celui d'un retour au libéralisme économique»*. Mars 47, c'est aussi la date à laquelle en Belgique, en France et en Italie, les ministres communistes quittent leurs gouvernements respectifs. C'est grâce à l'opposition syndicale, note Coolsaet, qu'en 1950 le gouvernement Pholien ne put mener «à la Mac Carthy» l'épuration administrative anticommuniste qu'il avait mise en chantier.

Discontinuités : Coolsaet repère deux moments de grande discontinuité dans la politique étrangère. *Primo* : au cours du dernier quart du XIX^{ème} siècle, Léopold II réussit là où son père avait échoué. Un Etat africain naquit, lié à la Belgique par une union personnelle. Les intérêts commerciaux et économiques de la Belgique servaient dans ce cas *«d'instrument pour assurer les ambitions dynastiques de Léopold II»*. *Secundo* : l'adhésion à partir de 1954 de l'*establishment* belge au principe de la supranationalité. Dans ce choix, est notamment inter-

venu le souci de restreindre au maximum les possibilités de pression des grandes puissances européennes. Dans le courant des années 70 va s'affirmer l'euro-fédéralisme, et l'intégration politique européenne se retrouve en première place sur l'agenda diplomatique.

Bref, à aucun moment, la politique extérieure de la Belgique n'est étrangère à sa politique intérieure. C'est un champ de forces complexe et en mouvement. Un mouvement de plus en plus lié au sort de l'Union européenne.

RL.

***De Prague 1948
à Vilvorde 1954***
*Discussions
politico-biographiques*

LOUIS VAN GEYT/
ALAIN MEYNEN

Imavo-Dacob, Bruxelles, 2001,
197 pp. (en néerlandais)

Serait-ce du seul point de vue multiculturel européen, sinon belge, il faut s'encourager à lire régulièrement un

bouquin en néerlandais, et à entretenir ce faisant ses connaissances scolaires. En voilà une occasion, et ce n'est pas offenser LVG que d'insister sur la qualité d'écriture d'Alain Meynen qui a mené et transcrit ces entretiens. Ceux qui ont connu LVG – à la présidence du PCB-KPB de 1972 à 1995, par exemple – savent son style écrit et parlé assez baroque, en néerlandais comme en français (voir par ex. p. 54, la «bio» des années 51-52). Celui de Meynen est coulant et ne devrait pas désorienter le francophone que nous encourageons ici.

LVG, vingt-et-un ans en 1948, appartient à la première génération de jeunes militants du PC d'après la deuxième guerre mondiale, celle qui adhère au moment où ce parti a atteint sa plus grande audience électorale. Avec les persévérants, elle résistera au recul rapide du PC pendant une décennie, pour arriver aux fonctions dirigeantes dans les années 60 (par ex., LVG devient membre du Bureau politique en 1960). L'essentiel de son parcours politique aura donc été lié au maintien d'un petit parti à côté du PS, autour de 3 % de l'électorat de 1954 à 1985. Voilà qui comporte pour cette génération à la fois deux mérites, celui d'avoir défendu un ancrage à gauche, et celui d'avoir

porté plusieurs tentatives infructueuses – maladroites ? – d'élargir l'entreprise. Accessoirement, jusqu'à l'impuissance au moment de gérer, entre 85 et 95, le passage sous la barre de crédibilité politique et de s'opposer à une régression gauchiste, groupusculaire finale, mais le moment de la retraite était venu, et pour l'histoire, c'est évidemment les décennies précédentes qui sont instructives.

D'un point de vue méthodologique, l'ouvrage souffre un peu d'une hybridation des genres : entre mémoires, que LVG ne voulait apparemment pas écrire, témoignage – trop peu précis – sur diverses périodes, et essai politique, pas trop (auto)critique. Sur la période visée par le titre – 48-54 – où LVG, jeune permanent à partir de 51, est encore dans les soutes du bateau, le lecteur reçoit forcément plutôt des opinions d'après-coup, celles de celui qui aura pris du galon plus tard, mais connu les acteurs de premier rang, comme par exemple René Beelen dont il fut souvent une espèce d'adjoint linguistique. Ce sont les aléas de l'histoire orale à quoi s'est essayé le centre d'archives *Dacob*, co-éditeur.

Toujours au plan méthodologique, Alain Meynen assume expressément

le point de vue d'un jeune ancien militant trotskiste, jusqu'à la polémique « en épilogue » avec LVG, non close donc par la publication et après une bataille sur les auto-amendements de ce dernier... plus d'un ancien collaborateur ou camarade sourira. Il n'empêche que plusieurs des questions posées à LVG relèvent d'un schématisme « léniniste » qui ne pouvait qu'obscurcir la discussion (par ex. sur le droit de tendance, la conception léniniste du parti,...). La recherche sur « le mode de pensée communiste », comprendre « stalinien », a bon dos, et encore bien du chemin à couvrir.

Il n'en reste pas moins un texte globalement intéressant, entre autres pour la description de l'ambiance des années 1940, l'ULB d'après-guerre, les ES et l'entrisme trotskyste, les amis et la famille... les quincagénaires d'aujourd'hui sont nés alors, et on ne leur a pas tout dit.

Sans doute y a-t-il des lucidités critiques plutôt rétrospectives,... c'est forcé dans le cadre méthodologique flou qui a été choisi. Le « partenaire » Meynen procède toutefois en l'espèce à quelques coups de mise en scène curieux, en présentant à l'auteur quelques uns de ses écrits – de cir-

constance – juste après avoir recueilli ses souvenirs actuels – cinquante ans après – sur les mêmes sujets... un peu flic – ou stal ? – de cuisiner ainsi le témoin – ou coupable ? – et de publier tel quel.

Le principal débat historique, latent, porte sur «le tournant de 1954», au congrès de Vilvorde du PC, la déstalinisation à la belge. Au PC, pour beaucoup, ce tournant a réellement existé, et le présent numéro des *CM* montre que des historiens en voient des effets un peu après, dans les années 60. Du point de vue de Meynen, il semble que «le stalinisme» ne se soit jamais modifié véritablement, depuis 1928 jusqu'à 1989, éternel et inoxydable. La vie, la militante itou, est un peu plus complexe, heureusement. Et le témoignage de LVG, même involontairement, en donne la démonstration. La réalité, ce sont des niveaux de conviction très hétérogènes, dès lors qu'une organisation réunit des milliers de membres et de militants (10-15 000 dans la période considérée). Dès lors aussi qu'elle regroupe des générations successives, avec des références et des expériences politiques différentes. Des approxi-

mations, des formules stéréotypées vont de pair... et des demi-vérités liturgiques aussi. Certes, LVG se fait un peu épingler, dans l'invocation de mensonges tactiques (pp. 54 et s.) lors de la rédaction de son auto-biographie pour la Commission de contrôle politique, au début de sa carrière de permanent. Mais comment ne pas voir qu'il s'agit précisément des effets d'une dérive inquisitoriale, en temps de paix, de mesures de sécurité du temps de la clandestinité devenues des questions de catéchisme dogmatique, ce qui en somme va être mis en cause dans ladite déstalinisation.

A côté de cela, restent la multitude des engagements concrets évoqués, la dynamique propre d'une voie nationale que la réalité impose aux militants, loin des schémas interprétatifs de la droite (et de l'extrême-gauche), et même des recommandations «de Moscou». LVG, avec ses circonlocutions et son côté *stijf*, et Meynen avec ses loupes léninistes n'en donnent peut-être pas la mesure la plus convaincante, mais elle pointe entre toutes les lignes.

Michel Godard

Les CM – numéros parus ces dix dernières années

- La terre : trop humaine planète ?	180, août 1991
- <i>Izquierda Unida</i> en Espagne	181, octobre 1991
- Travail : nouveaux conflits, nouvelles solidarités	182, décembre 1991
- 24 novembre 1991 : les rouges dribblés par les verts	183, janvier-février 1992
- Ethique : au-delà de la mode	184, avril-mai 1992
- Démocratie, insurrection permanente (1)	185, juillet 1992
- Démocratie, insurrection permanente (2)	186, septembre 1992
- La Wallonie et ses intellectuels co-édition <i>Toudi</i> n°7	187, novembre 1992
- Rejets/reconstructions du politique	188, janvier-février 1993
- Sport : jeux et enjeux	189, mars-avril 1993
- Dossier liégeois	190, juin-juillet 1993
- Femmes / histoire au tournant du siècle	191, août-sept. 1993
- Notre adieu au roi	192, nov.-décembre 1993
- Etre de gauche et maçon ?	193, février-mars 1994
- Positions matérialistes sur l'écrit	194, juin-juillet 1994
- Régions, régionalisme : conjuré le crépuscule industriel ?	195, août-septembre 1994
- Y a-t-il un économiste (socialiste) dans l'avion ?	196, décembre 1994
- Parcours dans le monde catholique <i>réédition</i>	197, février-mars 1995
- La droite existe. Et la gauche ?	198, mai 1995
- Notes d'Amérique latine	199, juillet-août 1995
- Dérives sécuritaires	200, nov.-décembre 1995
- Luxembourg, un échantillon d'Europe	201, avril-mai 1996
- <i>Numerus clausus</i> et enseignement	202, juin-juillet 1996
- Néolibéralismes, renouvellements régressifs et totalitarisme marchand	203, août-septembre 1996
- William Morris, un héritage rouge et vert et centenaire	204, nov.-décembre 1996
- Services publics: on brade?	205, avril-mai 1997
- Ce qui ne peut plus durer en Belgique	206, juin-juillet 1997
- De la Yougoslavie à la Belgique	207, octobre-nov. 1997
- L'Afrique nouvelle est-elle arrivée?	208, janvier-février 1998
- Chiapas dialogue pour la dignité	209, juin-juillet 1998
- 150 ans (et ½) après le manifeste	210, sept.-octobre 1998
- Bruxelles : mixité sociale en théorie, ...	211, déc.- janv. 1998-99
- Des sciences et des hommes	212, juin-juillet 1999
- Albert Marteaux 1886-1949	213, nov.-décembre 1999
- A l'Est, dix ans de recyclage des nomenklaturas	214, décembre 1999
- Casino planétaire	215, avril-mai 2000
- La prostitution : un droit de l'homme ?	216, juin-juillet 2000
- Fédéralisme - stop ou encore ?	217, oct.-nov. 2000
- Mal-être au travail	218, déc.-janvier 2000-01
- Casino planétaire - suite : résister	219, juin -juillet 2001
- école@business.com	220, nov.-décembre 2001
- Lézards plastiques	221, mars-avril 2002

Les Cahiers Marxistes
sont déposés
dans les librairies suivantes :

Centre
d'Histoire
et de Sociologie
des Gauchès



- ABELARD Bouquinerie
Rue F. Dons, 5 (Quartier ULB) - 1050 Bruxelles
- AGORA Louvain-la-Neuve
Agora, 11 - 1348 Louvain-la-Neuve
- ALINEA
Rue Beaumont, 21 - L- 1536 Luxembourg
- A LIVRE OUVERT
Rue St Lambert, 116 - 1200 Bruxelles
- LA DERIVE
Grand'Place, 10 - 4500 Huy
- LE LIVRE INTERNATIONAL
Bd. Lemonnier, 171 - 1000 Bruxelles
- L'ILE AUX CHATS
Rue Faider, 121 - 1050 Bruxelles
- LIBRAIRIE ANDRE LETO
Rue d'Havrè, 35 - 7000 Mons
- LIBRIS - TOISON D'OR Espace Louise
Av. de la Toison d'Or, 40/42 - 1060 Bruxelles
- POINT VIRGULE
Rue Lelièvre, 1 - 5000 Namur
- PRESSES UNIVERSITAIRES DE BRUXELLES
Av. Paul Héger, 42 - 1050 Bruxelles
- TROPISMES
Galerie des Princes, 11 - 1000 Bruxelles
- WALLONIE - BRUXELLES
Rue Quincampoix, 46 - F - 75004 Paris

REVUE BIMESTRIELLE ISSN: 0591-0633

Editeur responsable: Pierre Gillis
8, N-D Débonnaire
7000 - Mons

Production, propriété & copyright : FREE, mouvement
d'éducation permanente reconnu par la Communauté française
Membre de l'Association des Revues scientifiques et culturelles

Dépôt: Bruxelles X

8 EUR